

**NOTE LIMINAIRE CONFORME A L'ARTICLE D 2224-3  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**EXERCICE 2024**



**Réservoir du Puech Garou de Villeneuve-lès-Maguelone**

## SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>Organisation institutionnelle du cycle de l'eau</b>	<b>3</b>
I.1	Présentation	3
I.2	Volumes vendus	4
I.3	Nombre d'abonnés	5
<b>II.</b>	<b>Milieus naturels</b>	<b>7</b>
II.1	Ressources	7
II.2	Milieus récepteurs	8
<b>III.</b>	<b>Organisation opérationnelle du cycle de l'eau</b>	<b>9</b>
III.1	La compétence eau potable	9
III.2	La compétence assainissement	12
<b>IV.</b>	<b>Les indicateurs</b>	<b>13</b>
<b>V.</b>	<b>Prix total de l'eau au 1<sup>er</sup> janvier 2025</b>	<b>17</b>



# I. Organisation institutionnelle du cycle de l'eau

## I.1 Présentation

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place de ses communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009.

Le service public de l'eau potable est directement assuré sur 14 des 31 communes du territoire par Montpellier Méditerranée Métropole : Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison : Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

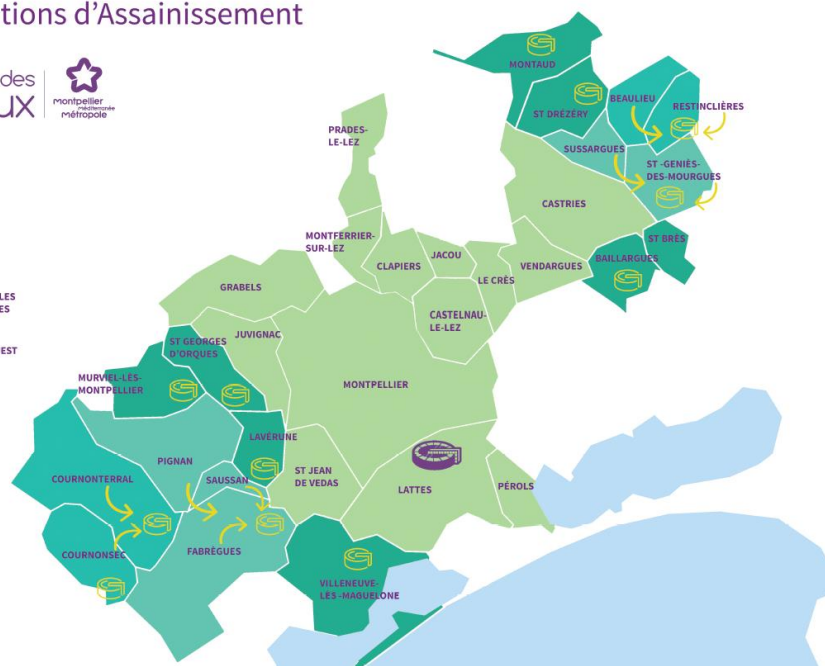
Sur les 17 autres communes de son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole intervient selon le principe de représentation substitution au sein du Syndicat du Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne. Ainsi, elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du syndicat du Bas Languedoc (SBL). Et elle est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnaud-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint-Génies-des-Mourgues, au sein du Syndicat Garrigues Campagne (SGC). Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence eau potable, à savoir production et distribution.

La Métropole de Montpellier est compétente depuis 2001 pour l'assainissement collectif des 31 communes adhérentes et a délégué la gestion à la régie en 2023.

### Cartographie des installations d'Assainissement



-  MAERA
-  STATIONS COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES
-  SECTEURS EST ET OUEST
-  SECTEUR MAERA



## I.2 Volumes vendus

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Le volume vendu, calculé par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et les autres gestionnaires, indiqué en mètres cubes, est égal au volume consommé autorisé, après déduction du volume de service du réseau. Selon la typologie du décret du 2 mai 2007, le volume vendu se décompose comme suit :

### I.2.1.1 Pour le SMGC

Commune	2023 (consommation en m3)	2024(consommation en m3)
BAILLARGUES	458 028	466 050
BEAULIEU	109 780	82 463
CASTELNAU-LE-LEZ	1 673 066	1 693 634
CASTRIES	444 000	367 308
CLAPIERS	384 859	366 025
MONTAUD	54 380	45 698
RESTINCLIERES	126 306	103 319
SAINT-DREZERY	188 433	163 834
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	103 646	86 161
TOTAL	3 542 498	3 374 492

### I.2.1.2 Pour le SBL

Commune	2023 (consommation en m3)	2024 (consommation en m3)
COURNONSEC	195 847	187 302
COURNONTERRAL	368 787	354 748
FABREGUES	402 604	390 236
LAVERUNE	164 770	158 229
PIGNAN	387 501	409 199
SAUSSAN	98 658	97 173

ST GEORGES D'ORQUES	307 550	303 291
ST JEAN DE VEDAS	879 980	882 558
TOTAL	2 805 697	2 782 736

### I.2.1.3 Pour la Régie

Communes	2022	2023	2024	Evolution 2023/2024
Grabels	182	176	162	-8%
Jacou	148	135	138	+2.2%
Juvignac	194	194	177	0-8.8%
Lattes	206	202	203	+0.5%
Le Crès	142	126	128	+1.6%
Montferrier-sur-Lez	213	184	176	-4.3%
Montpellier	400	390	375	-3.8%
Murviel-lès-Montpellier		104	106	+1.9%
Pérols	168	169	164	-3.0%
Prades-le-Lez	143	133	128	-3.8%
Saint-Brès	128	122	112	-8.2%
Sussargues	135	127	118	-7.1%
Vendargues	163	151	156	+3.3%
Villeneuve-lès-Maguelone	140	134	138	+3.0%
Moyenne	296	285	275	-3.5%

## I.3 Nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnements est égal au nombre de compteurs installés sur le territoire de la Collectivité. Le nombre d'abonnés compteurs est différent du nombre de branchements (un abonné peut avoir plusieurs compteurs).

### I.3.1.1 Nombre d'abonnés par communes dépendant du SMGC

Commune	2023	2024
BAILLARGUES	3 279	3495
BEAULIEU	974	976
CASTELNAU-LE-LEZ	9 873	10 555

<b>CASTRIES</b>	2 976	3 127
<b>CLAPIERS</b>	2 598	2 679
<b>MONTAUD</b>	464	474
<b>RESTINCLIERES</b>	1 056	1 075
<b>SAINT-DREZERY</b>	1 304	1319
<b>SAINT-GENIES-DES-MOURGUES</b>	964	972
<b>TOTAL</b>	23 488	24 672

### I.3.1.2 Nombre total d'abonnements (prime fixe) par communes dépendant du SBL

Commune	2023	2024
<b>COURNONSEC</b>	1453	1464
<b>COURNONTERRAL</b>	3220	3265
<b>FABREGUES</b>	3622	3646
<b>LAVERUNE</b>	1434	1460
<b>PIGNAN</b>	3775	3823
<b>SAUSSAN</b>	919	1006
<b>SAINT GEORGES D'ORQUES</b>	2765	2752
<b>SAINT JEAN DE VEDAS</b>	5887	6128
<b>TOTAL</b>	23 075	23544

### I.3.1.3 Nombre d'abonnés par communes dépendant de la Régie

Communes	2023	2024	Evolution 2023-2024
<b>Grabels</b>	2 739	2 801	+ 2,3 %
<b>Jacou</b>	2 582	2 579	-0,1 %
<b>Juvignac</b>	4 098	4190	+ 2,2 %
<b>Lattes</b>	5 899	5 916	+ 0,3 %
<b>Le Crès</b>	3 837	3 876	+ 1,0 %
<b>Montferrier-sur-Lez</b>	1 903	1 918	+ 0,8 %
<b>Montpellier</b>	46 444	46 565	+ 0,3 %
<b>Murviel-lès-Montpellier</b>	919	921	+ 0,2 %
<b>Pérois</b>	4 249	4 267	+ 0,4 %

Prades-le-Lez	2 444	2 469	+ 1,0 %
Saint-Brès	1 750	1 826	+ 4,3 %
Sussargues	1 245	1 260	+ 1,2 %
Vendargues	3 002	3 012	+ 0,3 %
Villeneuve-lès-Maguelone	3 991	4 034	+ 1,1 %
<b>TOTAL</b>	<b>85 102</b>	<b>85 634</b>	<b>+ 0,6 %</b>

## II. Milieux naturels

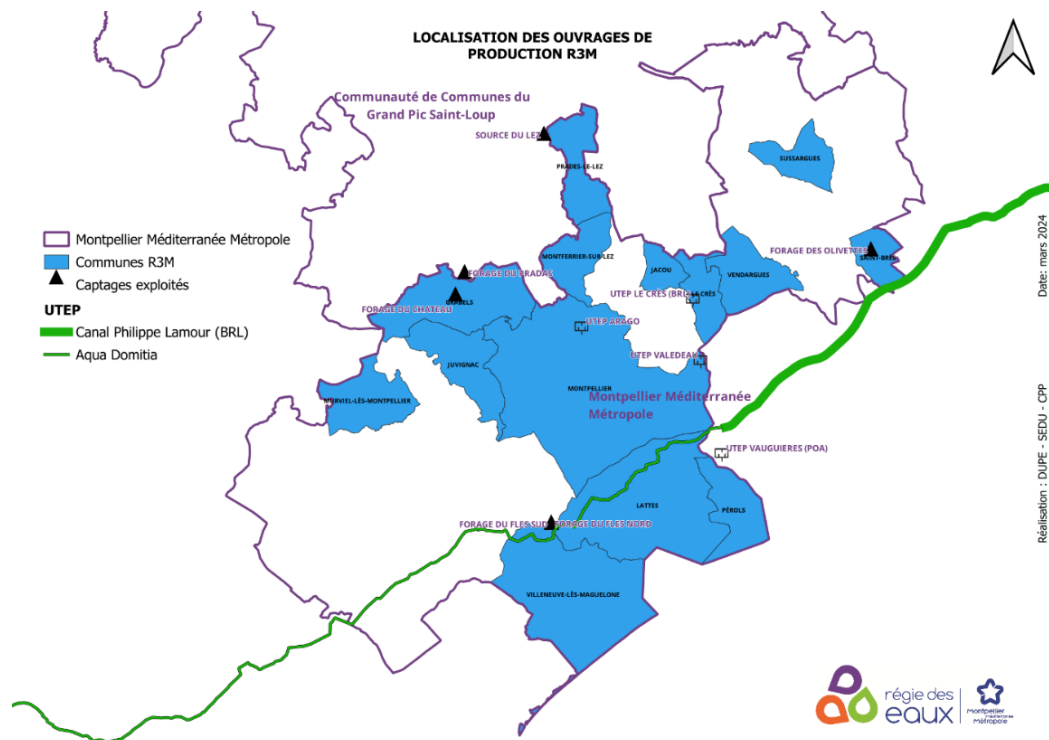
---

### II.1 Ressources

L'alimentation des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers quatre types de ressources principales :

- La source du Lez, située sur la commune des Matelles, est gérée par la Métropole et fournit, grâce à l'usine de pompage Avias, en moyenne 32 millions de m<sup>3</sup>/an. Elle alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez.. Cette ressource est également utilisée en ressource principale sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Jacou, Le Crès, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelones, dans une moindre mesure Grabels. Cette ressource est par ailleurs utilisée par les communes du syndicat du Pic Saint-Loup (SMEA) à travers une convention de vente en gros.
- L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe Lamour géré par la société du Bas-Rhône Languedoc, alimente diverses usines de potabilisation desservant en totalité les communes de Lattes et Pérols via l'usine de Vauguières, en appoint sur les communes de l'ex syndicat du Salaison via l'usine du Crès, sur les communes de Montpellier, Montferrier-sur-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, en totalité certaines communes du SBL (dont Saint Jean de Védas, Fabrègues et Saussan) et en partie sur le territoire du SMGC.
- Des forages locaux d'importance et de pérennité variables alimentent en partie un certain nombre de communes : via la régie, Grabels, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone, via le Syndicat du Bas Languedoc : Cournonsec, Cournonterral, Pignan, Lavérune, et Saint Georges D'Orques, et via le Syndicat Garrigues Campagne : Castelnau-le-Lez, Saint-Génès-des-Mourgues, Castries, Baillargues, Clapiers, Restinclières, Beaulieu, Montaud, et Saint-Drézéry.
- La nappe phréatique de l'Hérault pompée à Florensac par le Syndicat du Bas Languedoc procure par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol environ 20 millions de m<sup>3</sup>/an à l'ensemble des communes de ce syndicat et alimente certaines communes de l'Ouest de la Métropole, complétées par des forages locaux : Cournonsec, Cournonterral, Pignan, Murviel-lès-Montpellier, Lavérune et Saint Georges d'Orques.

Carte schématique des ressources en eau de Montpellier Méditerranée Métropole sur le périmètre de la Régie des Eaux :



## II.2 Milieux récepteurs

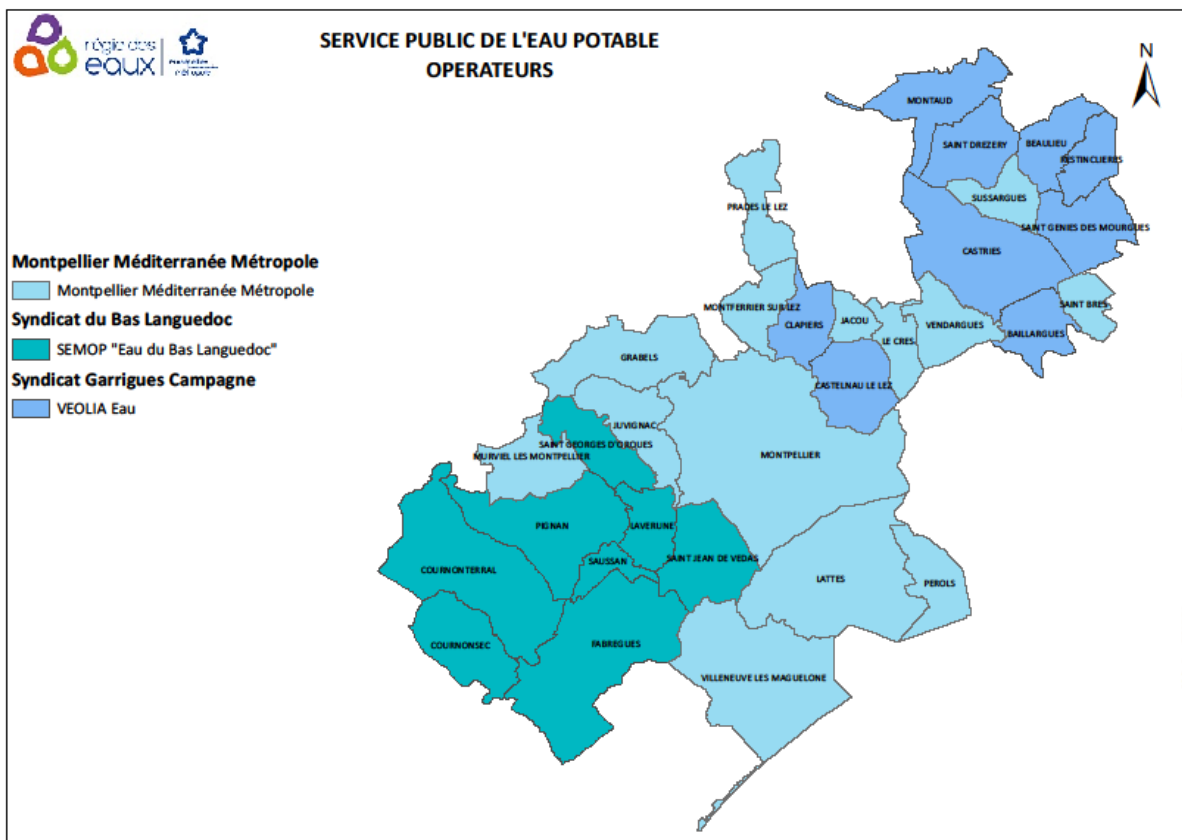
Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, les effluents domestiques sont traités par 13 stations d'épuration qui totalisent une capacité de traitement d'environ 575 434 équivalents habitants (EH). 495 356 habitants sont raccordés, environ 99% de la population. 35,5 millions de m<sup>3</sup> ont été traités sur ces ouvrages au cours de l'année 2024.

En dehors des effluents de la principale station (MAERA) qui sont rejetés en mer, les étangs constituent les exutoires des rejets d'eaux usées traitées, par l'intermédiaire des cours d'eau. Ainsi, l'étang d'Arnel reçoit les effluents de 6 stations d'épuration soit directement, avec la station de Villeneuve-lès-Maguelone, soit par l'intermédiaire de la Mosson et de ses affluents principaux (le Coulazou ou le Lassedéron). L'étang de l'Or reçoit les effluents de 6 stations via les principaux cours d'eau qui l'alimentent, la Cadoule et le Bérange. Le bassin de Thau reçoit les rejets du système d'assainissement du Mas Pagnol à Cournonsec via la Vène. Le ruisseau de la Lequette (bassin versant du Vidourle) reçoit les rejets de la station d'épuration de Montaud. Enfin, la station MAERA rejette ses effluents en mer grâce à un émissaire de 11 km.

Les milieux récepteurs des eaux traitées par les stations d'épuration de la Métropole font l'objet d'un suivi régulier par la Métropole, ainsi que dans le cadre des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) et de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau.

Approuvé fin 2004, le Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) fixait la stratégie globale et cohérente de la problématique assainissement sur l'ensemble du territoire métropolitain. Il était bâti sur un découpage du territoire en trois secteurs (Est, Centre et Ouest) déterminés au regard des bassins versants et des milieux récepteurs, dans un souci d'optimiser la protection de l'environnement. Celui-ci a été totalement réalisé depuis la fin de l'année 2019 et la mise en service de l'Intercepteur Est. Un nouveau schéma est en cours.





La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 24 membres, 16 membres issus du Conseil Métropolitain, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, 2 personnalités qualifiées et 2 représentants du personnel, tous à voix délibérative.

En 2015, la Métropole, autorité organisatrice du service de l'eau potable et de l'eau brute, a établi, en concertation avec la Régie des Eaux, une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2020, qui permet de fixer les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention a fait l'objet de deux avenants et a été renouvelée en 2021 pour une durée de deux ans. Une nouvelle convention d'orientations stratégiques a été conclue en 2023 pour 5 ans dans le cadre du transfert à la régie de la gestion de l'assainissement.

Elle a pour objet de fixer les missions de chacune des parties et d'organiser le contrôle de l'activité de la Régie par la Métropole, définir les enjeux et fixer les objectifs et les performances à atteindre par le service, définir les indicateurs nécessaires à l'évaluation de la qualité du service et de l'atteinte des objectifs et enfin spécifier les modalités d'évolution des tarifs. Les objectifs assignés à la Régie se déclinent en 47 actions à engager qui sont suivies par l'intermédiaire de 72 indicateurs. L'atteinte des objectifs peut être analysée tous les ans, au milieu ou à la fin de la convention.

**Les événements marquants de 2023 : l'intégration de Murviel-lès-Montpellier dans la régie, la mise en place de la tarification éco-solaire, la construction de l'usine de potabilisation de Valèdeau, la poursuite de travaux de modernisation du réseau.**



### **III.1.1.1 Le périmètre du Syndicat du Bas Languedoc**

Par contrat de concession de service public enregistré en Préfecture de l'Hérault le 30 décembre 2021, le SBL a confié la gestion de son service public de l'eau potable à la Société d'Economie Mixte à OPération unique (SEMOP) « Eau du Bas Languedoc ».

L'actionnariat de la SEMOP est constitué à 40% par le SBL et 60 % par la société Suez Eau France.

Le terme contractuel est fixé au 31 décembre 2034.

Le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence distribution d'eau potable du SBL pour le service de Murviel-lès-Montpellier a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. L'exploitation du service est depuis confiée à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

152 864 m<sup>3</sup> d'eau ont été vendus par le SBL pour l'alimentation de la commune de Murviel-les-Montpellier en 2024 contre 159 451 m<sup>3</sup> en 2023.

Le taux moyen de renouvellement de réseau est à 0,86 % en 2024. Le rendement se situe à 89.81 %.

La durée d'extinction de la dette est de 5,4 ans.

### **III.1.1.2 Le périmètre du Syndicat Mixte Garrigues Campagne**

Par contrat d'affermage, le Syndicat SMGC a délégué la production, le traitement, la distribution, la facturation de l'eau potable et la gestion des abonnés à VEOLIA Eau- RUAS du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2023.

Un nouveau contrat de concession est entré en vigueur au 1er janvier 2024 pour une durée de 11 ans. Il a été conclu avec la société SA RUAS Michel (filiale de VEOLIA Eau.)

Le périmètre contractuel compte 6 ouvrages de production auxquels il faut ajouter l'usine de potabilisation dite « Les Boulidous » située à Saint-Hilaire-de-Beauvoir et mise en service en 2021.

Cette usine traite l'eau qui est achetée à la Société du bas Rhône Languedoc. Elle dessert les secteurs de Fontbonne Bas service et Pierre Plantée pour une capacité d'environ 3 000 m<sup>3</sup>/jour. Elle constitue une source de diversification, dans le cadre du PGRE des ressources de la nappe de Castries (Béranger Candinières Fontmagne), de l'approvisionnement en eau potable du Syndicat et de Sussargues.

Les volumes d'eau achetés à BRL ont été de 730 084 m<sup>3</sup> en 2024

Le taux moyen de renouvellement de réseau à 0,54 % est faible en 2024. Le rendement se situe à 83,3 %. L'année pluvieuse a permis de baisser de 3,1 % les volumes prélevés alors que le nombre d'abonnés a augmenté de 4,1%.

Pour 120 m<sup>3</sup>, l'estimation du prix de l'eau passe de 1,51 euros/m<sup>3</sup> en 2024 à 1,65 euros/m<sup>3</sup> en 2025.

En 2024, 377 km de réseau ont été inspectés dans le cadre de la recherche de fuites (soit 52% du réseau). La vente d'eau aux abonnés a rapporté au délégataire 3 191 249 euros en 2024 pour 4 252 148 m<sup>3</sup> contre 3 290 955 euros en 2024 pour 4 512 285 m<sup>3</sup>.

La nouvelle tarification saisonnière et progressive n'a donc pas fondamentalement modifié le niveau de recettes du délégataire. La durée d'extension de la dette est quasi nulle avec un niveau de 0,78 ans. Le montant du programme d'investissement 2024 s'est élevé à 1 800 000 € HT.



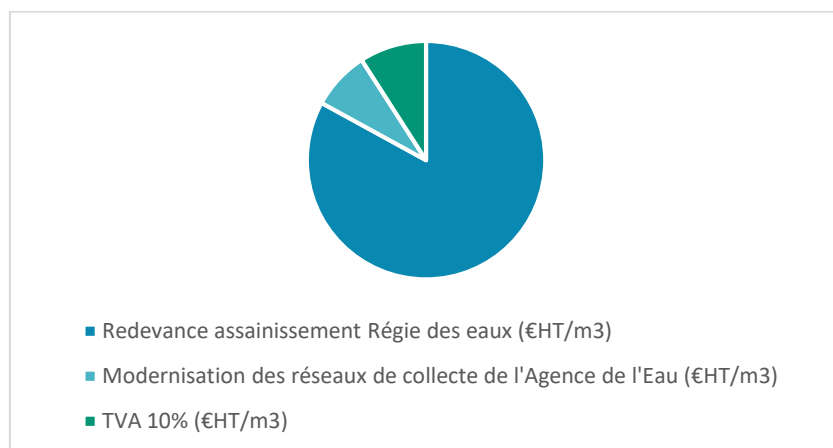


Figure 1: Décomposition du tarif assainissement

La tarification se décompose d'une part destinée à la Régie et d'une part destinée aux organismes publics. Le tarif de l'assainissement est de 2,02€ TTC par m<sup>3</sup>.

La part destinée à la Régie d'un montant en 2024 de 1,6733€ HT par m<sup>3</sup>

La part destinée à l'Agence de l'Eau d'un montant en 2024 de 0,16€ HT par m<sup>3</sup>

**Les événements marquants de 2024 : avancement du chantier de modernisation de Maera, adoption des nouveaux règlements de service assainissement collectif et non collectif.**

## IV. Les indicateurs

### IV.1.1.1 Les indicateurs d'eau potable en 2024

#### IV.1.1.1.1 Les indicateurs du SMGC ensemble du périmètre du syndicat

Service public d'eau potable du SMGC				
--------------------------------------	--	--	--	--

	Indicateurs descriptifs des services	Valeurs 2023	Valeurs 2024	Unité
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	70 371	72 654	habitants
D102.0	Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup>	1,51	1.65	€ TTC
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	24	24	heures

	Indicateurs de performance	Valeurs 2023	Valeurs 2024	Unité
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie.	99,5	100	%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques.	96,1	98,5	%
P103.2	Indicateurs de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	/120
P104.3	Rendement du réseau de distribution	82,9	83,3	%

	P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	6,34	6.14	m³/j/km
	P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	5,79	5.57	m³/j/km
	P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,72	0.54	%
	P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80	80	%
	P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité			€
n'est pas redevable d'une CCSPL	P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	1,21	1.32	u/1000 abonnés
	P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%
	P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	1.53	0.78	an
	P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,47	0.70	%
	P155.1	Taux de réclamations	0,57	3.51	u/1000 abonnés

#### IV.1.1.1.2 Les indicateurs du SBL \*

Indicateurs du décret du 2 mai 2007	2023	2024	Unité
VP.056 - Nombre d'abonnements	49 706	50371	Nombre
VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)	843	844	km
D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	2,18	2.46	€ TTC/m³
P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	99,7	99.4	%
P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	99,4	100	%
P104.3 - Rendement du réseau de distribution	79	89.81	%
P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	115	120	Valeur de 0 à 120
P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,82	0.86	%
P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	100	100	%
P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	9,23	8.23	m³/km/j
P106.3 - Indice linéaire des pertes en réseau	7,12	6.33	m³/km/j
Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	55	9	Nombre
P109-0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité	0	0	Euros par m³ facturés

Indicateur du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL	2023	2024	Unité
P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0	0	Nombre / 1000 abonnés
D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour

P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	92,48	83.43	%
P155.1 - Taux de réclamations	0.57	474	Nombre / 1000 abonnés
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	oui	oui	Oui / Non
P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,47	2.24	Nombre
Nombre branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1 <sup>er</sup> janvier de cette année	0	12	Nombre
% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0,1	2.2	%
% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1 <sup>er</sup> janvier de cette année	0	1.1	%

*\* En l'absence de données officielles sur la population saisonnière, le nombre d'habitants desservis a été considéré comme étant la population légale INSEE la plus récente.*

*\* Ces chiffres sont fournis à titre indicatif. Ils n'ont pas encore été validés par les commissions et le comité syndical du SBL.*

#### IV.1.1.1.3 Les indicateurs de la Régie

Part communale et intercommunale			
Nom	Prix	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.191	Montant annuel de la part fixe revenant à la collectivité sur la facture au 1 jan 2025	€HT/an	18
	Consommation de 0m³ à 15m³	€HT/m³	0
	Consommation de 15m³ à 120m³	€HT/m³	0,97
	Consommation au-delà de 120m³	€HT/m³	1,44
	Total des consommations (Part collectivité)	€HT/120m³	101.85
VP.178	Montant HT de la facture 120m³ revenant aux collectivités (Grand total) au 1 jan 2024	€HT/120m³	119.85
Organismes publics			
Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.215	Agence de l'eau (Protection de la ressource)	€HTVA/m³	0,0780
VP.216	Agence de l'eau (redevance pollution)	€HTVA/m³	0,01
VP.214	Voies navigables de France (VNF) Prélèvements	€HTVA/m³	0
VP.219	Autres taxes et redevances applicables sur le tarif (Hors TVA)	€HTVA/m³	0,44
VP.213	Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture	%	5,5
VP.179	Montant total des taxes et redevances sur une facture de 120m³ au 1 jan 2024	€/120m³	54,00
DC.184	Montant HT des recettes liées à la facturation pour 2024 (hors travaux)	€/m³	33 315 188
Montant total d'une facture 120 m³ au 1 jan 2025		€/120m³	159,60
Autre tarif			

D102.0	Prix TTC du service au m³ au 1 jan 2024	€/m³	1,43
VP 056	Nombre d'abonnés	ab	85 634
VP 229	Ratio habitant/abonnés	Hab/ab	4.91
D 101	Nombre d'habitants desservis	hab	420 851
VP 020	Nombre d'interruption non programmées	unité	100
P151.1	Fréquence des interruptions de service non programmées	Nb/1000 ab	1,17
P 152.1	Respect du délai contractuel de branchement des nouveaux abonnés	%	93,58
VP 152	Nombre de réclamations écrites reçues	nbre	133

#### IV.1.1.2 Les indicateurs de l'assainissement en 2024

ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Indicateurs descriptifs des services		Donnée	Unité	2023	2024
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des EU, unitaire ou séparatif	Régie	hab	495 606	495 356
D202.0	Nombre d'autorisations d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des EU	Régie	unité	195	192
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Régie	tMS	7413	8381
D204.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année n+1	Régie	€/m³	2,0166	1,86
Indicateurs de performance		Donnée	Unité	2023	2024
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des EU	Régie	%	97	98,4
P202.2b	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte EU	Régie	points	99	
P203.3	Conformité de la collecte des effluents	Régie	%	100	100
P204.3	Conformité des équipements d'épuration	Régie	%	100	100
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées vers des filières conformes	Régie	%	100	100
VP 185	Montant TTC facturé au titre de l'année n-1	Régie	€	49 776 764	47 373 952
P251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Régie	nb/1000hab	0.018	0.76
P252.2	Nbre points du réseau de collecte nécessitant des curages fréquents par 100 km de réseau	Régie	nb/100km	26,35	48.7
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des EU	Régie	%	0,6	0.695
P254	Conformité des performances des équipements d'épuration	Régie	%	100	100

<b>P255.3</b>	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des EU	Régie	points	<b>110</b>	<b>110</b>
<b>P256.2</b>	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Régie	années	<b>4.9</b>	<b>4.8</b>
<b>P257.0</b>	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année N-1	Régie	%	<b>nt</b>	<b>1.37</b>
<b>P258.1</b>	Taux de réclamations	Régie	nb/1000hab	<b>0.27</b>	<b>1.57</b>
<b>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</b>					
<b>Indicateurs descriptifs des services</b>		<b>Donnée</b>	<b>Unité</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>D301.0</b>	Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'ANC (ratio 2,4 usagers par installation)	M3M	hab	<b>11 500</b>	<b>11 250</b>
<b>D302.0</b>	Indice de mise en œuvre de l'ANC	M3M	points	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Indicateurs de performance</b>		<b>Donnée</b>	<b>Unité</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>P301.3</b>	Taux de conformité des dispositifs d'ANC	M3M	%	<b>26</b>	<b>50</b>

## V. Prix total de l'eau au 1<sup>er</sup> janvier 2025

Le prix total de l'eau en 2025, assainissement inclus, se situe entre 2,0166 € et 3,84 € T.T.C le m<sup>3</sup> suivant la commune (consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup>).

La facture annuelle moyenne sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour 120 m<sup>3</sup>, s'établit entre 224,19 € T.T.C et 421 € TTC au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Les évolutions des tarifs de l'eau potable sont plus diverses puisque la régie a fait appliquer une tarification éco-solidaire avec les 15 premiers m<sup>3</sup> gratuits puis une tarification progressive par tranches selon la consommation.

Un modèle de tarification progressive a été mis en place par le SMGC et le SBL également.

Les redevances fixées par l'Agence de l'Eau sont restées stables depuis l'harmonisation intervenue en 2016 mais seront complètement réformées à partir de 2025.



# RAPPORT

## RELATIF AU PRIX ET A LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU







## Table des matières

1- CARTE D'IDENTITÉ EAU POTABLE .....	6
2- CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE.....	8
3- LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE.....	9
.....	10
4- INDICATEURS RÉGLEMENTAIRES – SISPEA.....	11
5- MODE DE GESTION.....	15
6- SERVICE AUX USAGERS.....	17
6-1 RELATION USAGERS .....	17
.....	17
6-2 TARIFICATION EAU POTABLE .....	17
6-3 RETOUR SUR LES ENQUÊTES DE SATISFACTION DES ABONNÉS .....	22
6-3-1 SENSIBILISATION ET COMMUNICATION.....	22
6-4 ACTIONS MENÉES POUR FAVORISER LES ÉCONOMIES D'EAU.....	23
6-4-1 ACTIONS DE SENSIBILISATION.....	23
6-4-2 ACTIONS ALEC .....	24
6-5 ACTIONS MENÉES POUR ACCÈS A L'EAU POUR TOUS.....	25
6-6 COOPERATION DECENTRALISÉE.....	25
7- GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU.....	26
7-1 PÉRIMÈTRE DE LA RÉGIE DES EAUX ET RESSOURCES EXPLOITÉES .....	26
7-2 BILAN QUANTITATIF DES RESSOURCES EXPLOITÉES .....	28
7-2-1 SOURCE DU LEZ.....	28
7-2-2. FORAGES LOCAUX.....	28
7-3 ACTIONS MENÉES SUR LES RESSOURCES EN EAU EXPLOITÉES .....	29
7-3-1 SUIVI RÉGLEMENTAIRE DES CAPTAGES.....	29
7-3-2 SUIVI HYDROGÉOLOGIQUE .....	30
7-3-3 SUIVI SPÉCIFIQUE SOURCE DU LEZ.....	31
7-4 PARTICIPATION AUX INSTANCES DE GESTION DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES ....	33
7-5 QUALITÉ DES EAUX ET DÉMARCHE DE PROTECTION DES CAPTAGES PRIORITAIRES DU FLES .....	34
.....	34
Suivi des pesticides.....	35
a.1.1 Projets Agro-Environnementaux et Climatiques – PAEC.....	36
Aires de lavage et de remplissage sécurisées des pulvérisateurs agricoles.....	36
8- VOLET R&D .....	37
Indicateur : 5 nouvelles conventions de R&D signées en 2024.....	37
Zoom sur l'exploration de la source du Lez .....	38
Echanges externes : le club R&D de France Eau Publique .....	39

9-	SERVICE PUBLIC EAU POTABLE.....	39
9-1	POPULATION DESSERVIE - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNÉS.....	39
9-2	SYNTHÈSE DES VOLUMES DE L'ANNÉE.....	40
9-3	CONSOMMATION MOYENNE PAR ABONNÉ ET PAR HABITANT .....	41
9-4	ACCOMPAGNEMENT DE L'URBANISME .....	43
	PLUi .....	43
	Instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme, ZAC, PUP.....	44
	Modélisation des réseaux d'eau potable.....	44
9-5	PERFORMANCE ÉNERGETIQUE .....	45
10-	LA PRODUCTION D'EAU POTABLE / ACHAT / EXPORT .....	46
10-1	LE PATRIMOINE.....	46
10-1-1	LES CAPTAGES .....	46
10-1-2	LES STATIONS DE TRAITEMENT .....	47
	La Régie des eaux dispose de 2 stations de potabilisation : .....	47
-	La station François Arago dont la ressource principale est la source du Lez,.....	47
-	La station Valédeau, mise en service en juin 2024 qui traite l'eau du Rhône acheminée via le canal Philippe Lamour exploité par l'entreprise BRL.....	47
10-1-3	LES RÉSERVOIRS.....	49
10-2	VOLUMES PRÉLEVÉS.....	50
10-3	VOLUMES ACHETÉS.....	51
10-4	VOLUMES EXPORTÉS .....	51
11-	LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.....	52
11-1	LE PATRIMOINE.....	52
11-1-1	LES RÉSEAUX .....	52
	En 2024, seul le linéaire de la commune de Saint-Brès a significativement évolué à la suite de l'abandon des forages du Stade (fin 2023) et de la mise en service de l'interconnexion d'appoint avec le SMGC. ....	53
11-1-2	LES BRANCHEMENTS.....	55
11-1-3	LES COMPTEURS .....	55
11-2	LES VOLUMES CONSOMMÉS (VENDUS) ET MIS EN DISTRIBUTION.....	57
11-3	LA PERFORMANCE DES RÉSEAUX .....	58
11-3-1	INDICE LINEAIRE DE PERTE .....	58
11-3-2	RENDEMENT .....	59
12-	QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE .....	60
12-1	CADRE JURIDIQUE .....	60
12-2	RÉSULTATS DE CONFORMITÉ 2024.....	60
12-3	QUALITÉ DE L'EAU .....	61
13-	UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX .....	62

<b>13-1 SCHÉMA DIRECTEUR EAU POTABLE.....</b>	<b>62</b>
13-1-1 AVANCEMENT GLOBAL.....	62
13-1-2 OPÉRATIONS EN COURS OU TERMINEES DANS L'ANNEE .....	63
<b>13-2 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT .....</b>	<b>65</b>
13-2-1 TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT RÉSEAUX ET BRANCHEMENT.....	65
13-2-2 TRAVAUX EN ACCOMPAGNEMENT L5 DE TRAMWAY.....	66
13-2-4 BILAN GLOBAL DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT .....	66
<b>13-3 SECTORISATION ET RECHERCHE DE FUITES.....</b>	<b>67</b>
13-3-1 RÉPARATION DE FUITES.....	67
13-3-2 LINÉAIRE DE RECHERCHES DE FUITES .....	67
<b>13-4 Les travaux réalisés en ZAC .....</b>	<b>68</b>
14- UN SERVICE A COÛT MAÎTRISE .....	69
<b>14-1 ÉQUILIBRE ET BUDGET 2024.....</b>	<b>69</b>
15- LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU BRUTE .....	74
<b>15-1 Présentation.....</b>	<b>74</b>
<b>15-2 Le Patrimoine .....</b>	<b>75</b>
<b>15-3 Le Schéma directeur .....</b>	<b>76</b>
<b>15-4 Les indicateurs .....</b>	<b>77</b>
<b>15-5 La tarification.....</b>	<b>78</b>
<b>15-6 Budget et équilibre 2024.....</b>	<b>78</b>
Annexe 1 – Notice d'information de l'Agence de l'Eau RMC aux Maires .....	80
Annexe 2 - Descriptif des indicateurs de performance .....	84

# 1- CARTE D'IDENTITÉ EAU POTABLE



## \*Production et stockage :

- 1 usine principale Arago
- 1 usine en cours de mise en production Valédeau



Usine principale ARAGO -Montpellier

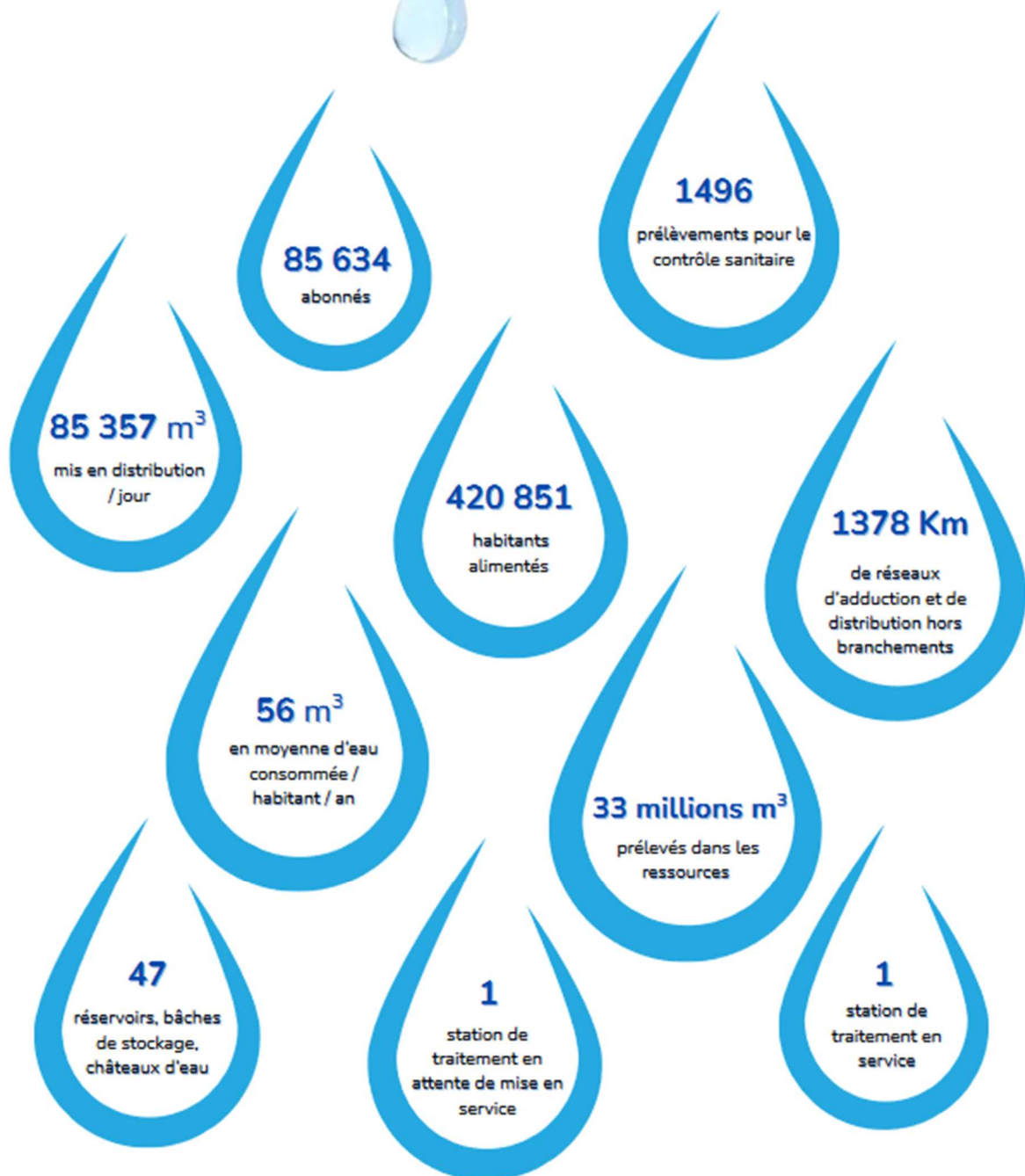


Usine VALEDEAU – 19 juin 2024 -En attente de mise en production

# Cartographie des installations d'Eau Potable



## 2- CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE





### 3- LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

#### Janvier – Février – Mars

Renouvellement de la certification ISO 9001 ;

Adoption de la stratégie de Recherche & Développement ;

Modélisation des réseaux d'eau potable des communes de Murviel-Lès-Montpellier, Jacou, Le Crès et Vendargues ;

Démarrage du projet SOCLE (Suivi-Observation des Consommations Locales en Eau) en partenariat avec l'INRAE ;

Participation à la journée PLOUF organisée par IceReward Unesco au Corum ;



#### Avril – Mai - Juin

Mise en place de la démarche RSE ;

Adoption du PLAN EAU ;

Attribution de l'appel à projet de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse « Eau et Climat, agir plus vite et plus Fort » 3,9 M€ HT d'opérations financées à 50% ;

Exercice de Gestion de Crise sur le site de l'Ecole des Mines d'Alès. Thème : « gestion d'une pollution accidentelle sur la principale ressource en eau de la Régie » ;

Mise en service et inauguration de l'usine de traitement d'eau potable de VALEDEAU.





### Juillet – Août - Septembre

**Réalisation d'une fresque** par l'artiste Jérémy Garcia dit Oups! sur le château d'eau de Villeneuve-lès-Maguelone et inauguration en octobre ;

**Exercice incendie** sur l'Usine Arago avec le SDIS



**Journées du patrimoine :** ouverture sur inscription de l'usine de captage Jacques Avias aux habitants de Prades le Lez ;

La Régie assure une nouvelle prestation :  
Entretien et pose de fontaines à boire sur l'espace public ;



Inauguration le 3 octobre 2024

### Octobre – Novembre - Septembre

**Grande opération d'archivage ;**

**Baptême du micro-tunnelier** dans le cadre des travaux de pose de la canalisation d'eau potable sous la voie ferrée – commune du Crès ;

**Assemblée générale de France Eau Publique ;**

**Adoption du nouveau règlement de service Eau brute.**



## 4- INDICATEURS RÉGLEMENTAIRES – SISPEA

### Tarifs

#### Part communale et intercommunale

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.191	Montant annuel de la part fixe revenant à la collectivité sur la facture au 1 jan 2025	€HT/an	18,00
	Tarif pour compteur général collectif	€HT/ m <sup>3</sup>	1,18
	Consommation de 0 m <sup>3</sup> à 15 m <sup>3</sup> - compteur particulier	€HT/m <sup>3</sup>	0,00
	Consommation de 15 m <sup>3</sup> à 120 m <sup>3</sup> - compteur particulier	€HT/m <sup>3</sup>	0,97
	Consommation de 121 de 240 m <sup>3</sup> - compteur particulier	€HT/m <sup>3</sup>	1,44
	Consommation au-delà de 240 m <sup>3</sup> - compteur particulier	€HT/m <sup>3</sup>	2,76
	Total des consommations (Part collectivité) - compteur particulier	€HT/120 m <sup>3</sup>	101,85
VP.178	Montant HT de la facture 120 m <sup>3</sup> revenant aux collectivités (Grand total) au 1 <sup>er</sup> janvier 2025 - compteur particulier	€HT/120 m <sup>3</sup>	119,85
Organismes publics			
Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.215	Agence de l'eau (protection de la ressource)	€HTVA/m <sup>3</sup>	0,0780
VP.216	Agence de l'eau (redevance pollution)	€HTVA/m <sup>3</sup>	0,01
VP.214	Voies navigables de France (VNF) Prélèvements	€HTVA/m <sup>3</sup>	0,00
VP.219	Autres taxes et redevances applicables sur le tarif (Hors TVA)	€HTVA/m <sup>3</sup>	0,44
VP.213	Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture	%	5,5
VP.179	Montant total des taxes et redevances sur une facture de 120 m <sup>3</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2025	€/120m <sup>3</sup>	54,00
DC.184	Montant HT des recettes liées à la facturation pour 2024 (hors travaux)	€/m <sup>3</sup>	33 315 188
Montant total d'une facture 120 m <sup>3</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2025 - compteur collectif		€/120m <sup>3</sup>	159,60
Autre tarif			
D102.0	Prix TTC du service au m <sup>3</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2025 - compteur collectif	€/m <sup>3</sup>	1,43

### Abonnés

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.056	Nombre d'abonnés	ab	85 634
VP.229	Ration habitants/abonnés	hab./ab	4,91
D101.0	Nombre d'habitants desservis	hab.	420 851
VP.020	Nombre d'interruptions de service non programmées	Unité	100
P151.1	Fréquence des interruptions de service non programmées	Nb /1000 ab	1,17
P152.1	Respect du délai contractuel de branchement des nouveaux abonnés	%	93,58 %
D151.0	Délai maximale d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés définis par le service	J ouvrable	1
VP.152	Nombre de réclamations écrites reçues par les collectivités	Nbre	133
P155.1	Taux de réclamations	nb/1000ab	1,55 %

## Gestion financière

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.119	Somme des abandons de créances et versements à un fond de solidarité (TVA exclue)	€HT	264 626
P109.0	Montant des actions de solidarité	€/m <sup>3</sup>	25 000
VP.182	Encours total des dettes	€	37 582 457
VP.183	Epargne brute annuelle	€	14 387 000
P153.2	Durée de l'extension de la dette de la collectivité	an	2,6
VP.268	Montant restant impayés au 31/12/2024 sur les factures émises en 2023	TTC	853 781
VP.185	Montant TTC facturé (Hors travaux) au titre de l'année 2023, au 31/12/2024	TTC	35 147 523
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau	%	2,42

## Réseaux

Production Propre au service			
Nom	synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.061	Volume exporté	m <sup>3</sup>	2 510 460
VP.063	Volume comptabilisé domestique	m <sup>3</sup>	18 463 252
VP.201	Volume comptabilisé non domestique	m <sup>3</sup>	5 087 417
VP.232	Volumes consommés comptabilisés	m <sup>3</sup>	23 550 669
VP.221	Volumes consommés sans comptage	m <sup>3</sup>	846 500
VP.220	Volume de service du réseau (Volume utilisé pour exploitation du réseau de distribution)	m <sup>3</sup>	811 500
P106.3	Indice linéaire de perte en réseau	m <sup>3</sup> /km/j	11,79
VP.141	Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année 2024	km	9,6
VP.140	Linéaire de réseaux renouvelés au cours des 5 dernières années	km	42,9
DC.195	Montant financier des travaux engagés en renouvellement de réseaux	€HT	8 378 557
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	%	0,65
VP.077	Linéaire de réseau hors branchement	km	1 378
VP.235	Variation importante des ventes d'eau du service par rapport aux années précédente ?	Oui/Non	NON
P104.3	Rendement du réseau de distribution	%	84,50
VP.228	Densité linéaire d'abonnés	ab/km	62,14
P105.3	Volumes non comptés	m <sup>3</sup> /km/j	15,12

### Plan des Réseaux

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.236	Existence d'un plan réseau avec la localisation des ouvrages principaux et dispositifs de mesure	Oui/Non	Oui
VP.237	Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, chaque année, du plan des réseaux pour extension, réhabilitation et renouvellement réseau	Oui/Non	Oui

Inventaire des réseaux			
Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et des informations cartographiques des réseaux	Oui/Non	Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau avec mention de matériaux et diamètre sur l'inventaire réseau	%	96,25
VP.240	Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux	Oui/Non	Oui
VP.241	Pourcentage du linéaire de réseau avec mention de date ou période de pose sur l'inventaire réseau	%	93,7

Autres éléments de connaissance et gestion de réseaux			
Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.242	Localisation des ouvrages annexes et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	Oui/Non	Oui
VP.243	Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (absence modification = effectuée)	Oui/Non	Oui
VP.244	Localisation des branchements sur le plan des réseaux	Oui/Non	Non
VP.245	Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur	Oui/Non	Oui
VP.246	Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	Oui/Non	Oui
VP.247	Localisation à jour des autres interventions sur le réseau	Oui/Non	Oui
VP.248	Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (sur au moins 3 ans)	Oui/Non	Non
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	Oui/Non	Oui
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	pts	99

# Qualité de l'eau

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.126	Nombre de prélèvements en microbiologie	Unité	713
VP.127	Nombre de prélèvements non conformes en microbiologie	Unité	5
DC.192	Nature des ressources utilisées (part des eaux souterraines)	%	85,90
P101.1	Conformité microbiologique de l'eau au robinet	%	99,29
VP.128	Nombre de prélèvements en physico-chimie	Unité	783
VP.129	Nombre de prélèvements non conformes en physico chimie	Unité	2
P102.1	Conformité physico-chimique de l'eau au robinet	%	99,74

## Production Propre au service

Nom	Ouvrages	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.223	FLES NORD - VLM	Volumes prélevés	m³	49 921
	FLES SUD - VLM			78 661
	LE CHATEAU - GRABELS			48 001
	LEZ - LES MATELLES			33 210 160
	PRADAS - GRABELS			112 241
	OLIVETTES - SAINT-BRES			120 925
	Totaux			33 619 909
VP.062	FLES NORD - VLM	Volumes prélevés	m³	49 921
	FLES SUD - VLM			78 661
	LE CHATEAU - GRABELS			48 001
	LEZ - LES MATELLES			33 210 160
	PRADAS - GRABELS			112 241
	OLIVETTES - SAINT-BRES			120 925
	Totaux			33 619 909
VP.059	FLES NORD - VLM	Volumes produits	m³	49 921
	FLES SUD - VLM			78 661
	LE CHATEAU - GRABELS			48 001
	LEZ - LES MATELLES			29 971 777
	PRADAS - GRABELS			112 241
	OLIVETTES - SAINT-BRES			120 925
	Totaux			30 381 526
VP.212	FLES NORD - VLM	Indice de protection		80
	FLES SUD - VLM			80
	LE CHATEAU - GRABELS			100
	LEZ - LES MATELLES			60
	PRADAS - GRABELS			100

## Achat d'eau

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2023
VP.060	Volume importé total d'achat d'eau à d'autres services	m³	3 125 860,00
VP.193	Indice de protection du total des achats d'eau à d'autres services	%	95
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	%	64

# Diagnostic

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.234	Volumes produits + Volume Importés	m <sup>3</sup>	33 665 755
VP.231	Consommation moyenne par abonné	m <sup>3</sup> /ab	275,02
VP.224	Indice linéaire de consommation	m <sup>3</sup> /km/j	64,14
VP.225	Rendement moyen sur 2021 / 2022 / 2023	%	85
VP.226	Rendement seuil par défaut	%	NC
VP.227	Rendement seuil pour les services prélevant plus de 2 Millions de m <sup>3</sup> en ZRE	%	NC

## 5- MODE DE GESTION

Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, la compétence « eau potable » est gérée **en régie publique sur 14 communes** : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Montpellier, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Pérols, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le passage en régie publique le 1<sup>er</sup> janvier 2016 a concerné 13 communes, soit 402 613 **habitants**<sup>1</sup>, ce qui représente environ 80% des habitants de la Métropole. La commune de Murviel-Lès-Montpellier a été intégrée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

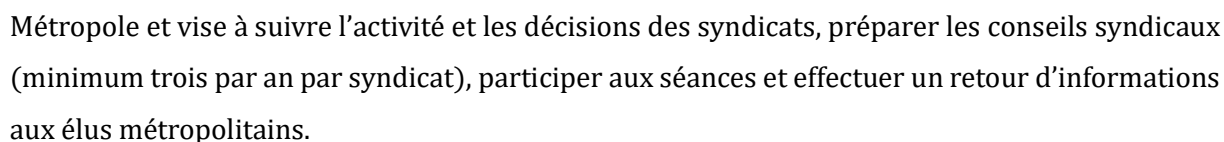
La Régie des eaux 3M à personnalité morale et à autonomie financière est dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole.

---

<sup>1</sup> Source Insee de la population légale mise à jour au 1er janvier 2019



Le suivi de ces syndicats d'eau potable est assuré par l'Autorité Organisatrice de l'eau de la



Le service **Autorité Organisatrice de l'Eau au sein de Montpellier Méditerranée Métropole** assure le suivi de la Régie, facilite les relations entre la Métropole et la Régie, et vérifie que les objectifs de la convention d'orientations stratégiques sont bien respectés.

16

## 6- SERVICE AUX USAGERS

### 6-1 RELATION USAGERS

Régie des Eaux		
Adresse Postale	TSA 20 001 34192 MONTPELLIER cedex 5	
Accueil du public	1 130 Avenue Jean Mermoz 34 000 MONTPELLIER Du lundi au vendredi de 8h à 17h	
Accueil téléphonique	0 969 323 423 (prix d'un appel local) Du lundi au vendredi de 8h à 19h	
Agence en ligne	<a href="http://www.regiedeseaux.montpellier3m.fr">www.regiedeseaux.montpellier3m.fr</a>	
En cas d'urgence : Astreintes	0 969 323 423	24h/24 et 7j/7



### 6-2 TARIFICATION EAU POTABLE

#### **Pour plus de justice sociale**

La Métropole et la Régie ont fait le choix d'une tarification éco-solidaire de l'eau pour plus de sobriété et de justice sociale.

La nouvelle tarification vise à garantir un accès fondamental à l'eau à tous avec les 15 premiers m<sup>3</sup> d'eau consommés gratuits.

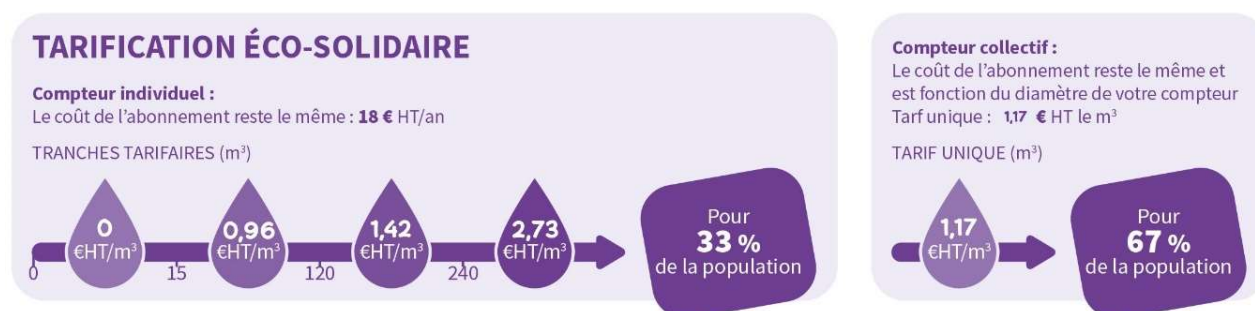
Au-delà, la tarification par tranche incite à la sobriété car les usagers ayant les plus grosses consommations voient leur contribution financière augmentée.

#### **Pour bien comprendre sa facture**

L'eau est une ressource naturelle gratuite. Ce que paie l'utilisateur sur sa facture, c'est le service (captage, transport, potabilisation, distribution) et les infrastructures nécessaires à



l'acheminement de l'eau jusqu'au robinet. L'eau potable représente une part de la facture d'eau, le reste sert à financer le traitement des eaux usées (36%) et les redevances des organismes publics. En gestion publique 1 euro de collecté c'est 1 euro pour l'eau.



Les abonnés de la Régie des eaux disposant d'un **compteur individuel** bénéficient d'une tarification progressive de leur consommation d'eau (tranches ci-dessus pour 2024).

Exemple ci-dessous d'une facture pour l'année 2024 et 2025 :

INDIVIDUE

Spécimen de facture annuelle pour 120 m³ - Habitation individuelle		01/01/2024			01/01/2025			
MONTPELLIER	Qté	Prix Unitaire	Montant	TVA	Qté	Prix Unitaire	Montant	TVA
		€ HT		Taux		€ HT		Taux
Distribution de l'eau (m³) (*)								
Abonnement								
Abonnement (part fixe)			18	5,50%			18	5,50%
Consommation								
Consommation (part régie) de 0 à 15 m³	15	0	0		15	0	0	
Consommation (part régie) de 16 à 120 m³	105	0,96	100,8	5,50%	105	0,97	101,85	5,50%
Consommation (part régie) de 121 à 240 m³	0	1,42	0	5,50%	0	1,44	0	5,50%
Consommation (part régie) > 240 m³	0	2,73	0	5,50%	0	2,76	0	5,50%
Préservation de la ressource en eau (Agence de l'Eau)	120	0,074	8,88	5,50%	120	0,078	9,36	5,50%
Total Distribution de l'eau		1,034	127,68			1,048	129,21	
Collecte et Traitement des eaux usées (m³)								
Consommation (part collectivité)	120	1,6733	200,80	10%	120	1,6984	203,81	10%
Total collecte et traitement des eaux usées		1,6733	200,80			1,6984	203,81	
Organismes publics (m3) (Agence de l'eau)								
Lutte contre la pollution	120	0,29	34,8	5,50%				
Redevance sur la consommation d'eau potable					120	0,43	51,6	5,50%
Performance des réseaux d'eau potable					120	0,01	1,2	5,50%
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) (**)	120	0,16	19,2	10%				
Performance des systèmes d'assainissement collectif					120	0,01	1,2	10%
Total Organismes publics		0,45	54			0,45	54	
Total HT de la facture			382,48 €				387,02 €	
TVA 5,50%			8,94 €				10,02 €	
TVA 10% (depuis le 1er janvier 2014)			22,00 €				20,50 €	
TOTAL TTC de la facture			413,42 €				417,54 €	
Prix TTC/ m3 d'eau consommé (y compris abonnement eau potable)			3,45 €				3,48 €	
Prix TTC/ m3 d'eau consommé (hors abonnement eau potable)			3,29 €				3,32 €	
Prix TTC/ m3 collecte et traitement des eaux usées			2,02 €			1,88 €		

En 2024, les habitants avec un **compteur collectif** paient un tarif fixe (1,18€ HT/ m3).  
Exemple ci-dessous d'une facture pour l'année 2024 et 2025 :

Spécimen de facture annuelle pour 120 m3 - Compteur collectif		01/01/2024			01/01/2025			
MONTPELLIER	Qté	Prix Unitaire	Montant	TVA	Qté	Prix Unitaire	Montant	TVA
		€ HT		Taux		€ HT		Taux
Distribution de l'eau (m³) (*)								
Abonnement			18	5,50 %			18	5,50%
Abonnement (part fixe)								
Consommation				5,50 %				
Consommation (part régie) de 0 à 15 m³	120	1,17	140,4	%	120	1,18	141,6	5,50%
Préservation de la ressource en eau (Agence de l'Eau)	120	0,074	8,88	%	120	0,078	9,36	5,50%
Total Distribution de l'eau		1,244	167,28			1,258	168,96	
Collecte et Traitement des eaux usées (m³)								
Consommation (part collectivité)	120	1,6733	200,80	10%	120	1,6984	203,81	10%
Total collecte et traitement des eaux usées		1,6733	200,80			1,6984	203,81	
Organismes publics (m3) (Agence de l'eau)								
Lutte contre la pollution	120	0,29	34,8	5,50 %				
Redevance sur la consommation d'eau potable					120	0,43	51,6	5,50%
Performance des réseaux d'eau potable					120	0,01	1,2	5,50%
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) (**)	120	0,16	19,2	10%				
Performance des systèmes d'assainissement collectif					120	0,01	1,2	10%
Total Organismes publics		0,45	54			0,45	54	
Total HT de la facture			422,08 €				426,77 €	
TVA 5,50%			11,12 €				12,21 €	
TVA 10% (depuis le 1er janvier 2014)			22,00 €				20,50 €	
TOTAL TTC de la facture			455,20 €				459,48 €	
Prix TTC/ m3 d'eau consommé (y compris abonnement eau potable)			3,79 €		3,83 €			
Prix TTC/ m3 d'eau consommé (hors abonnement eau potable)			3,63 €		3,67 €			
Prix TTC/ m3 collecte et traitement des eaux usées			2,02 €		1,88 €			

## PART AGENCE DE L'EAU

Les redevances des agences de l'eau sont essentielles pour financer les actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques. Elles sont perçues auprès des usagers de l'eau, contribuant ainsi à la lutte contre la pollution, à la protection de la santé et de la biodiversité, et garantissant la quantité et la qualité de l'eau.



Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, par la loi Finances, les agences de l'eau réforment les redevances pour qu'elles soient plus incitatives et mieux partagées :

- ✓ Plus incitatives, en se basant sur la performance des réseaux d'eau potable, en valorisant la maîtrise des fuites et la connaissance de l'état du réseau ;
- ✓ Mieux partagée entre usagers, en rééquilibrant les contributions.

### Conséquences sur la facture usagers en 2025 :

- Maintien de la redevance « prélèvement sur la ressource en eau », pour inciter à la sobriété ;
- Création de la redevance « Consommation eau », pour mieux partager les contributions ;
- Suppression des redevances « Lutte pour la pollution » et « Modernisation des réseaux de collecte » ;
- Création de deux redevances « Performance des réseaux d'eau potable » et « Performance des systèmes d'assainissement collectif », pour inciter à une gestion patrimoniale plus vertueuse.

Les tarifs de base de ces redevances sont fixés annuellement par les agences de l'eau (AERMC). Pour la performance des réseaux d'eau potable, il sera modulé (application d'un coefficient de modulation) en fonction de la performance de ces mêmes réseaux :

#### Pour la « Consommation EAU »

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Taux (€/m³)	0,43	0,39	0,33	0,30	0,30	0,30

#### Pour la « Performance des réseaux Eau Potable »

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Taux (€/m³)	0,05	0,06	0,12	0,21	0,21	0,21

En 2025, la performance n'étant pas prise en compte pour la première année, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à 0,3 par AERMC, la contre-valeur répercutée sur chaque abonné du service public d'eau potable a été fixée par délibération de la Régie à 0,01€/m3.

## 6-3 RETOUR SUR LES ENQUETES DE SATISFACTION DES ABONNÉS

### Etude de satisfaction 2024 des usagers :

Un taux de satisfaction qui était déjà très important l'année dernière et qui continue de progresser depuis 3 ans (+1 point par rapport à 2023).

Une qualité de service reconnue, en particulier en matière de relation client et la rapidité de prise en charge.

Les deux principales raisons d'insatisfaction de l'eau sont :

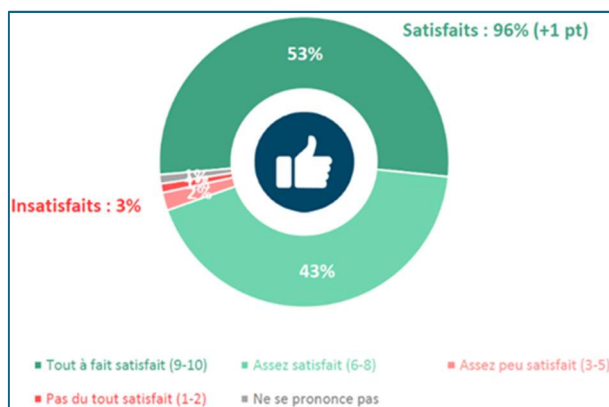
- Le calcaire
- Le mauvais goût

Plus d'un usager sur deux (55%) n'a pas le souvenir d'avoir contacté la Régie des eaux. Pour les 45% restant, le contact s'est fait principalement par téléphone dont 93% de satisfaits.

Le taux de consultation du site internet de la Régie des eaux est en hausse de 7 points par rapport à 2023 avec un usager interrogé sur deux qui déclare l'avoir déjà consulté. 91% des usagés en sont satisfaits. Cette progression, est corrélée à une hausse de la création d'espaces personnels.

Une demande d'informations plus claires et régulières déjà identifiée lors des vagues précédentes est confirmée par certains usagers, portant sur la qualité de l'eau, les interventions, le suivi de la consommation et la tarification éco-solidaire.

*L'étude a été réalisée par le cabinet LATITUDE et remise le 18 novembre 2024 à la Régie des eaux 3M. L'enquête a été réalisée par téléphone du 24 septembre au 9 octobre 2024 avec saisie des données via le logiciel SPHINX sur un échantillon de 522 abonnés.*



### 6-3-1 SENSIBILISATION ET COMMUNICATION

#### **Les visites des installations d'eau potable en 2024**

La Régie a mis en œuvre un parcours de visite à destination des professionnels de l'eau, des enseignants, des chercheurs et des étudiants des formations des métiers de l'eau et l'environnement notamment. L'occasion de comprendre le fonctionnement de nos installations, mais aussi les enjeux économiques et environnementaux liés à l'alimentation en eau potable. Les visites se décomposent comme suit :

- 20 visites de la station de pompage Jacques AVIAS et de la résurgence du Lez
- 11 visites de la station de clarification François ARAGO
- 5 visites de la station de production d'eau potable VALEDEAU

## 6-4 ACTIONS MENÉES POUR FAVORISER LES ÉCONOMIES D'EAU

### 6-4-1 ACTIONS DE SENSIBILISATION

La Régie des eaux s'engage activement dans la sensibilisation aux enjeux de la préservation de la ressource. A travers diverses actions pédagogiques, elle encourage l'adoption d'écogestes, accompagne l'évolution des comportements et rassure sur la qualité de l'eau distribuée.

Chaque année, la Régie participe à l'Antigone des associations à Montpellier, un évènement clé où elle informe le public sur les bonnes pratiques liées à l'eau, propose des quiz interactifs et promeut une consommation responsable.

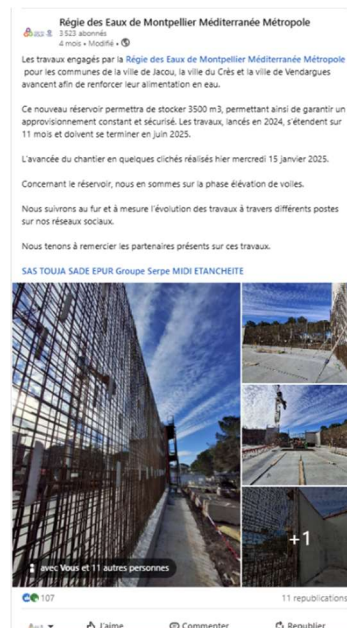
En complément, le service Pédagogie et Communication externe organise des animations à la demande des collectivités, des associations et des établissements scolaires contribuant ainsi à favoriser une gestion durable de l'eau (Agropo'Eat, Journée PLOUF, WaterTrip, ...).



En 2024, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole franchit une nouvelle étape dans sa communication en créant ses pages officielles sur plusieurs réseaux sociaux : Instagram, Facebook, Youtube et Bluesky. Ces plateformes permettront d'informer de manière plus directe et accessible les usagers du territoire. Grâce à ces nouveaux canaux, la Régie souhaite toucher un large public, des jeunes aux familles, en adaptant le ton et les formats à chaque réseau.

On y retrouve des informations utiles comme les dates de relèvement des compteurs d'eau, les chantiers en cours ou à venir, ainsi que des conseils pratiques. C'est aussi un moyen de sensibiliser chacun aux enjeux liés à la préservation de l'eau, ressource précieuse. À travers des contenus pédagogiques, créatifs et interactifs, la Régie affirme son engagement pour une communication de proximité.





## 6-4-2 ACTIONS ALEC

Pour mener à bien le volet animation de l'appel à manifestation d'intérêt de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, Adaptoneau, la Métropole a décidé de s'appuyer sur l'ALEC pour mener des missions de sensibilisation des gros consommateurs aux économies d'eau car elle répond à la satisfaction d'un besoin d'intérêt général en lien avec les actions conduites par la régie sur ce programme.

Par ailleurs, le soutien au dispositif AQUAMETRO a été poursuivi par la Métropole en 2024 dans les mêmes conditions qu'auparavant pour concourir à la préservation quantitative des masses d'eau souterraines utilisées pour l'alimentation en eau de la population métropolitaine.

Celui-ci 'est décliné en deux grands axes d'action :

**L'axe d'action « Conseil en Energie Partagé Eau »** vise à identifier et analyser les consommations en eau des équipements communaux et métropolitains, à bâtir un plan d'actions avec les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, à accompagner les services dans la mise en œuvre et à suivre les consommations pour analyser l'efficacité des actions.

L'ALEC déploie également du matériel hydro économe et accompagne les communes vers la télé relève des leurs bâtiments pour détecter les fuites le plus tôt possible.

**L'axe d'action « Grand Public Eau »** concerne l'accompagnement du grand public à travers un espace dédié à l'eau : conseils, centre de ressources, animations, ateliers pratiques... Cette action se renforce d'un partenariat avec la Régie avec des interventions lors de leurs animations, un enrichissement des liens et des sites internet mutuels.

A cette occasion, l'ALEC diffuse un kit économie d'eau de « premier niveau » qui permet aux personnes de prendre en compte la question des économies d'eau et de mettre en œuvre des

ateliers pratiques économie d'eau, pour des petits groupes (copropriétaires, adhérents d'une association, citoyens d'une même commune...).

## 6-5 ACTIONS MENÉES POUR ACCÈS A L'EAU POUR TOUS

La Métropole a préparé une consultation visant le recrutement d'un prestataire pour réaliser le diagnostic d'accès à l'eau sur l'ensemble de son territoire conformément à l'ordonnance n°2022-1611 du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et au décret d'application n°2022-1721 du 29 décembre 2022 relatif à l'amélioration des conditions d'accès de tous à l'eau destinée à la consommation humaine. Le travail sera effectué en 2025.

## 6-6 COOPERATION DECENTRALISÉE

L'article L 115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, issu de la Loi Oudin-Santini adoptée en 2005, autorise les collectivités et leurs groupements, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines. Cette participation des collectivités est un levier majeur de mobilisation de fonds complémentaires bien plus importants, notamment via l'Agence de l'eau ou l'Agence Française de développement.

La coopération internationale apporte une amélioration des conditions de vie des populations des pays aidés et favorise l'échange de compétences, de savoirs faire, et de bonnes pratiques. Pour une collectivité, c'est un signe d'ouverture à l'international et à la solidarité.

Depuis 2015, la Métropole de Montpellier a montré la volonté de développer la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau. Un « fonds eau » a été constitué et abondé par la Régie à hauteur de 80 000 € dédié à l'eau potable en 2024.

Tous les projets bénéficient ainsi de financements complémentaires de l'agence de l'eau Rhône méditerranée Corse.

A ce titre, la Métropole de Montpellier a soutenu plusieurs programmes d'eau potable en 2024 : un programme d'eau potable en Mauritanie (Kiffa), une opération d'amélioration de la gestion en eau de la vallée de l'Arghen au Maroc, des études au Sénégal permettant d'établir des programmes de travaux et des actions de sensibilisation dans les écoles auprès d'opérateurs locaux.

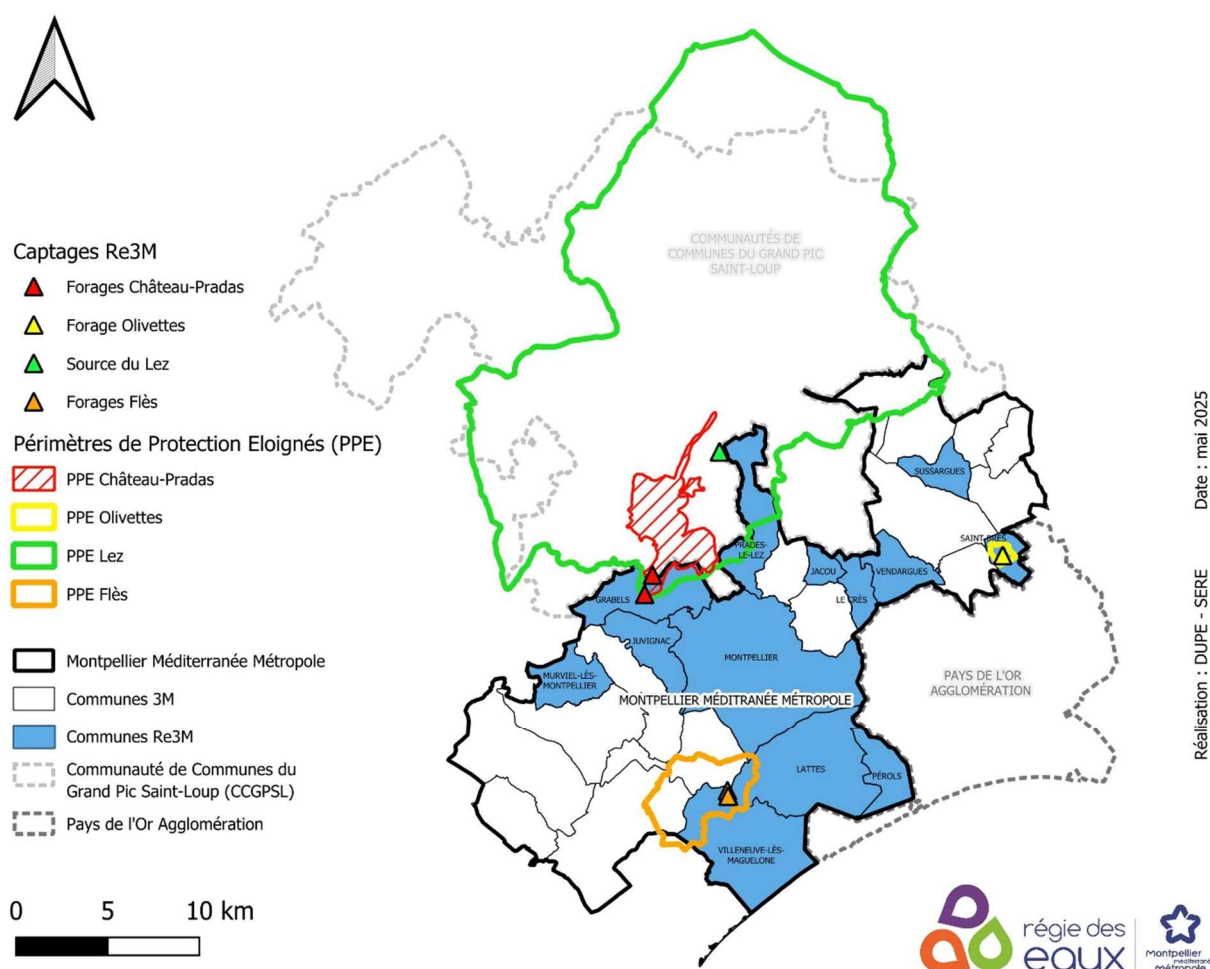


## 7- GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

### 7-1 PÉRIMÈTRE DE LA RÉGIE DES EAUX ET RESSOURCES EXPLOITÉES

La principale ressource exploitée par la Régie est la source du Lez, qui assure l'alimentation en eau potable des trois-quarts des habitants de la Métropole, mais quelques captages locaux sont également utilisés sur les communes de Grabels (Pradas et Château), Saint-Brès (Olivettes), et Villeneuve-lès-Maguelone (le Flès).

#### LOCALISATION DES CAPTAGES EXPLOITÉS PAR LA RÉGIE DES EAUX ET EMPRISE DE LEUR PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉ



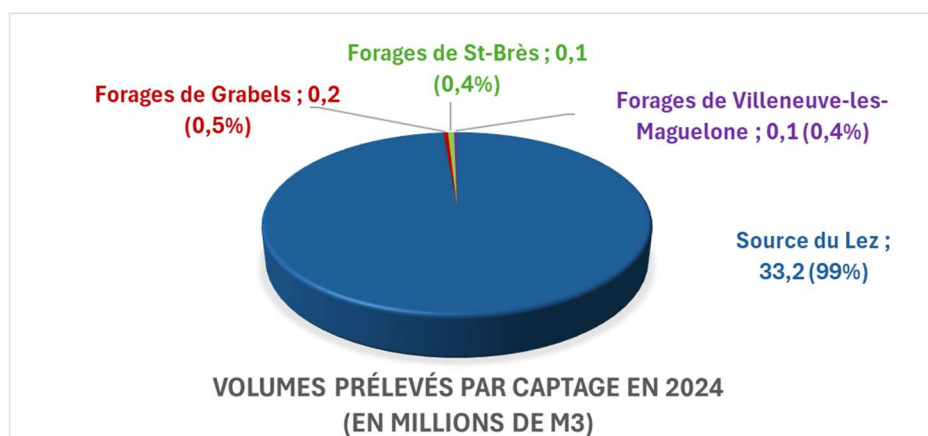
Le tableau ci-dessous liste les ressources exploitées ou importées par la Régie pour subvenir aux besoins en eau potable des 14 communes qui lui sont rattachées :

Communes	Ressource principale	Aquifère capté / Eau de surface captée	DUP	Débit maximal autorisé	Ressource complémentaire / Secours
Grabels	Forages du Château et du Pradas	Calcaires lacustres du Lutétien des formations tertiaires de l'avant pli de Montpellier	06/09/1989	Château : 40 m <sup>3</sup> /h Pradas : 50 m <sup>3</sup> /h Total : 1 750 m <sup>3</sup> /j	Source du Lez
Jacou	Source du Lez	Calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700 l/s 146 880 m <sup>3</sup> /j	Eau du canal du Bas-Rhône
Lattes	Eau du canal du Bas-Rhône	Eau superficielle du Rhône	SO	SO	Source du Lez
Le Crès	Source du Lez	Calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1 700 l/s 146 880 m <sup>3</sup> /j	Eau du canal du Bas-Rhône
Montpellier Juvignac Prades-le-Lez Montferrier	Source du Lez	Calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1 700 l/s 146 880 m <sup>3</sup> /j	Eau du canal du Bas-Rhône
Murviel-lès-Montpellier	Station de production André FILLOL	Nappe alluviale de l'Hérault	18/08/1992	96 000 m <sup>3</sup> /j	Forages du Boulidou et de l'Olivet
Pérols	Eau du canal du Bas-Rhône	Eau superficielle du Rhône	SO	SO	SO
Saint-Brès	Forage de l'Olivette	Karst semi-barré, calcaires jurassiques, avant pli de Montpellier	23/02/1989	37 m <sup>3</sup> /h 666 m <sup>3</sup> /j	Forage du Bérange
Sussargues	Eau du canal du Bas-Rhône	Eau superficielle du Rhône	SO	SO	Forages Fontbonne Mougères Est
Vendargues	Source du Lez	Calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1 700 l/s 146 880 m <sup>3</sup> /j	Eau du canal du Bas-Rhône
Villeneuve-lès-Maguelone	Forage du Flès	Aquifère karstique (calcaires jurassiques du pli Ouest de Montpellier-unité Mosson)	12/07/1999	100 m <sup>3</sup> /h 2 000 m <sup>3</sup> /j	Source du Lez

SO = Sans Objet

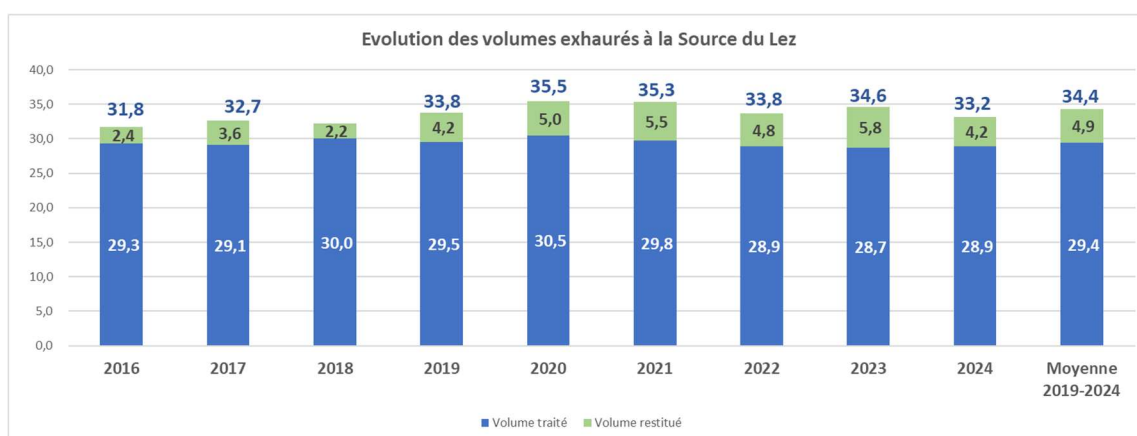
## 7-2 BILAN QUANTITATIF DES RESSOURCES EXPLOITÉES

En 2024, le volume total exhauré a été de 33,6 millions de m<sup>3</sup>, dont 98,8% à la source du Lez, et 1,2% dans les forages locaux.



### 7-2-1 SOURCE DU LEZ

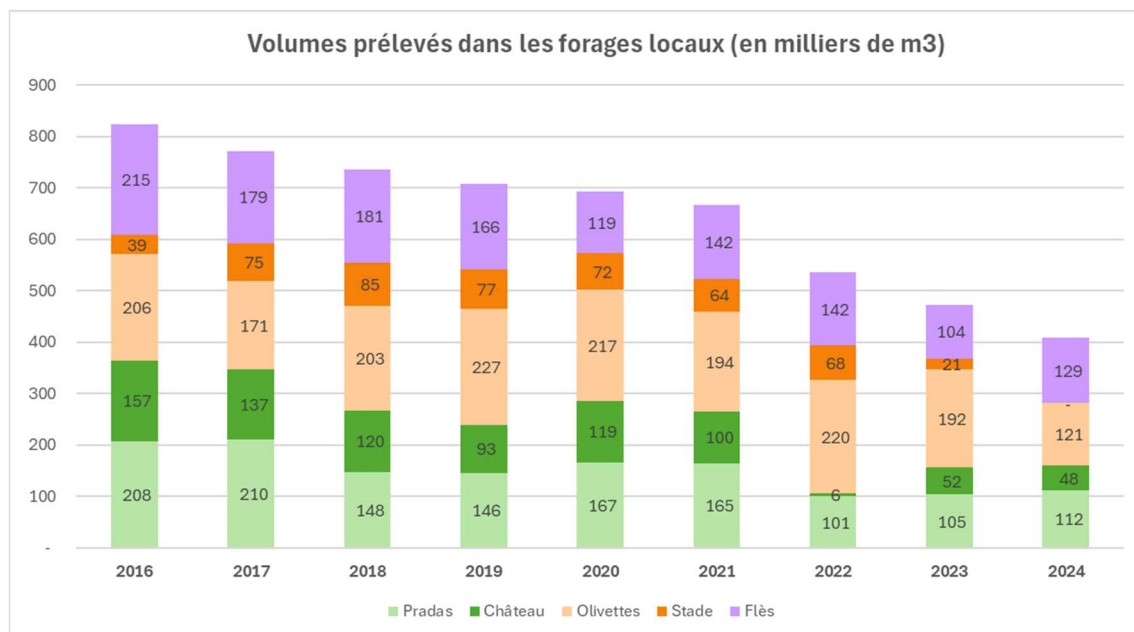
Le volume annuel total exhauré à la source du Lez en 2024 a été de 33,2 millions de m<sup>3</sup>, dont 4,2 millions ont été restitués au Lez au niveau de la source. Le volume traité sur l'usine de potabilisation François Arago reste néanmoins équivalent par rapport aux années précédentes 2023 et 2024, et au-dessous de la moyenne des 6 dernières années et il en est de même pour le volume restitué au Lez, en baisse et inférieur à la moyenne des 6 dernières années. Au global, le volume exhauré en 2024 est inférieur à la moyenne des 6 dernières années.



### 7-2-2. FORAGES LOCAUX

Le volume annuel total prélevé au niveau des 4 forages locaux exploités en 2024 a été d'environ 410 000 m<sup>3</sup>, soit 37% de moins que la moyenne sur les 6 dernières années (652 000 m<sup>3</sup>). La tendance est à la baisse (-50% entre 2016 et 2024) du prélèvement global dans les forages locaux, baisse marquée sur les trois communes : -56% à Grabels (arrêt d'exploitation de Château en raison

de problèmes de turbidité), -40% à Villeneuve et -51% à Saint-Brès (abandon du captage du stade et mise en service d'une interconnexion avec le SMGC en 2023).



## 7-3 ACTIONS MENÉES SUR LES RESSOURCES EN EAU EXPLOITÉES

### 7-3-1 SUIVI REGLEMENTAIRE DES CAPTAGES

#### *Captages abandonnés*

Suite à l'abandon en 2023 du captage du Stade à Saint-Brès, en parallèle du diagnostic et des travaux de comblement réalisés en juin 2024, le dossier de demande d'abrogation de la DUP de ce forage a été constitué, et transmis à l'ARS avec la délibération prise par le Conseil de la Métropole. Différents échanges avec la DDTM et l'ARS ont également permis de régulariser la situation des forages comblés les années précédentes (Pidoule et Fescau à Montferrier, Lou Garrigou à Lattes, Garrigues Basses à Sussargues, Stade Robert au Crès), via l'envoi des rapports de comblement produits par le prestataire de la Régie.

#### *DUP de la Source du Lez*

Trois conventions de recherche et développement (cf. § 8. Volet R&D) ont été établies en 2024 pour améliorer la connaissance du fonctionnement de l'hydrosystème et dans l'optique d'une possible révision de la DUP de la source du Lez :

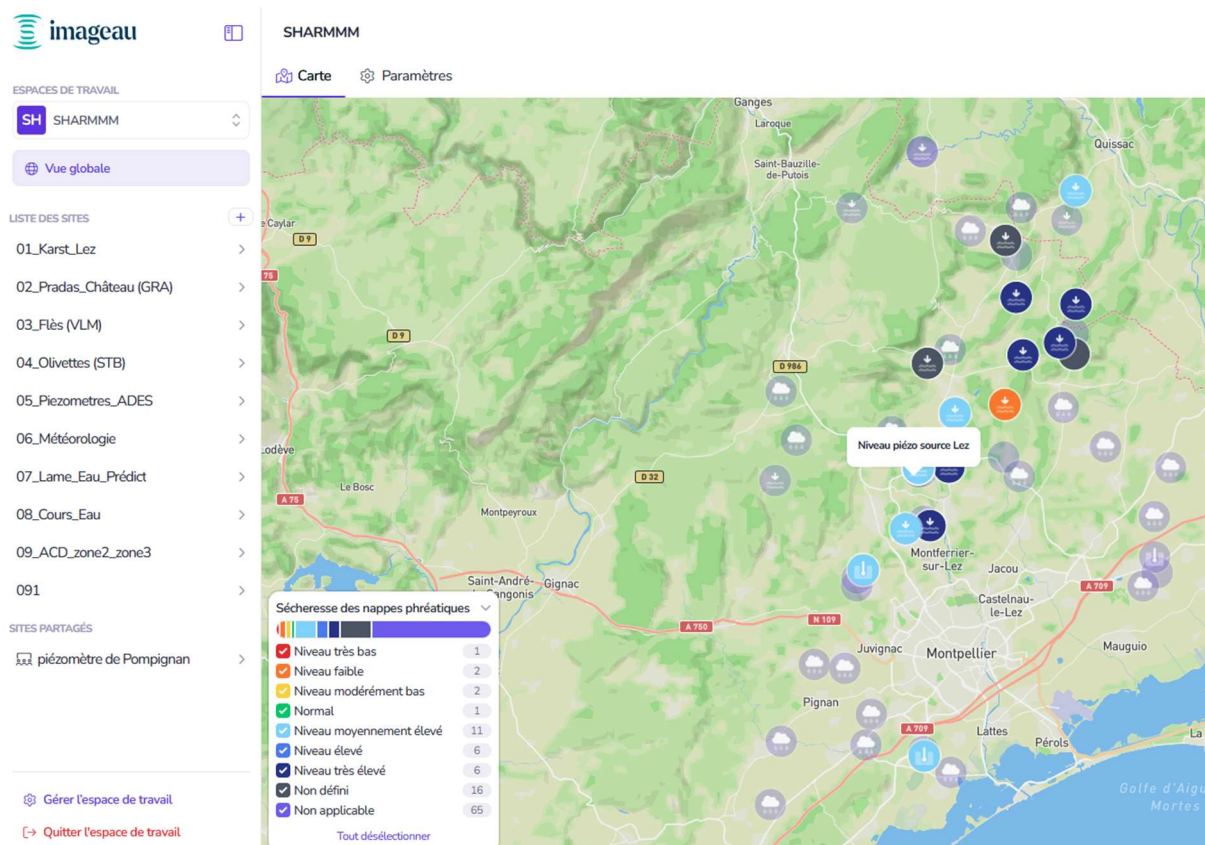
- Avec le BRGM pour la mise à jour de l'étude de l'impact du changement climatique sur l'aquifère du Lez - cette étude a démarré fin juin et les premiers résultats des simulations ont été présentés en comité de suivi le 14 novembre ;
- Avec HSM, l'IRD et 3M pour la thèse CLIMEAU (impact du changement climatique) ;
- Avec HSM pour l'échange de données quantitatives et qualitatives et le transfert de connaissances scientifiques sur la source et son bassin d'alimentation - HSM a notamment transmis des données de qualité qui ont été exploitées par ANTEA dans le cadre du suivi hydrogéologique, (cf. §7.3.2).

## 7-3-2 SUIVI HYDROGÉOLOGIQUE

Dans le cadre de la DUP de la source du Lez, un rapport de suivi hydrogéologique doit être produit chaque année. Le dernier rapport en date avait été établi par l'entreprise IMAGEAU en 2022 pour l'année 2021. Un nouveau marché a été attribué au bureau d'études ANTEA en avril 2024, pour la rédaction des rapports annuels 2022 à 2025.

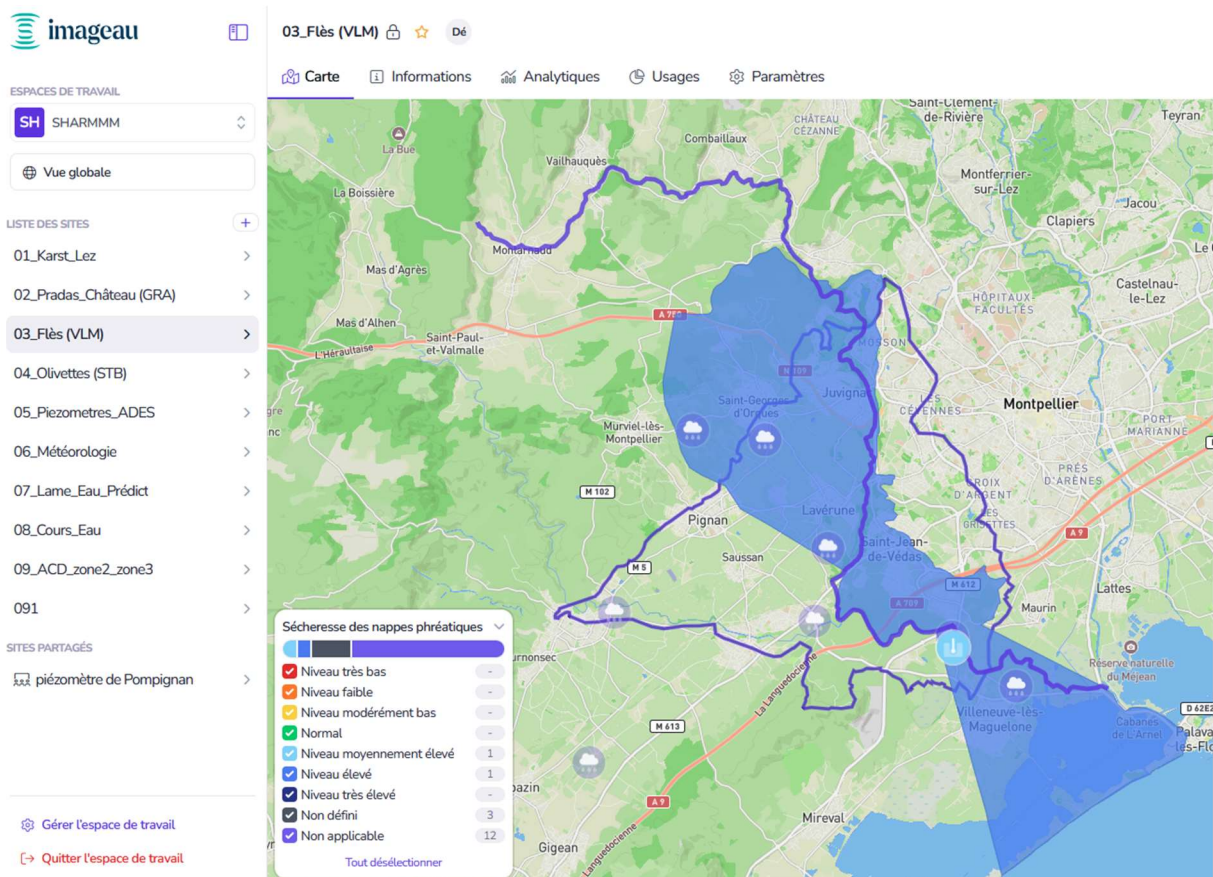
Par ailleurs, l'outil SHARMM (Suivi Hydrogéologique des Aquifères de la Régie de Montpellier Méditerranée Métropole), qui centralisait les données relatives à la source du Lez, a été étendu en 2024 aux autres forages exploités, avec l'ajout d'un module « exploitation ».

### Vue globale de la plateforme SHARMM



Vue de la plateforme SHARMM centrée sur le captage du Flès

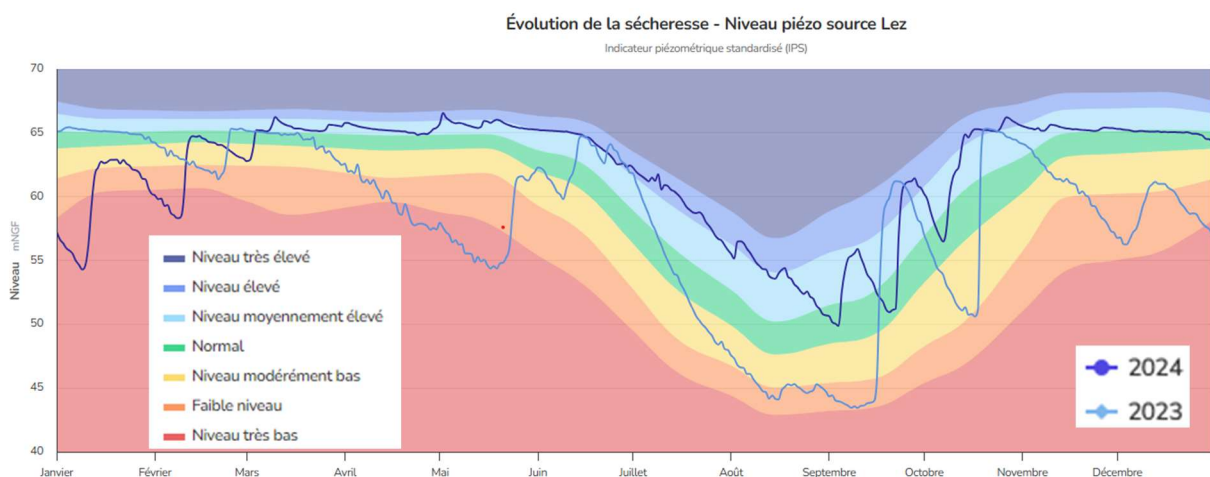




### 7-3-3 SUIVI SPÉCIFIQUE SOURCE DU LEZ

#### *Niveaux piézométriques de la source du Lez*

Les niveaux piézométriques en 2024 ont été supérieurs à ceux de 2023 presque toute l'année, sauf en janvier, où ils ont atteint des niveaux très bas. De mars à décembre les niveaux ont été normaux à élevés.



Le niveau **minimum** de la source a été de **49,03 m** le **4 septembre** et le niveau **maximum**, de **66,88 m** le **2 mai**. La **pluviométrie cumulée** sur l'ensemble de l'année a été de **1100 mm** sur le bassin

d'alimentation de la source du Lez. Cela représente un excédent de 13% par rapport à la normale 1991-2020 à Valflaunès.

*Débit réservé*

L'Arrêté Préfectoral de 2018 fixe le débit réservé à **230 l/s** en l'absence de débordement naturel. Aux périodes et conditions suivantes, et jusqu'à la mise en service définitive de l'usine d'eau potable de Valédeau (prévue en 2025), ce débit peut être réduit à 180l/s :

- Automne/hiver : niveau piézométrique moyen hebdomadaire mesuré dans les forages en dessous de la quinquennale sèche ;
- Printemps/été (1<sup>er</sup> mai au 30 septembre) : niveau piézométrique moyen hebdomadaire en dessous de la médiane.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens porté par l'EPTB Lez et des actions entreprises pour la résorption du déficit hydrique du fleuve, le débit réservé est augmenté de 10 l/s de 19h à 10h en période d'irrigation (convention passée entre l'EPTB Lez, 3M, la Régie des eaux 3M et la SCEA du Salet qui exploite une vingtaine d'hectares irrigués). Une rencontre avec l'exploitant agricole et l'EPTB a eu lieu pour dresser le bilan de la saison passée et les perspectives de la saison à venir (cultures envisagées).

Le tableau ci-dessous indique les jours de débordement naturel, de restitution et de transition entre ces deux régimes :

2024	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
JAN																															
FEV																															
MAR																															
AVR																															
MAI																															
JUN																															
JUL																															
AOU																															
SEP																															
OCT																															
NOV																															
DEC																															
	Le débordement naturel s'est produit durant																131 jours.														
	La restitution s'est produite <b>complètement</b> de manière artificielle, à hauteur de 230 l/s, durant																138 jours.														
	La restitution s'est produite <b>partiellement</b> de manière artificielle, à hauteur de 230 l/s, durant																21 jours.														
	Transition entre la restitution artificielle de 180 l/s et 230 l/s, durant																0 jours.														
	La restitution s'est produite <b>complètement</b> de manière artificielle, à hauteur de 180 l/s durant																58 jours.														
	La restitution s'est produite <b>partiellement</b> de manière artificielle, à hauteur de 180 l/s durant																18 jours.														
	Restitution supplémentaire de 10l/s dans le cadre de la Convention Lez amont durant																44 jours.														

Le **COTRELEZ** (COmité Technique de suivi de la REstitution au LEZ) qui réunit la Régie, l'EPTB Lez, l'OFB, la DDTM, la DREAL, l'Agence de l'Eau et la Métropole a été informé par mail lors des modifications du débit réservé tout au long de l'année et réuni en novembre 2024.

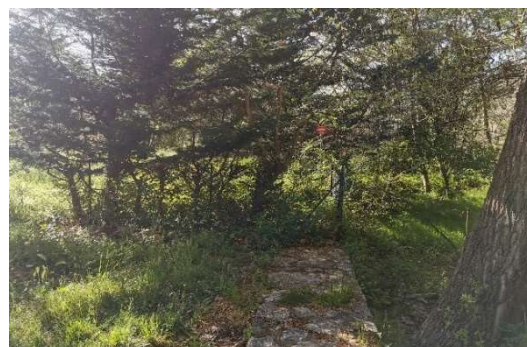
*Zone Natura 2000 et projet REV'LEZ*

La source du Lez est concernée par le site Natura 2000 "Lez", désigné en 2001, notamment en raison de la présence du Chabot du Lez, mais également de quatre espèces de libellules (dont L'Agrion de Mercure et la Cordulie à corps fin). L'EPTB Lez, qui assure l'animation de ce site depuis 2015, accompagne également la Régie pour le projet de REstauration et de Valorisation de la source du LEZ (REV'LEZ), dans le cadre d'une convention d'assistance technique signée en 2023.



Ce projet, qui vise à restaurer la zone humide de la source, pour établir des conditions favorables à la ripisylve et à la faune (chabot, libellules, ...), prévoit la démolition des bâtis et aménagements obsolètes, l'élimination des espèces végétales indésirables, l'aménagement d'un sentier pédagogique et d'un poste d'observation.

Les études préliminaires (relevés topo et dépôt du dossier de déclaration pour la pose du piézomètre réalisés fin 2024), première étape nécessaire à la conception du projet, ont démarré en octobre 2024.



## 7-4 PARTICIPATION AUX INSTANCES DE GESTION DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Instance	Piloté par	Actions Régie 2024
<b>Comité ressources en Eau</b>	DDTM	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi des échanges sur la révision de l'Arrêté Cadre Départemental (mis en application au 1<sup>er</sup> juin)</li> <li>- Transmission à la DDTM avant le 1<sup>er</sup> mai d'un historique des prélèvements de la Source du Lez et du captage du Flès, puis tous les mois des volumes mensuels prélevés</li> <li>- 15 réunions + 2 points intermédiaires du comité : contribution sur la pluviométrie et le niveau piézométrique à la source du Lez + rédaction/diffusion compte-rendu</li> <li>- Diffusion des Arrêtés préfectoraux et mise à jour d'un tableau de suivi des restrictions sur le territoire de 3M</li> </ul>



<b>PGRE<sup>2</sup> - Lez-Mosson-Karst Mosson</b>	EPTB Lez	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation à 1 comité technique</li> <li>- Participation à deux Cotech de l'étude relations Lez-nappe d'accompagnement dans la traversée urbaine de Montpellier</li> </ul>
<b>Commissions thématiques du SAGE<sup>3</sup> Lez-Mosson-Etangs palavasiens</b>	EPTB Lez	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation à 2 réunions de commission thématique Gestion quantitative du SAGE en 2024</li> <li>- Participation à 2 Commissions consultatives lagunes et flux maximum admissibles</li> </ul>
<b>COPIL du Site Natura 2000 Lez</b>	EPTB Lez	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation à un COPIL et à une sortie terrain (pêche électrique de suivi du Chabot)</li> </ul>

## 7-5 QUALITE DES EAUX ET DÉMARCHE DE PROTECTION DES CAPTAGES PRIORITAIRES DU FLÈS

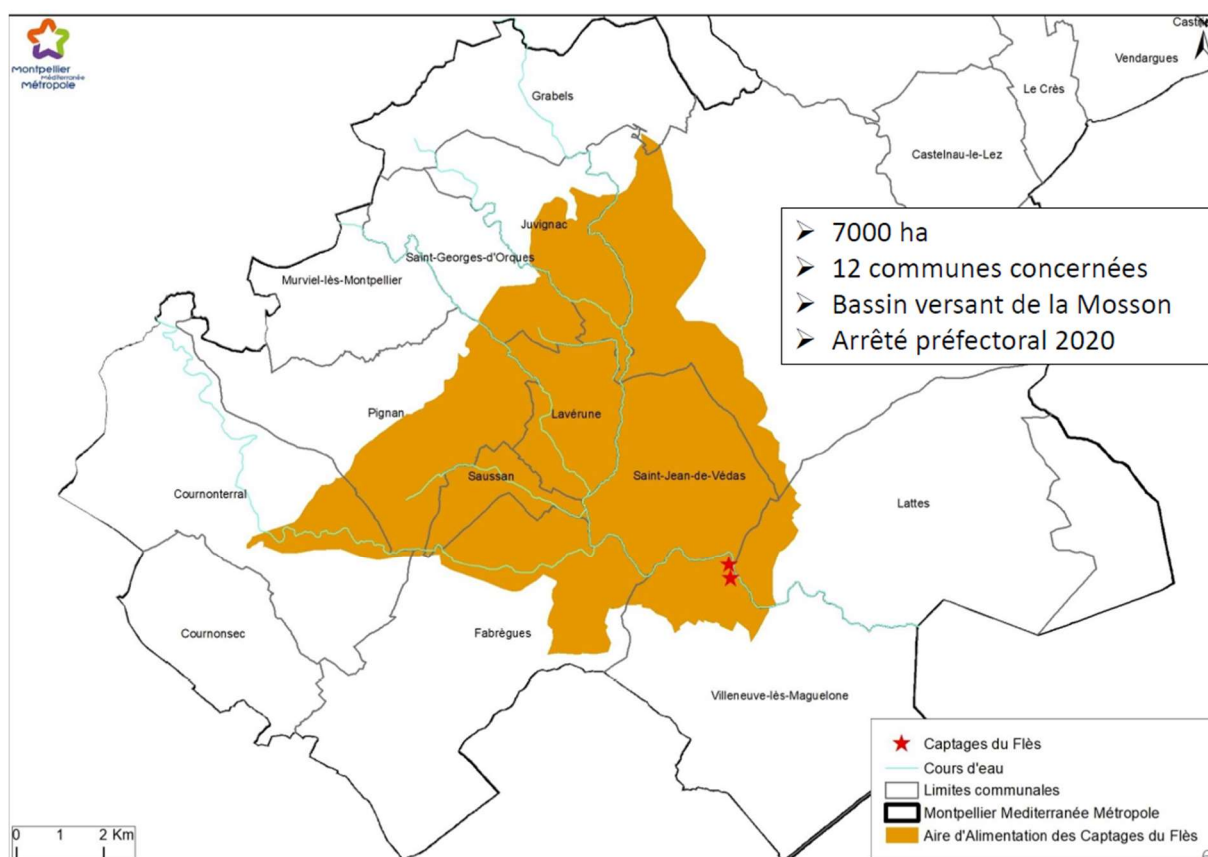
Les captages du Flès à Villeneuve-lès-Maguelone sont classés prioritaires depuis 2010 en raison des concentrations en phytosanitaires constatées depuis les années 2000. Une démarche de protection de l'Aire d'Alimentation des Captages (AAC) du Flès a été lancée en 2015, avec un plan d'actions mis en œuvre depuis 2018 et un Arrêté Préfectoral portant délimitation de l'AAC publié en 2020.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral de 2018 autorisant le traitement et la distribution au public prévoit une dilution des eaux issues des forages du Flès par les eaux provenant du réseau de Montpellier (à hauteur de 65% minimum pour ces dernières).

<sup>2</sup> Plan de Gestion de la Ressource en Eau

<sup>3</sup> Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

## Aire d'Alimentation des Captages du Flès (AAC) :



## Suivi des pesticides

Un suivi de la qualité de l'eau est réalisé depuis 2017 avec des analyses recherchant les pesticides dans l'eau brute :

- Contrôle renforcé par la Régie : 4 analyses par an
- Contrôle sanitaire de l'ARS : environ 1 fois par an
- Suivi de l'agence de l'eau : 4 analyses par an depuis 2018 sur le Flès Nord

Le tableau suivant synthétise les résultats obtenus **pour l'année 2024** sur les captages du Flès Nord et Sud.

Concentrations <u>eau brute</u> 2024 par molécule détectée	
Atrazine déséthyl déisopropyl	<0,02 à 0,049 µg/l
Chlorothalonil SA R417888	0,01 µg/l
<b>Limite réglementaire <u>eau distribuée</u></b>	<b>0,1 µg/l[1]</b>

[1] le chlorothalonil R417888 a été classé « pertinent » en 2024, à l'inverse du métabolite chlorothalonil R471811


Concentrations <u>eau brute</u> 2024 – somme des molécules	
Somme des pesticides	< 0,1 µg/l
<b>Limite réglementaire <u>eau distribuée</u></b>	<b>0,5 µg/l</b>

Les résultats sont **encourageants** avec une somme des molécules **très inférieure à la limite réglementaire**.

### a.1.1 Projets Agro-Environnementaux et Climatiques – PAEC

L'objectif est d'accompagner la transition agroécologique pour limiter les pollutions de l'eau. 2 types d'accompagnements existent :

- **Accompagnement financier** (aides à l'investissement de matériel alternatif à l'usage des produits phyto) : aucun dossier n'a été accompagné en 2024.
- **Accompagnement technique**, au travers de divers projets :

Projet	Période	Actions 2024
<b>Compostage des déchets verts à la parcelle</b> (expérimentation)	2023 - 2025	Poursuite de l'expérimentation en 2024 avec 3 viticulteurs (formation et suivi avec livraison de broyat et analyses de compost, épandage réalisé en fin d'année). Satisfaction globale des participants. Un bilan est prévu sur la période 2023-25.
<b>Résilience du sol</b>		Poursuite de l'expérimentation engagée en 2023, avec 350 t de broyat végétal criblé livré aux 3 agriculteurs qui ont souhaité poursuivre la démarche en 2024. 1 journée technique de formation et 5 visites de suivi sur chaque exploitation pour accompagner les agriculteurs et les aider à gagner en autonomie.
<b>Changement des pratiques agricoles</b>		Organisation d'ateliers pour accompagner le changement des pratiques agricoles (désherbage et techniques alternatives / techniques de semis et couvert végétal / diversification et sensibilisation aux auxiliaires de cultures) Animation d'une plateforme d'échange (Landfiles) entre agriculteurs
<b>Fibani (Filière à bas niveaux d'impact) : opportunités d'émergence de nouvelles filières agricoles compatibles avec les enjeux de préservation de la qualité de l'eau avec les enjeux de changement climatique, diversification des cultures en filière courte.</b>		Accompagnement de 4 agriculteurs de la filière légumineuses et céréales rustiques. (11ha de pois chiches, lentilles et petit épeautre). Récolte en juillet 2024, tri, et transformation pour la restauration collective (3M, Ville, Département, POA)  

### Aires de lavage et de remplissage sécurisées des pulvérisateurs agricoles

Après la mise en service de l'aire de Saint-Georges d'Orques en 2022, des travaux avaient démarré sur les deux autres aires situées dans l'aire d'alimentation des captages du Flès :

- Pignan-Saussan
- Cournonterral-Cournonsec-Fabrègues

Les chantiers à l'arrêt depuis mai 2023 (en raison d'un coût plus élevé que prévu) ont repris en 2024 et seront terminés début 2025.

## Volet foncier

L'objectif est de maîtriser l'occupation du sol et les pratiques sur les parcelles agricoles les plus sensibles. Les actions 2023-2024 sont :

- **Une veille foncière.** 15 DIA depuis 2023, analyse des enjeux et concertation entre services 3M ;
- **3 Ventes SAFER avec cahier des charges environnementaux** : recommandations et/ou obligations en fonction des types d'exploitation. Le cahier des charges a été un bon outil pour sensibiliser les acheteurs, mais il n'a pas d'effet levier pour le changement de pratiques ;
- **Travail préalable à l'instauration du droit de préemption** pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine.

Ce dernier et nouvel outil issu des assises de l'eau de 2019 est potentiellement applicable depuis septembre 2022 sur tout ou partie de l'aire d'alimentation des captages. Sur le territoire de la Métropole, une volonté a été affirmée de se saisir de cet outil pour renforcer les actions de préservation de nos ressources en eau, mais aussi pour soutenir les pratiques agricoles favorables à la protection de la ressource en eau.

Ainsi, après avoir rencontré les parties prenantes (communes concernées, chambre d'agriculture, représentants de la profession agricole, Safer, Agence de l'eau), **l'instauration du droit de préemption pour la préservation de la ressource en eau des captages du Flès a été adoptée en conseil métropolitain fin 2023** et un dossier a été transmis aux services de l'état en vue de la promulgation d'un arrêté préfectoral. Les avis, reçus entre mars et mai 2024 sont favorables, à l'exception de celui de la SAFER.

En 2024 une réflexion a été lancée pour élaborer un programme d'intervention foncière pour la protection de la ressource en eau des captages du Flès à l'échelle du périmètre de protection rapproché et des bordures de cours d'eau : définition des attentes et consultation à l'automne, attribution de la mission au groupement CERESCO/SAFER en fin d'année 2024, démarrage de la mission en 2025.

## 8- VOLET R&D

Les 5 axes stratégiques de recherche, développement et innovation ont été approuvés au Conseil d'administration du 26 février 2024. Ils rassemblent à la fois les sujets traités dans les projets existants, et les sujets abordés (besoins, idées de projets) aux cours d'entretiens en interne et auprès de l'autorité organisatrice de l'eau) :

1. Adapter la gestion quantitative des ressources aux changements globaux
2. Maîtriser la qualité de l'eau prélevée et distribuée, anticiper les pollutions émergentes
3. Valoriser les eaux usées, garantir leur qualité pour le réusage, la santé, l'environnement
4. Innover pour disposer d'infrastructures performantes et durables
5. Observer les consommations en eau, accompagner la sobriété hydrique

### Indicateur : 5 nouvelles conventions de R&D signées en 2024

Sur ces 5 nouvelles conventions, 4 concernent le volet Eau potable (cf tableau ci-dessous) et une le volet Assainissement

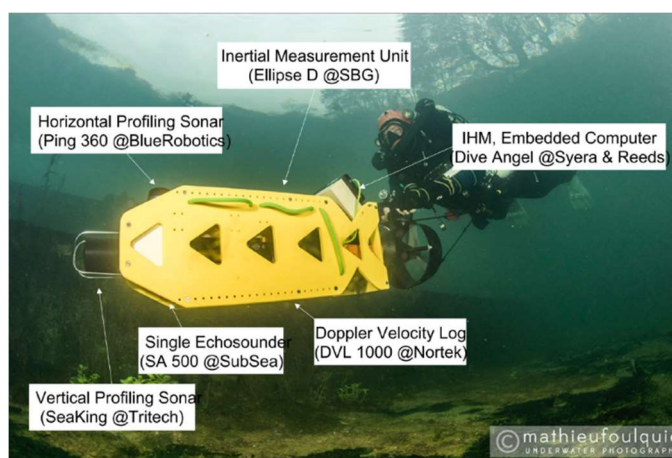
Nom du projet	Partenaires	Objectif	Axe R&D	Rôle de la Régie
<b>Evaluation de l'impact du changement climatique sur l'aquifère du Lez</b> 2024-2025	BRGM	Simuler l'impact du changement climatique sur la source du Lez sur en prenant en compte les derniers scenarios disponibles du GIEC.	1	Maître d'Ouvrage.
<b>Thèse CLIMEAU</b> 2024-2028	HydroSciences Montpellier et 3M			Fourniture de données, Echanges tout au long du projet.
<b>SOCLE</b> 2024-2028	INRAe	Suivi-Observation des Consommations Locales en Eau.	5	Maître d'Ouvrage.
<b>Observation quantitative et qualitative de la ressource karstique du Lez 2024</b> 2024-2028	HydroSciences Montpellier	Partage de données, transfert de connaissances scientifiques sur l'aquifère du Lez et de la Mosson (Observatoire MEDYCYSS).	1	Financement (capteurs, mesures in-situ, stages de master), mise à disposition de données, accès au site.

## Zoom sur l'exploration de la source du Lez

Dans le cadre du projet Lez 2020, une cartographie en 3D du conduit naturel de la source du Lez a été réalisée. Ce projet, aujourd'hui terminé, a été porté par le LIRMM (Laboratoire Informatique Robotique et Microélectronique de Montpellier) avec de nombreux partenaires, dont la Régie.

Partant de la source, les plongeurs ont remonté le conduit sur plusieurs centaines de mètres, équipés d'un « navscoot », scooter de plongée muni de capteurs, spécialement développé pour ce type d'étude (photo). Le conduit fait généralement 2 à 8 mètres de diamètre et s'élargit jusqu'à 25 m de diamètre.

La cartographie 3D établie a permis aux chercheurs du laboratoire HydroSciences Montpellier de modéliser finement l'écoulements de l'eau et le transport d'éventuels polluants dans cette partie du karst. Habituellement ces modèles se basent sur des géométries simplifiées de conduit. L'étude montre l'utilité de la cartographie 3D pour améliorer les modèles, et appréhender l'influence de la forme de ces galeries sur les écoulements et le transport de matières. Les résultats ont été présentés lors de la journée de l'ASTEE en septembre 2023 et publiés dans *Journal of Hydrology*<sup>4</sup> début 2024.



<sup>4</sup> M. Aliouache, P. Fischer, P. Brunet, L. Lapiere, B. Ropars, F. Vasseur, H. Jourde, Influence of karst conduit's geometry and morphology on 3D flow and transport processes: Insights from 3D tracer tests and numerical modelling, *Journal of Hydrology*, Volume 632, 2024

## Echanges externes : le club R&D de France Eau Publique

Ce groupe de travail rassemble les structures publiques intéressées par les activités de R&D (notamment à la suite du webinaire organisé par France Eau Publique en mai 2023).

La Régie 3M a fait partie intégrante de ce groupe dès sa première réunion.



Le groupe se réunit en visio, ou en présentiel à l'occasion d'événements nationaux. La première réunion a ainsi eu lieu en marge du carrefour des gestions locales de l'eau de Rennes en janvier 2024. Voici quelques exemples de thématiques abordées au sein du groupe : polluants émergents et

solutions de traitement associées, structuration des activités de R&D, recours à divers outils innovants (notamment concernant l'inspection des réseaux).

## 9- SERVICE PUBLIC EAU POTABLE

### 9-1 POPULATION DESSERVIE - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNÉS

Nombre d'abonnés Communes	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Grabels	2 606	2 698	2 739	2801	+ 2,3 %
Jacou	2 556	2 575	2 582	2 579	-0,1 %
Juvignac	4 027	4 056	4 098	4190	+ 2,2 %
Lattes	5 791	5 843	5 899	5 916	+ 0,3 %
Le Crès	3 789	3 811	3 837	3 876	+ 1,0 %
Montferrier-sur-Lez	1 870	1 897	1 903	1 918	+ 0,8 %
Montpellier	45 545	46 162	46 444	46 565	+ 0,3 %
Murviel-lès-Montpellier	/	/	919	921	+ 0,2 %
Pérols	4 203	4 242	4 249	4 267	+ 0,4 %
Prades-le-Lez	2 364	2 379	2 444	2 469	+ 1,0 %
Saint-Brès	1 621	1 702	1 750	1 826	+ 4,3 %
Sussargues	1 195	1 214	1 245	1 260	+ 1,2 %
Vendargues	2 925	2 983	3 002	3 012	+ 0,3 %
Villeneuve-lès-Maguelone	3 964	3 984	3 991	4 034	+ 1,1 %
<b>TOTAL</b>	<b>82 456</b>	<b>83 546</b>	<b>85 102</b>	<b>85 634</b>	<b>+ 0,6 %</b>



Nombre d'habitants desservis Communes	2021	2022	2023	2024
Grabels	9 116	9 353	9 596	9 550
Jacou	6 827	6 862	6 896	6 864
Juvignac	12 769	13 472	14 213	14 009
Lattes	17 974	18 280	18 591	18 183
Le Crès	9 360	9 416	9 473	9 322
Montferrier-sur-Lez	4 102	4 192	4 285	4 276
Montpellier	303 283	307 529	311 835	315 335
Murviel-lès-Montpellier	NC	NC	1 828	1 947
Pérols	9 494	9 551	9 609	9 821
Prades-le-Lez	6 205	6 410	6 622	6 615
Saint-Brès	3 391	3 493	3 598	3 680
Sussargues	2 846	2 874	2 903	2 892
Vendargues	6 872	6 975	7 080	7 541
Villeneuve-lès-Maguelone	10 619	10 779	10 941	10 816
<b>TOTAL</b>	<b>402 858</b>	<b>409 186</b>	<b>417 470</b>	<b>420 851</b>

## 9-2 SYNTHÈSE DES VOLUMES DE L'ANNÉE

- Volumes prélevés :

Les volumes totaux prélevés sur l'année 2024 (33 619 939 m<sup>3</sup>) sont globalement en baisse par rapport ceux à l'année 2023 (35 093 168 m<sup>3</sup>).

Cette baisse peut s'expliquer principalement par les différentes causes suivantes :

- Par la mise en service de la nouvelle usine de potabilisation de Valèdeau en juin 2024.  
Cette nouvelle usine utilise la ressource de surface issue du canal du Bas-Rhône. Une part plus importante du besoin a été couvert par cette ressource.
- Par une baisse de la restitution artificielle au Lez en raison de la pluviométrie plus importante en 2024. La source du Lez a ainsi plus souvent débordé au cours de l'année 2024.
- Par le recours à la nouvelle interconnexion avec le SMGC sur la commune de Saint-Brès en 2024. Le forage des Olivettes a ainsi été moins sollicité durant cette année. La mise en service de cette nouvelle alimentation a également permis l'arrêt des forages du Stade sur cette commune, forages à être définitivement arrêtés.  
En revanche, les volumes prélevés sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone sont en hausse en raison de l'augmentation des pertes en eau constatées sur la commune, liées à la présence de plusieurs fuites sur les réseaux de distribution. La recherche de fuite intensifiée en fin d'année 2024, devrait conduire à une baisse des volumes prélevés au niveau des captages du Flès en 2025. Enfin, les volumes prélevés sont restés stables sur la commune de Grabels (forages du Château et du Pradas) par rapport à l'année 2023.



- Volumes importés :

Les volumes totaux importés sur l'année 2024 (4 760 024 m³) sont en nette hausse par rapport à ceux de l'année 2023 (3 905 800 m³).

Cette hausse s'explique par les éléments suivants :

- Par l'augmentation des pertes en eau sur la commune de Lattes (dégradation du rendement de réseau) ;
- Par le recours sur une année complète à l'alimentation secondaire (interconnexion avec le SMGC) sur la commune de Saint-Brès ;
- Par la mise en service de l'usine de potabilisation de Valèdeau en juin 2024 qui a occasionné l'utilisation nouvelle de l'eau du canal du Bas Rhône pour son fonctionnement.

Cependant, malgré cette hausse, certaines baisses de consommation ont été relevées sur :

- La commune de Pérols : baisse liée à la réparation d'une importante fuite en mars 2024 ;
- Le recours à l'eau du Bas-Rhône sur l'usine de potabilisation d'Arago (3 620 m³ en 2024 contre 779 940 m³ en 2023) à la suite de la mise en service de la nouvelle usine de Valèdeau.

- Volumes exportés :

Les volumes totaux exportés sur l'année 2024 (2 510 460 m³) sont en nette hausse (+ 9,8 %) par rapport à ceux de l'année 2023 (2 287 199 m³).

Cette hausse est liée principalement à la demande supérieure en 2024 :

- Pour l'alimentation de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (2 122 660 m³ en 2024 contre 1 930 580 m³ en 2023) ;
- Pour l'alimentation de la commune de Saint-Aunès (339 015 m³ en 2024 contre 304 851 m³ en 2023).

L'export pour le secours de Pays De l'Or Agglomération est quant à lui resté stable en 2024 par rapport à l'année 2023 (48 785 m³ contre 51 768 m³).

### 9-3 CONSOMMATION MOYENNE PAR ABONNÉ ET PAR HABITANT

Dans le tableau ci-dessous, sont présentées les consommations annuelles moyennes par abonné (m³/abonné/an) :

Consommation moyenne annuelle par abonné en m³	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023/2024
Communes					
Grabels	186	182	176	162	-8,0 %
Jacou	152	148	135	138	+ 2,2 %
Juvignac	196	194	194	177	-8,8 %
Lattes	230	206	202	203	+ 0,5 %
Le Crès	147	142	126	128	+ 1,6 %
Montferrier-sur-Lez	201	213	184	176	-4,3 %
Montpellier	397	400	390	375	-3,8 %

Murviel-lès-Montpellier	NC	NC	104	106	+ 1,9 %
Pérols	167	168	169	164	-3,0 %
Prades-le-Lez	150	143	133	128	-3,8 %
Saint-Brès	129	128	122	112	-8,2 %
Sussargues	152	135	127	118	-7,1 %
Vendargues	162	163	151	156	+ 3,3 %
Villeneuve-lès-Maguelone	137	140	134	138	+ 3,0 %
<b>Moyenne</b>	<b>297</b>	<b>296</b>	<b>285</b>	<b>275</b>	<b>-3,5%</b>

Selon les communes le nombre d'habitants par abonné est variable : au global, on a 4,9 habitants par abonné.

La majorité des communes de la Régie a vu sa consommation moyenne annuelle par abonné, baisser en 2024 par rapport à l'année 2023.

Cette baisse est régulière depuis plusieurs années (la valeur était de 307 m<sup>3</sup>/abonné/an en moyenne en 2020).

La valeur moyenne annuelle s'établit en 2024 autour de **275 m<sup>3</sup>/abonné/an**, soit une baisse de 3,5 % par rapport à l'année 2023.

Cette baisse s'explique majoritairement :

- par les efforts de réduction des consommations des habitants des communes de la Régie ;
- par l'utilisation moins régulière de l'eau en raison de la pluviométrie pour les usages de type arrosage et/ou nettoyage.

Dans le tableau ci-dessous, sont présentées les consommations moyennes annuelles par habitant (m<sup>3</sup>/hab.) :

Consommation moyenne annuelle par habitant en 2023 en m <sup>3</sup> /an Communes	2021	2022	2023	2024	Tendance
Grabels	53,23	52,49	50,26	47,43	En baisse
Jacou	56,93	55,64	50,59	51,71	En hausse
Juvignac	61,92	58,42	56,05	52,83	En baisse
Lattes	74,14	65,84	64,23	65,93	En hausse
Le Crès	59,49	57,61	51,21	53,18	En hausse
Montferrier-sur-Lez	91,53	96,59	81,84	78,92	En baisse
Montpellier	59,65	60,03	58,02	55,43	En baisse
Murviel-lès-Montpellier	NC	NC	52,43	50,01	En baisse
Pérols	74,14	74,82	74,76	71,10	En baisse
Prades-le-Lez	57,08	63,17	49,13	47,86	En baisse
Saint-Brès	61,84	62,43	59,42	55,43	En baisse

Sussargues	63,64	57,15	54,32	51,29	En baisse
Vendargues	68,79	69,65	63,88	62,36	En baisse
Villeneuve-les-Maguelone	51,14	51,83	48,86	51,37	En hausse
Moyenne	60,78	60,50	58,08	55,96	En baisse

La majorité des communes de la Régie a vu sa consommation moyenne annuelle par habitant baisser en 2024 par rapport à l'année 2023.

Cette baisse est régulière depuis plusieurs années (la valeur était de 62,76 m<sup>3</sup>/hab./an en 2020). La valeur moyenne annuelle s'établit en 2024 autour de **56 m<sup>3</sup>/hab./an** ce qui en deçà de l'objectif que s'est fixé la Régie **à savoir 69 m<sup>3</sup>/hab./an**.

Cette baisse s'explique majoritairement :

- par des actions de sensibilisations et les efforts de réduction des consommations des habitants des communes de la Régie ;
- par l'utilisation moins régulière de l'eau en raison de la pluviométrie pour les usages de type arrosage et/ou nettoyage.

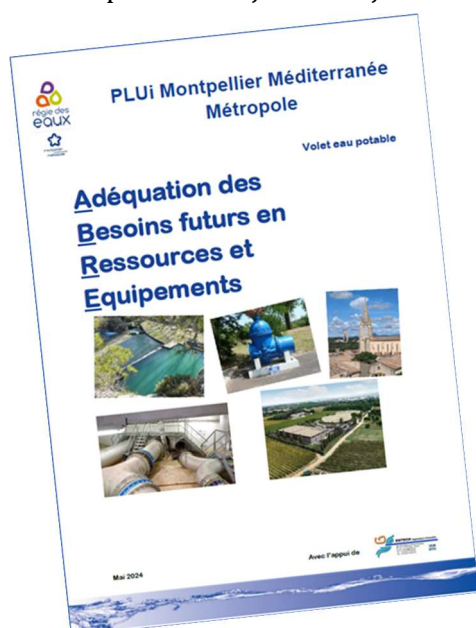
## 9-4 ACCOMPAGNEMENT DE L'URBANISME

### PLUi

La transformation en Métropole, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes membres vers la Métropole. Comme les autres documents d'urbanisme, le PLUi doit viser à assurer les conditions d'une planification durable du territoire, prenant en compte les besoins des habitants et les ressources du territoire, et conjuguant les dimensions sociales, économiques et environnementales.

Il répond à 2 objectifs majeurs :

- Décliner localement les orientations stratégiques du projet métropolitain et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en novembre 2019, définis collectivement ;
- Permettre la réalisation des projets urbains locaux.



Dans ce cadre, la Régie a élaboré les rapports portant sur l'**Adéquation Besoins- Ressources-Equipements** (ABRE) permettant d'évaluer les besoins supplémentaires à l'horizon du PLUi (2034), et de vérifier l'adéquation des ressources en eau et des équipements majeurs de production d'eau potable en vue de satisfaire auxdits besoins.

Le projet de PLUi a été arrêté lors du Conseil de Métropole du 8 octobre 2024. Il fera l'objet d'une enquête publique en février 2025 en vue d'une adoption définitive à l'été 2025.

### **Instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme, ZAC, PUP**

La Régie réalise l'analyse des demandes d'autorisation d'urbanisme sur les volets Eaux Usées, Eau potable et Défense incendie. En 2024, 510 dossiers ont été reçus pour instruction à la Régie, un chiffre en augmentation d'environ 14 % par rapport à 2023. Le délai moyen de traitement des dossiers par la Régie est de 19 jours entre le moment où le dossier est enregistré dans le serveur R3M et le jour où l'avis ADS signé est envoyé aux services urbanisme.

La Cellule Urbanisme Opérationnel de la Régie assure le suivi en phase AVP et PRO-DCE des opérations de lotissements, de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) et des opérations d'urbanisme soumises à un Projet Urbain Partenarial (PUP). Elle élabore les avis techniques et financiers au titre des compétences en eau potable, eau brute, assainissement des eaux usées et défense extérieure contre l'incendie.

Le suivi des phases EXE et OPR sont assurées par la DEX (Direction Exploitation) de la Régie des eaux.

Fin 2024, 20 dossiers de ZAC et 7 dossiers de PUP sont suivis.

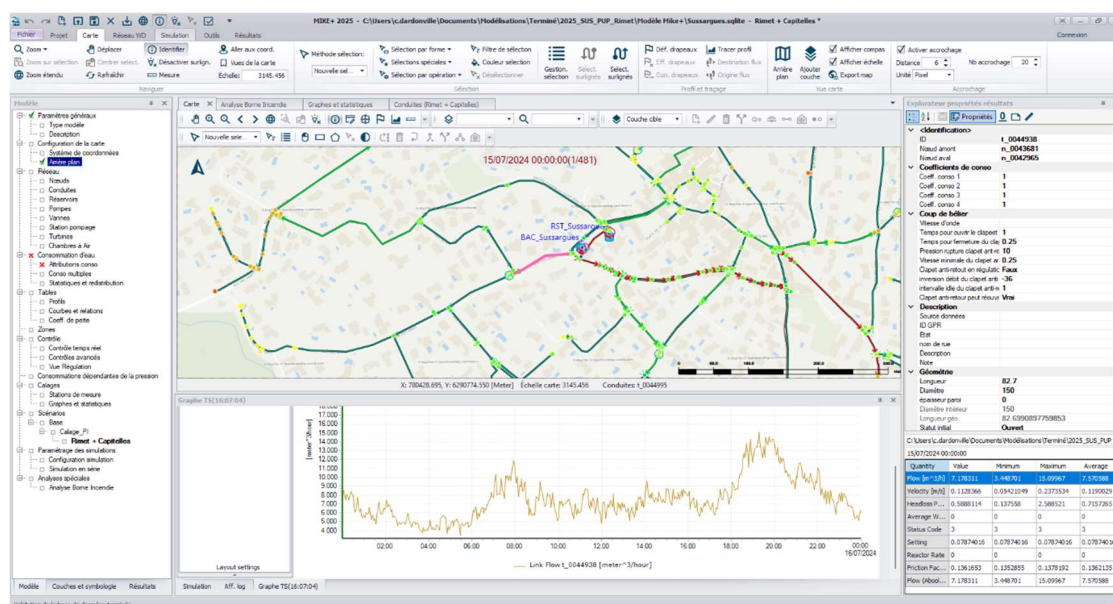
### **Modélisation des réseaux d'eau potable**

#### *Construction ou mise à jour des modèles*

La modélisation des réseaux d'eau potable du système Lez a été finalisée en 2024 sur le logiciel Mike +, par la société DHI. Le modèle créé par DHI a été mis à disposition sur l'appliquatif web Waternet Advisor.

La modélisation des réseaux de Murviel-Lès-Montpellier, Jacou, Le Crès et Vendargues, réalisée en interne par la Régie, a été clôturée lors du premier semestre 2024.

Pour les communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, Lattes, Pérols, Saint-Brès et Sussargues, une campagne de mesure a été effectuée durant l'été 2024, et les modèles ont été construits au cours du dernier trimestre 2024.



### Utilisation de la modélisation

La modélisation permet d'évaluer l'impact de nouvelles consommations en eau potable, d'extensions ou de travaux sur réseaux, sur le fonctionnement global des réseaux d'eau potable et sur celui de la Défense Incendie. Une vingtaine de projets d'urbanisme ou de travaux ont ainsi été simulés par la Régie, dans le but de déterminer les conditions optimales d'alimentation en eau potable des secteurs objets d'études.

## 9-5 PERFORMANCE ÉNERGETIQUE

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des consommations énergétiques annuelles. Elles sont représentées par site et par commune. Elles sont issues d'un outil d'extraction automatique mis en place par les fournisseurs d'énergie.

Ce suivi permettra un suivi plus précis des évolutions des consommations durant les prochaines années et valider l'objectif que s'est fixé la Régie en matière de réduction de ses consommations énergétiques, **à savoir – 3% par an par rapport à l'année N-1.**

Nom du site	Communes	Consommation annuelle 2024 en kWh
Station de pompage Verchant	Castelnau le Lez	235 301
Forages du Château	Grabels	16 093
Forages du Pradas	Grabels	63 757
Réservoir Montalet	Grabels	2 642
Surpresseur Mas du Piquet	Grabels	6 783
Surpresseur Prédimau	Grabels	1 257
Surpresseur	Juvignac	3 722
Réservoir les Sylvains	Jacou	902
Réservoirs + Station	Le Crès	145 460
Station de surpression Saint Jean	Lattes	243 144
Vasque Source du Lez	Les Matelles	2 569
Pompape Source du Lez	Les Matelles	2 427 934
Réservoirs de Valédeau	Montpellier	21 225

Réservoir Colombière	Montpellier	4 248
Réservoir les 4 Seigneurs	Montpellier	3 282
Station de pompage de Lodève	Montpellier	3 321 239
Station de pompage de Montmaur	Montpellier	731 649
Station de traitement Arago	Montpellier	602 908
Station de pompage Croix d'Argent	Montpellier	318 514
Station de pompage Valédeau	Montpellier	79 978
Château d'eau des Garrigues	Montpellier	4 185
Usine Valédeau	Montpellier	366 647
Réservoirs Hauts de Massane	Montpellier	360 413
Réservoir Lavalette	Montpellier	3 527
Réservoir Pioch de Baios	Montferrier sur Lez	22 187
Réservoirs Dèvèze	Montferrier sur Lez	23 286
Réservoir Baillarguet	Montferrier sur Lez	23 637
Station de pompage Pidoule	Montferrier sur Lez	115 052
Surpresseur Condamine	Montferrier sur Lez	178 478
Réservoir Clapissou	Murviel-lès-Montpellier	293
Station des Ifs	Murviel-lès-Montpellier	48 328
Surpresseur Belleviste	Prades le Lez	34 441
Station de pompage Lez Lirou	Prades le Lez	110 220
Réservoir 1000 m3	Prades le Lez	1 044
Forage les Olivettes	Saint-Brès	58 869
Forages du Stade	Saint-Brès	8 870
Station + Réservoirs St Bauzille	Saint-Brès	87 388
Réservoir + Station	Sussargues	58 200
Station de pompage Châtaigniers	Vendargues	55 475
Réservoir Meyrargues	Vendargues	1 001
Exhaure Flès 1 Sud	Villeneuve-Lès-Maguelone	14 546
Exhaure Flès 2 Sud	Villeneuve-Lès-Maguelone	218 467
Château d'eau Puech Garou	Villeneuve-Lès-Maguelone	5 183
Total		10 032 344

## 10- LA PRODUCTION D'EAU POTABLE / ACHAT / EXPORT

### 10-1 LE PATRIMOINE

#### 10-1-1 LES CAPTAGES

Nom du captage	Aquifère capté	DUP	Débit maximal autorisé
Forages du Château et du Pradas - Grabels	Calcaires lacustres du Lutétien des formations tertiaires de l'avant pli de Montpellier	06/09/1989	Château : 40 m³/h Pradas : 50 m³/h Total : 1 750 m³/j
Source du Lez	Calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700 l/s - 146 880 m³/j

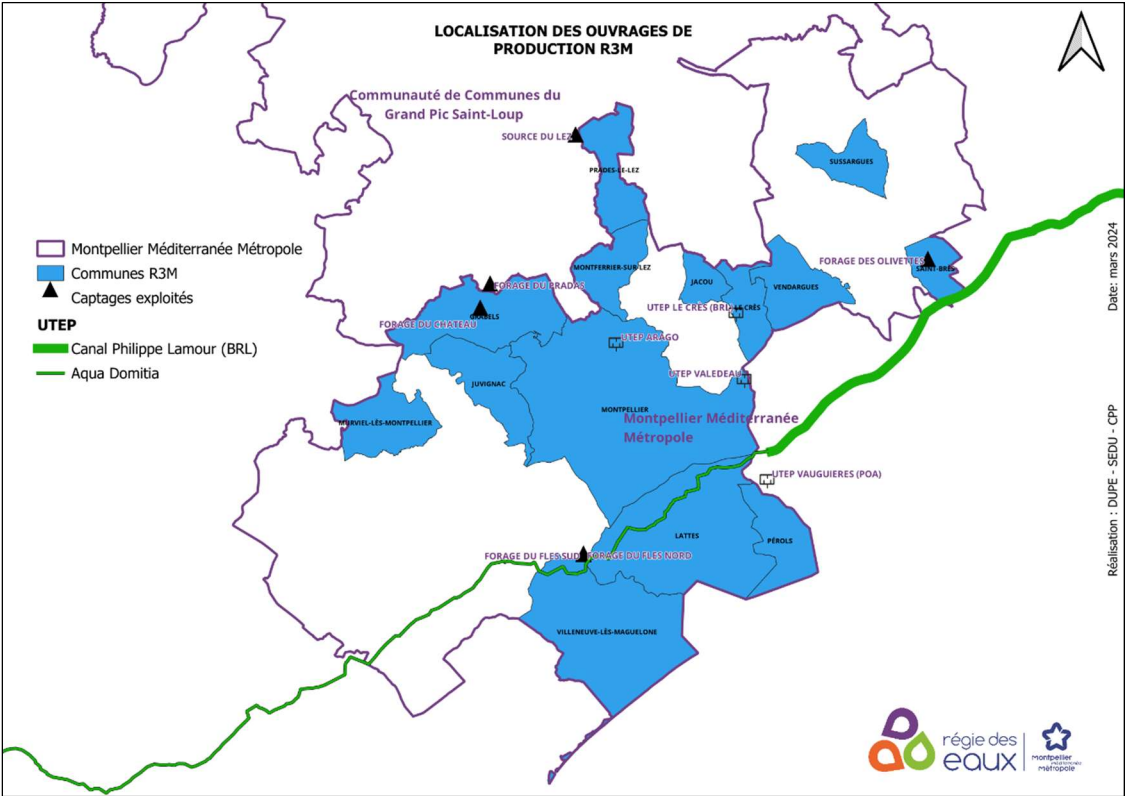


Forage des Olivettes	Karst semi-barré, calcaires jurassiques, avant pli de Montpellier	23/02/1989		666 m <sup>3</sup> /j
Forages du Flès (x 2)	Aquifère karstique (calcaires jurassiques du pli Ouest de Montpellier-unité Mosson)	12/07/1999		pour chaque forage : 100 m <sup>3</sup> /h - 2000 m <sup>3</sup> /j

10-1-2 LES STATIONS DE TRAITEMENT

La Régie des eaux dispose de 2 stations de potabilisation :

- La station François Arago dont la ressource principale est la source du Lez,
- La station Valédeau, mise en service en juin 2024 qui traite l’eau du Rhône acheminée via le canal Philippe Lamour exploité par l’entreprise BRL.



La station ARAGO

Description du procédé de traitement de l’eau de la station Arago		
Origine de l’Eau	Source du Lez	Secours par eau acheminée par BRL
Capacité réglementaire	1 700 l/s	700 l/s



Description du traitement	Floculation Décantation (si turbidité > 4 NTU) Filtration Chlore Gazeux	Floculation Décantation Filtration + Bicouche Chloration au break point Chlore gazeux
---------------------------	--	---

L'eau distribuée est principalement produite par l'usine François ARAGO qui peut traiter à la fois, l'eau de la source du Lez et/ou l'eau brute BRL (eau du Rhône).

En fonctionnement normal, seule la source du Lez est traitée sur l'usine François ARAGO. L'eau du canal BRL est utilisée en secours, soit lors de la détection d'une pollution sur la source du Lez, soit en appoint afin de stabiliser le niveau de la source du Lez à une cote compatible avec les obligations de la DUP d'exploitation (niveau minimal fixé à 35 m NGF).

Un audit de l'usine François ARAGO est programmé en 2025-2026 afin de prévoir sa réhabilitation.

### *La station Valédeau*

L'usine de production d'eau potable de VALEDEAU a été mise en route en juin 2024.

Cette nouvelle usine permet :

- De sécuriser le système Lez-ARAGO en permettant d'avoir un 2<sup>ème</sup> site de production sur ce système avec une ressource autre que le LEZ (eau BRL) et en quantité suffisante ;
- De réaliser des travaux de renforcement de l'alimentation par le Lez de l'usine ARAGO (réhabilitation/renouvellement des réseaux structurants, renforcement/réhabilitation usine ARAGO, essais de pompage sur le Lez).

Cette usine offre de nouvelles possibilités de ressources et de distribution. Elle permet de traiter l'eau BRL à hauteur de 750 l/s ce qui permet de sécuriser 70 % des besoins de pointe du système Lez à l'horizon 2040.

L'usine sera amenée à fonctionner à sa capacité nominale lors des périodes

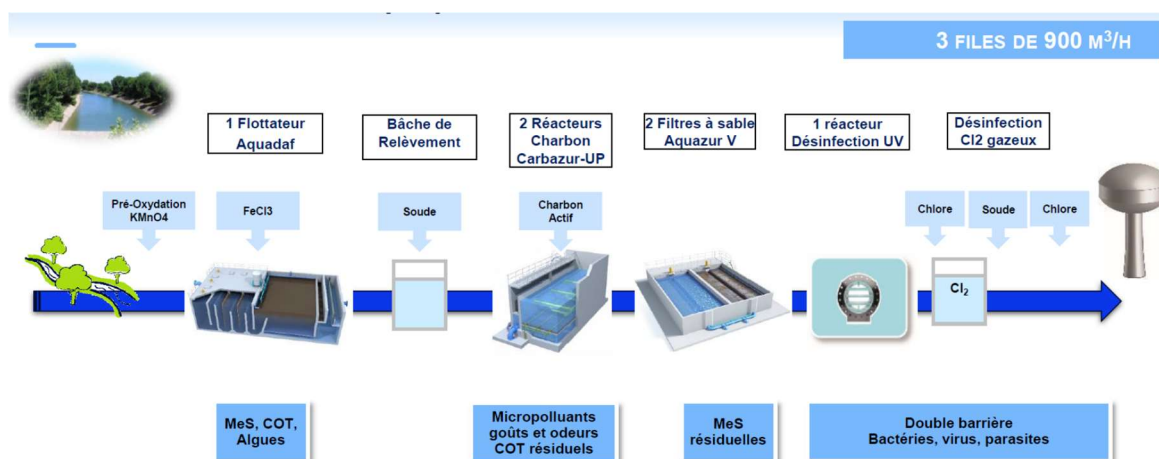
d'indisponibilité des installations de l'usine François ARAGO (en cas de dysfonctionnements, ou de travaux programmés).

Par ailleurs pour s'assurer de sa disponibilité rapide en toute circonstance, cette unité fonctionnera toute l'année à un débit minimum appelée « débit sanitaire ». Celui-ci a été fixé à 83 l/s, sur 20 h/j.

L'usine VALEDEAU sera également amenée à fonctionner en soutien de l'usine François ARAGO, lors des étiages du Lez (l'alimentation via le Lez de l'usine François ARAGO étant limitée lors de cette période). Ce mode de fonctionnement est appelé « soutien d'étiage ».



### *La filière de traitement :*



### Le planning et le coût du projet :

Cette opération, d'un montant global de 24 M€HT, était un des objectifs du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable de 2019. Elle a débuté en 2017 par les études de faisabilité et sera définitivement terminée en 2025.

### 10-1-3 LES RÉSERVOIRS

La Régie exploite et entretient 32 réservoirs représentant une réserve d'eau potable de 115 415 m<sup>3</sup>. En 2024, la Régie a terminé la construction du nouveau réservoir de Prades-le-Lez d'une capacité de 2 000 m<sup>3</sup>.

Communes	Nombre de réservoirs	Capacité totale de stockage (m <sup>3</sup> )
Grabels	1	1 800
Jacou	1	600
Juvignac	0	0
Lattes	2	2 500
Le Crès	1	5 000
Montferrier-sur-Lez	5	2 205
Montpellier	11	93 100
Murviel-lès-Montpellier	2	610
Pérols	0	0
Prades-le-Lez	2	3 100
Saint-Brès	1	1 000
Sussargues	2	700
Vendargues	2	3 000
Villeneuve-lès-Maguelone	3	1 800
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>115 415</b>

## 10-2 VOLUMES PRÉLEVÉS

Communes	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023- 2024
<b>Grabels</b>	<b>265 277</b>	<b>106 435</b>	<b>156 029</b>	<b>160 242</b>	<b>+ 2,7 %</b>
<i>Forage Le Pradas</i>	<i>165 237</i>	<i>100 862</i>	<i>104 515</i>	<i>112 241</i>	<i>+ 7,4 %</i>
<i>Forage le Château</i>	<i>100 040</i>	<i>5 573</i>	<i>51 514</i>	<i>48 001</i>	<i>- 6,8%</i>
<b>Montpellier</b>	<b>35 324 000</b>	<b>33 741 920</b>	<b>34 620 400</b>	<b>33 210 160</b>	<b>- 4,1%</b>
<i>Source du Lez</i>	<i>35 324 000</i>	<i>33 741 920</i>	<i>34 620 400</i>	<i>33 210 160</i>	<i>- 4,1%</i>
<b>Saint-Brès</b>	<b>258 703</b>	<b>287 796</b>	<b>212 381</b>	<b>120 955</b>	<b>- 43%</b>
<i>Forage des Olivettes</i>	<i>194 418</i>	<i>220 261</i>	<i>191 819</i>	<i>120 955</i>	<i>- 37 %</i>
<i>Forages du Stade</i>	<i>64 285</i>	<i>67 535</i>	<i>20 562</i>	<i>0</i>	<i>- 100 %</i>
<b>Villeneuve-lès-Maguelone</b>	<b>142 482</b>	<b>141 831</b>	<b>104 358</b>	<b>128 582</b>	<b>+ 23,2 %</b>
<i>Forages du Flès</i>	<i>142 482</i>	<i>141 831</i>	<i>104 358</i>	<i>128 582</i>	<i>+ 23,2 %</i>
<b>TOTAL</b>	<b>36 052 192</b>	<b>34 277 982</b>	<b>35 093 168</b>	<b>33 619 939</b>	<b>- 4,2%</b>

Nota : sur ces volumes prélevés, 4 243 220 m<sup>3</sup> sont rejetés au Lez pour soutenir son étiage.

	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
<b>Volumes restitués au Lez en m<sup>3</sup></b>	<i>5 511 190</i>	<i>4 792 938</i>	<i>5 800 000</i>	<i>4 243 220</i>	<b>-26,8%</b>
<b>Volumes prélevés hors restitution au Lez en m<sup>3</sup></b>	<i>30 871 935</i>	<i>29 485 044</i>	<i>29 293 168</i>	<i>29 376 719</i>	<b>+ 0,3 %</b>

### 10-3 VOLUMES ACHETÉS

Communes	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023- 2024
EAU BRUTE BRL Usine Arago - Montpellier	387 210	485 490	779 940	3 620	- 99,5 %
EAU BRUTE BRL Usine Valèdeau - Montpellier	NC	NC	NC	1 472 175	/
EAU POTABLE BRL - Le Crès	431 907	434 996	429 999	428 102	- 0,4 %
EAU POTABLE SBL - Murviel-lès-Montpellier	NC	NC	152 858	152 862	0%
EAU POTABLE POA - Lattes	1 334 961	1 335 617	1 297 166	1 448 818	+ 11,7%
EAU POTABLE POA - Pérols	931 767	850 812	986 203	930 312	- 5,7 %
EAU POTABLE SMGC – Saint-Brès	NC	NC	49 501	121 074	+ 144,6%
EAU POTABLE SMGC - Sussargues	215 852	211 283	210 133	203 061	- 3,4 %
<b>Total EAU POTABLE</b>	<b>2 914 487</b>	<b>2 832 708</b>	<b>3 125 860</b>	<b>3 284 229</b>	<b>+ 5,1 %</b>
<b>TOTAL EAU BRUTE</b>	<b>387 210</b>	<b>485 490</b>	<b>779 940</b>	<b>1 475 795</b>	

### 10-4 VOLUMES EXPORTÉS

Communes	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Volumes exportés en m³	2 483 980	2 594 642	2 287 199	2 510 460	+ 9,8%



Prades-le-Lez	32 405	31 701	31 701	33 302
Saint-Brès	19 217	19 217	19 217	21 319
Sussargues	23 414	23 495	23 495	23 205
Vendargues	49 064	50 468	50 468	50 136
Villeneuve-Les Maguelone	57 135	57 118	57 118	57 166
<b>TOTAL</b>	<b>1 356 893</b>	<b>1 357 061</b>	<b>1 375 166</b>	<b>1 378 061</b>

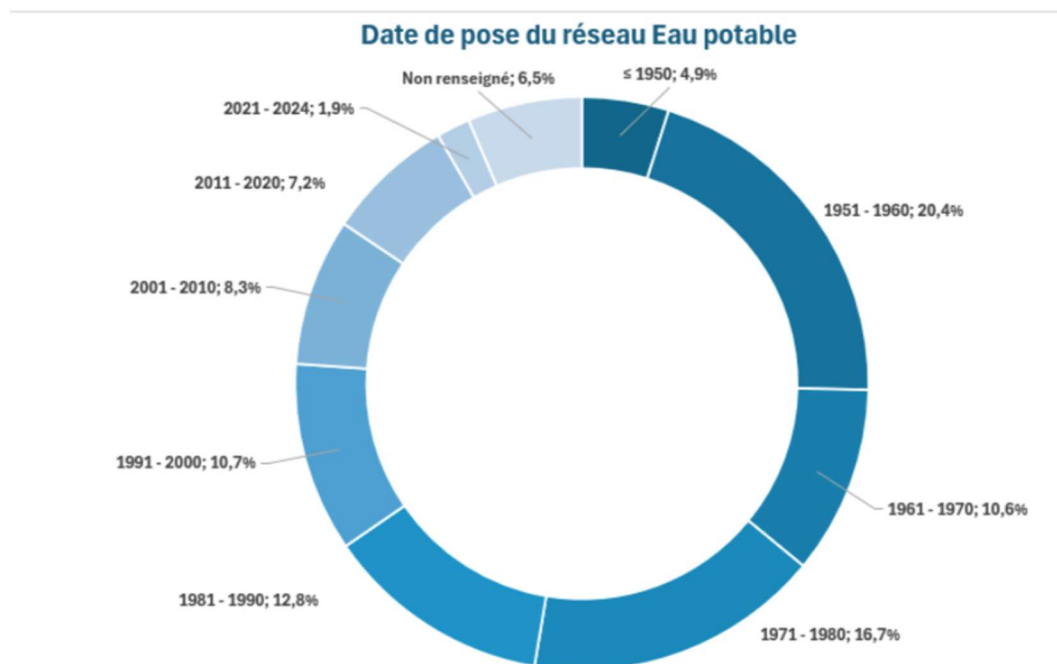
En 2024, seul le linéaire de la commune de Saint-Brès a significativement évolué à la suite de l'abandon des forages du Stade (fin 2023) et de la mise en service de l'interconnexion d'appoint avec le SMGC.

Les périodes de pose du réseau sont les suivantes :

- 5% du réseau a été posé avant 1950,
- 48% du réseau a été posé entre 1950 et 1980,
- 23% du réseau a été posé entre 1980 et les années 2000,
- 18 % du réseau a été posé après les années 2000.

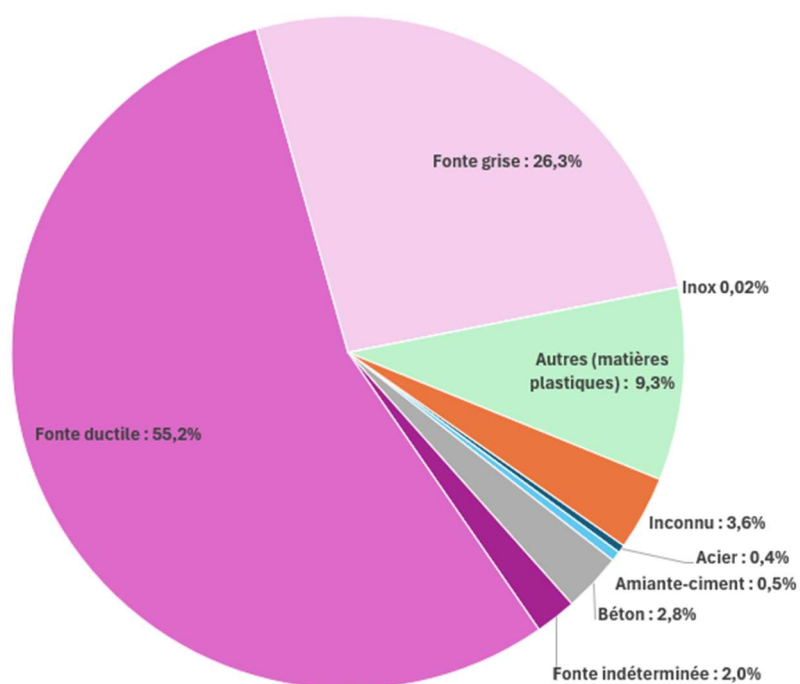
Seuls 6 % du réseau n'a pas de date de pose renseignée dans les données patrimoniales de la Régie.

Le graphique ci-dessous présente la répartition des réseaux en fonction de leurs dates de pose.



Concernant les matériaux, plus de 84 % du réseau est en fonte.

Matériaux du réseau d'eau potable



En France, la connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable sont évaluées par un indicateur national [P103.2 - SISPEA], calculé sur un barème de 120 points. La valeur de cet indice pour la Régie des Eaux de Montpellier est de 99 points pour l'année 2024.



## 11-1-2 LES BRANCHEMENTS

La Régie est gestionnaire de **63 906 branchements** répartis sur 14 communes. Le détail de ce linéaire est présenté ci-dessous :

Nombre de branchements sur le réseau	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023/2024
Grabels	2293	2327	2343	2 347	+0.17
Jacou	1932	1934	1936	1 937	+0.05
Juvignac	2831	2839	2849	2 854	+0.18
Lattes	5067	5080	5093	5 104	+0.22
Le Crès	2868	2872	2876	2 879	+0.10
Montferrier-sur-Lez	1747	1757	1761	1 767	+0.34
Montpellier	32150	32245	32264	32 375	+0.34
Murviel-lès-Montpellier	NC	NC	NC	458	-
Pérols	4490	4503	4508	4 512	+0.09
Prades-le-Lez	1773	1781	1787	1 804	+0.95
Saint-Brès	1478	1479	1486	1 490	+0.27
Sussargues	1106	1115	1127	1 134	+0.62
Vendargues	2072	2086	2095	2 103	+0.38
Villeneuve-lès-Maguelone	3126	3132	3135	3 142	+0.22
TOTAL	62933	63 150	63 373	63 906	+0.30

## 11-1-3 LES COMPTEURS

Communes	Nombre de compteurs en 2024
GRABELS	2 857
JACOU	2 613
JUVIGNAC	4 245
LATTES	6 038
LE CRÈS	3 929
MONTFERRIER-SUR-LEZ	1 936
MONTPELLIER	47 837
MURVIEL LES MTP	950
PÉROLS	4 342
PRADES-LE-LEZ	2 500
ST BRÈS	1 930
SUSSARGUES	1 279
VENDARGUES	3 067
VILLENEUVE LES MAGUELONE	4 131
Total général	87 654



Communes	2021	2022	2023	2024
Grabels	100	624	440	99
Jacou	51	82	60	177
Juvignac	84	113	307	138
Lattes	688	217	243	361
Le Crès	78	131	139	170
Montferrier-sur-Lez	108	184	328	118
Montpellier	1314	2541	2174	3 998
Murviel-lès-Montpellier			1	18
Pérols	140	245	230	179
Prades-le-Lez	169	41	85	95
Saint-Brès	106	172	247	45
Sussargues	61	65	67	196
Vendargues	113	61	113	143
Villeneuve-lès-Maguelone	242	112	81	224
<b>TOTAL</b>	<b>4303</b>	<b>3076</b>	<b>4611</b>	<b>5 961</b>

## La Télérelève

La Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole procède au déploiement de la télérelève des 87 654 compteurs d'eau sur ces 14 communes dans le but de préserver la ressource en eau grâce à l'optimisation d'indicateur de fuite.

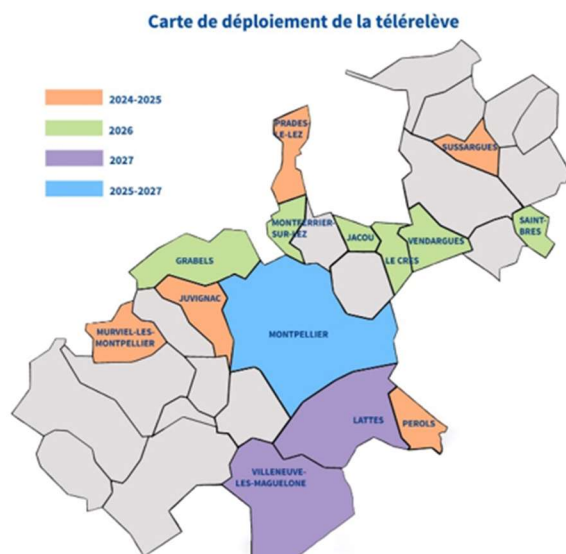
En 2024, 12% du parc compteur a été déployé en télérelève dans le cadre de l'expérimentation sur les compteurs communaux, métropolitains, ACM et la commune de Sussargues.

Durant trois années, de 2025 à 2027, les compteurs de chaque abonné seront équipés d'une tête émettrice pour permettre une relève des compteurs à distance. Ce nouveau service intégralement pris en charge par la Régie permet d'analyser facilement les consommations d'eau.

Pour les compteurs récents, une antenne est installée sur celui-ci et pour les anciens compteurs, ils sont remplacés pour un nouveau compteur déjà équipé d'une antenne.

Cette nouvelle technologie apporte les avantages de permettre aux usagers de suivre leur consommation d'eau 24h/24 sur internet, de créer des alertes de surconsommation ; leur présence n'est plus nécessaire pour la relève des compteurs (deux fois par an), la facturation est basée sur les consommations réelles (plus de facture estimative si le compteur n'est pas accessible) ; les usagers peuvent maîtriser leur consommation dans le but de préserver la ressource en eau.





- 2024 : EXPERIMENTATION / SUSSARGUES
- 2025 : MURVIEL LES MONTPELLIER / JUVIGNAC / PRADES LE LEZ / PEROLS
- 2026 : VENDARGUES / MONTFERRIER / SAINT BRES / LE CRES / GRABELS / JACOU
- 2027 : LATTES / VILLENEUVE LES MAGUELONE

Les compteurs de MONTPELLIER seront équipés tout au long des 3 années, en fonction du secteur géographique.

### Planification :

Année	En Télérelève		Reste à équiper	
2024	10 564	12 %	77 090	88 %
2025	35 995	41 %	51 659	59 %
2026	61 882	71 %	25 772	29 %
2027	87 654	100 %	0	0 %

## 11-2 LES VOLUMES CONSOMMÉS (VENDUS) ET MIS EN DISTRIBUTION

*Volumes « consommés autorisés » en m<sup>3</sup> par commune :*

Communes	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Grabels	485 221	490 913	482 300	452 964	- 6,1 %
Jacou	388 643	381 833	348 867	354 933	+ 1,7 %
Juvignac	790 613	787 029	796 582	740 095	-7,1 %
Montpellier	18 089 899	18 460 921	18 092 700	17 480 168	-3,4 %
Lattes	1 332 646	1 203 510	1 194 032	1 198 894	+ 0,4 %
Le Cres	556 862	542 480	485 093	495 782	+ 2,2 %
Montferrier-sur-Lez	375 461	404 896	350 681	337 465	- 3,8 %
Murviel-lès-Montpellier	/	/	95 850	97 372	+ 1,6 %
Prades-le-Lez	354 203	340 813	325 369	316 588	-2,7 %
Saint-Brès	209 701	218 051	213 776	203 989	-4,6 %
Sussargues	181 128	164 248	157 691	148 330	-5,9 %

Vendargues	472 713	485 803	452 273	470 220	+ 4,0 %
Villeneuve-lès-Maguelone	543 004	558 660	534 622	555 581	+ 3,9 %
<b>Total en m³</b>	<b>24 483 940</b>	<b>24 753 805</b>	<b>24 248 222</b>	<b>23 550 669</b>	<b>-2,9%</b>
Volume comptabilisé au non-domestique	0	0	0	0	0 %
Volume de service du réseau	289 000	236 000	305 500	811 500	+ 165,6%
Volume consommé sans comptage	779 000	699 000	837 500	846 500	+ 1,1 %
Volume Total consommé autorisé	<b>25 551 940</b>	<b>25 688 805</b>	<b>25 442 222</b>	<b>25 208 669</b>	<b>-0,9%</b>

Les volumes de service ont nettement augmenté en 2024 en raison notamment :

- De nombreux arrêts d'eau effectués en lien avec les travaux de la ligne 5 du tram ;
- Des volumes vidangés dans le cadre des travaux de construction et/ou de rénovations de réservoirs de stockage.

*Volumes « mis en distribution » en m³ par commune :*

Communes	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Grabels	609 326	621 094	626 188	626 999	+ 1,7%
Jacou	2 074 038	1 995 657	1 858 804	1 799 707	-3,3 %
Le Crès					
Vendargues					
Lattes	1 334 961	1 335 617	1 297 166	1 448 818	+ 11,7 %
Pérois	931 767	850 812	986 203	930 312	-5,7 %
Montferrier-sur-Lez	491 611	439 453	409 732	522 291	+ 27,5 %
Montpellier	24 189 560	23 380 718	22 891 235	24 002 131	+ 4,9 %
Juvignac					
Murviel-les-Montpellier	/	/	152 858	152 862	+ 0,0 %
Prades-le-Lez	433 499	438 273	421 675	426 082	+ 1,0 %
Saint-Brès	258 703	287 795	261 894	241 999	-7,6 %
Sussargues	215 852	211 283	210 133	203 061	-3,4%
Villeneuve-lès-Maguelone	761 171	768 709	719 784	801 033	+ 11,3 %
<b>Total</b>	<b>31 300 488</b>	<b>30 329 411</b>	<b>29 835 672</b>	<b>31 155 295</b>	<b>+ 4,4 %</b>

## 11-3 LA PERFORMANCE DES RÉSEAUX

### 11-3-1 INDICE LINEAIRE DE PERTE

Indice linéaire de pertes en réseau (m³/j/km)	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023/2024
---	------	------	------	------	---------------------

Grabels	5,57	5,93	6,55	8,33	+ 27,2 %
Jacou	10,19	8,91	8,62	6,98	-19,0 %
Juvignac	16,44	12,61	3,32	4,04	+ 21,7 %
Lattes	1,76	2,3	1,03	4,31	+ 318,4 %
Le Crès	10,19	8,91	8,62	6,98	-19,0 %
Montferrier-sur-Lez	4,21	1,19	1,86	6,30	+ 238,7 %
Montpellier	16,44	12,61	15,07	16,82	+ 11,6 %
Murviel-lès-Montpellier	/	/	8,21	8,03	-2,2 %
Pérois	1,76	2,3	9,55	7,31	-23,5 %
Prades-le-Lez	5,09	6,63	6,39	6,87	+ 7,5 %
Saint-Brès	4,56	7,95	4,71	3,08	-34,6 %
Sussargues	3,09	4,83	5,07	5,15	+ 1,6 %
Vendargues	10,19	8,91	8,62	6,98	-19,0 %
Villeneuve-lès-Maguelone	9,19	8,79	6,96	10,15	+ 45,8 %
Moyenne	<b>11,79</b>	<b>9,51</b>	<b>10,53</b>	<b>11,79</b>	<b>+ 12,0 %</b>

### 11-3-2 RENDEMENT

Communes	2021	2022	2023	2024	Evolution 2023/2024
Grabels	84,6 %	83,6 %	81,8 %	77,0 %	-5,9 %
Jacou	76,3 %	78,5 %	77,9 %	82,1 %	+ 5,4 %
Juvignac	84,8 %	88,0 %	91,5 %	89,7 %	-2,0 %
Lattes	94,6 %	94,2 %	96,3 %	86,5 %	-10,2 %
Le Crès	76,3 %	78,5 %	77,9 %	82,1 %	+ 5,4 %
Montferrier-sur-Lez	82,3 %	94,4 %	91,0 %	70,4 %	-22,6 %
Montpellier	84,8 %	88,0 %	86,4 %	85,4 %	-1,2 %
Murviel-les-Montpellier	/	/	66,0 %	67,0 %	+ 1,5 %
Pérois	94,6 %	94,2 %	78,2 %	80,8 %	+ 3,3 %
Prades-le-Lez	86,1 %	82,1 %	81,7 %	80,4 %	-1,6 %
Saint-Brès	87,6 %	80,6 %	87,0 %	90,1 %	+ 3,6 %
Sussargues	89,0 %	82,5 %	80,3 %	78,5 %	-2,2 %
Vendargues	76,3 %	78,5 %	77,9 %	82,1 %	+ 5,4 %

Villeneuve-lès-Maguelone	75,1 %	76,4 %	78,9 %	73,5 %	-6,8 %
Rendement moyen	84,7 %	86,9 %	85,8 %	84,5 %	-1,5 %

## 12- QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE

### 12-1 CADRE JURIDIQUE

Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée définies par l'article D.1321-15 du Code de la Santé Publique sont indiquées dans le rapport établi et transmis par l'ARS. Parallèlement, le responsable de la distribution d'eau vérifie la qualité de l'eau distribuée par des analyses menées dans le cadre de son autocontrôle.

La fréquence des analyses du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par le décret n°2010-344 du 31 mars 2010. Les analyses sont réalisées par le prestataire de l'ARS, à savoir le laboratoire CARSO.

Concernant l'autocontrôle, les points de prélèvement répartis sur l'ensemble des communes, ont été définis en concertation avec l'ARS. Le responsable de la distribution réalise également des analyses suivant les nécessités du service (casses, recherches spécifiques, enquêtes, mise en service de réseaux nouveaux, etc.).

Depuis la mise en place du plan VIGIPIRATE en septembre 2001, les taux de traitement de chlore libre ont été portés à 0,3 mg/l en sortie de réservoir avec un résiduel minimum de 0,1 mg/l en tout point du réseau.

### 12-2 RÉSULTATS DE CONFORMITÉ 2024

« Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation » selon l'article L1321-1 du Code de la Santé Publique.

Pour répondre à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de paramètres portant sur la qualité microbiologique, la qualité organoleptique, la qualité physico-chimique due à la structure naturelle des eaux, les substances indésirables, les substances toxiques, les pesticides et produits apparentés.

Ci-dessous, le nombre d'analyses réalisées en contrôle sanitaire par l'ARS et en autocontrôle par la Régie (par son prestataire, le laboratoire Biofaq) :

- **Contrôle sanitaire**

	Année 2024
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologique	713
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes	5
<b>Conformité microbiologique de l'eau au robinet</b>	<b>99,16 %</b>
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques	783
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non-conformes	2



Conformité physico-chimique de l'eau au robinet	99,87 %
---	---------

- **Autocontrôle**

	Année 2024
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologique	575
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes	1
<b>Conformité microbiologique de l'eau au robinet</b>	<b>99,83 %</b>
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques	104
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non-conformes	0
<b>Conformité physico-chimique de l'eau au robinet</b>	<b>100,00 %</b>

Aucune des non-conformités constatées en 2024 n'a été confirmée ni par les prélèvements effectués par l'ARS ni par les contrôles parallèles effectués par la Régie des eaux.

*L'eau distribuée est conforme et de bonne qualité*

## 12-3 QUALITÉ DE L'EAU

Bien que la recherche systématique des PFAS ne soit intégrée au contrôle sanitaire des eaux de distribution par les Agences régionales de santé qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, la Régie a souhaité vérifier les teneurs dans ses ressources et identifier d'éventuelles problématique sur ce sujet. Un suivi a donc établi et mis en place depuis 2023, un programme d'analyses et de suivi des 20 PFAS dans ses ressources propres à fréquence semestrielle.

**Cette recherche est effectuée depuis 2023 sur chacune des ressources à raison de deux analyses annuelles.**

Pour rappel, à ce jour, **une limite de qualité de 0,10 µg/l soit 100 ng/l a été fixée pour la somme de 20 PFAS dans les eaux potables de consommation**, a limite de qualité est de 2 µg/l pour les eaux brutes destinées à la production d'eaux destinées à la consommation humaine.

Les résultats d'analyses sur 2024 sont les suivants :

- Source du Lez Les Matelles – 2024
  - Concentrations mesurées inférieures à 1 ng/l -> EAU CONFORME
- Forage du Château à Grabels – 2024 :
  - Concentrations mesurées inférieures à 1 ng/l -> EAU CONFORME
- Forage du Pradas à Grabels – 2024 :
  - Concentrations mesurées à 5,5 ng/l -> EAU CONFORME
- Forage des Olivettes à St Brès– 2024 :
  - Concentrations mesurées à 34 à 51 ng/l -> EAU CONFORME
- Forages 1 et 2 du Flès à Villeneuve Les Maguelone – 2024 :
  - Concentrations mesurées à 64 à 110 ng/l -> EAU CONFORME mais à surveiller
  - La distribution en mélange à 80% avec la source du Lez permet de garantir un niveau inférieur aux normes exigées moins de 5ng/l. Ces captages « dits prioritaires » font l'objet de mesures importantes en vue de protéger et préserver leur aquifère des pollution (cf chap.ressources)

Pour l'alimentation de certaines de ces communes, la Régie achète de l'eau en appoint et/ou complément à ces propres ressources.

Les ressources externes sont les suivantes :

- Eau brute provenant de BRL (alimentation des usines Arago et Valédeau),
- Eau traitée à partir d'eau brute BRL (achats d'eau pour les communes de Lattes et Pérols),
- Eau traitée provenant du SMGC pour la commune de Saint-Brès, mélangée à l'eau du forage des Olivettes,
- Eau traitée provenant du SMGC pour la commune de Sussargues ;
- Eau traitée provenant d'EBL (Eau du Bas-Languedoc) pour la commune de Murviel-lès-Montpellier.

La Régie a sollicité ces fournisseurs d'eau (SMGC, BRL, POA) afin de disposer de mesures sur les eaux brutes et traitées qu'elle achète.

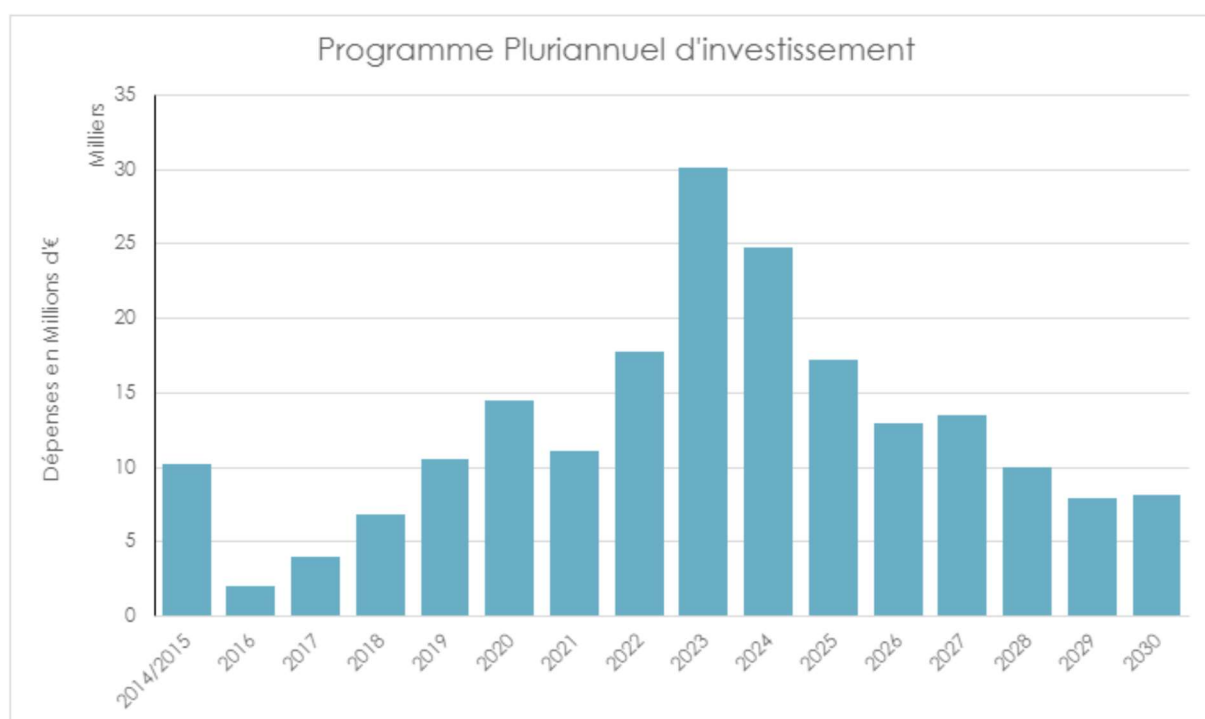
**Les éléments transmis par ces entités en 2024 indiquent des valeurs de PFAS nettement en deçà de la norme.**

## 13- UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX

### 13-1 SCHÉMA DIRECTEUR EAU POTABLE

#### 13-1-1 AVANCEMENT GLOBAL

Le Schéma Directeur d'Eau Potable, dont la Maitrise d'Ouvrage est opérée depuis le 1er janvier 2016 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, prévoit 201 M€ d'investissements en valeur actualisées Fin 2024, 64% des investissements prévus ont été réalisés.

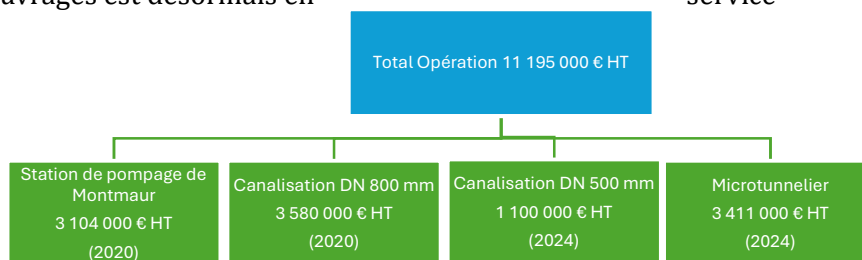


## 13-1-2 OPÉRATIONS EN COURS OU TERMINEES DANS L'ANNEE

### Sécurisation et renforcement de l'étage 105

L'étage 105 alimente en eau potable l'Ouest et le Nord-Ouest de Montpellier, la commune de Juvignac ainsi que l'étage 157 qui dessert le quartier des Hauts-de-Massane et une partie des communes de Juvignac et de Grabels, soit environ 115 000 habitants.

Depuis 2020, un vaste programme de travaux prévu a été entrepris afin de sécuriser et de renforcer l'alimentation en eau potable de l'étage 105. Les travaux se sont achevés en 2024 et l'ensemble des ouvrages est désormais en service



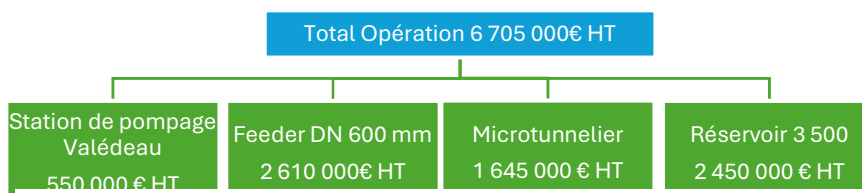
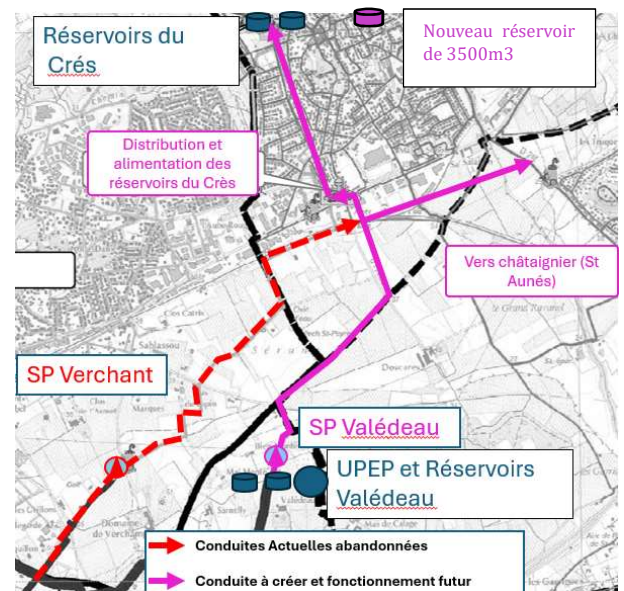
### Renforcement et sécurisation de l'alimentation en eau potable des communes de Jacou, Le Crès et Vendargues

#### Enjeux :

Renforcement de l'alimentation de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint-Aunès (export Pays de l'Or) pour répondre à l'augmentation des besoins 2040 et disposer d'une autonomie de 24 h.

#### Programme de travaux :

- Déplacement de la station de surpression (SP) de Verchant au droit de la future UPEP de Valédeau,
- Renforcement du feeder de liaison vers le Salaison : 2,5 km en DN 600 dont micro-tunnelier,
- Augmentation des capacités de stockage : nouveau Réservoir sur la commune du Crès de 3 500 m<sup>3</sup>





### *Réhabilitation des réservoirs*

Enfin entre 2023 et 2024, la Régie a réhabilité 3 réservoirs pour un montant de 1,4 millions d'euros :

- Pioch de Baïos à Montferrier-sur-Lez - Capacité de stockage de 1 000 m<sup>3</sup>
- Baillarguet à Montferrier-sur-Lez - Capacité de stockage de 500 m<sup>3</sup>
- Hauts de Massane à Montpellier - Capacité de stockage de 12 000 m<sup>3</sup>



*Photo des travaux de réhabilitation du réservoir de Pioch de Baïos à Montferrier-sur-Lez*

### *Construction du nouveau réservoir de Prades-le-Lez*

#### **Enjeux :**

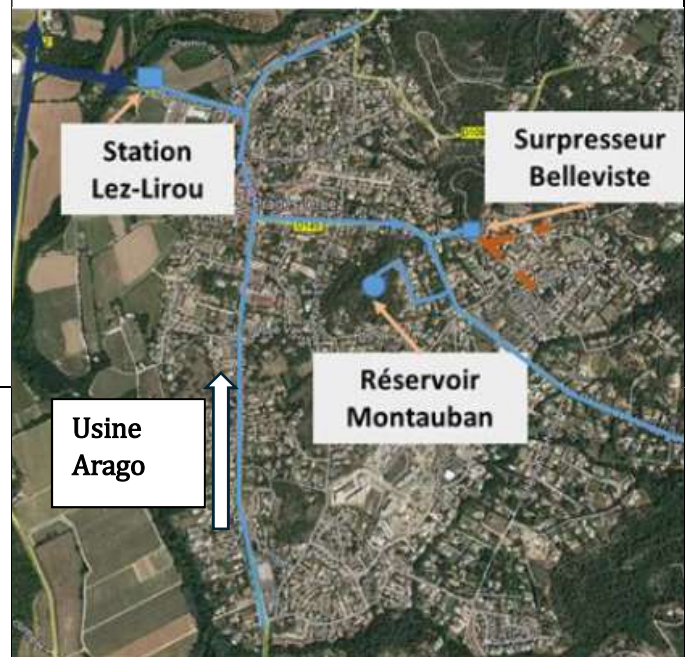
Renforcement de la capacité de stockage de Prades-le-Lez pour atteindre 24 h d'autonomie à l'horizon 2040

#### **Programme de travaux :**

Nouveau réservoir de 2 000 m<sup>3</sup>, à proximité immédiate des réservoirs existants (2 800 m<sup>3</sup> de stockage au total)

**Coûts du projet :** 1,5 M€ dont 174 000€ de soutien financier de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

**Durée des travaux :** 11 mois (terminés fin 2024)



<i>Nouveau réservoir rectangulaire et cuves circulaires existantes sur la colline Montauban</i>	<i>Vue intérieure du nouveau réservoir</i>	<i>Schéma de l'alimentation en eau potable de la commune de Prades-le-Lez</i>
---	--	---

## 13-2 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT

### 13-2-1 TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT RÉSEAUX ET BRANCHEMENT

Les travaux sur les réseaux sont en lien soit avec les projets de développement urbain (création de nouveaux logements, habitations, quartiers, de nouvelles zones d'aménagement) conduisant à l'extension des réseaux publics, soit avec des besoins de rénovation, de renouvellement ou de renforcements des canalisations publiques afin de maintenir un patrimoine en bon état. La programmation des travaux se fait sur la base de l'analyse diagnostic du fonctionnement des réseaux et notamment de l'analyse de la cartographie des fuites.

Pour l'exercice 2024, le montant des travaux réalisés sur les réseaux s'élève à 5,5 M€ HT et les principales opérations menées ont été les suivantes. Le linéaire de réseaux renouvelé s'élève à 5 790 ml.

Communes	Linéaire renouvelé	Nom des rues concernées
<b>JACOU</b>	150 ml	Rue du Thym
<b>LATTES</b>	530 ml	Avenue des Platanes, Fontvin- Quartier F Poulenc, Fontvin Sud Berlioz, chem du mas de Jaumes
<b>LE CRES</b>	512 ml	Quartier Baléares, Rue Alfred de Vigny, Rue Belle Vue, Rue font de la roque
<b>MONTPELLIER</b>	2 634 ml	Aménagement FOCH PREFECTURE, avenue Charles Flahault (Voie Do/Adhémar), Avenue des Moulins, Avenue Ecole Agriculture / Rue Valette, Boulevard Ernest Renan, rue Derrida, esplanade Comédie, Rue Bonnard, Rue Calypso, Rue de Casseyrols, Rue Oxford
<b>PRADES LE LEZ</b>	600 ml	Chemin de Belle Viste
<b>SUSSARGUES</b>	240 ml	Rue de l'Aspic
<b>VENDARGUES</b>	769 ml	Centre village
<b>VILLENEUVE-LES-MAGUELONE</b>	355 ml	Rivages de l'Arnel



*Pose d'un réseau d'eau potable sur la commune de Prades-le-Lez*

A côté de ces renouvellements de réseaux, la Régie réalise des campagnes de renouvellement de branchements. En 2024, 466 branchements ont été renouvelés pour un montant de 682 000 € H.T répartis sur les communes de Lattes, Le Crès, Vendargues et Villeneuve-Lès-Maguelone.

### 13-2-2 TRAVAUX EN ACCOMPAGNEMENT L5 DE TRAMWAY

Dans le cadre de la création de la ligne 5 du tramway, plusieurs conduites de distribution d'eau potable, ont été réalisées et financées en 2024 par la Régie.

Le détail de ces travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage déléguée à la TaM par la Régie par convention, est présenté dans le tableau ci-dessous (rues, diamètre et linéaire des conduites renouvelées, coût en k€HT) :

COMMUNE	RUES	Ø	ml	Coût Régie en k€HT
MONTPELLIER	PLACE DU 8 MAI	250	36	503
MONTPELLIER	PLACE DU 8 MAI	150	40	
MONTPELLIER	AVENUE LEPIC	250	390	127
MONTPELLIER	RUE DES CHASSEURS	300	200	33
MONTPELLIER	RTE DE LAVERUNE	100	400	350
MONTPELLIER	RTE DE LAVERUNE	250	500	
MONTPELLIER	RUE DU PAS DU LOUP	250	260	491
MONTPELLIER	BOULEVARD PAUL VALERY	250	600	235
MONTPELLIER	RUE DU XV DE FRANCE	200	304	69
MONTPELLIER	RUE DU VAL DE CROZE	300	370	241
MONTPELLIER	RUE ROUGET DE L'ISLE	300	380	117
MONTPELLIER	RD POINT GENEVAUX	150	300	241
		<b>TOTAL</b>	<b>3 780</b>	<b>2 407</b>

Ces travaux sont les derniers travaux réalisés dans ce cadre. L'année 2025 permettra de solder les réserves identifiées et de procéder aux réceptions des derniers travaux effectués de manière à intégrer ces nouveaux ouvrages au patrimoine de la Régie.

### 13-2-4 BILAN GLOBAL DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT

	2020	2021	2022	2023	2024
Linéaire renouvelés sur 5 ans en ml	38 000	45 600	54 020	42 205	42 295
Montant financier des travaux engagés en €	7 725 000	5 953 696	7 041 444	18 482 000*	8 378 557
Linéaire de réseaux renouvelés en ml	9 481	7 638	8 420	7 816	9 570
Linéaire total de réseaux en ml	1 336 375	1 356 893	1 357 061	1 375 166	1 378 061
Taux annuel de renouvellement	0,71%	0,56%	0,62%	0,58%	0,69 %

*\* y compris solde de paiement de travaux AEP L5 antérieurs*



## 13-3 SECTORISATION ET RECHERCHE DE FUITES

### 13-3-1 RÉPARATION DE FUITES

Nombre de réparations de fuite Communes	2021	2022	2023	2024
Grabels	20	13	12	18
Jacou	6	9	4	8
Le Crès	21	31	13	5
Vendargues	11	21	29	20
Lattes	33	26	14	39
Pérols	31	17	35	39
Montferrier	19	17	20	5
Montpellier	200	206	194	186
Murviel-les-Montpellier	/	/	22	23
Juvignac	10	11	15	6
Prades-le-Lez	13	15	13	8
Saint-Brès	7	14	13	6
Sussargues	11	6	9	14
Villeneuve-lès-Maguelone	18	20	18	9
<b>TOTAL</b>	<b>402</b>	<b>406</b>	<b>411</b>	<b>394</b>

### 13-3-2 LINÉAIRE DE RECHERCHES DE FUITES

Linéaire de recherche de fuites en ml Communes	2021	2022	2023	2024
Grabels	18 435	15 330	38 416	21 451
Jacou	16 578	20 934	19 396	25 713
Le Crès	31 617	67 372	33 192	27 038
Vendargues	32 208	7 000	54 078	25 859
Lattes	98 381	34 995	6 736	61 498
Pérols	50 156	8 488	45 892	13 473
Montferrier-sur-Lez	64 862	29 980	11 646	19 381
Montpellier-Juvignac	215 583	422 800	405 464	335 014
Prades-le-Lez	37 413	28 007	29 020	4 344
Saint-Brès	18 591	19 232	44 987	13 441

Sussargues	19 649	9 774	18 191	21 383
Villeneuve-lès-Maguelone	29 123	27 306	56 126	10 624
<b>TOTAL</b>	<b>632 596</b>	<b>691 128</b>	<b>805 708</b>	<b>611 290</b>

## 13-4 Les travaux réalisés en ZAC

Le suivi par la Régie des dossiers de création, d'extension de modifications de ZAC (Zones d'Aménagement Concerté) et/ou de lotissements s'effectue tout au long de la « vie » du projet.

Après validation des études amont transmises par les maitres d'Ouvrage ou maître d'œuvre de l'opération, la Régie participe au suivi de l'exécution des travaux (visites de terrain participation aux réunions de chantiers, aux réunions techniques, ...) en tant que futur maître d'Ouvrage et exploitant des équipements et réseaux réalisés.

Les équipes de la Régie s'assurent que ces travaux respectent les préconisations de ses guides techniques afin que les nouvelles réalisations puissent être intégrées à son patrimoine dans le cadre des opérations de réception puis de rétrocession.

Des diagnostics sont ainsi réalisés avant réception. Si ces diagnostics mettent en évidence des non-conformités importantes, celles-ci sont reprises par le Maître d'Ouvrage de l'opération jusqu'à levée complète des réserves.

La Régie intervient ainsi sur ces sujets sur les communes qu'elle exploite en eau potable (14 communes) et en assainissement (31 communes). Même si cela est plus rare car les réseaux sont moins nombreux, la Régie valide également les dossiers d'intégration de nouveaux réseaux d'eau brute.

Sont ainsi présentés ci-dessous les projets sur lesquels la Régie est intervenue en 2024 sur la partie eau potable. Ces projets étant très largement des opérations pluriannuelles, ces interventions vont se poursuivre également sur l'année 2025.

COMMUNES	QUARTIER	NOM DE LA ZAC	Tranche/Phase	Travaux en cours de réception	En cours de diagnostic avant rétrocession	Travaux en cours avant rétrocession	Rétrocession validée par la Régie
<b>MONTPELLIER</b>	MOSSON	ZAC MALBOSC	TR4 et 4bis et entrée ZAC				le 9/10/2024
<b>MONTPELLIER</b>	PORT MARIANNE	ZAC ODYSSEUM	Thomas Jefferson/Georges Méliès				le 31/12/2024
<b>MONTPELLIER</b>	PORT MARIANNE	ZAC ODYSSEUM	Boulevard Télémaque / Boulevard Pénélope (entre place de Londres et Rpt d'Alexandrie)		en cours en 2025		
<b>MONTPELLIER</b>	MILLENAIRE	ZAC POMPIGNANE	Haut de Josserand /Rue Dora Schaul				le 29/01/2024
<b>MONTPELLIER</b>	MILLENAIRE	ZAC POMPIGNANE	Haut de Josserand / Rue Ruth Bader Ginsburg				le 01/12/2023
<b>MONTPELLIER</b>	PORT MARIANNE	ZAC PARC MARIANNE Nord	Nina Simone + Avenue Joan Miro		en cours en 2024-2025		
<b>MONTPELLIER</b>	PORT MARIANNE	ZAC CAMBACERES	TR1-2	en cours en 2025			
<b>MONTPELLIER</b>	PRES D'ARENES	ZAC RESTANQUE		en cours en 2025			
<b>MONTPELLIER</b>	CROIX D'ARGENT	ZAC OVALIE	TR1 à 5		en cours en 2024-2025		

<b>MONTPELLIER</b>	CHAMBERTE	ZAC BEAUSOLEIL	TR1	en cours en 2024-2025	
<b>MONTPELLIER</b>	MOSSON	ZAC PARC 2000 2EME EXTENSION	TR2	en cours en 2024	
<b>GRABELS</b>		ZAC EUROMEDECINE II	Rue Ranchin - Impasse Saporta		le 30/04/2024
<b>LATTES</b>		ZAC ODE A LA MER	Avenue des Platanes	en cours en 2025	
<b>LATTES</b>		ZAC ODE A LA MER	Chemin de Soriech	en cours en 2025	
<b>VILLENEUVE LES MAGUELONE</b>		ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION		en cours 2024-2025	
<b>SAINT BRES</b>		ZAC CANTAUSSSEL	TR2 : partie Est et Sud		le 22/11/2023
<b>SAINT BRES</b>		ZAC CANTAUSSSEL	TR3 : partie ouest		le 22/11/2023
<b>MONTPELLIER</b>	CROIX D'ARGENT	ZAC GAROSUD	Impasse de la Castelle		le 16/05/2025

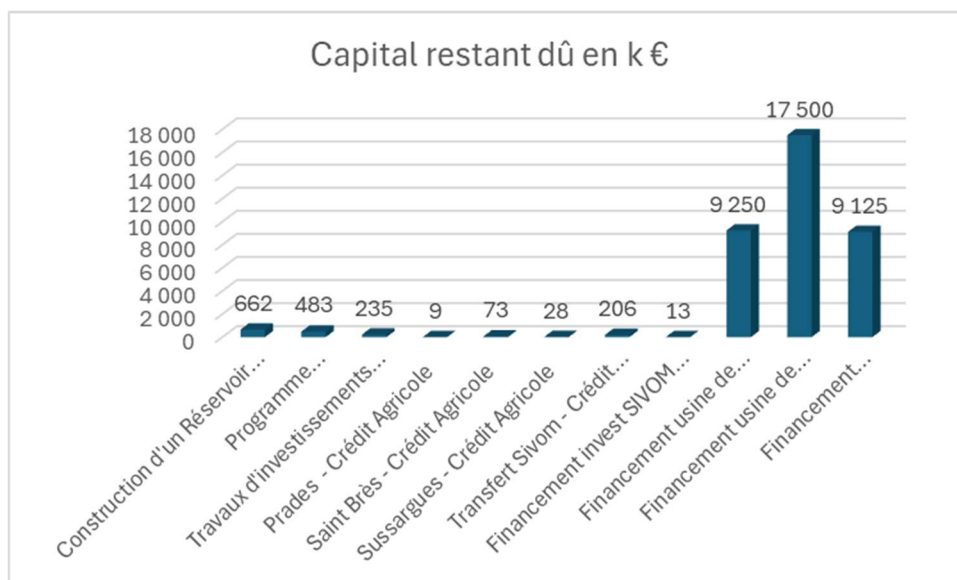
## 14- UN SERVICE A COÛT MAÎTRISE

### 14-1 ÉQUILIBRE ET BUDGET 2024

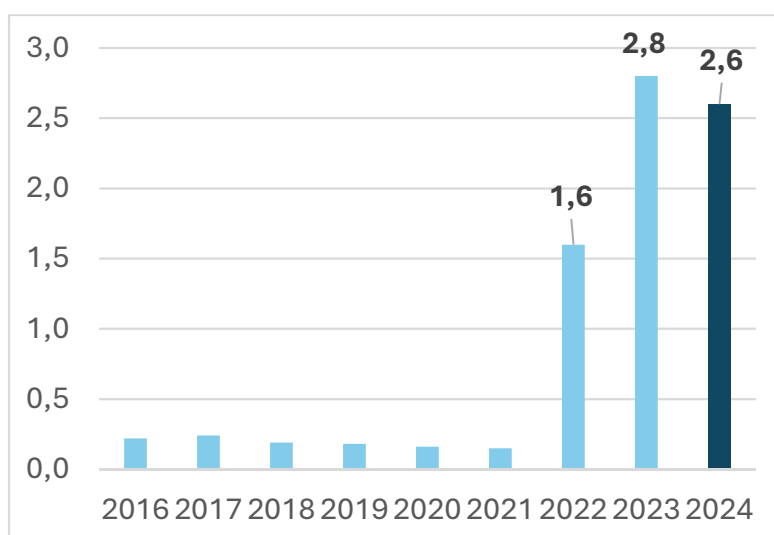
Conformément à la réglementation budgétaire M49, les recettes et dépenses du service de l'assainissement collectif sont retracées dans un budget annexe au budget principal de la Régie.

#### 14-1-1 La dette

La dette du service eau potable s'élevait à 37 582 456,78 € au 31 décembre 2024 pour une capacité de désendettement de 2,6 ans.

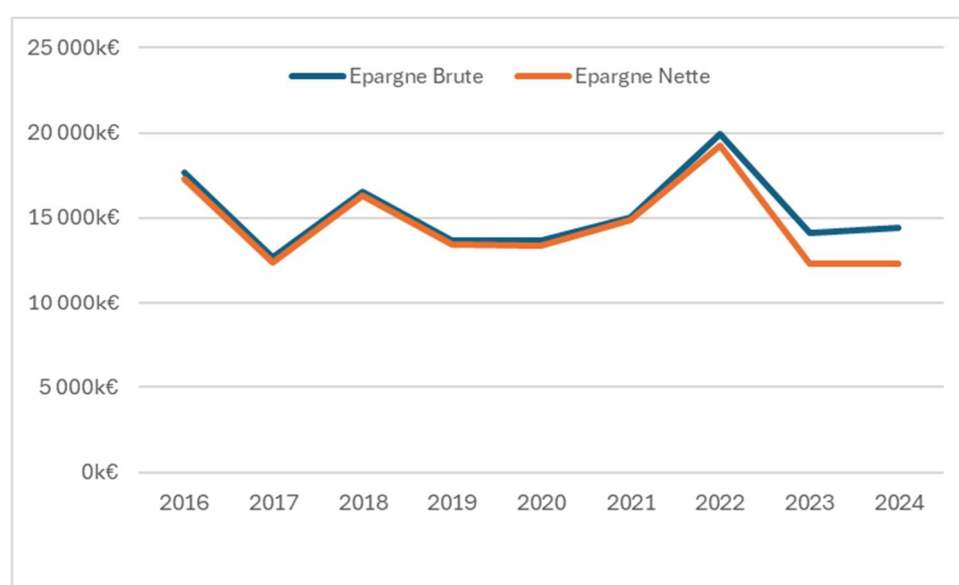


**Capacité de désendettement**  
(Capital restant dû / épargne brute, en nb d'années)



### *Autofinancement*

*(Montant pour rembourser l'annuité de la dette et financer les investissements)*

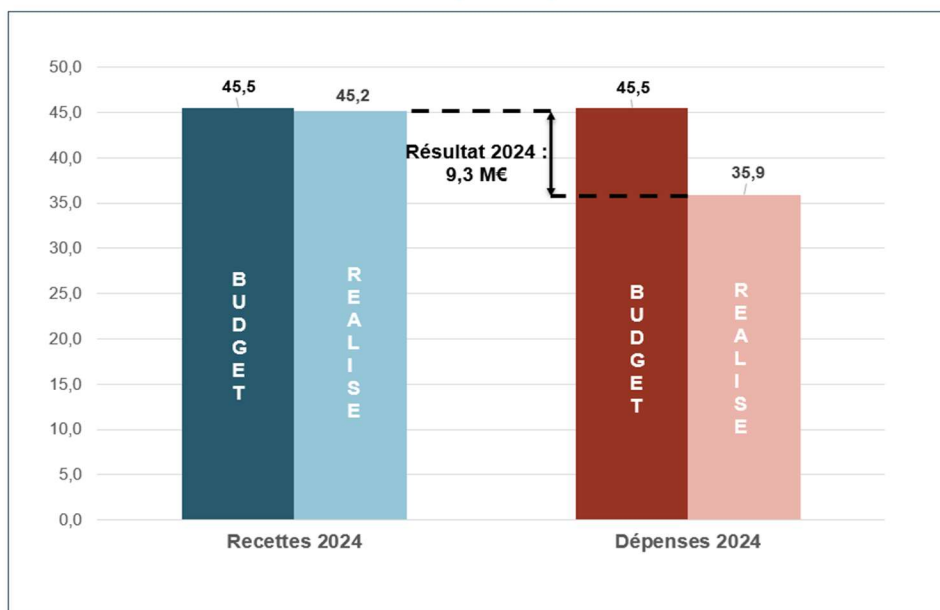


Epargne brute : différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement incluant les intérêts de la dette

Epargne nette : différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement déduisant le remboursement du capital de la dette

## 14-1-2 Le compte administratif d'exploitation

### SECTION DE FONCTIONNEMENT (EN M€)

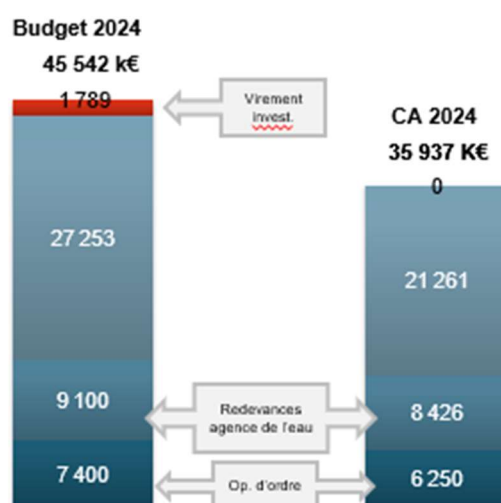


Dont en recettes Op.d'ordre : 1 121k€

Dont en dépenses Op.d'ordre : 6 250 k€

### ➤ Les dépenses réelles de fonctionnement en k€

Le taux d'exécution des dépenses réelles, hors agence de l'eau, s'élève à près de 80%.

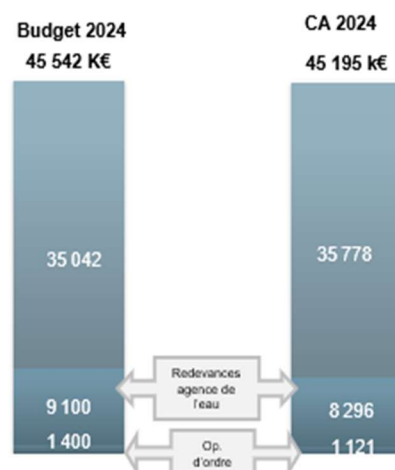


Les dépenses réelles d'un montant de 21 261K€, hors Agence de l'Eau sont essentiellement composées :

- Des dépenses de personnel correspondent à 141 ETP inscrits au tableau des effectifs à fin 2024 (7 757k€) ;

- D'achat d'eau (3 373k€) ;
- Des dépenses liées à la convention DECI (657k€) ;
- Des autres achats et charges (8 550k€) ;
- Des achats refacturés au budget Assainissement (924k€).

➤ *Les recettes réelles de fonctionnement en k€*



La vente d'eau aux abonnés (28 377k€) constitue près de 80% des recettes réelles, hors redevances collectées pour l'agence de l'eau.

Par rapport à 2023, elle diminue en montant de 0,7%, en relation avec la baisse de la consommation facturée de 2%, consécutive à celle déjà constatée entre 2023 et 2022 (-3,2%).

La baisse de la consommation facturée en 2024 est plus sensible pour les abonnés disposant d'un abonnement individuel soumis à tarification progressive (-3,6%) que pour les abonnements collectifs (-0,3%).

Les « autres recettes » (7 401k€) comprennent principalement les ventes d'eau en gros, les redevances d'occupation pour les antennes téléphoniques, les pénalités pour retard de paiement, la rémunération de l'agence de l'eau pour la collecte des redevances, le remboursement des IJSS.

➤ *Résultat d'exécution avec opération d'ordre*

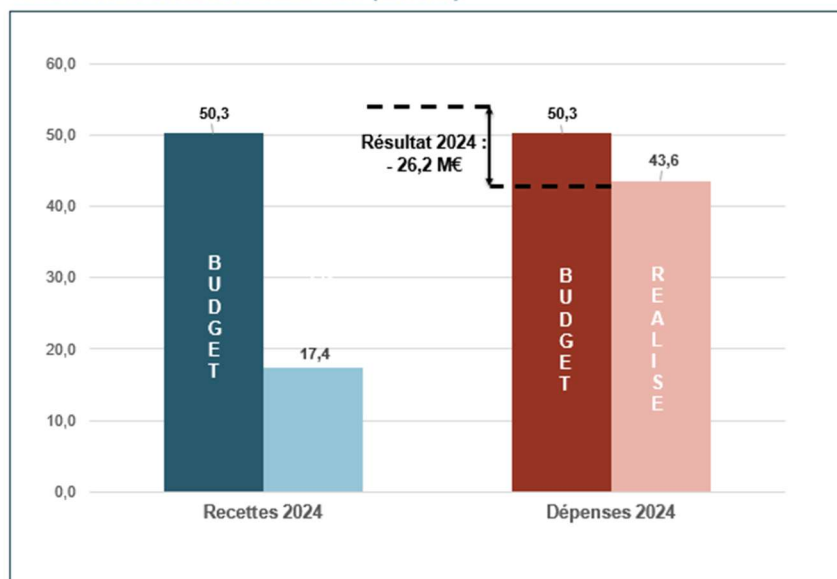
Solde d'exploitation **+ 9,3 M€**

Ecart Résultat / 2023 **- 4,95 M€**



### 14-1-3 Le compte administratif d'investissement

#### SECTION D'INVESTISSEMENT (EN M€)

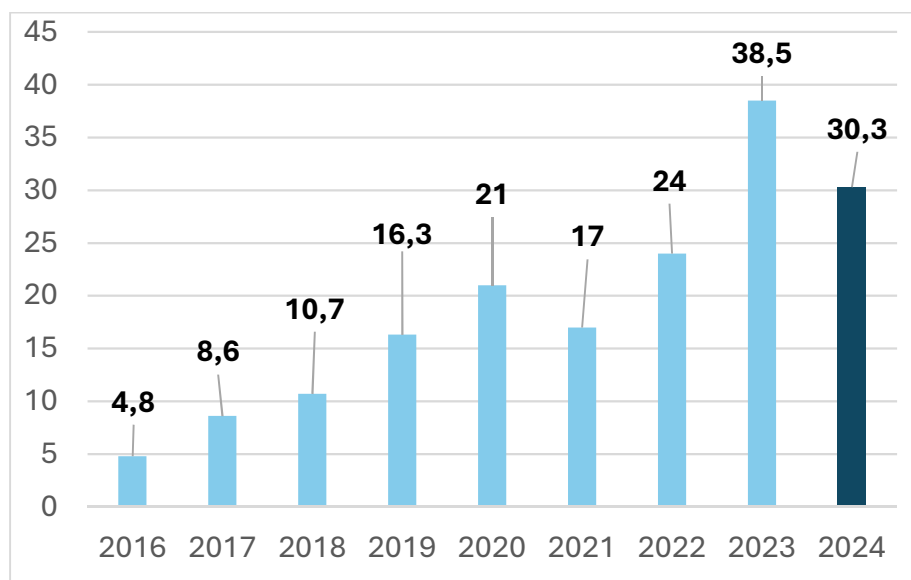


Dont en recettes Op.d'ordre : 6 264k€

Dont en dépenses Op.d'ordre : 1 134 k€

#### ➤ Les dépenses réelles d'investissement en k€

*Dépenses annuelles du plan pluriannuel d'investissement  
(hors restes à réaliser)  
(montants payés, en M€)*



Le taux d'exécution du PPI pour 2024 s'élevait à 88%.

Les dépenses réelles d'investissement d'un montant de **42 456 k€** sont essentiellement composées :

- De la réalisation du Plan Pluriannuel Investissement (40 353 k€), dont 7,6 M€ pour la nouvelle usine de potabilisation Valédeau et 7,3 M€ pour le renouvellement des réseaux ;
- Du remboursement des emprunts (2 103k€).

% dépenses investissement / dépenses réelles cumulées **53 %**

➤ *Les recettes réelles d'investissement en k€*

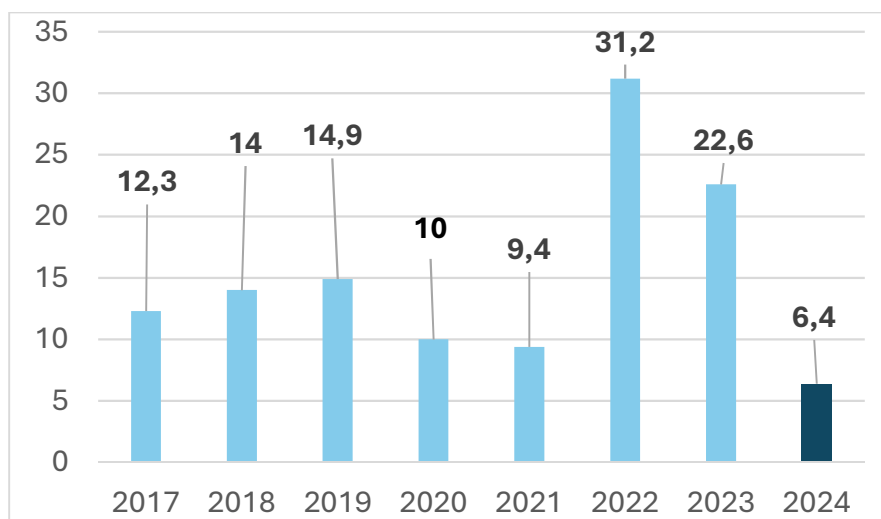
Les recettes réelles d'investissement d'un montant de **11 121k€** sont essentiellement composées :

- De l'affectation du résultat d'exploitation N-1 (9 726k€) ;
- Des subventions et remboursement d'avance (1 395k€).

➤ *Résultat d'exécution avec opération d'ordre*

Solde d'investissement **-26,2 M€**

Ecart Résultat / 2023 **+ 0,38 M€**



Résultat cumulé d'investissement à fin 2024 **6 435 K€**

## 15- LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU BRUTE

### 15-1 Présentation

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence "Développement et gestion des réseaux

d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" dite "Eau Brute" de plein droit en lieu et place des communes membres.

## 15-2 Le Patrimoine

L'exploitation des ouvrages est effectuée avec l'assistance de BRL Exploitation dans la cadre d'un marché public. Les ouvrages exploités concernent les réseaux d'eau brute situés sur le périmètre de la Métropole de Montpellier. Le détail des secteurs concerné est présenté ci-dessous :

- **La « Résidence du Colombier » à BAILLARGUES**
  - Secteur hydraulique référencé 42 C1
  - 86 abris compteurs
- **Le lotissement « le Petit Parc » à BAILLARGUES**
  - Secteur hydraulique référencé 42 C1
  - 2 abris compteurs pour espaces verts communs
- **Le réseau du « Quartier des Mazes » au CRES**
  - Secteur hydraulique référencé 42 B1
  - 4 abris compteurs pour la desserte de 3 associations et d'un restaurant
  - Nombreux piquages pour les espaces verts de la Mairie du Crès
- **La « ZAC Maumarin » au CRES**
  - Secteur hydraulique référencé 42 A1
  - 9 abris compteurs pour la desserte des espaces verts publics (Client : Mairie)
  - 2 abris pour la desserte des espaces verts du lotissement (Client : Association)
  - 31 abris compteurs pour la desserte collective des lots (Client : Association)
- **Le réseau de l'ex S.I.T.I.V.S.**
  - Secteur hydraulique référencé 42 D1. C'est le secteur le plus important en termes de surface équipée, de débit souscrit et de volume consommé
  - Il comprend 251 niches compteurs, 6 regards et 15 bornes agricoles
- **Le secteur Hydraulique Nord Est de Montpellier**
  - Ce secteur hydraulique, référencé 42 J1, est situé au Nord-Est de Montpellier. Il englobe la zone allant de Verchant jusqu'à la zone d'Agropolis
  - Il comprend 5 niches ou regards compteurs et 2 bornes agricoles
  - Soit un cumul de 180 m3/h pour 6 contrats tous usages confondus.
- **La commune de Lattes et ZAC Urban Park / La Banquière**
  - Ce secteur hydraulique, référencé 42 K1,
  - 6 points d'eau desservant la ZAC Urban Park / La Banquière + 2 contrats pour la Mairie + TAM
- **Secteur « Prés d'Arènes » et « Avenue Raymond Dugrand » à Montpellier**
  - o Secteur hydraulique référencé 42 L1
  - o Il comprend 3 niches (Espaces verts du giratoire, desserte de la fontaine, arrosage espaces verts près boulodrome) et 1 regard compteur (TaM).
- **Via Domitia**
  - Secteur hydraulique référencé 42 L1
  - 19 branchements répartis entre entreprise et espaces verts
- **La « ZAC du Renard » et l'avenue St Génès sur la commune de Beaulieu**

- Secteur hydraulique, référencé 42 E1
- 21 branchements sur la ZAC et 4 branchements sur l'avenue st génies
- **La « ZAC de la République à Montpellier »**
- Visite de la ZAC en janvier 2023, l'intégralité du réseau ne peut être réceptionné car les différents lots ne sont pas terminés.
- Secteur hydraulique, référencé 42 L1
- 11 branchements

### 15-3 Le Schéma directeur

L'accès à la ressource en eau brute est un enjeu fort pour l'agriculture dans un contexte d'adaptation au changement climatique, de gestion économe des ressources en eau et de développement de l'agro-écologie.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé un schéma directeur de desserte en eau brute agricole pour réactualiser les besoins actuels et futurs et expertiser l'ensemble des solutions de desserte : renforcement et extension de réseaux hydrauliques, réutilisation d'eaux usées traitées, réutilisation de forages AEP abandonnés, retenues de stockages ...

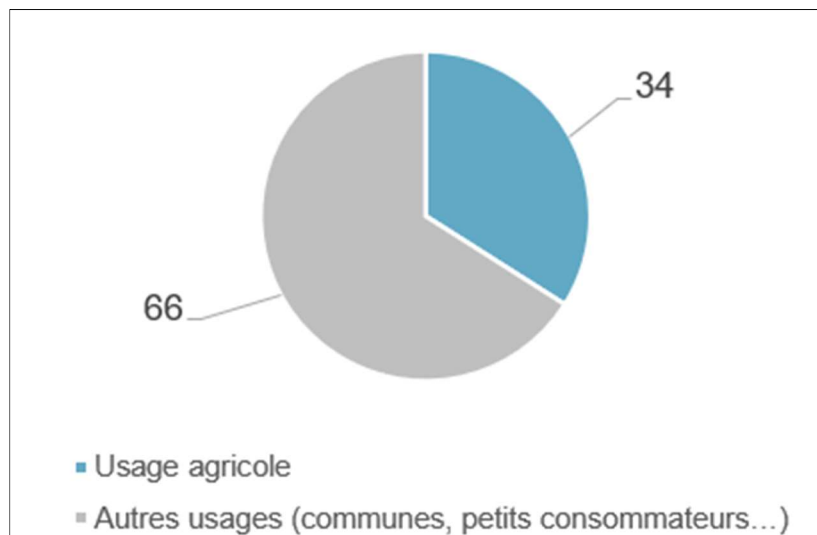
La finalité de ce schéma est de proposer une stratégie de développement de l'irrigation organisée autour de deux piliers :

- 1) Accompagner une agriculture résiliente et économe en eau
- 2) Développer avec l'irrigation la diversification et l'installation d'une agriculture nourricière

Le programme a été élargi en 2023 aux usages non agricoles afin de disposer d'un état des besoins le plus réaliste possible. Le comité de pilotage s'est réuni en 2024 pour examiner les propositions et préparer la stratégie d'extension.

## 15-4 Les indicateurs

Répartition des volumes facturés par usage (en %)



### Nombre d'abonnés

Type d'abonné	2020	2021	2022	2023	2024
Eau Brute à Usages Divers	204	196	199	247	246
Petits consommateurs	31	34	33	34	35
Agricole	15	15	16	17	17
Appoint incendie	1	1	1	1	1
Total	251	246	249	299	299

### Volume consommation eau brute (m3/an)

Type d'abonné	2020	2021	2022	2023	2024
Eau Brute à Usages Divers	176 798	181 297	202 412	140 210	128 875
Petits consommateurs	2 646	2 217	2 303	2139	1740
Agricole	88 907	67 545	109 080	119 593	71 662
Appoint incendie	0	0	5 460	0	5 740
Total	268 351	251 059	319 255	261 942	208 017

## 15-5 La tarification

TARIFS	Usages divers (Collectivités, sociétés...	Petits consommateurs	Agricole	Usage exceptionnel  appoint incendie**
		limité à un abonnement maximum de 2 m <sup>3</sup> /heure		
Abonnement annuel	65.05 € HT par m <sup>3</sup> /heure souscrit	65.05 € HT pour 2 m <sup>3</sup> /heure	65.05 € HT par m <sup>3</sup> /heure souscrit	41.42 € HT par m <sup>3</sup> /heure
m <sup>3</sup> consommé	0.567 € HT par m <sup>3</sup>	0.567 € HT de 0 à 70 m <sup>3</sup> 1.463 € HT par m <sup>3</sup> au- delà de 70 m <sup>3</sup>	0.138 € HT par m <sup>3</sup>	1.247 € HT par m <sup>3</sup>
Forfait pour :	47.14 € HT			
- souscription de nouveau contrat				
- ouverture ou fermeture de compteur				
Frais de relance à compter de la lettre de mise en demeure	15 € TTC			

## 15-6 Budget et équilibre 2024

L'exécution 2024 de la section de fonctionnement se présente comme suit :

- **Recettes : 250,9 k€** 205,3 k€ de vente d'eau aux abonnés + report de résultat de l'année 2023 d'un montant de 45,3 k€.
  - **Dépenses : 229,4 k€** dont 206,4 k€ d'achat d'eau, 9 K€ de prestations d'exploitation, 5,3 K€ pour les autres dépenses réelles et 8,7 K€ d'opérations d'ordre liées aux amortissements)
- Soit un solde d'exécution de 21,5 k€.

L'exécution 2024 de la section d'investissement se présente comme suit :

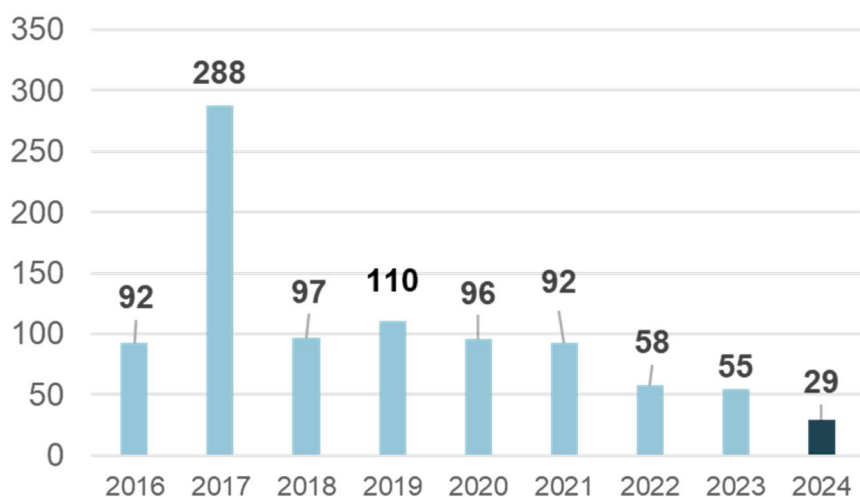
- **Recettes : 18,5 k€** 8,7 k€ (Opérations d'ordre liées aux amortissements) + report de résultat de l'année 2023 d'un montant de 9,8 k€.



- **Dépenses : 11 k€** *Travaux informatiques visant l'internalisation dans le SI Usagers de la Régie des abonnés eau brute.*

Soit un solde d'exécution de 7,5 k€.

**Résultat cumulé du budget de l'eau brute  
(en k€)**



# Annexe 1 – Notice d'information de l'Agence de l'Eau RMC aux Maires

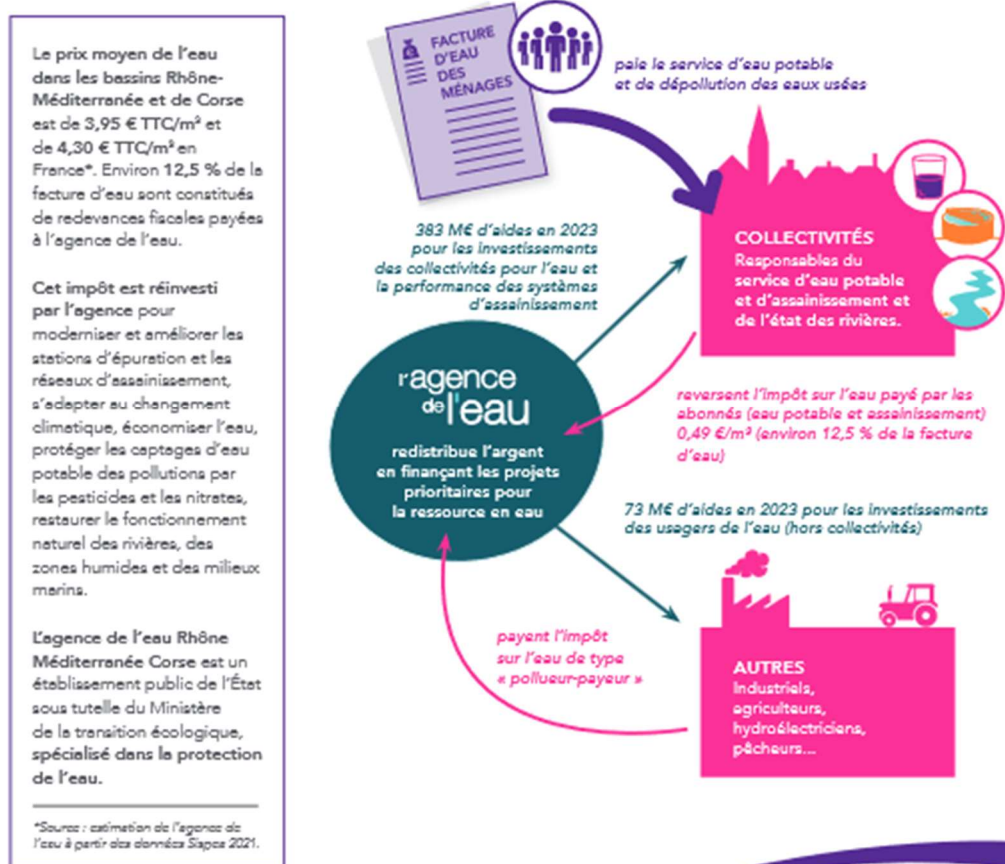


ÉDITION 2024

## L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

Grâce à cette fiscalité sur l'eau la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.



**SAUVONS L'EAU!**

## ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2023

60% des aides\* attribuées en 2023 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

### ► Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (84,6 millions €)

590 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation...) permettent d'économiser 6,75 millions m<sup>3</sup>, soit la consommation annuelle d'une ville de 123 000 habitants.

### ► Pour sécuriser l'alimentation en eau potable (36,7 millions €)

90 opérations ont bénéficié de l'aide de l'appel à projets lancé pour accompagner la mesure 14 du Plan eau.

### ► Pour dépolluer les eaux (135 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

32 stations d'épuration parmi les plus importantes pour le milieu et 74 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 27,6 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (79,5 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 59,2 M€ d'aides.

### ► Pour réduire les pollutions industrielles (10 millions €)

6119 kg de micropolluants supprimés dans les émissions industrielles.

### ► Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (7,3 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 4,9 millions € pour l'agriculture)

7 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. 4,9 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

### ► Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (85,5 millions €)

53,8 km de rivières restaurées et 85 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel. 2 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.

L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 2 ha d'herbiers.

### ► Pour la solidarité internationale (5,3 millions €)

60 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 20 pays en développement.

\* incluant des crédits versés par l'État (Fonds vert et rénovation des installations d'eau potable).

## L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

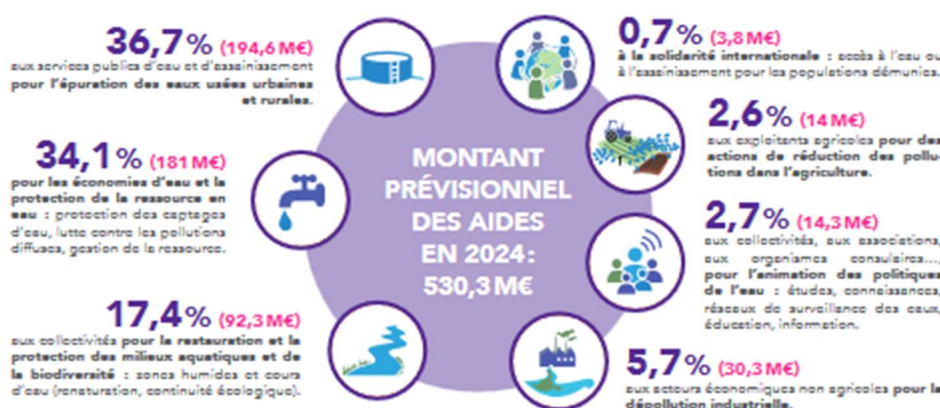
### 2024

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 12,5 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m<sup>3</sup>/an, dépense en moyenne 39,5 € par mois pour sa facture d'eau, dont 4,9 € par mois pour les redevances.



Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

### UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

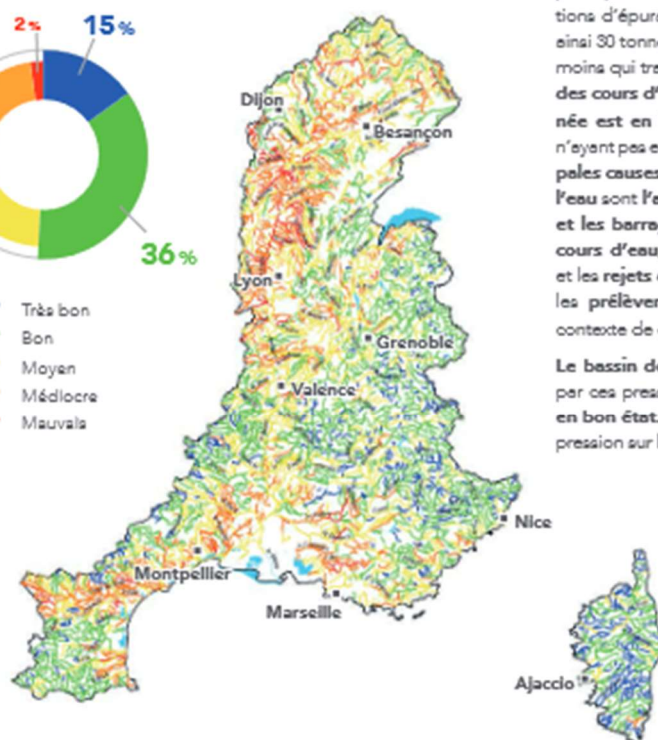
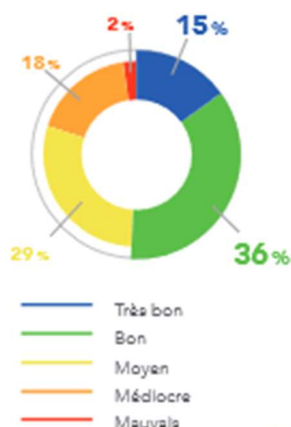


- Ces montants n'intègrent pas les crédits fonds vert versés par l'État pour accompagner la stratégie nationale biodiversité (SNB 2030) et la renaturation des villes et des villages.
- Solidarité envers les communes rurales: l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- L'agence de l'eau contribue également au financement de l'Office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de ces contributions pour 2024 s'élève à 103,1 M€.



## QUALITÉ DES EAUX

État écologique des cours d'eau  
Données 2021



Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les principales causes de dégradation de la qualité de l'eau sont l'artificialisation du lit des rivières et les barrages qui barrent les cours d'eau, les pollutions par les pesticides et les rejets de substances toxiques ainsi que les prélèvements d'eau excessifs dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, 91 % de ses rivières sont en bon état. Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

### La qualité des rivières sur smartphone et tablette



Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'Agence de l'eau.

#### Bassin Rhône-Méditerranée

- > 15,5 millions d'habitants
- > 20 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 50 % de l'activité touristique
- > 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

#### Bassin de Corse

- > 330 000 habitants permanents
- > 3,4 millions de touristes chaque année
- > 3 000 km de cours d'eau
- > 1 000 km de côtes

## Annexe 2 - Descriptif des indicateurs de performance

### *Indicateurs descriptifs des Services*

**D101.0 Estimation du nombre d'habitants desservis** - Nombre de personnes desservies par le service, y compris les résidents saisonniers. Une personne est dite desservie par le service lorsqu'elle est domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Cet indicateur permet d'apprécier la taille du service et de mettre en perspective les résultats mesurés avec les indicateurs de performance.

#### Règle de calcul:

*Lorsque le service s'étend sur plusieurs communes, on additionne les populations correspondantes.*

*Lorsque le service ne dessert pas la totalité du territoire d'une commune (cas de plusieurs services sur une même commune), la population permanente et saisonnière desservie est estimée en fonction des données disponibles localement.*

*La population prise en compte pour l'année N est la population permanente et saisonnière communiquée par les services de la mairie de chaque commune au titre de l'année N.*

**D102.0 Prix TTC du service au m<sup>3</sup> pour 120 m<sup>3</sup>** - Prix du service de l'eau potable toutes taxes comprises pour 120 m<sup>3</sup>. Le prix est celui en vigueur au 1er janvier de l'année de présentation du rapport (c'est-à-dire au 1er janvier de l'année N+1 pour l'indicateur relatif à l'année N).

#### Règle de calcul :

*Lorsque les différentes missions du service de l'eau sont partagées entre plusieurs autorités organisatrices (par exemple une commune assurant la distribution de l'eau et un syndicat la production ou encore la protection des ressources en eau), on applique les règles suivantes :*

*si l'abonné reçoit une seule facture pour l'ensemble du service de l'eau dont il bénéficie, le service chargé de la distribution de l'eau potable (en général c'est aussi celui qui assure la facturation) établit le présent indicateur en indiquant les parts de chaque collectivité et organisme (part production, part distribution, redevances etc..). Une collectivité organisatrice qui assure la production ou le transfert de l'eau potable sans distribution mais qui n'envoie pas de facture à l'abonné n'a pas à déterminer cet indicateur.*



*Si l'abonné reçoit une facture distincte de la part de plusieurs autorités organisatrices, chacune d'elle doit déterminer l'indicateur la concernant. Par convention (pour éviter tout double compte), la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique est prise en compte au titre du service en charge de la distribution de l'eau « finale » à l'abonné ; les redevances pour prélèvement de l'eau et VNF (le cas échéant, part prélèvement) sont prises en compte au titre du service qui paye ces redevances (en général celui en charge de la production).*

*Le prix est celui qui est présenté sur la facture type correspondant à une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> (référence définie par l'INSEE) :*

*Il intègre tous les éléments de la partie fixe annuelle qu'un abonné paierait s'il s'abonnait le 1<sup>er</sup> janvier (prix de l'abonnement en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier rapporté à 12 mois) quelle que soit leur dénomination (abonnement, location et/ou entretien compteur,...). Attention à bien prendre la partie fixe sur 12 mois et non sur 6 mois...*

*Pour la partie proportionnelle, attention à bien prendre en compte les éventuelles tranches tarifaires. Il s'agit du prix que paierait un abonné s'il consommait les 120 m<sup>3</sup> le 1<sup>er</sup> janvier (ne sont donc pas prises en compte les révisions tarifaires, les tarifs saisonniers, les modifications qui interviennent en cours d'année).*

*Pour une collectivité où différents prix sont pratiqués, on donne le prix concernant le plus grand nombre d'abonnés.*

**D151.0 Délai maximal d'ouverture des nouveaux branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service** -Temps d'attente maximum auquel s'est engagé l'opérateur du service pour la fourniture de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel (il peut s'agir d'un branchement existant ou d'un branchement neuf dont la réalisation vient d'être achevée). Cet indicateur permet de caractériser le niveau d'engagement de résultat de l'opérateur.

#### Règle de calcul :

*Le délai est exprimé en heures ou en jours. Le délai visé est celui courant entre la date de réception par l'opérateur de la demande d'ouverture de branchement émanant de l'abonné et la date maximale de mise à disposition de l'eau au point de livraison de l'abonné :*

*Pour un délai exprimé en jours : un délai de 1 jour (ouvré, ouvrable, calendaire) signifie une ouverture de branchement avant la fin du premier jour (ouvré, ouvrable, calendaire) qui suit le jour de la réception de la demande.*

*Pour un délai exprimé en heures : un délai de 24 heures (ouvrées, ouvrables, horaires) signifie une ouverture de branchement dans un délai maximal de 24 heures (ouvrées, ouvrables, horaires) suivant l'heure de réception de la demande.*

**P101.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie** -Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

ceux réalisés par la DDASS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R.1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.

et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Cet indicateur permet de donner une mesure statistique de la qualité microbiologique de l'eau, afin d'en apprécier la qualité sanitaire, sur la base des contrôles réglementaires

Règles de calcul :

*Services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j : Nombres de prélèvements microbiologiques conformes / Nombre total de prélèvements microbiologiques réalisés au cours de l'année X 100*

*Services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j : Nombre total de prélèvements microbiologiques réalisés au cours de l'année, nombres de prélèvements microbiologiques non conformes*

**P102.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques**

-

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physicochimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

ceux réalisés par la DDASS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.

et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique.

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

Cet indicateur permet de donner une mesure statistique de la qualité physico-chimique de l'eau, afin d'en apprécier la qualité sanitaire, sur la base des contrôles réglementaires.

Règles de calcul :

*Services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j : Nombres de prélèvements physico-chimiques conformes / Nombre total de prélèvements physico-chimiques réalisés au cours de l'année X 100.*

*Services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j : Nombre total de prélèvements physico-chimiques réalisés au cours de l'année, nombres de prélèvements physico-chimiques non conformes.*

**P103.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable** - Indice de 0 à 100 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. De 0 à 60 les informations visées sont relatives à la connaissance du réseau (inventaire), de 70 à 100 elles sont relatives à la gestion du réseau.

Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de connaissance des réseaux d'eau potable, s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale, et suivre leur évolution.

Règles de calcul :

*Indice de 0 à 100 obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C ci-dessous.*

*Les parties B et C ne sont prises en compte que si les 20 points sont obtenus pour la partie A :*

<b>A</b>	
<b>0</b>	Absence de plan du réseau ou plans couvrant moins de 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte (quels que soient les autres éléments détenus).
<b>10</b>	Existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte
<b>20</b>	Mise à jour du plan au moins annuelle.
<b>B - Informations sur les éléments constitutifs du réseau (40 points supplémentaires au maximum).</b>	
<b>+10</b>	Informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau).
<b>+10</b>	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations.
<b>+10</b>	Localisation et description des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, compteurs de sectorisation...) et des servitudes.
<b>+10</b>	Localisation des branchements sur la base du plan cadastral.
<b>C - Informations sur les interventions sur le réseau (40 points supplémentaires au maximum).</b>	
<b>+10</b>	Localisation et identification des interventions (réparations, purges, travaux de renouvellement) (0 pour une réalisation partielle).
<b>+10</b>	Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des branchements (0 pour une réalisation partielle).
<b>+10</b>	Existence d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations. On entend par plan pluriannuel de renouvellement un programme détaillé de travaux assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans.
<b>+10</b>	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations.

**P104.3 Rendement du réseau de distribution** -Il s'agit du ratio entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté des volumes vendus en gros à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés en gros à d'autres services publics d'eau potable.

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre

service d'eau potable. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Règle de calcul :

*Rendement = (volume consommé autorisé + volume vendu en gros) / (volume produit + volume acheté en gros) X 100, sachant que :*

*Volume produit + volume acheté en gros = volume mis en distribution + volume vendu en gros*

*Volume consommé autorisé = volume comptabilisé + volume consommateurs sans comptage + volume de service du réseau*

**P105.3 Indice linéaire des volumes non comptés** -Il s'agit du ratio entre le volume non compté, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé, et le linéaire de réseau de desserte.

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

Règle de calcul :

*Indice = (volume mis en distribution – volume comptabilisé) / longueur du réseau de desserte / 365 ou 366, avec :*

*Volume mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros*

**P106.3 Indice linéaire de pertes en réseau** -Il s'agit du ratio entre le volume de pertes, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé, et le linéaire de réseau de desserte.

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau qui vise à lutter contre les pertes d'eau en réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

Règle de calcul :

*Indice = (volume mis en distribution – volume consommé autorisé) / longueur du réseau de desserte / 365 ou 366,*

*Avec : Volume mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros.*

*Volume consommé autorisé = volume comptabilisé + volume consommateurs sans comptage + volume de service du réseau.*

*Les pertes sont constituées d'une part des pertes apparentes (volume détourné sur le réseau, volume résultant des défauts de comptage) et d'autre part des pertes réelles (fuites sur les conduites de transfert, de distribution, fuites sur les branchements, fuites sur les réservoirs), conformément au bilan d'eau et à la terminologie de l'International Water Association.*

**P107.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable** -Quotient du linéaire moyen du réseau de desserte renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de desserte. Compléter l'information sur la qualité de la gestion du patrimoine enterré constitué par les réseaux d'eau potable, en permettant le suivi du programme de renouvellement défini par le service.

Règle de calcul :

*(Longueur cumulée du linéaire de canalisations du réseau de desserte renouvelé au cours des années N-4 à N) x 100 / (5 x longueur du réseau de desserte au 31/12/N).*

*Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l'indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d'ajouter les linéaires remplacés à l'occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d'en prolonger la durée de vie d'une durée équivalente à celle de la pose d'un réseau neuf.*

*Les interventions ponctuelles effectuées pour réparer une fuite ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement.*

*Il convient d'additionner les linéaires renouvelés d'une part par la collectivité et d'autre part par l'opérateur, sur le périmètre considéré.*

**P108.3 Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau** -Niveau d'avancement (exprimé en %) de la démarche administrative et opérationnelle de protection du ou des points de prélèvement dans le milieu naturel d'où provient l'eau potable distribuée.

L'indicateur donne une information sur la performance atteinte pour assurer une protection effective de la ressource selon la réglementation en vigueur.

Règle de calcul :

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :



0 %	Aucune action.
20 %	Études environnementale et hydrogéologique en cours.
40 %	Avis de l'hydrogéologue rendu.
50 %	Dossier recevable déposé en préfecture.
60 %	Arrêté préfectoral.
80 %	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) tel que constaté en application de la circulaire DGS-SDA 2005-59 du 31 janvier 2005.
100 %	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

**P109.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité** -Abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé.

Mesurer l'impact du financement des personnes en difficultés.

Règle de calcul :

*(Montants en euros des abandons de créances + montants en euros des versements à un fond de solidarité) / volume facturé.*

**P151.1 Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées** -Nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public, dont les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance, par milliers d'abonnés.

Une coupure d'eau est une interruption totale de la fourniture de l'eau à un ou plusieurs abonné(s) (les incidents de pression ou de qualité de l'eau ne constituent donc pas une coupure d'eau s'ils n'entraînent pas l'interruption totale de la fourniture).

Mesurer la continuité du service d'eau potable, afin d'en apprécier le bon fonctionnement.

Règle de calcul :

*Nombre de coupures d'eau au cours de l'année dont les abonnés n'ont pas été informés à l'avance / nombre d'abonnés X 1000.*

**P152.1 Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux Abonnés** -Pourcentage du nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service clientèle.

Evaluer le respect des engagements de délai d'ouverture des branchements d'eau potable.

Règle de calcul :

*Nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans les délais / nombre total d'ouvertures X 100.*

**P153.2 Durée d'extinction de la dette de la collectivité** -Durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'eau potable si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service.

Cet indicateur permet d'apprécier les marges de manœuvre de la collectivité en matière de financement des investissements et d'endettement.

Règle de calcul :

*Encours total de la dette contractée par la collectivité pour financer le service d'eau potable (distribution, transfert et/ou production) divisé par l'épargne brute annuelle.*

*Remarque importante : l'endettement indirect résultant de l'adhésion de la collectivité à un EPCI ou à un syndicat mixte lui-même endetté n'est pas pris en compte (une consolidation est cependant possible : voir rubrique « règles pour l'interprétation au niveau local »).*

**P154.0 Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente** -Taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

Cet indicateur permet de mesurer l'efficacité du recouvrement, dans le respect de l'égalité de traitement.

Règle de calcul :

*(Montant d'impayés au titre de l'année N-1, au 31/12/N) / (Chiffre d'affaire TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N) X 100*

**P155.1 Taux de réclamations** -Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relative au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service.

Le nombre de réclamations est rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000.

Cet indicateur permet de traduire de manière synthétique le niveau d'insatisfaction des abonnés au service de l'eau.

Règle de calcul :

*Nombre de réclamations laissant une trace écrite / nombre d'abonnés X 1 000.*



# RAPPORT

## RELATIF AU PRIX ET A LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT





# Table des matières

1- CARTE IDENTITÉ ASSAINISSEMENT .....	6
2- CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE .....	8
3- LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE.....	9
4- INDICATEURS RÉGLEMENTAIRES – SISPEA.....	10
5- MODE DE GESTION.....	21
6- AU SERVICE DES USAGERS.....	22
<b>6-1 RELATION USAGERS.....</b>	<b>22</b>
<b>6-2 TARIFICATION ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF .....</b>	<b>23</b>
6-2-1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	23
6-2-1 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	26
<b>6-3 SENSIBILISATION À L'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>26</b>
<b>6-4 COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE .....</b>	<b>28</b>
7- VOLET R&D .....	28
8- SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT.....	29
<b>8-1 POPULATION DESSERVIE - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNÉS.....</b>	<b>29</b>
<b>8-2 SYNTHÈSE DES VOLUMES / LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT EN QUELQUES CHIFFRES.....</b>	<b>31</b>
<b>8-3 CONFORMITÉ SYSTÈME ASS.....</b>	<b>32</b>
<b>8-4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....</b>	<b>33</b>
<b>8-5 ACCOMPAGEMENT DE L'URBANISME.....</b>	<b>34</b>
<b>8-6 PROSPECTIVE : Schéma Directeur d'Assainissement .....</b>	<b>35</b>
9- PATRIMOINE ET PERFORMANCE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	36
<b>9-1 BRANCHEMENTS.....</b>	<b>36</b>
9-1-1 PATRIMOINE.....	36
9-1-2 INTERVENTIONS de DESOBSTRUCTION .....	37
9-1-3 CONTRÔLES .....	38
<b>9-2 LES RÉSEAUX.....</b>	<b>39</b>
9-2-1 PATRIMOINE.....	39
9-2-2 ENTRETIEN .....	41
9-2-3 Diagnostics de réseaux.....	42
<b>9-3 POSTES DE RÉFOULEMENT ET DO.....</b>	<b>43</b>
<b>9-4 STATIONS DE TRAITEMENT.....</b>	<b>44</b>
9-4-1 CAPACITÉ DE TRAITEMENT ET PERFORMANCE .....	44
9-4-2 CONFORMITÉ DES TRAITEMENTS .....	45
9-4-3 PRODUCTION DE BOUES / TRAITEMENT VALORISATION ET ÉVACUATION FINALE.....	46
<b>9-5 AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS ET DURABILITÉ .....</b>	<b>47</b>
<b>9-6 PERFORMANCE ÉNERGETIQUE.....</b>	<b>49</b>



<b>9-7 BILAN CARBONE.....</b>	<b>50</b>
<b>9-8 RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES (REUT) .....</b>	<b>51</b>
9-8-1 LIFE REWA : BILAN 2024 ET PROSPECTIVES 2025.....	51
9-8-2 SAINT-DREZERY .....	52
9-8-3 MURVIEL-LES-MONTPELLIER .....	52
9-8-4 REUT AUTOUR DE MAERA .....	53
<b>10- MAÎTRISE DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES.....</b>	<b>53</b>
<b>10-1 ARRETÉS D'AUTORISATION DE DÉVERSEMENT DE REJET NON DOMESTIQUES.....</b>	<b>53</b>
<b>10-2 CONVENTIONS DE DÉPOTAGE.....</b>	<b>55</b>
<b>10-3 LUTTE CONTRE LES MICROPOLLUANTS .....</b>	<b>55</b>
<b>11- UN SERVICE RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>56</b>
<b>11-1 ÉVALUATION DES VOLUMES ET CHARGES REJETÉES AUX COURS D'EAU.....</b>	<b>56</b>
<b>11-2 SUIVI DE L'IMPACT DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT SUR LE MILIEU NATUREL .....</b>	<b>57</b>
11-2-1 SUIVI LEZ.....	57
11-2-2 SUIVI REJET EN MER.....	58
11-2-3 SUIVI COURS D'EAU AVAL STEP : MOSSON/COULAZOU/BASSIN DE L'OR.....	59
<b>11-3 SOUTIEN ÉTIAGE AU LEZ .....</b>	<b>60</b>
<b>11-4 PARTICIPATION A L'ENTENTE DU GOLFE D'AIGUES MORTES.....</b>	<b>62</b>
<b>12- UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX.....</b>	<b>63</b>
<b>12-1 LES OUVRAGES .....</b>	<b>63</b>
12-1-1 MAERA.....	63
12-1-2 AUTRES .....	64
<b>12-2 LES RÉSEAUX.....</b>	<b>65</b>
12-2-1 TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX PRIMAIRES ET STRUCTURANTS .....	65
12-2-2 TRAVAUX EN ACCOMPAGNEMENT L5 DE TRAMWAY .....	65
12-2-3 TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT.....	66
12-2-4 QUELQUES TRAVAUX REMARQUABLES.....	68
12-2-5 BILAN GLOBAL DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT.....	69
<b>12-3 LES TRAVAUX EN ZAC.....</b>	<b>69</b>
<b>13- UN SERVICE A COÛT MAÎTRISÉ.....</b>	<b>71</b>
<b>13-1 BUDGET 2024 ET ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE .....</b>	<b>71</b>
13-1-2 Le compte administratif d'exploitation.....	72
13-1-3 Le compte administratif d'investissement.....	74
<b>13-2 Participation Financière de l'Assainissement Collectif - PFAC.....</b>	<b>76</b>
Annexe 1 – Fiches descriptives des stations de traitement .....	77
Annexe 2 – Notice d'information de l'Agence de l'Eau RMC aux Maires .....	142
Annexe 3 - Glossaire.....	146

Annexe 4 - Descriptif des indicateurs de performance des services .....	147
---	-----

# 1- CARTE IDENTITÉ ASSAINISSEMENT



Quelques Stations d'épuration (STEP) :



STEP de Villeneuve les Maguelone



STEP de Restinclières



STEP de Fabrègues



STEP de



STEP de



STEP de



STEP de



STEP de St Geniès-des-



STEP de St Georges



STEP de

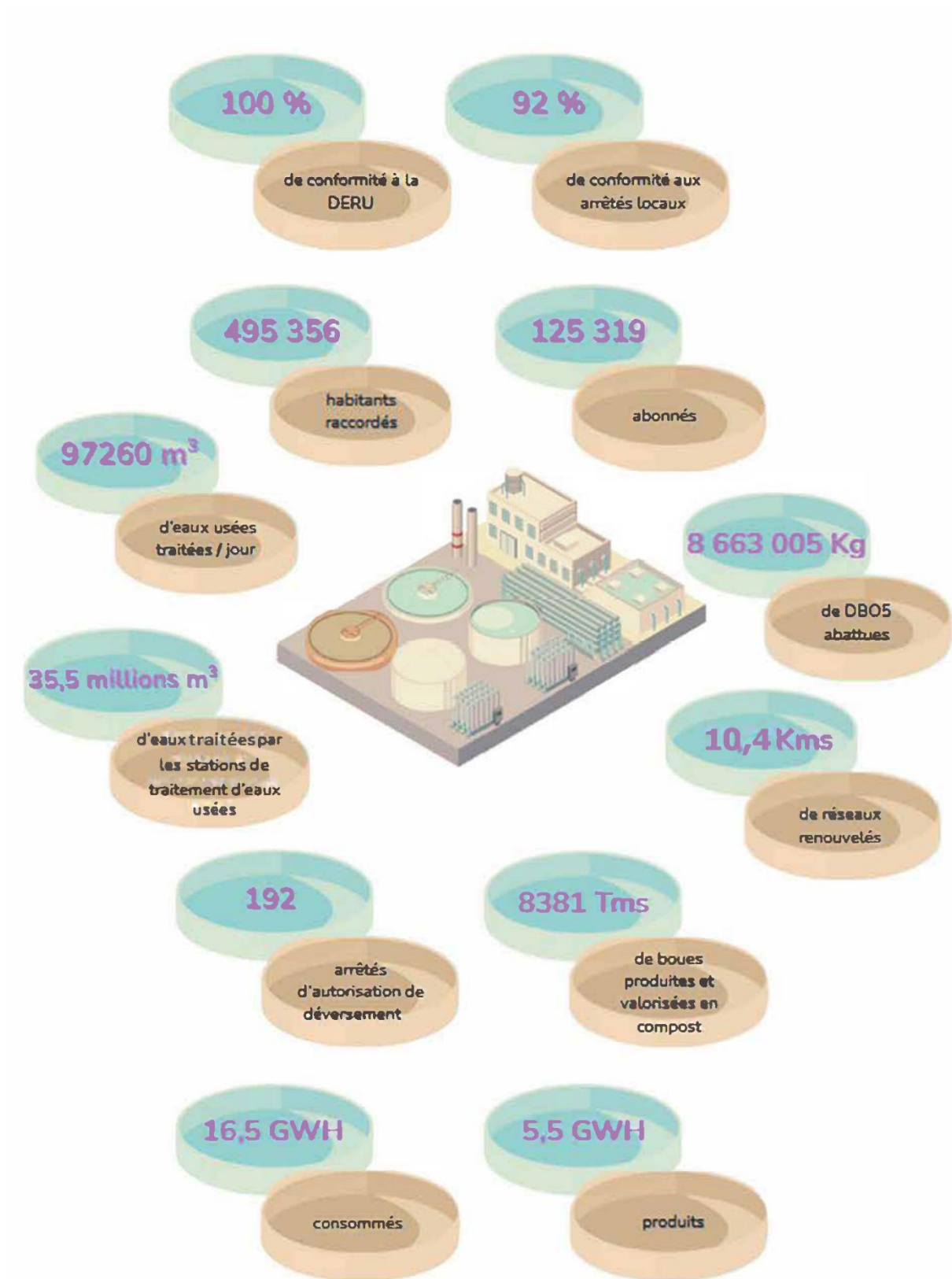


STEP de St



*Figure 1: Cartographie des installations d'assainissement de la Régie des eaux*

## 2- CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE





### 3- LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

#### Janvier – Février – Mars

Visite chantier de modernisation de Maera, ouvert à la presse

Adoption de la stratégie de Recherche & Développement

Participation à la journée PLOUF organisée par IceReward Unesco au Corum : animation et jeux pour explorer les enjeux de l'eau ouvert à près de 400 scolaires.



#### Avril – Mai – Juin

Mise en place de la démarche RSE

Adoption du PLAN EAU

Attribution de l'appel à projet de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse « Eau et Climat, agir plus vite et plus Fort » 3,9 M€ HT d'opérations financées à 50%.



#### Juillet – Août - Septembre

Visite de MAERA par la Banque Européenne d'Investissement qui finance 50% du projet de modernisation de la station d'épuration.

Journées du patrimoine : Ouverture sur inscription de la STEU MAERA au public

#### Octobre – Novembre - Décembre

Grande opération d'archivage

Adoption des nouveaux règlements de service Assainissement et Assainissement non collectif

Délivrance de l'arrêté d'autorisation préfectorale le 18 décembre 2024 pour le projet européen de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) Life REWA





## 4- INDICATEURS RÉGLEMENTAIRES – SISPEA

### Tarif

Part communale et intercommunale			
Nom	Synthèse	Unité	Valeur 1 <sup>er</sup> janvier 2025
VP.191	Montant annuel de la part fixe revenant à la Régie sur la facture au 1 <sup>er</sup> janvier 2025	€HT/an	46 288 561
	Tranche de prix unique	€HT/m <sup>3</sup>	1,6984
	Total des consommations (Part Régie)	€HT/120m <sup>3</sup>	203,81
VP.178	Montant HT de la facture 120m <sup>3</sup> revenant à la Régie (Grand total) au 1 <sup>er</sup> jan 2025	€HT/120m <sup>3</sup>	203,81
D204.0	Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup> au 1 <sup>er</sup> janv 2025		€/120m <sup>3</sup> 224,19

Organismes publics			
Nom	Synthèse	Unité	Valeur 1 <sup>er</sup> janvier 2025
VP.217	Agence de l'eau (redevance Performance des systèmes d'assainissement)	€HTVA/m <sup>3</sup>	0,01
VP.218	Voies navigables de France (VNF) Rejets	€HTVA/m <sup>3</sup>	0,00
VP.219	Autres taxes et redevances applicables sur le tarif (Hors TVA)	€HTVA/m <sup>3</sup>	0,00
VP.213	Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture	%	10%
VP.179	Montant total des taxes et redevances sur une facture de 120m <sup>3</sup> au 1 jan 2025	€/120m <sup>3</sup>	1,2
DC.184	Montant HT des recettes liées à la facturation pour 2024 (hors travaux)	€	43 067 229
Montant total d'une facture 120 m <sup>3</sup> au 1 jan 2025		€/120m <sup>3</sup>	205,01

### Réseau

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels	Nbre	192
VP.046	Nombre de points noirs	Nbre	731
VP.199	Linéaire de réseaux de collecte unitaires (Hors branchements)	km	118
VP.200	Linéaire de réseaux de collecte séparatifs (Hors branchements)	Km	1384
VP.077	Linéaire de réseau Hors branchements	Km	1 502

P252.2	Point de curage fréquent du réseau	Nbre PN/100 km	48,7
VP.141	Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année 2024	km	10,44
VP.140	Linéaire de réseaux renouvelés au cours des 5 dernières années	km	39,90
DC.195	Montant financier des travaux engagés	€HT	9 778 000
P253.2	Renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	%	0,695
Plan des Réseaux			
Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.250	Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage,...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement (10 pts)	points	10
VP.251	Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année (5 pts)	points	5
Inventaire des réseaux			
Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.252, VP.253, VP.254	Existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du Code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même Code (VP.252) et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées (VP.253). La mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux (VP.254) (10 pts)	points	10
VP.253	Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux (1 à 5 pts)	points	3

VP.255	L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné (10 pts). Lorsque les informations sur les dates ou les périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total, un point supplémentaire est attribué à chasue fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou les périodes de pose sont rassemblés pour au moins 95% du linéaire total des réseaux (1 à 5 pts).		points	12
VP.256	Le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée. (10 pts). Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaire du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.		points	10
Autres éléments de connaissance et gestion de réseaux				
Nom	Synthèse		Unité	Valeur de l'année 2024
VP.257	Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs,...) (10 pts)		points	10
VP.258	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et des transport des eaux usées. (10 pts) En l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée		points	10
VP.259	Le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements (10 pts)		points	0
VP.260	L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) (10 pts)		points	10
VP.261	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates d'inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations et/ou travaux effectués à leur suite (10 pts)		points	10
VP.262	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins trois ans (10 pts)		points	10
P202.2B	Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		Points	100

# Collecte

Nom	Station	synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
P203.3	STEU de MAERA	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	%	100
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			100
	STEU de Baillargues-St Brès			100
	STEU de Villeneuve les Maguelone			100
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			100
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			100
	STEU de Saint-Georges d'Orques			100
	STEU de Beaulieu-Restinclières			100
	STEU de Lavérune			100
	STEU de St-Drézéry			100
	STEU de Murviel-les-Montpellier			100
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			100
	STEU de Montaud			100
	Totaux			100
VP.176	STEU de MAERA	Charge entrante en DBO 5	kg DBO5/j	20 940
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			770
	STEU de Baillargues-St Brès			610
	STEU de Villeneuve les Maguelone			459
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			175
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			420
	STEU de Saint-Georges d'Orques			364
	STEU de Beaulieu-Restinclières			182
	STEU de Lavérune			146
	STEU de St-Drézéry			86
	STEU de Murviel-les-Montpellier			85
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			18
	STEU de Montaud			28
	Totaux			24 282

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.158	Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	Oui/Non	Oui

VP.159	Evaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	Oui/Non	Oui
VP.160	Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement	Oui/Non	Oui
VP.161	Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 21 juillet 2015	Oui/Non	Oui
VP.162	Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration	Oui/Non	Oui
VP.163	Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur	Oui/Non	Oui
VP.164	Evaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	Oui/Non	nc
VP.165	Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	Oui/Non	Oui
VP.186	Pollution collectée estimée en DBO5	kg DBO5/j	24 282
P255.3	Connaissance des rejets au milieu naturel	Points	110

## Epuration

Nom	Stations	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
P204.3	STEU de MAERA	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues la directive ERU	%	100
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			100
	STEU de Baillargues-St Brès			100
	STEU de Villeneuve les Maguelone			100
	STEU de St-Génies des Mourgues-Sussargues			100
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			100
	STEU de Saint-Georges d'Orques			100
	STEU de Beaulieu-Restinclières			100
	STEU de Lavérune			100
	STEU de St-Drézéry			100
	STEU de Murviel-les-Montpellier			100
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			100
	STEU de Montaud			100
	<b>Totaux</b>			100
P205.3	STEU de MAERA	Conformité de la performance des ouvrages	%	100
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			100
	STEU de Baillargues-St Brès			100

	STEU de Villeneuve les Maguelone	d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU		100
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			100
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			100
	STEU de Saint-Georges d'Orques			100
	STEU de Beaulieu-Restinclières			100
	STEU de Lavérune			100
	STEU de St-Drézéry			100
	STEU de Murviel-les-Montpellier			100
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			100
	STEU de Montaud			100
	<b>Totaux</b>			100
P254.3	STEU de MAERA	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel	%	100
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			100
	STEU de Baillargues-St Brès			100
	STEU de Villeneuve les Maguelone			100
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			100
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			100
	STEU de Saint-Georges d'Orques			100
	STEU de Beaulieu-Restinclières			100
	STEU de Lavérune			100
	STEU de St-Drézéry			100
	STEU de Murviel-les-Montpellier			0
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			100
	STEU de Montaud			100
	<b>Totaux</b>			92
VP.210	STEU de MAERA	Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes	Nbre	360
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			51
	STEU de Baillargues-St Brès			24
	STEU de Villeneuve les Maguelone			23
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			12
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			24
	STEU de Saint-Georges d'Orques			12
	STEU de Beaulieu-Restinclières			11
	STEU de Lavérune			12
	STEU de St-Drézéry			12
	STEU de Murviel-les-Montpellier			7
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			11
	STEU de Montaud			12
	<b>Totaux</b>			571
VP.211	STEU de MAERA	Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire	Nbre	366
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			52
	STEU de Baillargues-St Brès			24
	STEU de Villeneuve les Maguelone			24
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			12



	STEU de Cournonterral-Cournonsec		24
	STEU de Saint-Georges d'Orques		12
	STEU de Beaulieu-Restinclières		12
	STEU de Lavérune		12
	STEU de St-Drézéry		12
	STEU de Murviel-les-Montpellier		12
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin		12
	STEU de Montaud		12
	<b>Totaux</b>		<b>586</b>

Boues				
Nom	Stations	synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.208	STEU de MAERA	Quantité totale de boues évacuées	tMS	7 285
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			307,96
	STEU de Baillargues-St Brès			209,24
	STEU de Villeneuve les Maguelone			143,95
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			47,39
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			140,07
	STEU de Saint-Georges d'Orques			90,27
	STEU de Beaulieu-Restinclières			71,92
	STEU de Lavérune			60,92
	STEU de St-Drézéry			15,84
	STEU de Murviel-les-Montpellier			0
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			0
	STEU de Montaud			9,2
D203.0		Quantité de boues issues des ouvrages d'épurations	tMS	8 381,77
VP.209	STEU de MAERA	Quantité de boues admises par une filière conforme	tMS	7 285
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			307,96
	STEU de Baillargues-St Brès			209,24
	STEU de Villeneuve les Maguelone			143,95
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			47,39
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			140,07
	STEU de Saint-Georges d'Orques			90,27
	STEU de Beaulieu-Restinclières			71,92
	STEU de Lavérune			60,92
	STEU de St-Drézéry			15,84
	STEU de Murviel-les-Montpellier			0
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			0
	STEU de Montaud			9,2

	<b>Totaux</b>			<b>8 381,76</b>
<b>P206.3</b>	STEU de MAERA	Boues évacuées selon des filières conformes	%	100
	STEU de Fabrègues Pignan Saussan			100
	STEU de Baillargues-St Brès			100
	STEU de Villeneuve les Maguelone			100
	STEU de St-Géniès des Mourgues-Sussargues			100
	STEU de Cournonterral-Cournonsec			100
	STEU de Saint-Georges d'Orques			100
	STEU de Beaulieu-Restinclières			100
	STEU de Lavérune			100
	STEU de St-Drézéry			100
	STEU de Murviel-les-Montpellier			0
	STEU de Bonnel-Plagnol-ZAECresseStMartin			0
	STEU de Montaud			100
	<b>Totaux</b>			<b>100</b>

## Abonnés

Nom	synthèse	Unité		Valeur de l'année 2024
VP.056	Nombre d'abonnés	ab		125 319
VP.229	Ratio habitants/abonnés	Hab/ab		3,95
VP.228	Densité linéaire d'abonnés – 83,44	ab/km		
<b>D201.0</b>	<b>Nombre d'habitants desservis</b>	<b>Nbre</b>		<b>495 356</b>
VP.124	Nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif	Ab		123 314
<b>P201.1</b>	<b>Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées</b>		<b>%</b>	<b>98,4</b>
VP.023	Nombre d'inondations dans les locaux de l'utilisateur	Nbre		38
<b>P251.1</b>	<b>Débordements d'effluents chez les usagers</b>	<b>Nb/1000hab</b>		<b>0,76</b>
VP.003	Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur	Nbre		0
VP.152	Nombre de réclamations écrites reçues par la Régie	Nbre		198
<b>P258.1</b>	<b>Taux de réclamations</b>	<b>Nb/1000ab</b>		<b>1,57</b>

## Gestion Financière

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.068	Volume facturé	m <sup>3</sup>	27 663 038
VP.119	Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)	€HTVA	0,00
<b>P207.0</b>	<b>Montant des actions de solidarité</b>	<b>€/m<sup>3</sup></b>	<b>0,00</b>
VP.182	Encours total de la dette	€	137 045 945
VP.183	Epargne Brute annuelle	€	28 609 000

P256.2	Durée de l'extinction de la dette de la Régie	an	4,8
VP.185	Montant TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année 2023, au 31/12/2024	€TTC	47 373 952
VP.268	Montant restant impayés au 31/12/2024 sur les factures émises au titre de l'année 2024	€TTC	509 773
P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement	%	1,37

## Contexte - SPANC

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.181	Nombre d'habitants résidant sur le territoire du service	Hab	516 657
VP.230	Taux de couverture de l'ANC	%	2,9
D301.0	Nombre d'habitants desservis par le SPANC	Hab	11250
DC.304	Nombre d'ETPt salariés du SPANC	Nbre	2
VP.305	Existence d'un outil informatique de gestion des données relatives aux installations	oui/non	Oui

## Parcs des installations

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
DC.306	Nombre d'installations domestiques et assimilées, contrôlées ou non encore contrôlées, situées sur le territoire du SPANC	Nbre	4 337
DC.307	Nombre d'installations contrôlées de taille < ou = à 20 EH, domestiques et assimilées	Nbre	4322
DC.308	Nombre d'installations contrôlées de taille > à 20 EH, domestiques et assimilées	Nbre	12
DC.309	Nombre d'installations contrôlées desservant un <b>logement unique</b> ou une entreprise rejetant des eaux usées domestiques ou assimilées	Nbre	3872
DC.310	Nombre d'installations contrôlées desservant plusieurs logements	Nbre	460
DC.311	Nombre d'installations complètes contrôlées avec traitement par tranchée ou lit d'épandage dans le sol en place	Nbre	NC
DC.312	Nombre d'installations complètes contrôlées avec traitement par sol reconstitué	Nbre	NC
DC.313	Nombre d'installations agréées contrôlées	Nbre	NC
DC.314	Nombre d'installations recensées relevant de filières non réglementaires	Nbre	NC
DC.315	Nombre d'immeubles équipés en toilettes sèches	Nbre	NC

DC.316	Nombre d'installations d'ANC contrôlées avec évacuation par infiltration dans le sol	Nbre	NC
DC.317	Nombre d'installations contrôlées avec évacuation par rejet direct ou indirect vers le milieu hydraulique superficiel	Nbre	NC
DC.318	Nombre d'installations contrôlées avec évacuation par puits d'infiltration	Nbre	NC
DC.319	Nombre d'installations contrôlées avec autre type d'évacuation	Nbre	NC

## Conformité

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.166	Nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité	Nbre	2172
VP.267	Nombre d'installations jugées non conformes mais ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution	Nbre	1925
VP.167	<p>Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service : cela signifie qu'on compte ici le total des installations d'assainissement non collectif qui ont fait l'objet d'au moins un contrôle (quel que soit le type de contrôle : contrôle de conception, de bonne exécution, de bon fonctionnement, ou diagnostic). Ce chiffre ne représente pas le nombre de contrôles réalisés, mais bien le nombre d'installations uniques contrôlées au fil des années depuis la mise en place du service</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une installation est comptabilisée une seule fois, même si elle a été contrôlée à plusieurs reprises.</li> <li>- Les immeubles sans installation ANC, mais soumis à contrôle, sont également comptabilisés, car l'absence d'installation constitue une non-conformité à considérer.</li> <li>- Les installations mises hors service (ex. raccordement au réseau collectif) sont retirées du décompte.</li> </ul>	Nbre	3185
<b>P301.3</b>	<b>Conformité des dispositifs d'assainissement non collectif</b>	<b>%</b>	<b>50%</b>
DC.320	Nombre d'immeubles contrôlés avec absence d'installation	Nbre	381
DC.321	Nombre d'installations présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque pour l'environnement au sens de l'arrêté contrôle	Nbre	70
DC.322	Nombre d'installations neuves ou réhabilitées, contrôlées non conformes au titre du contrôle de bon exécution depuis la création du service	Nbre	62

## Financier

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
-----	----------	-------	------------------------

DC.196	Tarif du contrôle de l'ANC	€	200,00 €
DC.197	Montant des recettes provenant des contrôles	€	64 860,00 €
DC.198	Montant financier des travaux réalisés	€	0
DC.325	Tarif TTC de l'examen préalable de la conception	€	200,00 €
DC.326	Tarif TTC de vérification de l'exécution des travaux	€	200,00 €
DC.327	Montant des recettes provenant de l'entretien et du traitement des matières de vidange	€	0
DC.328	Montant des recettes autres que celles issues des redevances usagers	€	0
DC.329	Abondement par le budget général	Oui/Non	Non
DC.330	Assujettissement à la TVA	Oui/Non	Non

## Activités

Nom	Synthèse	Unité	Valeur de l'année 2024
VP.168	Délimitation des zones d'assainissement non collectif	Oui/Non	Oui
VP.169	Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif	Oui/Non	Oui
VP.170	Délivrance, pour les installations neuves ou à réhabiliter, de rapports de vérification de l'exécution	Oui/Non	Oui
VP.171	Délivrance, pour les autres installations, de comptes rendus établis dans le cadre de contrôle du fonctionnement et de l'entretien	Oui/Non	Oui
VP.172	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Oui/Non	Non
VP.173	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	Oui/Non	Non
VP.174	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	Oui/Non	Non
<b>D302.0</b>	<b>Mise en oeuvre de l'assainissement non collectif</b>	<b>/100</b>	<b>100</b>
DC.333	Nombre d'installations ayant fait l'objet d'une vérification de l'exécution des travaux dans l'année N	Nbre	0
DC.331	Nombre d'installations réhabilitées dans l'année N	Nbre	34
DC.341	Nombre d'opérations neuves dans l'année N	Nbre	16
DC.342	Nombre d'installations réhabilitées dans l'année N, par opérations groupées	Nbre	0
DC.343	Nombre d'installations réhabilitées dans l'année N, par initiative individuelle	Nbre	34
DC.332	Nombre d'installations ayant fait l'objet d'un examen préalable de la conception dans l'année N	Nbre	18
VP.334	Nombre d'installations ayant fait l'objet d'une vérification du fonctionnement et de l'entretien dans l'année N	Nbre	308

VP.303	Nombre d'installations entretenues et/ou faisant l'objet du traitement des matières de vidange par la collectivité dans l'année N	Nbre	0
VP.301	Obligation de réaliser une étude de conception d'un dispositif d'ANC (O/N)	Oui/Non	Oui
VP323	Fréquence du contrôle périodique		10 ans
VP324	Modulation de la fréquence du contrôle périodique (O/N)	Oui/Non	Non
VP.335	Existence d'une permanence téléphonique	Oui/Non	Oui
VP.336	Existence d'une permanence physique	Oui/Non	Oui
VP.337	Diffusion de supports d'information et de sensibilisation aux usagers	Oui/Non	Oui
VP.338	Existence d'un délai maximal d'intervention pour le contrôle de l'installation	Oui/Non	Oui
VP.339	Existence d'un délai maximal pour la remise des rapports de contrôle	Oui/Non	Oui
VP.340	Visite systématique sur site dans le cadre de l'examen préalable de la conception	Oui/Non	Non
VP.302	Suivi de l'entretien hors visite sur site	Oui/Non	Non

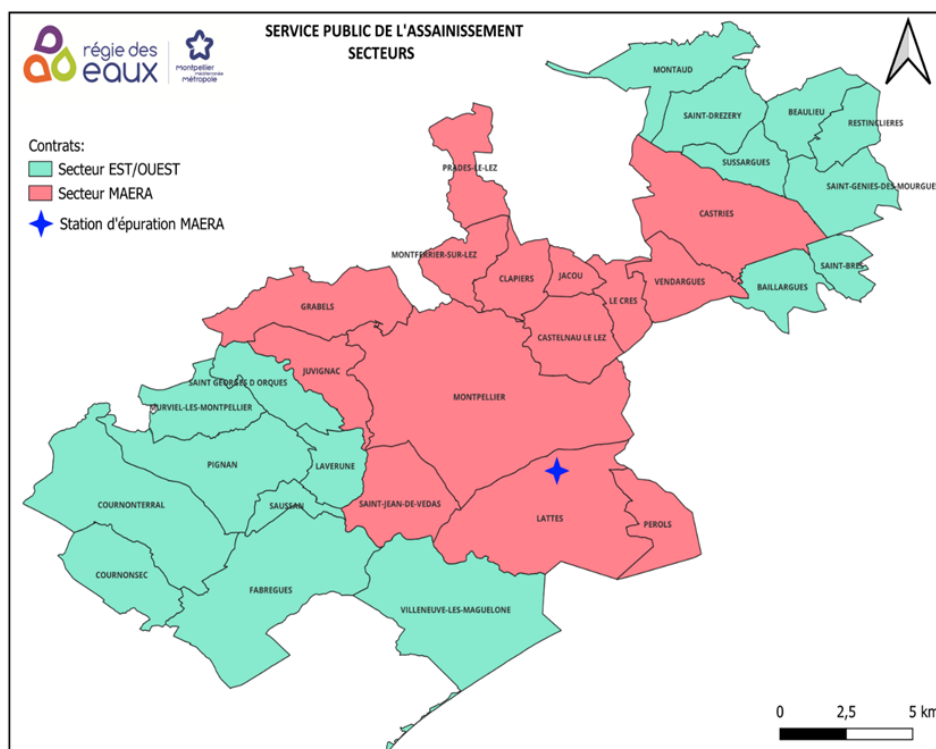
## 5- MODE DE GESTION

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 la compétence « Assainissement des Eaux Usées » de plein droit sur l'ensemble du territoire métropolitain. Ce service dessert près de 500 000 habitants répartis sur les 31 communes du territoire.

Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, la compétence « assainissement » a été reprise **en Régie** le 1<sup>er</sup> janvier 2023 sur les 31 communes du territoire en lien avec la Métropole par son Autorité Organisatrice de l'Eau.

La Régie est une Régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. La Régie a confié une partie des missions d'exploitation à des prestataires de services selon la répartition géographique ci-dessous.





*Figure 2: Sectorisation assainissement du territoire métropolitain*

## 6- AU SERVICE DES USAGERS

### 6-1 RELATION USAGERS

Afin de faciliter la prise de contact pour les usagers du territoire sont présentés les coordonnées utiles dans le tableau ci-après :

	Secteur MAERA	Secteurs Est - Ouest
Adresse	TSA 20 001 34192 MONTPELLIER cedex 5	
Accueil du public	Du lundi au vendredi de 8h à 17h 1 130 Avenue Jean Mermoz 34 000 MONTPELLIER	
Numéro d'Urgence Astreintes	04 51 08 47 42 24h/24 et 7j/7	04 67 83 75 16 24h/24 et 7j/7
Information Assainissement collectif usagers	04 11 95 06 20 <a href="mailto:contactassainissement@regiedeseaux3m.fr">contactassainissement@regiedeseaux3m.fr</a> Du lundi au vendredi de 8h à 16h30	
Demande de raccordement ou de contrôle des installations d'assainissement privés	<a href="https://regiedeseaux.montpellier3m.fr">https://regiedeseaux.montpellier3m.fr</a> Rubrique mes démarches en ligne	

Service Public d'Assainissement Non Collectif	04 11 95 06 20 <a href="mailto:spanc@regiedeseaux3m.fr">spanc@regiedeseaux3m.fr</a> Du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Rejets d'assainissement non-domestiques	04 11 95 06 20 <a href="mailto:cridt@regiedeseaux3m.fr">cridt@regiedeseaux3m.fr</a> Du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Information Participation Financière à l'Assainissement Collectif	04 11 95 06 20 <a href="mailto:pfac@regiedeseaux3m.fr">pfac@regiedeseaux3m.fr</a> Du lundi au vendredi de 8h à 16h30

*Tableau 1 : Contact assainissement de la Régie des eaux 3M*

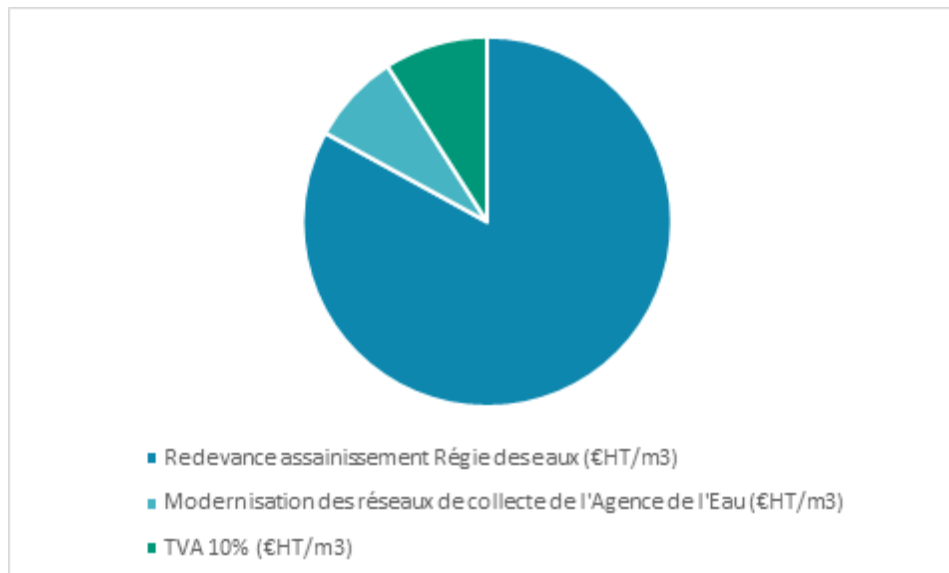
## 6-2 TARIFICATION ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

### 6-2-1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

#### Principe de la tarification

Le service d'assainissement collectif est facturé sur la base du même volume d'eau consommé, relevé au niveau de chaque compteur d'eau potable. En d'autres termes, si un compteur voit transiter un volume d'eau pouvant être rejeté au moins en partie dans le réseau de collecte des eaux usées, alors il est assujéti au service d'assainissement collectif.

#### Décomposition du tarif en 2024



La tarification se décompose ainsi, une part destinée à la Régie et une part destinée aux organismes publics. Le tarif de l'assainissement en 2024 est donc de 2,02 € TTC par m<sup>3</sup>.

La part destinée à la Régie d'un montant en 2024 de 1,6733€ht par m<sup>3</sup>

La part Régie est la recette permettant notamment de financer les investissements.

Cette part en 2025 est d'un montant de 1,6984€ht/m<sup>3</sup>.

La part destinée à l'Agence de l'Eau<sup>[1]</sup> d'un montant en 2024 de 0,16€ par m<sup>3</sup>

Au titre de l'assainissement, l'Agence de l'Eau perçoit la redevance de modernisation des réseaux. Cette

redevance finance sous certaines conditions la construction et l'amélioration des réseaux d'assainissement et permet ainsi de réduire l'impact du rejet des eaux usées sur notre environnement.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, par la loi Finances 2024, les agences de l'eau réforment les redevances pour qu'elles soient plus incitatives et mieux partagées :

- ✓ plus incitatives, en se basant sur la performance des systèmes d'assainissement, en valorisant la qualité de la surveillance, les objectifs de rejet et l'efficacité de l'exploitation ;
- ✓ mieux partagée entre usagers, en rééquilibrant les contributions ;



D'où la suppression de la redevance « Modernisation des réseaux de collecte » et la création d'une redevance « Performance des systèmes d'assainissement collectif » ;

**Le tarif de base de cette redevance est fixé annuellement par les agences de l'eau (AERMC) et sera modulé (application d'un coefficient de modulation) en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif.**

<sup>[1]</sup> On peut retrouver tous les détails sur les aides et redevances de l'agence de l'eau sur son site internet [www.eaurmc.fr](http://www.eaurmc.fr)

*Tarif de base de « Performance des systèmes d'assainissement collectif » :*

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Taux (€/m <sup>3</sup> )	0,03	0,09	0,17	0,17	0,17	0,17

En 2025, la performance n'étant pas prise en compte pour la première année, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à 0,3 par AERMC, la contre-valeur répercutée sur chaque abonné du service public d'assainissement collectif a été fixée par délibération de la Régie à 0,01€/m<sup>3</sup>.

Ci-dessous facture type 120m<sup>3</sup> pour 2024 et 2025 :

Spécimen de facture annuelle pour 120 m³ - Habitation individuelle		01/01/2024				01/01/2025		
MONTPELLIER	Qté	Prix Unitaire	Montant	TVA	Qté	Prix Unitaire	Montant	TVA
		€ HT		Taux		€ HT		Taux
Distribution de l'eau (m³) (*)								
Abonnement								
Abonnement (part fixe)			18	5,50%			18	5,50%
Consommation								
Consommation (part régie) de 0 à 15 m³	15	0	0		15	0	0	
Consommation (part régie) de 16 à 120 m³	105	0,96	100,8	5,50%	105	0,97	101,85	5,50%
Consommation (part régie) de 121 à 240 m³	0	1,42	0	5,50%	0	1,44	0	5,50%
Consommation (part régie) > 240 m³	0	2,73	0	5,50%	0	2,76	0	5,50%
Préservation de la ressource en eau (Agence de l'Eau)	120	0,074	8,88	5,50%	120	0,078	9,36	5,50%
Total Distribution de l'eau		1,034	127,68			1,048	129,21	
Collecte et Traitement des eaux usées (m³)								
Consommation (part collectivité)	120	1,6733	200,80	10%	120	1,6984	203,81	10%
Total collecte et traitement des eaux usées		1,6733	200,80			1,6984	203,81	
Organismes publics (m³) (Agence de l'eau)								
Lutte contre la pollution	120	0,29	34,8	5,50%				
Redevance sur la consommation d'eau potable					120	0,43	51,6	5,50%
Performance des réseaux d'eau potable					120	0,01	1,2	5,50%
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) (**)	120	0,16	19,2	10%				
Performance des systèmes d'assainissement collectif					120	0,01	1,2	10%
Total Organismes publics		0,45	54			0,45	54	
Total HT de la facture			382,48 €				387,02 €	
TVA 5,50%			8,94 €				10,02 €	

TVA 10% (depuis le 1er janvier 2014)		22,00 €			20,50 €
TOTAL TTC de la facture		413,42 €			417,54 €
Prix TTC/ m <sup>3</sup> d'eau consommé (y compris abonnement eau potable)		3,45 €			3,48 €
Prix TTC/ m <sup>3</sup> d'eau consommé (hors abonnement eau potable)		3,29 €			3,32 €
Prix TTC/ m <sup>3</sup> collecte et traitement des eaux usées		2,02 €			1,88 €

### 6-2-1 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Par délibération, le conseil d'administration de la Régie a voté les tarifs 2024 présentés ci-dessous pour les contrôles d'assainissement non collectif en vue d'assurer l'équilibre budgétaire du service et de se conformer à la réglementation.

Type de contrôle	Redevances 2025
Diagnostic initial des installations existantes	200,00 € / contrôle
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes	200,00 € / contrôle
Contrôle diagnostic des installations dans le cadre d'une vente	230,00 € / contrôle
Contrôle de conception des installations neuves ou réhabilitées	200,00 € / contrôle
Contrôle de réalisation des installations neuves ou réhabilitées	200,00 € / contrôle
Contrôle de réalisation des installations neuves ou réhabilitées (+20 EH)	250,00 € / contrôle
Contre visite	70,00 € / contre-visite

### 6-3 SENSIBILISATION À L'ASSAINISSEMENT

En 2024, la Régie a organisé des visites sur les ouvrages suivants :

- ◆ Station de traitement des eaux usées de Baillargues : 4
- ◆ Station de traitement des eaux usées de Murviel-lès-Montpellier : 3
- ◆ Station de traitement des eaux usées de MAERA : 11 essentiellement dans le cadre des journées du patrimoine



Des animations ont également été organisées pour informer le public sur les bonnes pratiques liées à l'eau et qui permet également d'aborder la thématique des eaux usées (Antigone des associations, Agropo'Eat, Journée PLOUF, WaterTrip, ..)

En 2024, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole franchit une nouvelle étape dans sa communication en créant ses pages officielles sur plusieurs réseaux sociaux : Instagram, Facebook, Youtube et Bluesky. Ces plateformes permettront d'informer de manière plus directe et accessible les usagers du territoire. Grâce à ces nouveaux canaux, la

Régie souhaite toucher un large public, des jeunes aux familles, en adaptant le ton et les formats à chaque réseau.

On y retrouve des informations utiles comme les dates de relève des compteurs d'eau, les chantiers en cours ou à venir, ainsi que des conseils pratiques.

**Régie Des Eaux est à Grabels.**  
 22 mai, 08:46 · 🌐

🚧 Travaux pour la réhabilitation du **réseau d'assainissement collectif** et du réseau d'eau potable 🚧

📍 Rue de Prédimeau à **Ville de Grabels**

Afin de lutter contre les fuites du réseau d'eau potable et de l'amélioration de la collecte des eaux usées.

Vous retrouverez les informations sur les travaux dans cette publication.

### INFORMATION TRAVAUX

#### Rue de Prédimeau

**QUOI ?**  
Travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement collectif et du réseau d'eau potable

**QUAND ?**  
Du 26 mai au 29 août 2025

**POURQUOI ?**  
Dans le cadre de la lutte contre les fuites du réseau d'eau potable et de l'amélioration de la collecte des eaux usées, la Régie des Eaux va procéder au renouvellement des réseaux d'eau potable ainsi qu'à la réhabilitation du réseau d'assainissement collectif. Ces travaux seront réalisés par les entreprises RAMPA puis EUREA.

**COMMENT ?**  
La circulation sera modifiée et des itinéraires de déviation seront mis en place au cours de la période de travaux.  
Les travaux auront lieu de jour entre 07h00 et 17h00.

La collecte des déchets des voies Sainte Hélène, Pinède, Micocoulier et Cyprès, aux abords de l'emprise de la zone de travaux se fera aux postes fixes d'apports volontaires positionnés à l'intersection entre la route D127 et le chemin du Montalet ainsi que sur le parking de la Gerbe. Les jours de collecte resteront inchangés.

### PRESENTATION DE LA ZONE DE CHANTIER

Rachid Khaddouchi et 2 autres personnes

J'aime
 Commenter
 Copier
 Partager

Commenter en tant que Régie Des Eaux



## 6-4 COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

L'article L 115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, issu de la Loi Oudin-Santini adoptée en 2005, autorise les collectivités et leurs groupements, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines. Cette participation des collectivités est un levier majeur de mobilisation de fonds complémentaires bien plus importants, notamment via l'Agence de l'eau ou l'Agence Française de développement.

La coopération internationale apporte une amélioration des conditions de vie des populations des pays aidés et favorise l'échange de compétences, de savoirs faire, et de bonnes pratiques. Pour une collectivité, c'est un signe d'ouverture à l'international et à la solidarité.

Depuis 2015, la Métropole de Montpellier a montré la volonté de développer la coopération décentralisée dans le domaine de l'assainissement. Un « fonds eau » a été constitué et abondé par la Régie à hauteur de 80 000 € dédié assainissement en 2024.

Tous les projets bénéficient ainsi de financements complémentaires de l'agence de l'eau Rhône méditerranée Corse.

A ce titre, la Métropole de Montpellier a soutenu plusieurs programmes d'assainissement en 2024 : des études de faisabilité et de gestion intégrée de la ressource en eau, et le soutien à un programme important de réutilisation des eaux usées traitées au Sénégal, une opération d'amélioration de la gestion en eau de la vallée de l'Arghen au Maroc, des études au Sénégal permettant d'établir des programmes de travaux et des actions de sensibilisation dans les écoles auprès d'opérateurs locaux.

## 7- VOLET R&D

Les 5 axes stratégiques de recherche, développement et innovation ont été approuvés au Conseil d'administration du 26 février 2024. Ils rassemblent à la fois les sujets traités dans les projets existants, et les sujets abordés (besoins, idées de projets) aux cours d'entretiens avec les différentes parties prenantes (en interne et auprès de l'autorité organisatrice de l'eau) :

1. Adapter la gestion quantitative des ressources aux changements globaux ;
2. Maîtriser la qualité de l'eau prélevée et distribuée, anticiper les pollutions émergentes ;
3. Valoriser les eaux usées, garantir leur qualité pour le ré-usage, la santé, l'environnement ;
4. Innover pour disposer d'infrastructures performantes et durables ;
5. Observer les consommations en eau, accompagner la sobriété hydrique ;

### Indicateur : 5 nouvelles conventions de R&D signées en 2024

Sur ces 5 nouvelles conventions, 4 concernent le volet Eau potable et le volet Assainissement (cf tableau ci-dessous)

Nom du projet	Partenaires	Objectif	Axe R&D	Rôle de la Régie
CROQUIS	Hydro-sciences Montpellier	Sur les réseaux d'eau usée et pluviale : Collecter, compléter, agréger des données hétérogènes (Cartes, photos, connaissances d'experts etc.), notamment par intelligence artificielle. Cartographier et modéliser les réseaux.	4	Fourniture de données.

Parmi les autres projets en cours, le projet de Réutilisation des eaux usées traitées Life Rewa a connu cette année des avancées significatives présentées au paragraphe 9.8.

## Echanges externes : le club R&D de France Eau Publique

Ce groupe de travail rassemble les structures publiques intéressées par les activités de R&D (notamment à la suite du webinaire organisé par France Eau Publique en mai 2023). La Régie 3M a fait partie intégrante de ce groupe dès sa première réunion.



Le groupe se réunit en visio, ou en présentiel à l'occasion d'événements nationaux. La première réunion a ainsi eu lieu en marge du carrefour des gestions locales de l'eau de Rennes en janvier 2024. A cette occasion, les projets de REUT menés historiquement sur le territoire ont été présentés, ainsi que le projet Life Rewa. Autres exemples de thématiques abordées au sein du groupe : polluants émergents et solutions de traitement associées, structuration des activités de R&D, recours à divers outils innovants (notamment concernant l'inspection des réseaux).

## 8- SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT

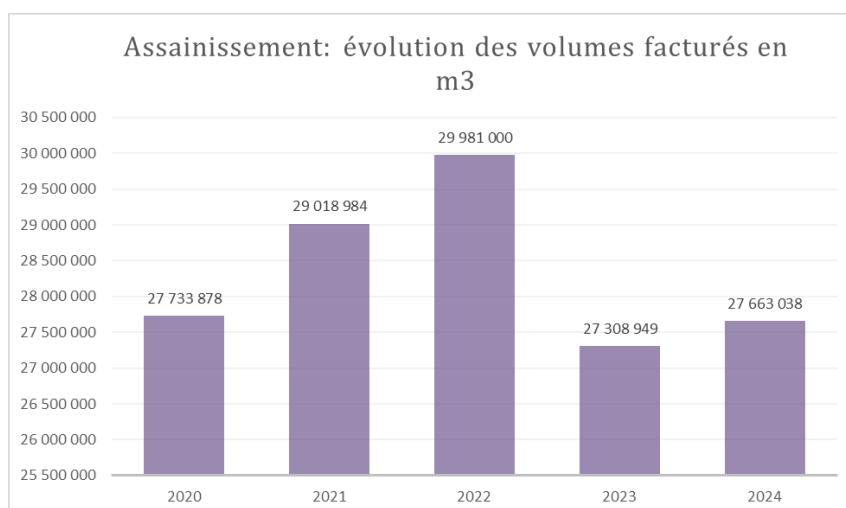
### 8-1 POPULATION DESSERVIE - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNÉS

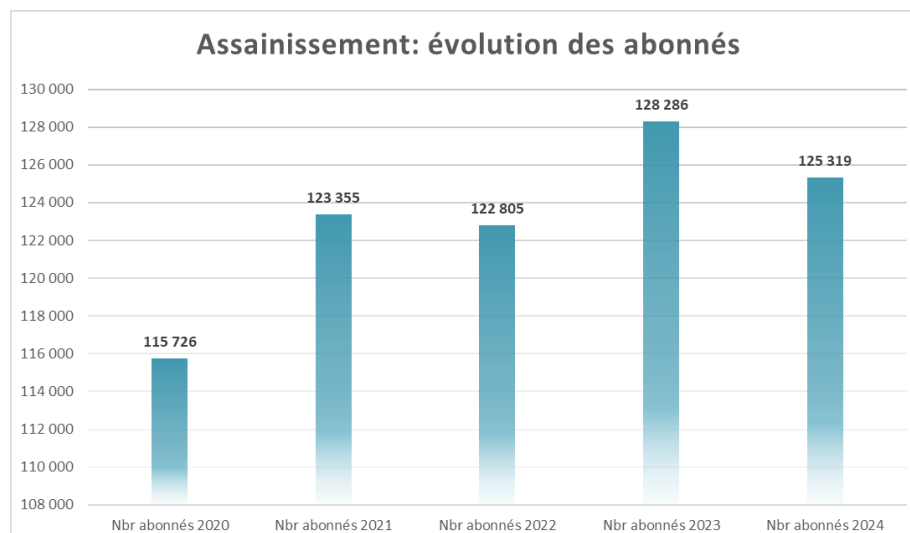
Le nombre d'habitants, le nombre d'abonnés à l'assainissement ainsi que des volumes facturés sont présentés

Commune	Population en habitants (INSEE 2021)	Nbr abonnés 2024	Volumes facturés 2024 (m³)
BAILLARGUES	7 841	3 453	401 047
BEAULIEU	2 263	889	72 908
CASTELNAU LE LEZ	25 320	10 028	1 369 281
CASTRIES	6 634	3 039	314 275
CLAPIERS	5 902	2 651	323 707
COURNONSEC	3 594	1 342	187 302
COURNONTERRAL	6 731	2 928	354 748
FABREGUES	7 278	3 028	390 236
GRABELS	9 066	2 684	431 697
JACOU	6 926	2 569	349 197
JUVIGNAC	12 890	3 991	709 101
LATTES	17 775	5 747	1 059 653
LAVERUNE	3 363	1 320	158 229
LE CRES	9 660	3 863	480 393

MONTAUD	1 044	411	36 832
MONTFERRIER SUR LEZ	4 219	1 551	216 015
MONTPELLIER	305 743	44 945	16 602 486
MURVIEL-LES- MONTPELLIER	1 961	875	84 891
PEROLS	9 693	4 163	615 697
PIGNAN	8 312	3 158	409 199
PRADES LE LEZ	6 213	2 294	271 938
RESTINCLIERES	2 335	1 008	96 251
SAINT BRES	3 420	1 466	173 739
SAINT DREZERY	2 946	1 103	117 516
SAINT GENIES DES MOURGUES	2 111	908	77 018
SAINT JEAN DE VEDAS	12 722	4 569	882 558
SAINT GEORGES D'ORQUES	5 667	2 394	303 291
SAUSSAN	1 803	913	97 173
SUSSARGUES	2 880	1 134	135 393
VENDARGUES	7 131	2 936	439 224
VILLENEUVE LES MAGUELONE	10521	3959	502 043
<b>TOTAL</b>	<b>513 964</b>	<b>125 319</b>	<b>27 663 038</b>

*Tableau 2 : Nombre d'habitants, d'abonnés et volumes facturés par commune sur l'année 2024*





## 8-2 SYNTHÈSE DES VOLUMES / LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT EN QUELQUES CHIFFRES

La Régie des eaux est en charge de la collecte, le transport et le traitement des eaux usées avant restitution au milieu naturel. En 2024, 35,5 millions de m<sup>3</sup> ont été traités sur les 13 systèmes d'assainissement.

Lors d'événements pluvieux d'intensité importante, les réseaux et les stations de traitement des eaux usées sont saturées et engendrent des déversements au milieu naturel. Ces débordements liés à l'apport d'eaux claires parasites sont principalement liés au réseau unitaire de MAERA ou aux mauvais raccordements de gouttières pluviales sur le réseau d'eaux usées strictes ou des problématiques d'étanchéité des réseaux.

En 2024, malgré une année fortement pluvieuse, environ 850 000 m<sup>3</sup> se sont déversées au milieu sans transiter en totalité par une station de traitement des eaux usées soit moins de trois pourcents des eaux collectées

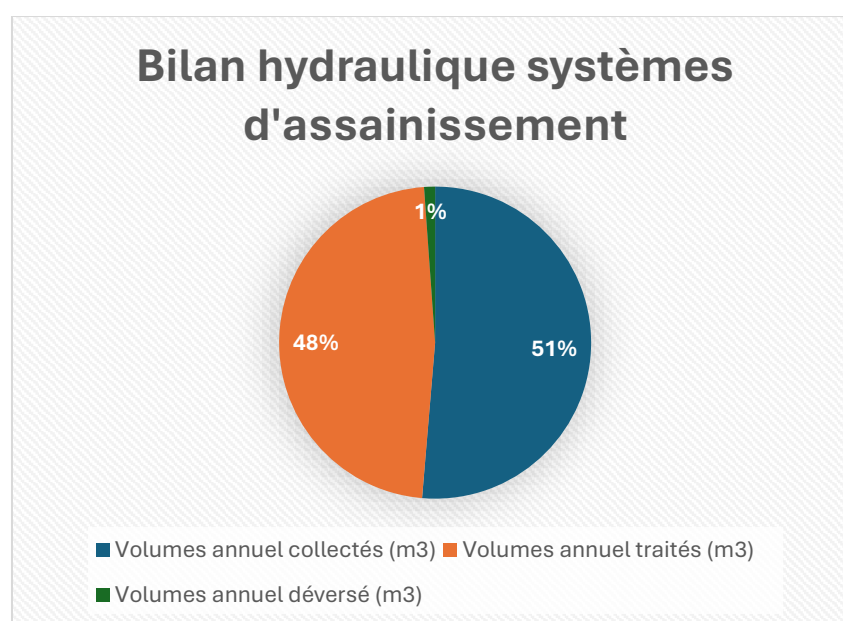


Figure 3 : bilan hydraulique systèmes d'assainissement

## 8-3 CONFORMITÉ SYSTÈME ASS

La Régie des eaux veille à la conformité de ses systèmes d'assainissement. Ceux-ci sont composés d'une partie collecte des eaux usées (réseaux d'assainissement et postes de refoulement) et d'une partie traitement (station). Les conformités sont établies de la manière présentée ci-après.

Pour les systèmes de collecte, la Directive des Eaux Résiduaire Urbaines (DERU) s'applique et fixe les conditions suivantes :

- Systèmes de collecte Est et Ouest = conformité si le système déverse moins de 20 jours aux points de déversoir d'orage ayant une charge supérieure à 120 kg DBO5/j en moyenne quinquennale ;
- Système de collecte MAERA = Conformité si le volume annuel total déversé représente moins de 5% des volumes d'eaux usées produits par l'agglomération d'assainissement sur cette même année.

Pour les systèmes de traitement, la DERU, l'arrêté ministériel du 21/07/2015, son complémentaire du 31/07/2020 ainsi que les arrêtés préfectoraux propres à chaque système s'appliquent et fixe les conditions suivantes :

### Système de traitement Est et Ouest

- Respect du nombre d'analyses 24h annuelles variant selon capacité des sites,
- Respect des normes de rejet fixées soit par l'arrêté 21/07/2015 soit par arrêté préfectoral (application de la demande la plus restrictive) ;
- Respect des normes de rejet réductible fixées par la DERU Annexe 1 § B4 et § D4b ;
- Respect des rendements épuratoires fixées par l'arrêté 21/07/2015 soit par arrêté préfectoral (application de la demande la plus restrictive) ;
- Respect des normes de rejet en Azote et Phosphore sur milieux sensibles à l'eutrophisation fixées par l'arrêté 21/07/2015 soit par arrêté préfectoral (application de la demande la plus restrictive).

### Système de traitement MAERA

- Respect du nombre d'analyses 24h annuelles variant selon capacité des sites ;
- Respect des normes de rejet fixées soit par l'arrêté 21/07/2015 soit par arrêté préfectoral (application de la demande la plus restrictive) ;
- Respect des normes de rejet réductible fixées par la DERU Annexe 1 § B4 et § D4b ;
- Respect des rendements épuratoires fixées par l'arrêté 21/07/2015 soit par arrêté préfectoral (application de la demande la plus restrictive).

Pour l'ensemble des systèmes :

- Conformité des dispositifs de mesure des volumes déversés, reçus et traités (contrôles périodiques mensuels et trimestriels) ;
- Conformité des dispositifs de prélèvement permettant la constitution des échantillons sur 24h (contrôles périodiques mensuels et trimestriels) ;
- Conformité du comparatif analytique (constitution, transport et mise en analyses des échantillons) ;

- Conformité du système qualité (traçabilité de l'ensemble des contrôles précédents et du bon état de fonctionnement des matériels dédiés).

## 8-4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le tableau ci-après, présente le nombre d'installations d'assainissement non collectif par commune, l'état de conformité ainsi que le nombre de contrôle réalisé par le SPANC sur l'année 2024

	Nombre d'installations	Nombre d'installations non conforme	Nombre d'installations non contrôlées depuis la création du SPANC	Nombre de contrôle sur l'année 2024
BAILLARGUES	41	32	5	0
BEAULIEU	60	42	6	3
CASTELNAU LE LEZ	472	269	153	16
CASTRIES	101	72	14	1
CLAPIERS	14	7	19	0
COURNONSEC	66	50	11	1
COURNONTERRAL	193	141	15	5
FABREGUES	385	300	30	17
GRABELS	209	147	16	81
JACOU	3	1	1	0
JUVIGNAC	73	62	2	7
LATTES	169	112	165	20
LAVERUNE	54	39	9	2
LE CRES	5	5		1
MONTAUD	43	32	2	2
MONTFERRIER SUR LEZ	468	261	56	45
MONTPELLIER	494	335	130	60
MURVIEL LES MONTPELLIER	54	44	16	2
PEROLS	51	48	14	19
PIGNAN	293	170	51	14
PRADES LE LEZ	101	67	56	18
RESTINCLIERES	46	18	15	4
SAINT-BRES	35	20	13	1
SAINT-DREZERY	153	118	27	2
SAINT-GENIES DES MOURGUES	51	35	10	2
SAINT-JEAN DE VEDAS	94	64	6	2
SAINT-GEORGES D'ORQUES	232	184	176	1
SAUSSAN	59	42	10	3
SUSSARGUES	95	67	6	7
VENDARGUES	20	16	16	1
VILLENEUVE LES MAGUELONE	328	250	73	7
TOTAL	4462	3050	1123	344



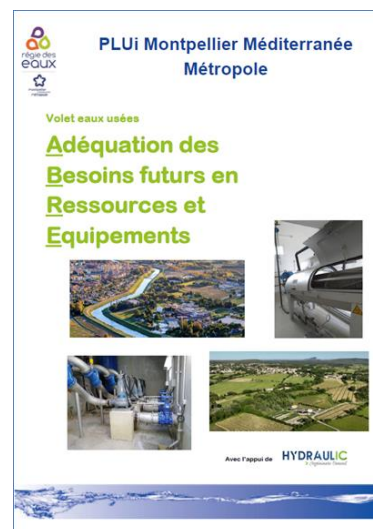
## 8-5 ACCOMPAGNEMENT DE L'URBANISME

### PLUi

La transformation en Métropole, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes membres vers la Métropole. Comme les autres documents d'urbanisme, le PLUi doit viser à assurer les conditions d'une planification durable du territoire, prenant en compte les besoins des habitants et les ressources du territoire, et conjuguant les dimensions sociales, économiques et environnementales.

Il répond à 2 objectifs majeurs :

- Décliner localement les orientations stratégiques du projet métropolitain et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en novembre 2019, définis collectivement ;
- Permettre la réalisation des projets urbains locaux.



Dans ce cadre, la Régie a élaboré, pour le compte de la Métropole le **rapport ABRE** " Adéquation des Besoins Ressources Equipements", figurant en annexe (constituant une partie des « annexes sanitaires »). Ce rapport a pour objet de présenter l'ensemble des systèmes d'assainissement, et de démontrer l'adéquation de la capacité des infrastructures actuelles ou projetées à court terme à l'augmentation de population prévisible à l'échelle de chaque système d'assainissement.

Le projet de PLUi a été arrêté lors du Conseil de Métropole du 8 octobre 2024. Il fera l'objet d'une enquête publique en février 2025 en vue d'une adoption définitive à l'été 2025.

### Zonage d'assainissement

La révision du zonage d'assainissement des eaux usées s'avère opportune voire nécessaire afin de garantir une cohérence entre la planification de l'urbanisation et les zones d'assainissement collectif et non collectif définies par l'article 2224-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

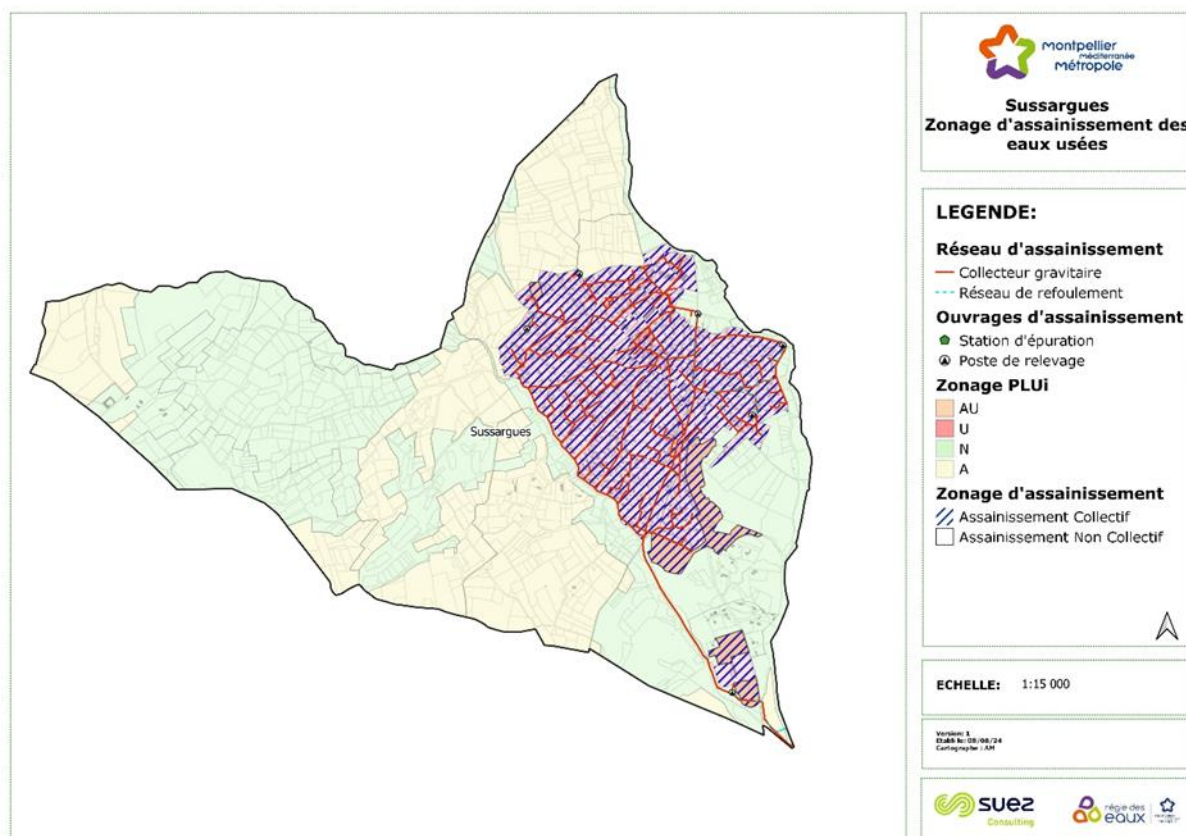
La révision du zonage d'assainissement des eaux usées proposée en parallèle de l'élaboration du PLUi poursuit ainsi plusieurs objectifs :

- Mettre en cohérence les zonages d'urbanisme issues du PLUi et les zonages d'assainissement,
- Disposer d'un zonage d'assainissement réglementaire cohérent pour l'ensemble du territoire métropolitain,
- Planifier les extensions de réseau à réaliser dans les zones d'assainissement collectif déjà urbanisées.

Le projet de zonage d'assainissement a fait l'objet d'une concertation du public en 2023. Il s'agissait de porter à la connaissance du public le projet de cartographie de zonage d'assainissement, ainsi que la planification des extensions de réseaux pour les zones urbaines non encore desservies.

En 2024, le projet de zonage d'assainissement a pu être finalisé sur l'ensemble des communes. Des ajustements aux zonage urbains ont été réalisés, et l'ensemble des notices et cartographies ont été mises à jour. L'évaluation environnementale du projet de zonage a été étudiée.

Les documents ont été approuvés par délibération de la Métropole le 8 octobre 2024. Le projet de zonage d'assainissement fera l'objet d'une enquête publique conjointe à celles du PLUi et du zonage pluvial, en février 2025 en vue d'une adoption définitive à l'été 2025.



Exemple de carte de zonage d'assainissement- Commune de Sussargues

## Instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme, ZAC, PUP

La Régie réalise l'analyse des demandes d'autorisation d'urbanisme sur les volets Eaux Usées, Eau potable et Défense incendie. En 2024, **924 dossiers** ont été reçus pour instruction à la Régie, un chiffre en augmentation de 14 % par rapport à 2023 (809 dossiers). Le **délai moyen de traitement** des dossiers par la Régie est de **19 jours** entre le moment où le dossier est enregistré dans le serveur R3M et le jour où l'avis ADS signé est envoyé aux services urbanisme.

La Cellule Urbanisme Opérationnel de la Régie assure le suivi en phase AVP et PRO-DCE des opérations de lotissements, de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) et des opérations d'urbanisme soumises à un Projet Urbain Partenarial (PUP). Elle élabore les avis techniques et financiers au titre des compétences en eau potable, eau brute, assainissement des eaux usées et défense extérieure contre l'incendie.

Le suivi des phases EXE et OPR sont assurées par la DEX (Direction Exploitation) de la Régie des eaux. Fin 2024, 28 dossiers de ZAC et 65 dossiers de PUP sont suivis.

## 8-6 PROSPECTIVE : Schéma Directeur d'Assainissement

L'ensemble des aménagements prévus au précédent Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) de 2004 ayant été réalisé, un nouvel outil prospectif doit être réalisé. Ce nouveau schéma, à l'innovation et l'ambition affirmées, devra également pleinement intégrer les enjeux du changement climatique.

Après la réalisation de groupes de travail en 2023 sur les volets données-patrimoine et modélisation, le 3<sup>ème</sup> groupe de travail concernant le Schéma Directeur d'Assainissement s'est déroulé le 05 mars 2024 et a regroupé plus de 30 personnes (ensemble des directions concernées de la Régie, Métropole, élus, associations, administrations et collectivité voisine). Ces groupes de travail ont permis d'alimenter les réflexions et attentes autour du schéma directeur d'assainissement.



Un COPIL de suivi s'est tenu le 20/09/2024 afin de restituer l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre des groupes de travail, ainsi que l'avancement du projet.

Le 2<sup>ème</sup> semestre 2024 a permis l'avancée du dossier sur la consultation des prestataires :

- Lot 1- Fiches ouvrages (PR-sondes-DO) : réunions de travail, consultation des entreprises. La remise des offres a eu lieu en novembre 2024. Le marché sera notifié en février 2025.
- Lot 2- Schéma Directeur- Modélisation- Outil de suivi des milieux récepteurs : réunions de travail internes et définition d'une stratégie autour de la métrologie, rédaction du cahier des charges en cours.

## 9- PATRIMOINE ET PERFORMANCE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### 9-1 BRANCHEMENTS

#### 9-1-1 PATRIMOINE

Chaque usager souhaitant un branchement neuf adresse peut faire sa demande sur le site internet de la Régie. Aussi en 2024, la Régie a réalisé 78 branchements neufs. Le tableau ci-dessous présente le nombre de branchement d'assainissement par commune ainsi que l'évolution sur l'année 2024.

Commune	Nombre de branchements au 31/12/2023	Nombre de branchements créés année n	Nombre de branchements total au 31/12/2024
BAILLARGUES	2 709	0	2 709
BEAULIEU	597	0	597
CASTELNAU LE LEZ	3 780	3	3 783
CASTRIES	2 015	1	2 016
CLAPIERS	1 668	1	1 669
COURNONSEC	1 228	3	1 231
COURNONTERRAL	2 378	8	2 386
FABREGUES	2 620	2	2 622
GRABELS	1 687	3	1 690
JACOU	2 004	0	2 004
JUVIGNAC	2 789	1	2 790

LATTES	3 931	3	3 934
LAVERUNE	1 193	2	1 195
LE CRES	2 694	1	2 695
MONTAUD	369	0	369
MONTFERRIER SUR LEZ	867	1	868
MONTPELLIER	25 462	26	25 488
MURVIEL-LES- MONTPELLIER	713	0	713
PEROLS	3 450	3	3 453
PIGNAN	2 436	2	2 438
PRADES LE LEZ	1 554	6	1 560
RESTINCLIERES	702	0	702
SAINT BRES	730	0	730
SAINT DREZERY	767	0	767
SAINT GENIES DES MOURGUES	835	0	835
SAINT JEAN DE VEDAS	3 181	4	3 185
SAINT GEORGES D'ORQUES	1 993	0	1 993
SAUSSAN	623	1	624
SUSSARGUES	905	0	905
VENDARGUES	2 135	4	2 139
VILLENEUVE LES MAGUELONE	2 838	3	2 841

## 9-1-2 INTERVENTIONS de DESOBSTRUCTION

Afin de garantir la continuité de service, les usagers peuvent demander en urgence une demande de débouchage de leur branchement. Le tableau ci-dessous ressenne l'ensemble des interventions de débouchage de branchement sur l'année 2024.

Commune	Nombre intervention débouchage de branchement 2024
BAILLARGUES	12
BEAULIEU	3
CASTELNAU LE LEZ	21
CASTRIES	15
CLAPIERS	15
COURNONSEC	3
COURNONTERRAL	10
FABREGUES	10
GRABELS	10
JACOU	21
JUVIGNAC	15
LATTES	21

LAVERUNE	12
LE CRES	23
MONTAUD	0
MONTFERRIER SUR LEZ	2
MONTPELLIER	213
MURVIEL-LES-MONTPELLIER	2
PEROLS	25
PIGNAN	6
PRADES LE LEZ	12
RESTINCLIERES	3
SAINT BRES	11
SAINT DREZERY	1
SAINT GENIES DES MOURGUES	6
SAINT JEAN DE VEDAS	14
SAINT GEORGES D'ORQUES	2
SAUSSAN	0
SUSSARGUES	2
VENDARGUES	18
VILLENEUVE LES MAGUELONE	18
<b>Total</b>	<b>526</b>

### 9-1-3 CONTRÔLES

Un contrôle des installations privées d'assainissement consiste à identifier chaque équipement sanitaire et à définir son point de rejet au moyen d'un traceur colorant.

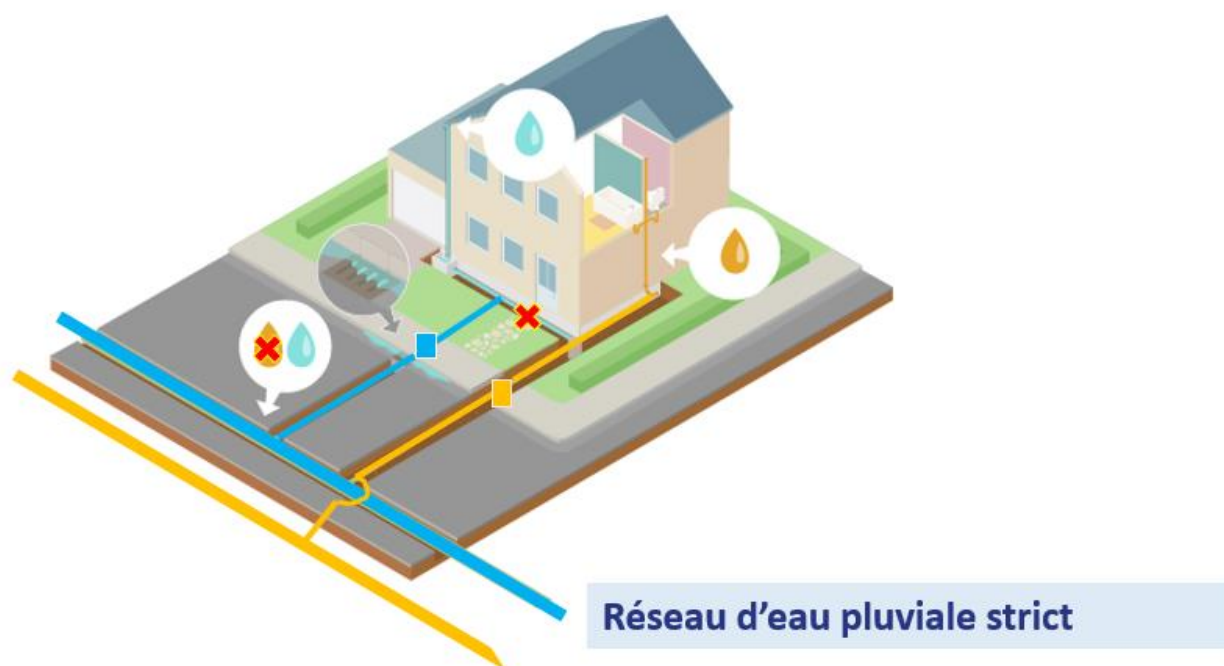
Ce contrôle permet de vérifier l'ensemble des points de conformité suivants :

- La collecte de l'ensemble des eaux usées dans le réseau public ;
- L'absence de rejet d'eaux pluviales au réseau d'eaux usées ;
- L'absence de stagnation dans le réseau interne (fosse septique, casse du réseau privé, regard à décantation, ...) ;
- La présence d'un dispositif anti-reflux s'il existe des équipements sanitaires en dessous du niveau de la chaussée ;
- La présence d'une boîte de branchement en limite de propriété pour les propriétés construites depuis l'application du nouveau règlement au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Concernant les propriétés desservies par un réseau unitaire, la séparation des réseaux internes sera tout de même exigée (conformément au Règlement de service), afin de faciliter la mise en séparatif ultérieure en domaine public lors d'une opportunité de travaux.



Schéma illustrant une installation conforme :



*Figure 4 : Schéma de conformité des réseaux d'assainissement privés*

En 2024, la Régie a mené une vingtaine de contrôle chez les usagers pour identifier les mauvais raccordements.

## 9-2 LES RÉSEAUX

### 9-2-1 PATRIMOINE

La Régie est gestionnaire de **1502 kms** de réseaux répartis sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Le détail de ce linéaire est présenté ci-dessous :

Commune	Gravitaire (ml)	Refoulement (ml)	TOTAL (ml)
BAILLARGUES	38 686	4 368	43 054
BEAULIEU	11 072	2 462	13 534
CASTELNAU LE LEZ	68 444	3 294	71 738
CASTRIES	35 773	3 454	39 227
CLAPIERS	27 738	4 817	32 555
COURNONSEC	16 360	2 178	18 537
COURNONTERRAL	27 806	1 022	28 827
FABREGUES	34 286	3 934	38 220
GRABELS	31 315	971	32 286
JACOU	30 312	792	31 103
JUVIGNAC	41 928	2 001	43 929
LATTES	87 152	28 492	115 644 Dont 827 ml d'unitaire



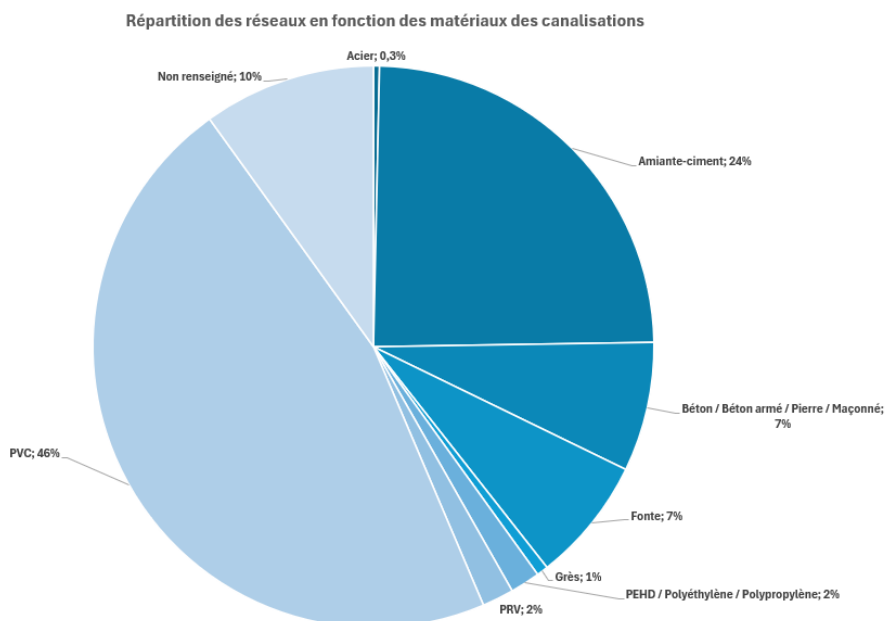
LAVERUNE	15 880	2 416	18 296
LE CRES	52 022	2 249	54 271
MONTAUD	7 839	618	8 457
MONTFERRIER SUR LEZ	25 424	2 434	27 858
MONTPELLIER	451 145	9 555	460 700 Dont 118 654 ml d'unitaire
MURVIEL LES MONTPELLIER	12 124	1 515	13 639
PEROLS	48 769	8 115	56 884
PIGNAN	29 999	1 021	31 020
PRADES LE LEZ	24 493	919	25 412
RESTINCLIERES	12 254	486	12 740
SAINT-BRES	14 406	972	15 377
SAINT-DREZERY	15 043	2 459	17 502
SAINT-GENIES DES MOURGUES	15 276	1 141	16 417
SAINT-JEAN DE VEDAS	55 405	6 874	62 280
SAINT-GEORGES D'ORQUES	27 422	1 517	28 939
SAUSSAN	9 618	823	10 441
SUSSARGUES	19 437	2 321	21 757
VENDARGUES	38 700	3 202	41 903
VILLENEUVE LES MAGUELONE	40 892	9 389	50 282
Hors 3M (Palavas-les-Flots , Teyran)	17 985	1 532	19 517
<b>TOTAL</b>	<b>1 385 005</b>	<b>117 343</b>	<b>1 502 346</b>

*Tableau 3 : Linéaire des réseaux d'assainissement par commune*

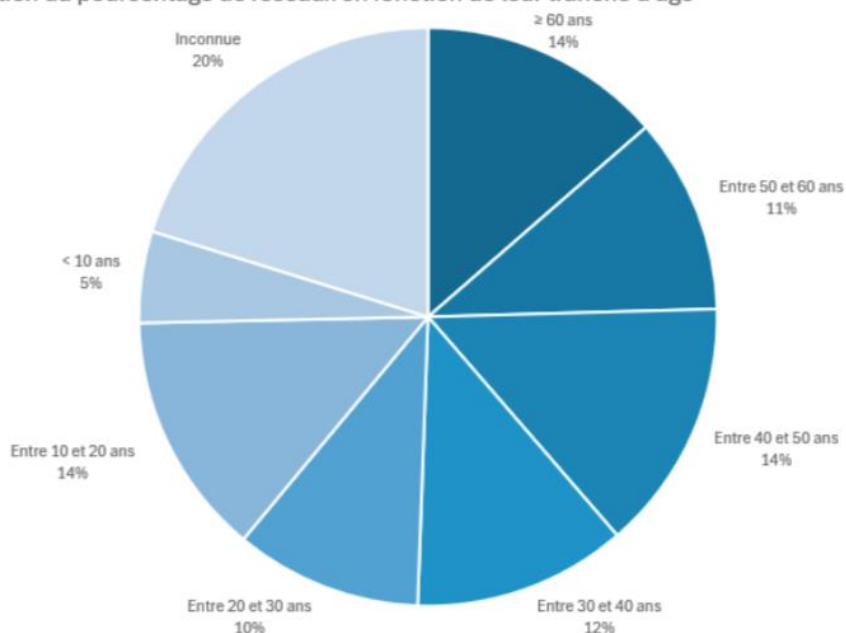
Sur les **1502 kms** de réseaux, depuis 2015, **940 kms ont été inspectés (soit 63%)** par passage caméra afin de contrôler leur état fonctionnel et structural.

En termes de matériau, 46% du réseau est en PVC et 24 % en amiante-ciment. Depuis 2023, la Régie a adopté un nouveau guide technique qui préconise l'utilisation du grès, du PRV et de la fonte pour des questions de durabilité notamment.

Dans le cadre de sa gestion patrimoniale, la Régie recense également l'âge de l'ensemble de ses réseaux d'assainissement.



Répartition du pourcentage de réseaux en fonction de leur tranche d'âge



## 9-2-2

### ENTRETIEN

La Régie a la volonté de limiter au maximum les débordements et déversements. Pour cela, des secteurs d'interventions prioritaires ont été définis pour la réalisation de curages des réseaux en préventifs. Est présenté ci-dessous, les linaires de réseaux curés par commune et les interventions de traitement des nuisibles.

Commune	Linéaire total de canalisations curé (ml)	Nombre d'opération de traitement des nuisibles (insectes/rats) en 2024
BAILLARGUES	2374	52
BEAULIEU	512	0
CASTELNAU LE LEZ	2115	9
CASTRIES	3205	1
CLAPIERS	3613	1
COURNONSEC	1000	0
COURNONTERRAL	5559	0
FABREGUES	2872	3
GRABELS	1963	2
JACOU	3774	3
JUVIGNAC	4698	4
LATTES	13294	17
LAVERUNE	637	2
LE CRES	8626	10
MONTAUD	0	0
MONTFERRIER SUR LEZ	1984	0
MONTPELLIER	64303	252

MURVIEL LES MONTPELLIER	1272	0
PEROLS	6976	4
PIGNAN	1253	0
PRADES LE LEZ	6918	12
RESTINCLIERES	243	0
SAINT-BRES	516	0
SAINT-DREZERY	1174	0
SAINT-GENIES DES MOURGUES	1690	0
SAINT-JEAN DE VEDAS	5469	4
SAINT-GEORGES D'ORQUES	4232	0
SAUSSAN	220	0
SUSSARGUES	147	0
VENDARGUES	3542	1
VILLENEUVE LES MAGUELONE	3662	5
TOTAL	157843	382

*Tableau 4 : linéaires de curage de réseaux par commune*

### 9-2-3 Diagnostics de réseaux

#### *Système d'assainissement de Cournonsec-Cournonterral*

L'étude de diagnostic des réseaux de Cournonsec et Cournonterral, initiée en 2022 a été finalisée en 2024.

A la suite des tests à la fumée réalisés en décembre 2023 sur les bassins versant identifiés à partir de la campagne de mesures comme étant sensibles aux eaux claires parasites météoriques, des visites sous averses et inspections nocturnes ont été entreprises par le prestataire SAFEGE en mars 2024. Les Inspections Télévisuelles ont été recensées.

Les réseaux d'assainissement sont globalement peu vulnérables aux Eaux Claires Parasites Permanentes (ECPP) mais certains secteurs présentent des vulnérabilités importantes et devront faire l'objet de travaux. La sensibilité aux Eaux Claires Parasites Météoriques (ECPM) est quant à elle plus importante et qualifiée de moyenne à l'échelle de l'ensemble des réseaux du système d'assainissement, ce qui conduit à la mise en charge de certains collecteurs en temps de pluie.

L'ensemble des investigations, couplées à la modélisation des réseaux réalisée sous le logiciel PC SWIMM, a conduit à l'élaboration d'un programme de travaux sur le moyen terme, comprenant notamment **le redimensionnement de 2,8 km de canalisations**.

Avec la réalisation de travaux d'envergure sur le long terme, au maximum 44 % des ECPP et 38 % des ECPM pourraient être éliminés. Les travaux de renforcement de canalisation permettront de faire diminuer de 11 % le taux d'ECPP. 13 % des ECPM peuvent quant à elles être éliminées par des travaux simples.

#### *Système d'assainissement de Baillargues- Saint-Brès*

Les actions suivantes ont été menées en 2024 sur ce système d'assainissement :

- Une campagne de mesure réalisée par l'entreprise CENEAU.

Cette campagne, débutée fin 2023 et achevée en février 2024, a permis d'identifier et de classer les bassins versants selon leur sensibilité aux Eaux Claires Parasites Permanentes. Le taux d'ECPP global représentait 25 % du volume total entrant sur la station d'épuration, ce qui correspond à un réseau moyennement sensible aux ECPP. La sensibilité aux Eaux Claires Parasites Météoriques, déterminée également lors de cette étude, est par contre plus importante, avec la moitié du linéaire de réseau qualifié de très sensible aux ECPM.

- Deux campagnes de tests à la fumée réalisées par la Régie en juin et septembre 2024.

## 9-3 POSTES DE RÉFOULEMENT ET DO

Le tableau listant l'ensemble des postes de refoulement par commune ainsi que le nombre de nettoyages sur l'année 2024 est présenté ci-après.

Commune	Nombre de PR au 31/12/2024	Nombre de nettoyage en 2024
ASSAS*	1	2
BAILLARGUES	5	17
BEAULIEU	7	23
CASTELNAU LE LEZ	9	26
CASTRIES	8	18
CLAPIERS	11	28
COURNONSEC	6	35
COURNONTERRAL	6	21
FABREGUES	9	29
GRABELS	5	12
JACOU	2	4
JUVIGNAC	8	17
LATTES	34	82
LAVERUNE	4	8
LE CRES	1	3
MONTAUD	2	8
MONTFERRIER SUR LEZ	4	13
MONTPELLIER	22	66
MURVIEL-LES-MONTPELLIER	4	8
PEROLS	17	44
PIGNAN	4	10
PRADES LE LEZ	3	8
RESTINCLIERES	3	2
SAINT BRES	3	12
SAINT DREZERY	13	25
SAINT JEAN DE VEDAS	14	43
SAINT GENIES DES MOURGUES	0	/
SAINT GEORGES D'ORQUES	8	22
SAUSSAN	1	/
SUSSARGUES	7	20
VENDARGUES	4	14
VILLENEUVE LES MAGUELONE	8	30
Total	233	650

*Tableau 5: Postes de refoulement par commune et nombre de nettoyage en 2024*

Sur l'ensemble des 1 502 km de réseau d'assainissement, 6 déversoirs d'orage sont présents. Ces 6 DO avec le détail de leur capacité est présenté dans le tableau suivant :

Site / Commune	Ouvrage / Equipement / Lieu de rattachement	Capacité
Montpellier	DO Ruisseau des vaches	≥ 600 kg/j DB05
Montpellier	DO Aiguerelles	≥ 600 kg/j DB05
Montpellier	DO 1800	≥ 600 kg/j DB05

Montpellier	DO Proudhon	≥ 600 kg/j DBO5
Montpellier	DO 1200	< 600 et ≥ 120 kg/j DBO5
Montpellier	DO Flahaut	< 600 et ≥ 120 kg/j DBO5

*Tableau 6 : synthèse des DO*

## 9-4 STATIONS DE TRAITEMENT

### 9-4-1 CAPACITE DE TRAITEMENT ET PERFORMANCE

Ci-dessous les différentes stations, leur filière de traitement ainsi que les volumes et la pollution traitée sur 2024 :

Système d'assainissement	Type de filière	Capacité de la station (EH)	Volumes traités 2024 (m <sup>3</sup> )	DBO5 abattue en 2024 (kg/an)
BAILLARGUES/SAINT BRES	boues activées + ultrafiltration sur membranes	20 000	639 028	222 605
BEAULIEU/RESTINCLIERES	boues activées + fossé d'accompagnement avant rejet	5 200	227 747	66 610
MAERA	boues activées + biofiltration	470 000	1 663 717	7 643 050
MAS PLAGNOL/MAS BONNEL/CRESSE SAINT MARTIN	lits plantés de roseaux	400	20 944	6 412
COURNONTERRAL/COURNONSEC	boues activées + filtration tertiaire	15 000	430 791	153 176
PIGNAN/SAUSSAN/FABREGUE	boues activées + filtration tertiaire + traitement par UV avant rejet	30 517	957 633	280 889
LAVERUNE	boues activées	5 000	189 886	53 414
MONTAUD	boues activées	900	57 446	10 108
MURVIEL LES MONTPELLIER	lits plantés de roseaux	3 000	95 622	31 024
SAINT DREZERY	boues activées + noue végétalisée	4 000	153 739	31 514
SAINT GENIES/SUSSARGUES	boues activées + filtration tertiaire +	7 200	224 816	63 812

SAINT GEORGES D'ORQUES	boues activées + filtration tertiaire + zone de rejet intermédiaire	9 200	304 016	132 783
VILLENEUVE LES MAGUELONE	boues activées + filtration tertiaire	12 000	573 380	167 608
Total		582 417	35 538 765	8 863 005

Tableau 7 : volumes traités et pollution abattue en 2024 par système d'assainissement

Le système d'assainissement MAERA collecte et traite la majorité des effluents du territoire. Le systèmes MAERA représente à lui seul 89% de la totalité des effluents. Ci-dessous une représentation des volumes traités par système.

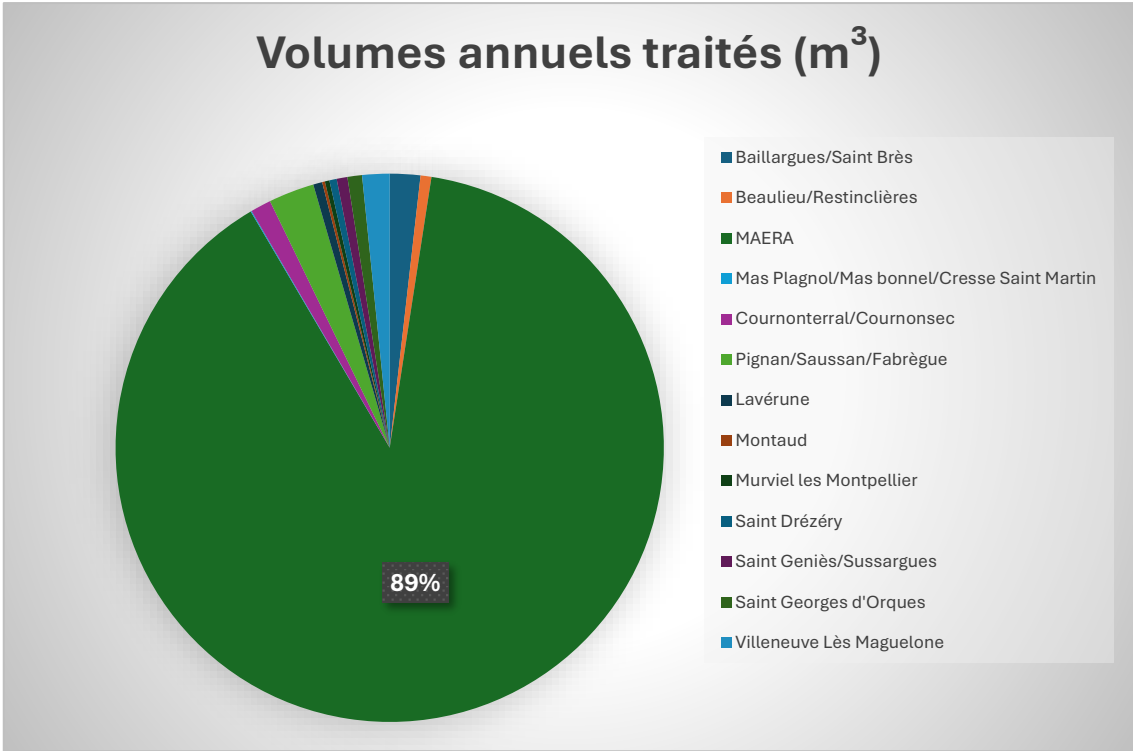


Figure 5 : Répartition des volumes d'eaux usées traités par système d'assainissement

### 9-4-2 CONFORMITÉ DES TRAITEMENTS

Les conformités à l'arrêté national et aux arrêtés préfectoraux sont présentées dans le tableau ci-après.

Station de Traitement des Eaux Usées	Conformité Arrêté national du 21/07/2015 et directive ERU 2024	Conformité 2024 à l'arrêté préfectoral
BAILLARGUES - SAINT BRES	Oui	Oui
BEAULIEU - RESTINCLIERES	Oui	Oui
COURNONSEC	Oui	Oui
COURNONTERRAL	Oui	Oui



FABREGUES	Oui	Oui
LAVERUNE	Oui	Oui
MONTAUD	Oui	Oui
MONTPELLIER (MAERA)	Oui	Oui
MURVIEL LES MONTPELLIER	Oui	Non
SAINT DREZERY	Oui	Oui
SAINT GENIES DES MOURGUES	Oui	Oui
SAINT GEORGES D'ORQUES	Oui	Oui
VILLENEUVE LES MAGUELONE	Oui	Oui

*Tableau 8 : Conformité des systèmes d'assainissement 2024*

La station de traitement des eaux usées de Murviel-lès-Montpellier, mise en service courant 2020, présente une capacité de traitement suffisante d'un point de vue hydraulique. La capacité épuratoire est également théoriquement suffisante.

Cette station de traitement des eaux usées a été jugée non-conforme par les services de l'Etat en raison de la non-atteinte des objectifs de traitement sur les paramètres azotés. Des actions sont prévues à court terme afin de résoudre les défaillances de traitement actuellement constatées.

### 9-4-3 PRODUCTION DE BOUES / TRAITEMENT VALORISATION ET ÉVACUATION FINALE

La totalité des boues d'épuration des systèmes d'assainissement est valorisé en compostage. Sur l'année 2024 8 300 Tonnes de matière sèche ont été évacuées. Le tableau ci-dessous présente la répartition des boues évacuées par système ainsi que la filière recevant ces boues.

Station de traitement des eaux usées	Boues évacuées 2024 tMS/an	TYPE de FILIERE	Taux de boues évacuées selon des filières conformes
BAILLARGUES - SAINT BRES	209,24	tMS : plateforme de compostage de Baillargues (34) tMS : plateforme de compostage de Montels (34)	100%
BEAULIEU - RESTINCLIERES	71,922	tMS : plateforme de compostage de Salles du Gardon (30)	100%
COURNONSEC - Mas Plagnol	0	pas de curage des lits en 2024	so
COURNONTERRAL	140,071	tMS : plateforme de compostage de Montels (34) tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30)	100%

<b>PIGNAN - SAUSSAN - FABREGUES</b>	307,963	tMS : plateforme de compostage de Fabrègues (34) tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30) tMS : plateforme de compostage de Montels (34)	100%
<b>LAVERUNE</b>	60,919	tMS : plateforme de compostage de Baillargues (34) tMS : plateforme de compostage de Montels (34)	100%
<b>MAERA (MONTPELLIER)</b>	7 285	tMS : plateforme de compostage de Narbonne (11) tMS : plateforme de Saint Amans Soult - ZI Sébastopol (81) tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30) tMS : plateforme de compostage de Lomagne (32) tMS : plateforme de compostage de Gascogne (47) tMS : plateforme de compostage des Pyrénées (65) tMS : plateforme de compostage de Limousin (87)	100%
<b>MONTAUD</b>	9,198	tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30) tMS : plateforme de compostage de Salles du Gardon (30)	100%
<b>MURVIEL LES MONTPELLIER</b>	0	pas de curage des lits en 2024	so
<b>SAINT DREZERY</b>	15,838	tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30) tMS : plateforme de compostage de Salles du Gardon (30)	100%
<b>SAINT GENIES DES MOURGUES - SUSSARGUES</b>	47,388	tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30) tMS : plateforme de compostage de Salles du Gardon (30)	100%
<b>SAINT GEORGES D'ORQUES</b>	90,275	tMS : plateforme de compostage de Montels (34) tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30)	100%
<b>VILLENEUVE LES MAGUELONE</b>	143,952	tMS : plateforme de compostage de Montels (34) tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30)	100%
<b>TOTAL</b>	<b>8381,77</b>		<b>100%</b>

*Tableau 9 : gestion des boues par systèmes d'assainissement en 2024*

## 9-5 AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS ET DURABILITÉ

Dans le cadre de l'engagement d'amélioration des installations et d'augmentation de la durabilité et des équipements de la Régie, plusieurs travaux de renouvellement au cours de l'année 2024 ont été exécutés. Ces opérations, définies dans un plan de renouvellement, assurant le bon fonctionnement continu du service et la garantie de l'efficacité opérationnelle.

Commune	Système d'assainissement	Nombre d'opération de renouvellement	Engagement financier (€ HT)
BAILLARGUES	BAILLARGUES/SAINT BRES	17	47 140
SAINT BRES			
BEAULIEU	BEAULIEU/RESTINCLIERES	10	35 760
RESTINCLIERES			
CASTELNAU LE LEZ	MAERA	120	719 534
CASTRIES			
CLAPIERS			
GRABELS			
JACOU			
JUVIGNAC			
LATTES			
LE CRES			
MONTFERRIER SUR LEZ			
MONTPELLIER			
PEROLS			
PRADES LE LEZ			
SAINT JEAN DE VEDAS			
VENDARGUES			
COURNONSEC	MAS PLAGNOL/MAS BONNEL/CRESSE SAINT MARTIN	6	9 937
COURNONTERRAL	COURNONTERRAL/COURNONSEC	10	25 090
FABREGUES	PIGNAN/SAUSSAN/FABREGUE	21	92 310
PIGNAN			
SAUSSAN			
LAVERUNE	LAVERUNE	4	7 860
MONTAUD	MONTAUD	1	2 170
MURVIEL-LES-MONTPELLIER	MURVIEL LES MONTPELLIER	2	3 460
SAINT DREZERY	SAINT DREZERY	15	48 692
SAINT GENIES DES MOURGUES	SAINT GENIES/SUSSARGUES	1	36 830
SUSSARGUES			
SAINT GEORGES D'ORQUES	SAINT GEORGES D'ORQUES	5	9 930
VILLENEUVE LES MAGUELONE	VILLENEUVE LES MAGUELONE	8	19 780
Total		235	1 058 493

*Tableau 10: Synthèse des opérations de renouvellement des équipements 2024 par système d'assainissement*

## 9-6 PERFORMANCE ÉNERGETIQUE

Le tableau ci-dessous présente la consommation et la production électrique pour l'ensemble des systèmes d'assainissement.

La production d'énergie par l'actuellement station de MAERA, au moyen d'un cogénération permettant de transformer le biogaz produit en électricité, représente plus de 27% de l'énergie totale consommée. L'unité MAERA produit également de la chaleur, représentant 2 697 890 kWh ce qui permet à MAERA de produire pratiquement autant d'énergie qu'elle n'en consomme.

Commune	Système d'assainissement	Conso électrique système de collecte (kWh/an)	Conso électrique traitement (kWh/an)	Production électrique (kWh/an)
BAILLARGUES	Baillargues/Saint Brès	72 604	1 813 379	/
SAINT BRES		8 442		
BEAULIEU	Beaulieu/Restinclières	24 729	183 623	/
RESTINCLIERES		1 625		
CASTELNAU LE LEZ	MAERA	275 983	11 441 345	5 511 353
CASTRIES		73 808		
CLAPIERS		137 844		
GRABELS		-		
JACOU		4 031		
JUVIGNAC		68 026		
LATTES		238 731		
LE CRES		5 380		
MONTFERRIER SUR LEZ		43 766		
MONTPELLIER		1 426 969		
PEROLS		347 285		
PRADES LE LEZ		9 749		
SAINT JEAN DE VEDAS		117 314		
VENDARGUES		486 206		
COURNONSEC	Mas Plagnol/Mas bonnel/Cresse Saint Martin	13 501	14 828	/
COURNONTERRAL	Cournonterral/Cournons ec	8 939	535 016	/
FABREGUES	Pignan/Saussan/Fabrègue	54 894	1 356 623	/
PIGNAN		6 632		
SAUSSAN		/		
LAVERUNE	Lavérune	26 624	145 888	/
MONTAUD	Montaud	6 123	37 538	/
MURVIEL-LES-MONTPELLIER	Murviel les Montpellier	9 413	76 032	/
SAINT DREZERY	Saint Drézéry	14 657	129 328	/

<b>SAINT GENIES DES MOURGUES</b>	Saint Geniès/Sussargues	/	167 987	/
<b>SUSSARGUES</b>		62 906		
<b>SAINT GEORGES D'ORQUES</b>	Saint Georges d'Orques	30 077	218 880	/
<b>VILLENEUVE LES MAGUELONE</b>	Villeneuve Lès Maguelone	67 071	455 590	/
<b>Total</b>		3 643 329	16 576 057	5 511 353

*Tableau 11 : Consommation et production énergétique par systèmes d'assainissement en 2024*

Pour compléter l'approche énergétique, ci-dessous un tableau présentant la consommation électrique par m<sup>3</sup> d'eaux usées traitées. La forte consommation à Baillargues est principalement due au process de traitement membranaires permettant une très bonne qualité d'eau en sortie de station.

Station de Traitement des Eaux Usées	Consommation en KWh/m <sup>3</sup> traitées
<b>BAILLARGUES - SAINT BRES</b>	2,84
<b>BEAULIEU - RESTINCLIERES</b>	0,81
<b>COURNONSEC</b>	0,71
<b>COURNONTERRAL</b>	1,24
<b>FABREGUES</b>	1,42
<b>LAVERUNE</b>	0,77
<b>MONTAUD</b>	0,65
<b>MONTPELLIER (MAERA)</b>	0,36
<b>MURVIEL LES MONTPELLIER</b>	0,80
<b>SAINT DREZERY</b>	0,84
<b>SAINT GENIES DES MOURGUES</b>	0,75
<b>SAINT GEORGES D'ORQUES</b>	0,72
<b>VILLENEUVE LES MAGUELONE</b>	0,79

*Tableau 12 : consommation électrique par m<sup>3</sup> d'eaux traitées en 2024*

## 9-7 BILAN CARBONE

Aucun bilan carbone n'a été mené en 2024. Il est prévu de le réaliser en 2025.

## 9-8 RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES (REUT)

### 9-8-1 LIFE REWA : BILAN 2024 ET PROSPECTIVES 2025

Le projet ReWa (Recycled Water) est un projet de REUT multisite et multi-acteurs. L'objectif du projet est de produire au niveau de plusieurs stations d'épuration, grâce à une unité mobile de production (UMP), des eaux recyclées de différentes qualités (4 classes de qualité), de les stocker dans des bâches puis de les mettre à disposition pour des usages divers tels que : le nettoyage des espaces publics, la Défense Incendie, l'hydrocurage de réseaux, l'arrosage d'espaces verts, le maraîchage, ou encore l'irrigation agricole.

Cinq stations d'épuration ont été retenues, situées sur les communes de Cournonterral, Fabrègues, Lattes, Saint-Georges-d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone. Chaque site accueillera entre une et trois qualités d'eaux, produites sur la station d'épuration et destinées à différents usages. L'eau sera distribuée aux acteurs identifiés et avec lesquels la Régie aura conventionné, grâce à des bornes de distribution sécurisées.

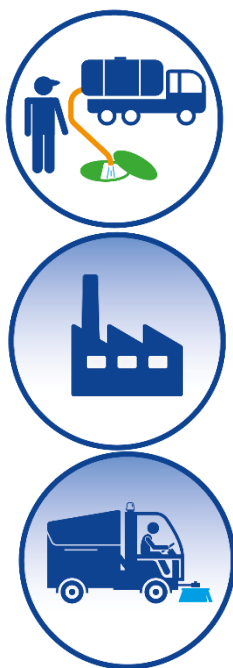
Le projet ReWa initié en 2021 est porté par un consortium constitué par la Régie des eaux, la Métropole, l'Institut Européen des Membranes (IEM) et le bureau d'étude DV2E, cofinancé par l'Union européenne dans le cadre des appels à projets LIFE et par la Région Occitanie dans le cadre des appels à projet Ec'Eau pour la période 2021 - 2026.

L'année 2024 a vu la progression et l'aboutissement de nombreuses actions entamées durant les années précédentes :

- A1 – Demandes de dérogations aux services instructeurs : après un dépôt en avril 2023 et à l'issue d'une longue période d'instruction, au cours de laquelle de nombreux échanges ont eu lieu avec la DDTM et l'ANSES, le projet a obtenu un avis favorable en CODERST en septembre 2024, et enfin **l'arrêté d'autorisation préfectorale a été délivré le 18 décembre 2024.**
- B1 – Conception de l'Unité Mobile de Production (UMP) : **l'assemblage de l'UMP par l'entreprise CHEMDOC a été terminé en avril 2024** ; les sites destinés à l'accueillir n'étant pas prêts, un avenant au marché public passé avec Chemdoc a été signé afin de l'autoriser à réaliser, en milieu industriel, des essais de transférabilité. La concrétisation de ces essais aura finalement lieu début 2025, avec une installation sur le site d'une papeterie à proximité de Vienne pendant 3 mois.
- B2 – Production d'eau recyclée : la procédure de consultation du marché de travaux pour l'aménagement des sites, initiée début 2024, a été suspendue dans l'attente de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; le marché ne sera attribué que début 2025.
- C1 – Vérification de l'impact environnemental : **un suivi des milieux naturels à proximité des stations d'épurations (non côtières) va être réalisé** pour déterminer l'éventuel impact de l'activité de REUT. Au terme de la consultation menée en 2024, le marché a été attribué à l'entreprise CARSO LSEHL et débutera début 2025.
- D1 – Information du grand public : en 2024, en collaboration avec de Montpellier Méditerranée Métropole, des pictogrammes traduisant les différents usages pour la REUT ont été élaborés. Par ailleurs, l'Unité Mobile de Production a été présentée à la **conférence Euro-méditerranéenne EUROMED REUSE** ainsi que sur le **site Fontfroide de la Régie.**







- E1 – Gestion de projet : plusieurs comités techniques ont été montés et animés pour les différents aspects de la conduite du projet ; la visite du superviseur de projet Elmen en préparation de la rédaction du rapport à mi-parcours, initialement programmée fin 2024, aura finalement lieu au premier trimestre 2025.

### 9-8-2 SAINT-DREZERY

Dans le cadre d'un programme d'innovations et de R&D pour la gestion active des eaux usées traitées engagé en 2017 pour 4 ans (2017 – 2021), la Métropole de Montpellier a mené en partenariat avec le délégataire Aqualter Exploitation et le bureau d'études DV2E, une expérimentation sur la station d'épuration de Saint-Drézéry. Deux parcelles ont été irriguées avec les eaux traitées rejetées par la station d'épuration : une parcelle plantée de haies irriguées (avec une prairie de fleurs sauvages non irriguée) pour favoriser la biodiversité (oiseaux, insectes pollinisateurs), et une parcelle plantée de saules dédiée à la production de biomasse énergie.

En 2024, l'exploitation de l'installation de REUT et des parcelles irriguées a été reprise en régie. L'irrigation s'est déroulée dans de bonnes conditions, les analyses réglementaires ont été satisfaisantes au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation, les parcelles et le matériel ont été entretenus.

Fin 2024, le constat est fait que l'installation ne permet pas de délivrer une eau recyclée conforme à la nouvelle réglementation française (décembre 2023) sur les paramètres bactériologiques. Par ailleurs, les résultats de l'irrigation des deux parcelles sont mitigés.

Il a donc été décidé de clore dans les règles cette expérimentation en 2025 avec l'arrêt de l'irrigation des deux parcelles, la réalisation d'un bilan écologique final pour la parcelle biodiversité et, sur la parcelle biomasse, avoir une réflexion sur l'échec de cette expérimentation. De plus, la parcelle biomasse va être restituée à son propriétaire et le dispositif d'irrigation désinstallé.

### 9-8-3 MURVIEL-LES-MONTPELLIER

Début 2023, il avait été décidé d'avoir un suivi de projet plus rapproché avec l'INRAE. Début 2024 une réunion de présentation des activités menées sur la plateforme expérimentale a donc été organisée, qui a porté sur :

- Un rappel du contexte et une présentation générale de la plateforme,

- La présentation des problématiques étudiées et plusieurs exemples concrets d'expérimentations menées depuis 2017 : pilotes de traitement, étude des impacts sanitaires, impact des eaux non-conventionnelles sur la durabilité des outils d'irrigation...,
- La présentation des projets de recherches en cours (Bioroc, Woc Wod, SESQIA, Alternative du traitement des eaux usées par des procédés d'oxydation avancés (électro-oxydation).

La convention de mise à disposition du site se terminant en 2025, une nouvelle convention sera élaborée, tenant notamment compte des modifications récentes effectuées sur site, des besoins des projets à venir et des difficultés rencontrées au cours de la précédente convention.

#### 9-8-4 REUT AUTOUR DE MAERA

Le projet de modernisation de la station d'épuration Maera en cours de réalisation inclut une file de traitement spécifique de 150 m<sup>3</sup>/h dédiée à la production d'une eau traitée à réutiliser de qualité classe A française.

Afin d'identifier les usages qui pourraient être satisfaits par cette eau non conventionnelle, deux études ont démarré en 2024 :

- une étude confiée à **DV2E**, destinée à estimer les besoins en Eau Recyclée autour de Maera pour des utilisateurs **non desservis par l'Eau Brute de BRL** ; 3 scénarios se dessinent à l'issue de la phase 1, restituée en octobre 2024. La restitution de la phase 2 se fera au 2<sup>nd</sup> semestre 2025, après la restitution de l'étude BRL afin d'en intégrer les conclusions.
- une étude menée par **BRL Exploitation**, destinée à estimer les besoins en Eau Recyclée autour de Maera pour des utilisateurs déjà desservis par l'eau Brute de BRL, a démarré en novembre 2024 ; son objectif est de déterminer s'il existe des réseaux BRL qui pourraient être déconnectés du réseau d'eau brute, et utilisés pour de la distribution d'eau recyclée.

## 10- MAÎTRISE DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES

### 10-1 ARRETÉS D'AUTORISATION DE DÉVERSEMENT DE REJET NON DOMESTIQUES

En 2024, la CRIDT a recensé 1067 établissements actifs dont 923 ont été contrôlés depuis la création du service. Parmi ces établissements un grand nombre ont été classés comme établissement assimilé domestique et 191 se sont avérés avoir des rejets non domestiques et sont ainsi soumis à un arrêté d'autorisation (AAD).

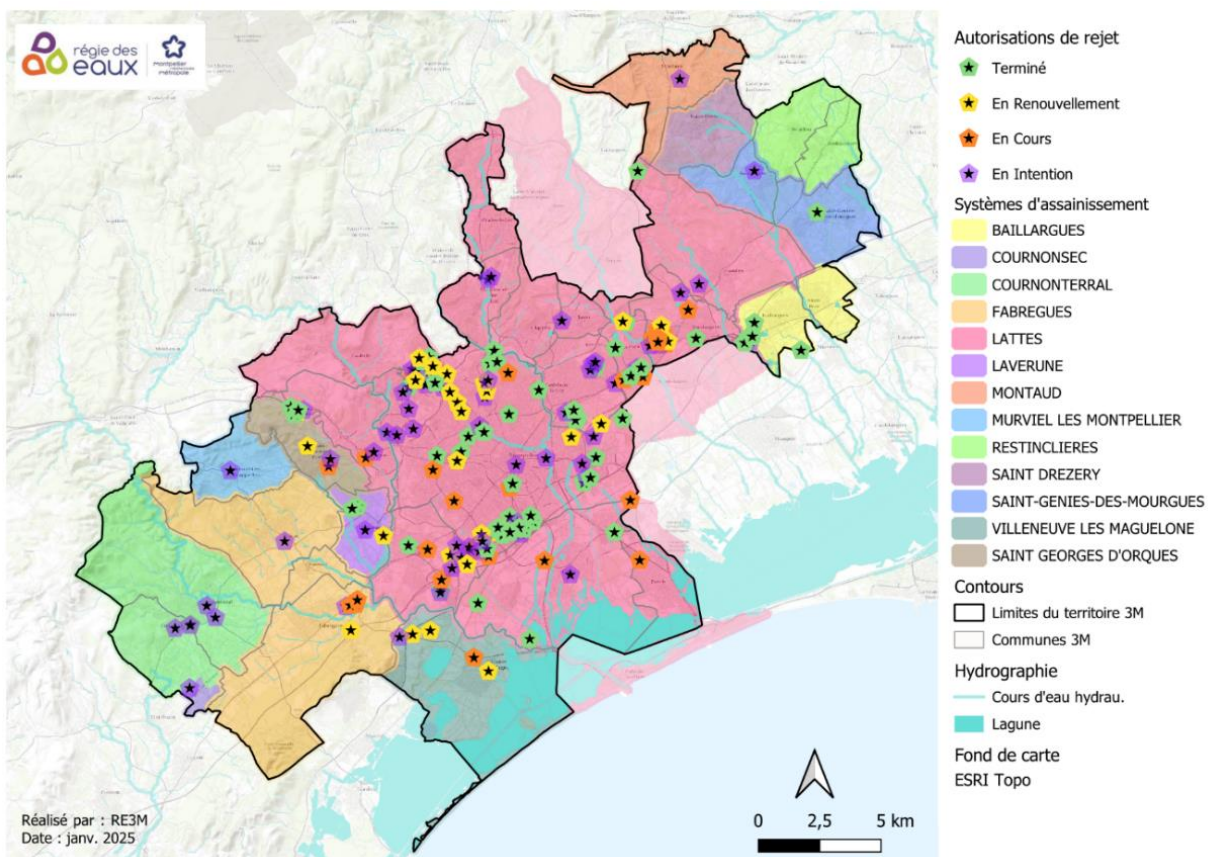
L'autosurveillance des rejets de ces établissements est réalisée en moyenne semestriellement par bilan 24h (mesure et prélèvement des rejets sur 24h).

Ci-dessous une cartographie présente la localisation des établissements ayant un arrêté d'autorisation de rejet au réseau d'assainissement ainsi que leur état d'avancement dans le traitement par la Régie.

Commune	Nombre d'établissements recensés et actifs	Nombre d'autorisation de déversement	Nombre d'établissements autorisés	Nombre de contrôles en 2024
BAILLARGUES	56	7	7	2
BEAULIEU	1	0	0	0
CASTELNAU LE LEZ	38	11	12	0
CASTRIES	10	1	1	0

CLAPIERS	2	0	0	0
COURNONSEC	43	4	4	0
COURNONTERRAL	31	2	2	1
FABREGUES	24	1	1	0
GRABELS	19	5	6	4
JACOU	8	1	1	0
JUVIGNAC	7	1	1	1
LATTES	38	4	4	1
LAVERUNE	50	4	44	1
LE CRES	24	6	6	0
MONTAUD	3	1	1	0
MONTFERRIER-SUR-LEZ	9	3	5	1
MONTPELLIER	277	57	104	20
MURVIEL-LES-MONTPELLIER	11	1	1	0
PEROLS	11	0	0	2
PIGNAN	13	1	1	3
PRADES-LE-LEZ	1	0	0	0
RESTINCLIERES	3	0	0	0
SAINT GEORGES D ORQUES	116	6	7	1
SAINT-BRES	7	1	1	0
SAINT-DREZERY	6	0	0	0
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	3	1	1	0
SAINT-JEAN-DE-VEDAS	66	8	11	1
SAUSSAN	0	0	0	0
SUSSARGUES	4	1	1	0
VENDARGUES	136	6	5	4
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	50	4	5	3
TOTAL	1 067	137	192	45

*Tableau 13 : Suivi des établissements avant des rejets non-domestiques en 2024*



*Figure 6 : localisation des industriels soumis à autorisation de déversement*

## 10-2 CONVENTIONS DE DÉPOTAGE

Les 23 conventions de dépôtage ont été signées le 4 octobre 2022 pour une durée de 3 ans. Les besoins d'évacuation et les capacités d'acceptation des ouvrages de la Régie sont précisés comme suit :

- Tonnage (Matières de vidange + Mélange) accepté à MAERA : 10 710 tonnes pour 11 800 tonnes de capacité ;

## 10-3 LUTTE CONTRE LES MICROPOLLUANTS

En 2022, la Métropole a lancé une étude visant à réaliser le diagnostic amont des stations de traitement des eaux usées urbaines supérieures à 10 000 EH qui présentent des substances significatives identifiées lors des campagnes de prélèvements RSDE provenant de différents apports possibles : industriels, artisanat, domestique, pluvial, autres établissements (agricole, santé, services techniques des collectivités, etc.).

Depuis le transfert de compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Régie a mis en place un plan d'action jusqu'en 2027 pour lutter contre les micropolluants visant à :

- Lutter de manière globale sur tous les micropolluants et sur tout le territoire ;
- Préciser, orienter, compléter, renforcer la politique en place ;
- Agir sur les actions pour lesquelles RE3M et 3M ont les capacités d'agir (compétences du territoire), en identifiant les partenaires sur lesquels s'appuyer
- Viser à être concret, adapté, progressif, applicable.

Ce plan d'action, se compose de 5 axes majeurs eux-mêmes découpés en 42 actions tant sur le volet assainissement, eau pluviale, GEMAPI et collecte des déchets.

Les 5 axes sont les suivants :

- Pilotage du plan d'action ;
- La gestion des eaux pluviales ;
- Les activités non domestiques ;
- Le système d'assainissement ;
- Les usages de l'eau domestiques et sensibilisation du grand public.

## 11- UN SERVICE RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

### 11-1 ÉVALUATION DES VOLUMES ET CHARGES REJETÉES AUX COURS D'EAU

La Régie garantit la qualité des eaux traitées avant rejet au milieu. En complément du respect des normes de rejet, la Régie optimise la performance de ses ouvrages pour évacuer une eau de la meilleure des qualités possibles.

Système d'assainissement	Milieu récepteur	Charge rejetée autorisée (mgDBO5/l)	Rejet moyen 2024 (mgDBO5/l)	Volumes rejetés (m3)	Charge rejetée autorisée (g DBO5)	Charge rejetée 2024 (g DBO5)
Baillargues/Saint Brès	Le Pontil	10	3	639 028	6 390	1 917
Beaulieu/Restinclières	L'Aigues-Vives	25	3,33	227 747	5 694	758
MAERA	Méditerranée	25	15,47	31 663 717	791 593	489 838
Mas Plagnol/Mas bonnel/Cresse Saint Martin	Le Vire	25	9,58	20 944	524	201
Cournonterral/Cournonsec	Le Coulazou	15	3,04	430 791	6 462	1 310
Pignan/Saussan/Fabrigue	Le Coulazou	10	3,1	957 633	9 576	2 969
Lavérune	Le Lassédéron	25	3	189 886	4 747	570
Montaud	La Lequette	35	6,3	57 446	2 011	362
Murviel les Montpellier	La Pradaies	25	3	95 622	2 391	287
Saint Drézéry	Le Pradas puis le Bérange	25	1,35	153 739	3 843	208
Saint Geniès/Sussargues	Font Rouge	25	3,1	224 816	5 620	697
Saint Georges d'Orques	Le Lassédéron	20	2,9	304 016	6 080	882
Villeneuve Lès Maguelone	La Mosson	15	5,42	573 380	8 601	3 108
TOTAL				35 538 765	853 532	503 104

*Tableau 14 :  
Volumes et  
charges rejetées  
au milieu*



# 11-2 SUIVI DE L'IMPACT DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT SUR LE MILIEU NATUREL

## 11-2-1 SUIVI LEZ



Les 4 stations suivi sont localisées de la manière suivante :

- Station 1 à Prades-le-Lez - amont Montpellier
- Station 2 à Pont Trinquat - aval Montpellier
- Station 3 à Pont de Lattes - aval MAERA
- Station 4bis à PalavNOMBREas

Les paramètres suivis sont les suivants :

Paramètres	Périodicité	Matrice
T°C, O2, Conductivité, pH, DBO5, DCO, MES, NTK, NH4, NO2, NO3, PO4, Pt, E. Coli.	Mensuel	Eau
Pesticides, PCB, HAP	2 mois	Eau
Métaux, PCB, HAP, MS, COT, E. Coli	Annuel	Sédiments

En 2024, comme en 2023, les analyses ont été réalisées exclusivement par temps sec, c'est-à-dire sans pluie ni déversements d'eaux usées dans le Lez sur une durée d'au moins 5 jours avant les mesures. Dans ces conditions, aucun impact particulier de la station d'épuration MAERA sur la qualité physico-chimique du Lez à Lattes n'est mis en évidence. En 2024 la qualité de l'eau du Lez est conforme aux objectifs de qualité physico-chimiques du « bon état » ou « bon potentiel » écologique.



Figure 8 : localisation stations de suivi LEZ en temps de pluie

Les 8 stations temps de pluie suivis sont localisées de la manière suivante :

- Garigliano : amont confluence Verdanson
- pont Zuccarelli : amont DO Aiguerelles
- pont Trinquat : aval DO Aiguerelles
- 2<sup>ème</sup> écluse : aval proche MAERA
- pont de Lattes : aval MAERA
- amont confluence Mosson
- 4 canaux : amont canal du Rhône à Sète
- port de Palavas

Les paramètres suivis sont les suivants :

Paramètres	Périodicité	Matric e
T°C, O2, Conductivité, pH, DCO, MES, NH4, E. Coli.	Après des pluies fortes ou faibles	Eau

Lors des campagnes réalisées en temps de pluie sur l'année 2024, est constaté lors de forts événements des contaminations (plus ou moins importantes) en bactériologie et en ammonium dans la partie aval du lez, à partir du point 4 – 2<sup>ème</sup> écluse, situé 1km en aval de la station MAERA.

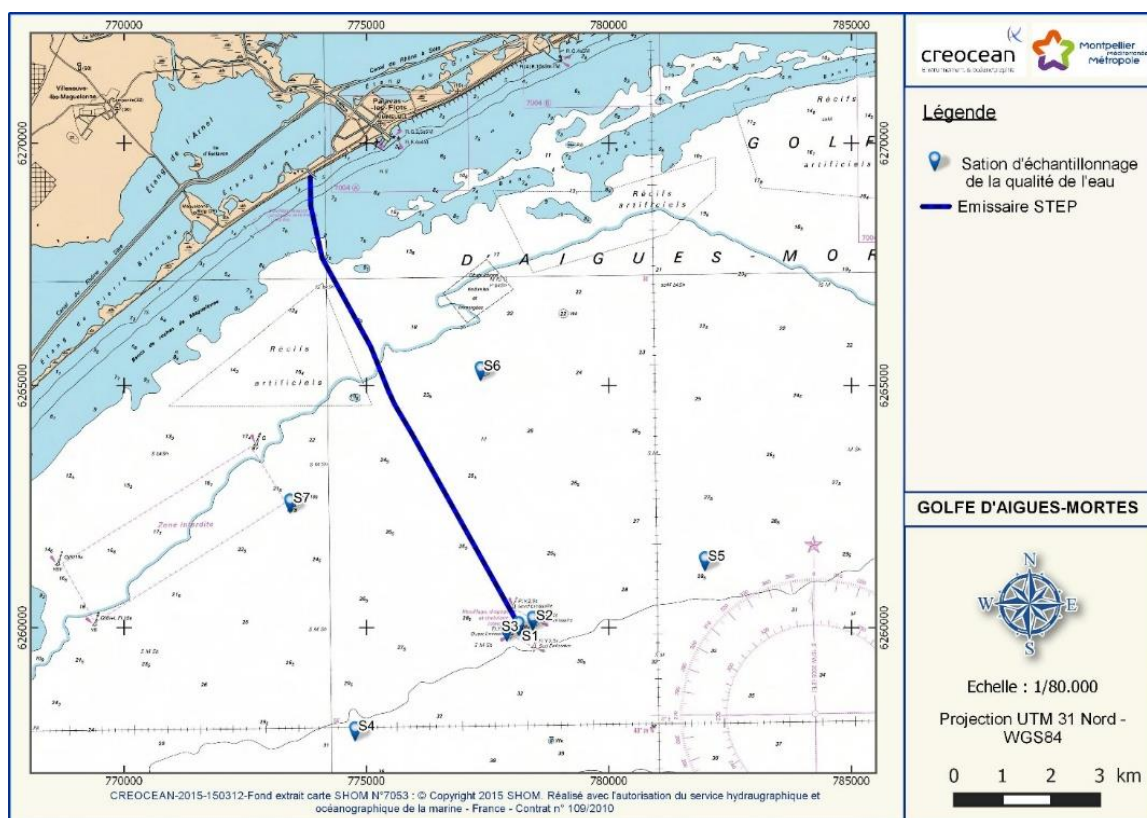
Les campagnes de mesures réalisées sur des événements de différentes intensités permettent d'identifier l'impact significatif des déversements des réseaux d'assainissement sur le Lez. Lors de pluies significatives, le Lez passe d'un bon état à un mauvais état en quelques heures à cause de la pollution bactérienne engendrée.

Cependant, les campagnes de prélèvements sur plusieurs jours, mettent en avant le pouvoir auto épurateur du Lez qui regagne son bon état écologique 24 à 48 heures après l'évènement.

### 11-2-2 SUIVI REJET EN MER

Dans le cadre du suivi du rejet de MAERA au large de la baie d'Aigues Morte, 7 stations de suivi ont été définies. Celles-ci sont présentées ci-dessous :





*Figure 9 : localisation des 7 stations de suivi de l'impact du rejet de MAERA en mer*

Pour déterminer l'impact du rejet de MAERA, comme fixé dans l'arrêté de la station, la Régie se base sur un protocole élaboré par l'IFREMER « surveillance des rejets urbains et des systèmes d'assainissement en Méditerranée ». Ce suivi comprend les analyses suivantes :

Tâche IFREMER	Paramètres suivis
Eau	Hydrologie, MES, Azote, Phosphores, E. Coli, Pigments chlorophylliens
Matière vivante (moule)	Métaux, HAP, PCB, E. Coli
Sédiments	Granulométrie, nutriments, métaux, HAP, PCB
Benthos	Dénombrement
Herbiers de Posidonie	Densité, taux de recouvrement, taux de déchaussement, biodiversité
Poissons	E.Coli, métaux, PCB, HAP

Concernant 2024, comme pour l'année 2023, un léger marquage en bactériologique est identifié dans les prélèvements d'eau et la matière vivante en cohérence avec l'absence de traitement bactériologique sur MAERA. Cette bactériologie, absente sur les stations éloignées, témoigne de l'autoépuration de la mer. Hormis ce marquage, le suivi 2024 démontre l'absence d'incidence en lien avec le rejet de la station MAERA.

### 11-2-3 SUIVI COURS D'EAU AVAL STEP : MOSSON/COULAZOU/BASSIN DE L'OR

En parallèle du suivi du Lez et du point de rejet de MAERA en mer, La Régie, assure un suivi de l'impact des ouvrages sur le milieu naturel.

Ces suivis, dont les conditions sont fixées dans les arrêtés préfectoraux sont les suivants :

## A l'Ouest : Bassin versant de la Mosson et ses affluents le COULAZOU et le LASSEDERON

- STEU de Pignan-Saussan-Fabrègues : 5 points de suivi en amont, au droit et aval du point de rejet, ainsi qu'à la confluence du Coulazou/Mosson et sur la Mosson (en amont de la confluence avec le ruisseau de La Brue).
- STEU de Lavérune : 2 points de suivi sur le ruisseau du Lassédéron à l'amont et à l'aval du fossé de rejet de la station.
- STEU de Cournonterral : 3 points de suivi sur le Coulazou (en amont, au droit du rejet et en aval de la station).
- STEU de Saint Georges d'Orques : 3 points de suivi sur le ruisseau du Lassédéron, à l'aval du rejet de la station, à l'amont du rejet et à l'aval de la confluence avec le ruisseau du Rybéral, à l'amont de cette confluence.
- STEU de Murviel les Montpellier : 1 point de suivi sur le fossé récepteur à l'aval du rejet de la station et 2 points de suivi sur le ruisseau du Lassédéron à l'amont et à l'aval de la jonction avec le fossé récepteur.

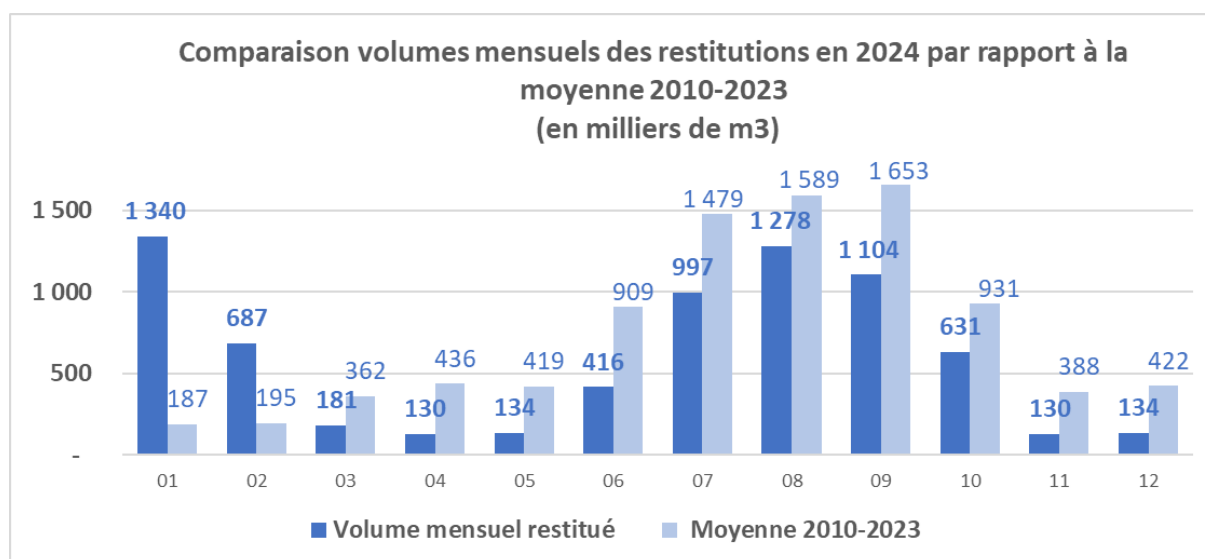
## A l'Est : bassin versant de l'Etang de L'Or avec DARDAILLON/AIGUES VIVES /VIREDONNE

- STEU de Beaulieu/Restinclières : 2 points de suivi sur le Ru du Pontil, en amont du Dardaillon Ouest.
- STEU de Baillargues Saint-Brès : 2 points de suivi sur le ruisseau d'Aigues Vives en amont et aval du rejet d la station.
- STEU de Saint-Génies des Mourgues-Sussargues : 2 points de suivi sur le ruisseau de la Viredonne à l'amont et à l'aval du rejet de la station.

## 11-3 SOUTIEN ÉTIAGE AU LEZ

Afin de garantir le débit minimum réglementaire de 650l/s dans le Lez au droit de MAERA, un soutien d'étiage par l'eau du canal du Bas-Rhône est possible en quatre points situés (d'amont en aval) à Lavalette, Richter, au bassin Jacques Cœur et au droit de MAERA.

En 2024 le soutien d'étiage a nécessité sur l'ensemble de l'année la restitution de 7,2 millions de m<sup>3</sup>, soit un volume inférieur à la restitution moyenne de la période 2010-2023.



L'année 2024 a été marquée par des travaux sur des équipements des ouvrages de restitution qui n'ont

pas empêché de mener à bien le soutien d'étiage du Lez.

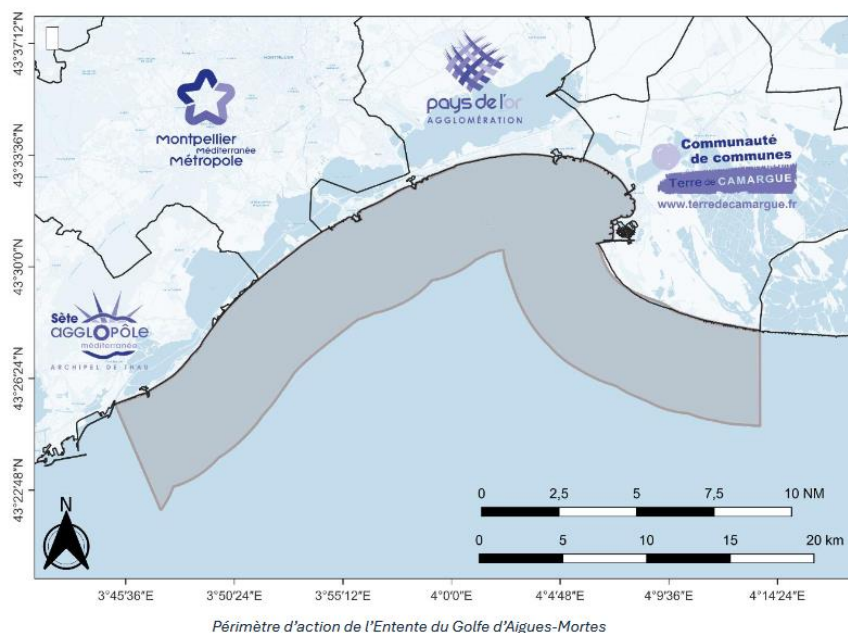


*Restitution de Lavalette*

## 11-4 PARTICIPATION A L'ENTENTE DU GOLFE D'AIGUES-MORTES

L'Entente du Golfe d'Aigues-Mortes a été instaurée le 23 avril 2023 par la signature d'une convention (sur le fondement des articles L.5221-1&2 du Code Général des Collectivités Territoriales) entre :

- Sète Agglopôle Méditerranée
- Montpellier Méditerranée Métropole
- Pays de l'Or Agglomération
- Communauté de communes Terre de Camargue.



Cette entente, d'une durée de six ans, a pour but de mutualiser les moyens humains et financiers afin de relever ensemble les défis liés à l'environnement et aux usages maritimes du Golfe.

Les missions principales de l'Entente sont la protection de la biodiversité marine et la qualité des milieux naturels (notamment à travers la gestion des sites Natura 2000), la gestion et le suivi des différents usages en mer et l'élaboration concertée d'une stratégie locale pour la gestion intégrée de la bande côtière.



## 12- UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX

### 12-1 LES OUVRAGES

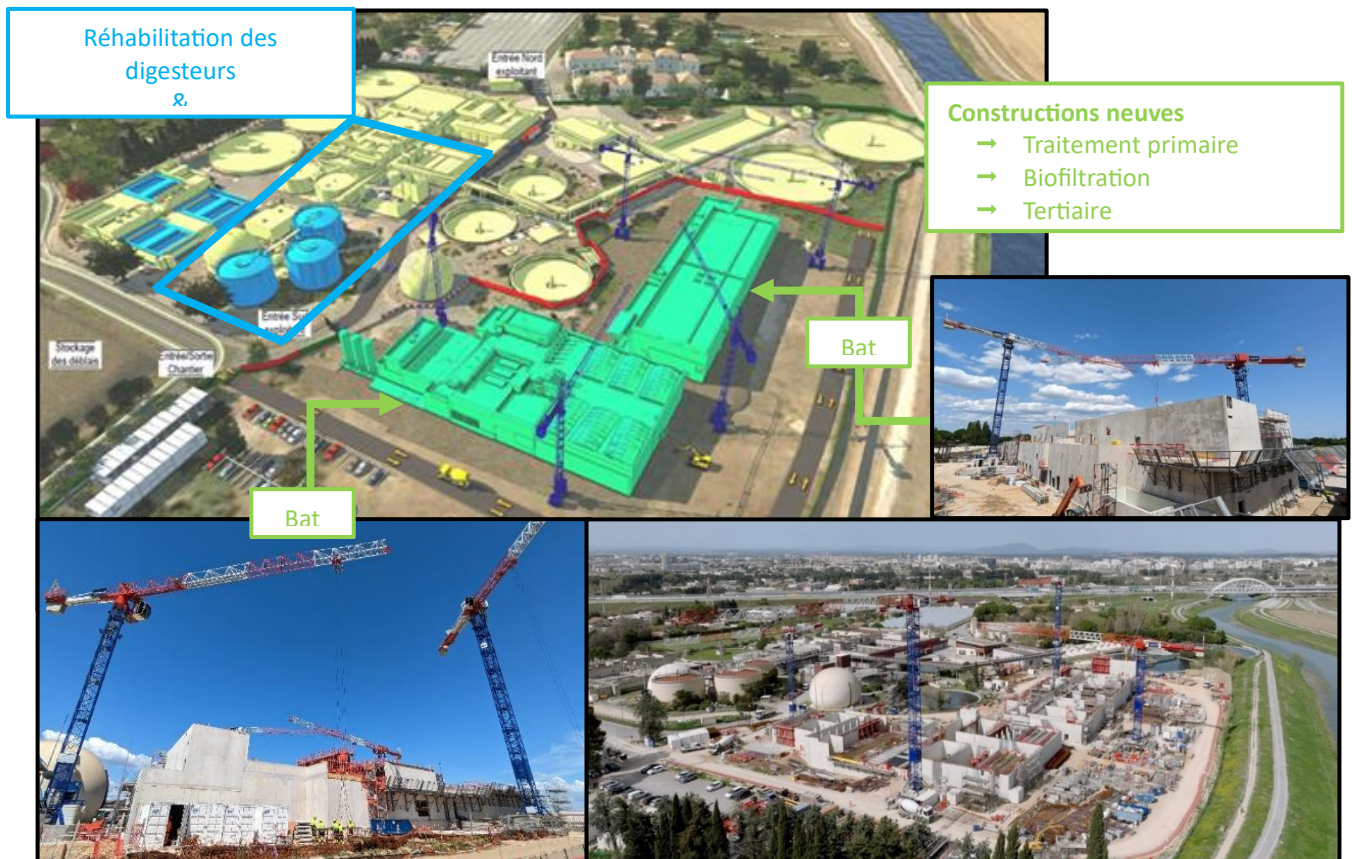
#### 12-1-1 MAERA



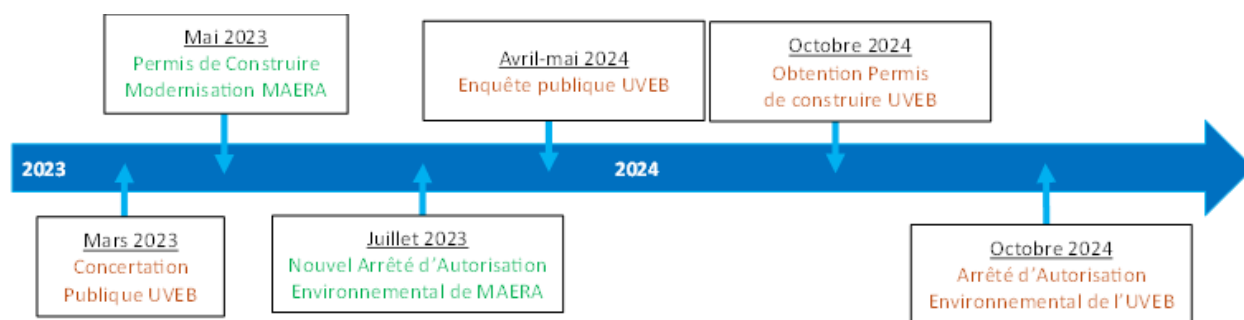
##### Objectifs clés :

- Augmenter la capacité hydraulique (de 4 à 7 m<sup>3</sup>/s) pour réduire les déversements par temps de pluie,
- Améliorer les performances de traitement,
- Créer une usine à énergie positive (2 fois plus d'énergie produite que d'énergie consommée),
- Réutiliser une partie des eaux traitées.

##### Synthèse des travaux de l'année 2024 :



##### Point d'avancement réglementaire à fin 2024 :



## 12-1-2 AUTRES

### *Reconstruction de la station de traitement des eaux usées de Montaud*

#### **Enjeux :**

Modernisation et augmentation de la capacité de traitement en adéquation avec l'évolution démographique.

#### **Objectif :**

- Augmentation de la Capacité à 1 350 EH (+450EH)
- Amélioration des garanties de rejet : Protection milieu récepteur
- Réutilisation des eaux usées traitées
- Sobriété énergétique et installation de panneau photovoltaïque

**Coûts du projet : 3.1 M€**

**Durée des travaux : 15 mois**



### *Construction de 2 nouveaux postes de refoulement afin d'accompagner le développement de la ZAC Ode à la Mer*

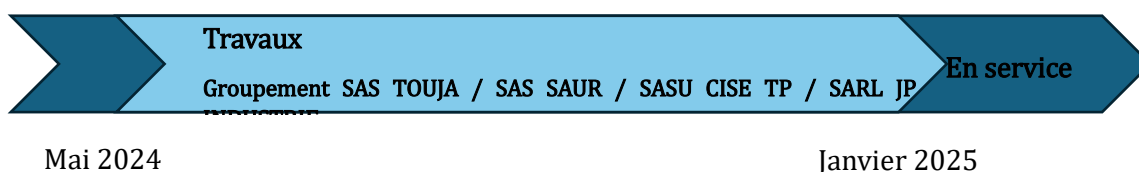
Dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC Ode à la Mer, porté par la SA3M et localisé entre Lattes et Pérols, une refonte complète du système d'assainissement est prévue. Cette restructuration vise à adapter les infrastructures aux futurs besoins du quartier, en tenant compte de l'urbanisation croissante et des exigences environnementales.

Elle a notamment nécessité la création du poste de refoulement (PR) Lironde, le redimensionnement et la réimplantation du PR Carrefour, ainsi que le renforcement du PR Fenouillet en 2024 pour un coût total de 1 100 000 €. Les travaux seront achevés début 2025.



#### **Notification des travaux**

#### **Réception**





## 12-2 LES RÉSEAUX

### 12-2-1 TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX PRIMAIRES ET STRUCTURANTS

Un programme de travaux, en accompagnement de la modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA, a été lancé depuis plusieurs années sur les réseaux primaires de collecte à MAERA afin de réduire les déversements par temps de pluie.

#### *LIMITATION DES DEVERSEMENTS AU DEVERSOIR D'ORAGE « RUISSEAU DES VACHES »*

En 2023, les principales avancées portent sur :

⇒ Axes prioritaires :

- Limitation des apports d'eaux usées dans le ruisseau des vaches ;
- Mise en séparatif (séparation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales) ;
- Amélioration de la compréhension du fonctionnement du déversoir d'orage ;

Réalisations 2024 :

- Etude de dévoiement d'une partie des effluents transitant par la branche unitaire « Ruisseau des vaches » vers une autre branche du réseau d'assainissement des eaux usées
- Investigations pour améliorer la connaissance du fonctionnement du déversoir d'orage



DO du ruisseau des vaches

#### *LIMITATION DES DEVERSEMENTS AU DEVERSOIR D'ORAGE « FLAHAUT »*

⇒ Axe prioritaire : mise en séparatif

Réalisations 2024 :

- Pose d'un réseau d'eaux usées DN400 sur l'avenue Charles Flahaut sur 310 ml.

### 12-2-2 TRAVAUX EN ACCOMPAGNEMENT L5 DE TRAMWAY

Dans le cadre de la création de la ligne 5 du tramway, plusieurs conduites d'assainissement ont été renouvelées et financées en partie en 2024 par la Régie.

Le détail de ces travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage déléguée à la TaM par la Régie par convention, est présenté dans le tableau ci-dessous (localisation, diamètre et linéaire des conduites renouvelées, coût en k€HT) :

Détail des opérations effectuées
----------------------------------

Localisation MONTPELLIER	Nature des travaux	Linéaire	Coût Régie en k€HT
RU20 - Route de Lavérune - DN150 vers DN200	Renforcement	330	136
RU40 - Paul Fajon - DN400	Renouvellement	10	5
RU40 - Paul Fajon - DN250	Renouvellement	50	20
RU40 - Paul Fajon - DN200	Renouvellement	32	13
RU40 - Rouget de l'Isle - DN1000	Renouvellement	40	48
RU40 - Rouget de l'Isle - DN200	Renouvellement	150	48
RU40 - Cheng Du - DN200	Renouvellement	483	155
RU50 - Vannières - DN150 vers DN200	Renforcement	150	3
RU50 - Paul Valéry - DN150 vers DN200	Renforcement	150	92
RU60 - Paul Valéry - DN150 vers DN200	Renouvellement	550	337
RU60 - Rue du Pas du Loup - DN250 - Attention incohérence	Renouvellement	60	37
RU60 - Rue du Pas du Loup - DN200	Renouvellement	250	28
RU60 - Route de Lavérune - DN200	Renouvellement	500	306
RU60 - Rue des Chasseurs - DN200 en amont nœud	Renouvellement	110	71
RU60 - Rue des Chasseurs - DN200 en aval nœud	Renouvellement	110	12
RU70 - Rue des chasseurs - DN300	Renouvellement	290	22
RU70 - Avenue Lepic - DN800 - Tronçon 1	Renouvellement	140	86
RU70 - Avenue Lepic - DN800 - Tronçon 2	Renouvellement	270	210
RU80 - Place du 8 mai	Renouvellement	190	75
RU80 - Clemenceau - 0,6 x 0,6 bâti vers DN1400	Renouvellement	700	1 074
<b>TOTAL</b>	<b>/</b>	<b>4 565</b>	<b>2 778</b>

*Tableau 15 : Liste des travaux de renouvellement des réseaux d'eaux usées dans le cadre du T5*

Ces travaux sont les derniers travaux réalisés dans ce cadre. L'année 2025 permettra de solder les réserves identifiées et de procéder aux réceptions des derniers travaux effectués de manière à intégrer ces nouveaux ouvrages au patrimoine de la Régie.

### 12-2-3 TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT

*Extension de réseaux (hors ZAC) :*

COMMUNES	NOM DES RUES CONCERNEES
<i>Baillargues</i>	Rue de la Croix de Jallé
<i>Fabrigues</i>	Rond-point de la rue des Jardiniers
<i>Grabels</i>	Rue des Garriguettes
<i>Juvignac</i>	Route de Lavérune
<i>Le Crès</i>	Avenue de Castelnau

<i>Montpellier</i>	Avenue des Garrats, rue Chateau Bon, Rue du Caroux, rue Pierre Corneille
<i>Prades-le-Lez</i>	Chemin des Pendances, Rue de Garaste
<i>Restinclières</i>	Chemin du thym
<i>Saint-Drézéry</i>	Chemin des Cauwels, Chemin du Puits de Tourre
<i>Saint-Jean-de-Vedas</i>	Quartier Fermaude (ph. 1)
<i>Sussargues</i>	Rue des Pouzeranques

*Tableau 16 : Liste des extensions de réseaux sur l'année 2024*

*Renouvellement de réseaux :*

COMMUNES	LINEAIRE RENOUELE	NOM DES RUES CONCERNEES
<b>CASTELNAU LE LEZ</b>	622 ml	Avenue des Centurions, av Salengro, centre ancien
<b>COURNONTERRAL</b>	216 ml	Grand rue - Rue Baou
<b>FABREGUES</b>	125 ml	av de la Gare
<b>GRABELS</b>	205 ml	Berges Rieumassel
<b>LATTES</b>	208 ml	Avenue des Platanes
<b>LAVERUNE</b>	739 ml	Av. de la République, Avenue des Serres, Avenue du Chateau
<b>LE CRES</b>	150 ml	Rue Belle Vue
<b>MONTFERRIER- SUR-LEZ</b>	150 ml	Chemin des Aigueilleres
<b>MONTPELLIER</b>	2 283 ml	avenue Charles Flahault (Diacon/Voie Do; Voie Do/Adhémar), Avenue des Moulins, av Marché Gare, Bd Penelope, Esplanade/comédie, Route de Mende, Rue Oxford
<b>MURVIEL LES MONTPELLIER</b>	267 ml	pont RD27E6
<b>PEROLS</b>	365 ml	Avenue Galine, route de Lattes
<b>PIGNAN</b>	15 ml	av Joseph Maurin
<b>SAINT GEORGES D'ORQUES</b>	20 ml	Rue D'Orques
<b>VENDARGUES</b>	510 ml	Centre village
<b>TOTAL</b>	5 875 ml	

*Tableau 17 : Liste des renouvellements de réseaux sur l'année 2024*

## 12-2-4 QUELQUES TRAVAUX REMARQUABLES



Renouvellement du réseau d'eaux usées dans le cadre des travaux de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels

- ⇒ Préservation des milieux aquatiques
- ⇒ Intervention sur 2024-2025
- ⇒ 220ml de réseau renouvelé



Renouvellement du réseau d'eaux usées dans plusieurs rues du centre ancien de Castelnau-le-Lez

- ⇒ Intervention dans le cadre d'un programme d'aménagement de surface



## 12-2-5 BILAN GLOBAL DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT

	2021	2022	2023	2024
Linéaire total renouvelé (ml)	7 352	5 967	8 653	10 440
Taux de renouvellement annuel	0,42%	0,39%	0,58 %	0,695 %
Taux moyen de renouvellement sur 5 ans	0.35 %	0.40 %	0,46 %	

*Tableau 18 : Taux de renouvellement des réseaux d'assainissement*

## 12-3 LES TRAVAUX EN ZAC

Le suivi par la Régie des dossiers de création, d'extension de modifications de ZAC (Zones d'Aménagement Concerté) et/ou de lotissements s'effectue tout au long de la « vie » du projet.

Après validation des études amont transmises par les maitres d'ouvrage ou maître d'œuvre de l'opération, la Régie des eaux participe au suivi de l'exécution des travaux (visites de terrain participation aux réunions de chantiers, aux réunions techniques, ...) en tant que futur maître d'Ouvrage et exploitant des équipements et réseaux réalisés.

Les équipes de la Régie s'assurent que ces travaux respectent les préconisations de ses guides techniques afin que les nouvelles réalisations puissent être intégrées à son patrimoine dans le cadre des opérations de réception puis de rétrocession.

Des diagnostics sont ainsi réalisés avant réception. Si ces diagnostics mettent en évidence des non-conformités importantes, celles-ci sont reprises par le maitre d'ouvrage de l'opération jusqu'à levée complète des réserves.

La Régie intervient ainsi sur ces sujets sur les communes qu'elle exploite en eau potable (14 communes) et en assainissement (31 communes). Même si cela est plus rare car les réseaux sont moins nombreux, la Régie valide également les dossiers d'intégration de nouveaux réseaux d'eau brute.

Sont ainsi présentés ci-dessous les projets sur lesquels la Régie est intervenue en 2024 sur la partie assainissement. Ces projets étant très largement des opérations pluriannuelles, ces interventions vont se poursuivre également sur l'année 2025.

COMMUNES	QUARTIER	NOM DE LA ZAC	Tranche/Phase	Travaux en cours de réception	En cours de diagnostic avant rétrocession	Travaux en cours avant rétrocession	Rétrocession validée par la Régie
MONTPELLIER	MOSSON	ZAC MALBOSC	TR4 et 4bis et entrée ZAC				le 9/10/2024
MONTPELLIER	PORT MARIANNE	ZAC ODYSSEUM	Thomas Jefferson/Georges Méliès				le 31/12/2024
MONTPELLIER	PORT MARIANNE	ZAC ODYSSEUM	Boulevard Télémaque / Boulevard Pénélope (entre place de Londres et Rpt d'Alexandrie)		en cours en 2025		
MONTPELLIER	MILLENAIRE	ZAC POMPIGNANE	Haut de Jossierand /Rue Dora Schaul				le 29/01/2024

MONTPELLIER	MILLENAIRE	ZAC POMPIGNANE	Haut de Josserand / Rue Ruth Bader Ginsburg				le 01/12/2023
SAINT JEAN DE VEDAS		ZAC MARCEL D'ASSAULT EXT 2 + lotissement	Rue Henri Farman, rue Louis Bréquet				le 20/11/2024
SAINT JEAN DE VEDAS		ZAC LAUZE	Rue Julie Victoire Daubié			en cours en 2024-2025	
PIGNAN		ZAC SAINT ESTEVE	TR1-T2-T2b		en cours en 2024-2025		
MONTPELLIER	PORT MARIANNE	ZAC PARC MARIANNE Nord	Nina Simone + Avenue Joan Miro		en cours en 2024-2025		
MONTPELLIER	PORT MARIANNE	ZAC CAMBACERES	TR1-2	en cours en 2025			
MONTPELLIER	PRES D'ARENES	ZAC RESTANQUE		en cours en 2025			
MONTPELLIER	CROIX D'ARGENT	ZAC OVALIE	TR1 à 5		en cours en 2024-2025		
MONTPELLIER	CHAMBERTE	ZAC BEAUSOLEIL	TR1	en cours en 2024-2025			
MONTPELLIER	MOSSON	ZAC PARC 2000 2EME EXTENSION	TR2	en cours en 2024			
GRABELS		ZAC EUROMEDECINE II	Rue Ranchin - Impasse Saporta				le 30/04/2024
SAINT JEAN DE VEDAS		ZAC ROQUE FRAISSE	TR1 à 2		en cours en 2024-2025		
SAINT JEAN DE VEDAS		ZAC ROQUE FRAISSE	TR3 à 4	en cours en 2024-2025			
LATTES		ZAC ODE A LA MER	Avenue des Platanes	en cours en 2025			
LATTES		ZAC ODE A LA MER	Chemin de Soriech	en cours en 2025			
VILLENEUVE LES MAGUELONE		ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION		en cours 2024-2025			
FABREGUES		ZAC DU COLLEGE		en cours 2024-2025			
SAUSSAN		ZAC LES HORTS DE VERNIS	TR1-2		en cours 2025		
CLAPIERS		ZAC DU CASTELET	TR1		en cours 2025		
SAINT-BRES		ZAC CANTAUSSEL	TR2 : partie Est et Sud				le 22/11/2023
SAINT-BRES		ZAC CANTAUSSEL	TR3 : partie ouest				le 22/11/2023
RESTINCLIERS		ZAC LES PLANS	TR 1 à 4		en cours 2024-2025		



MONTPELLIER	CROIX D'ARGENT	ZAC GAROSUD	Impasse de la Castelle				le 16/05/2025
CASTELNAU LE LEZ		ZAC CAYLUS			en 2024-2025	En 2025	

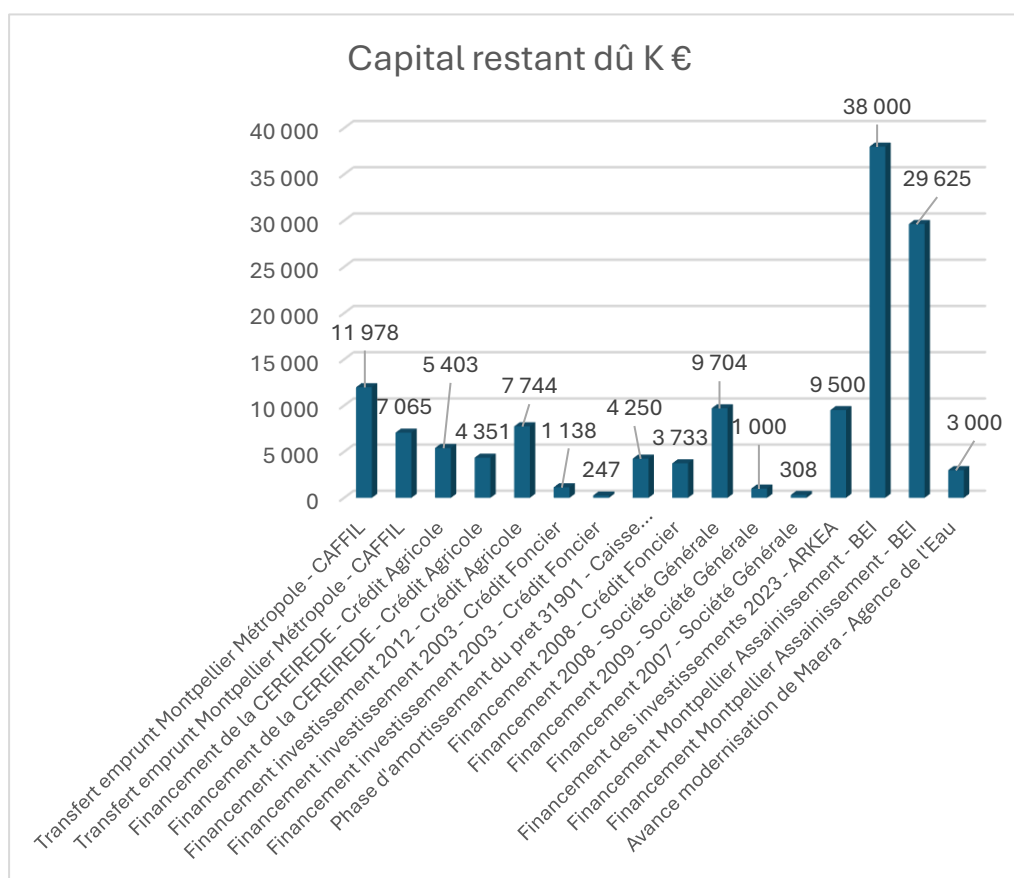
## 13- UN SERVICE A COÛT MAÎTRISÉ

### 13-1 BUDGET 2024 ET ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Conformément à la réglementation budgétaire M49, les recettes et dépenses du service de l'assainissement collectif sont retracées dans un budget annexe au budget principal de la Régie.

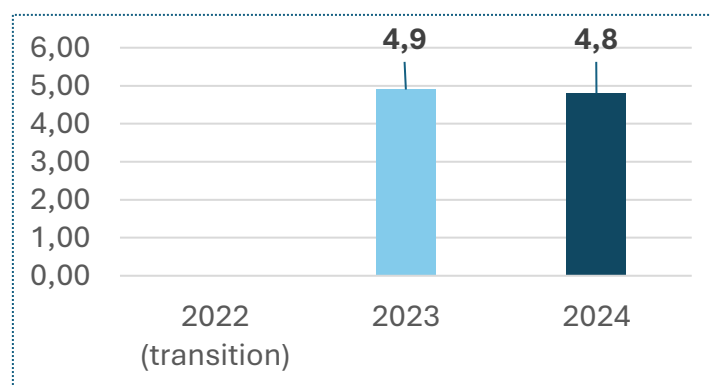
#### 13-1-1 La dette

La dette du service assainissement s'élevait à 137 045 945 € au 31 décembre 2024 pour une capacité de désendettement de 4,8 ans.



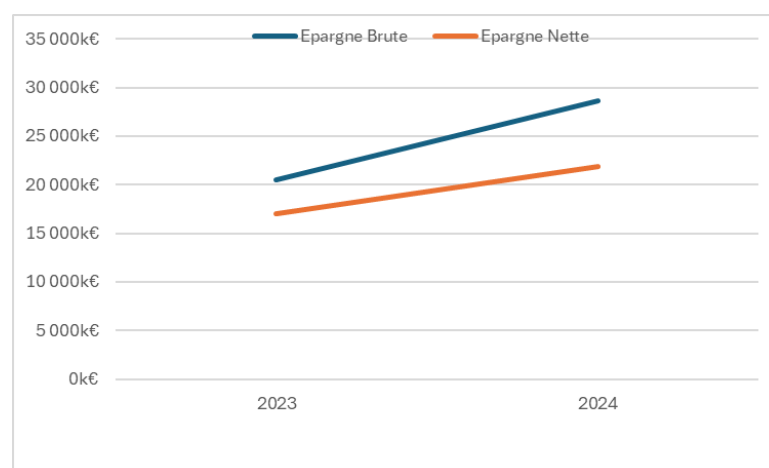
*Capacité de désendettement*

*(Capital restant dû / épargne brute, en nb d'années)*



### *Autofinancement*

*(Montant pour rembourser l'annuité de la dette et financer les investissements)*

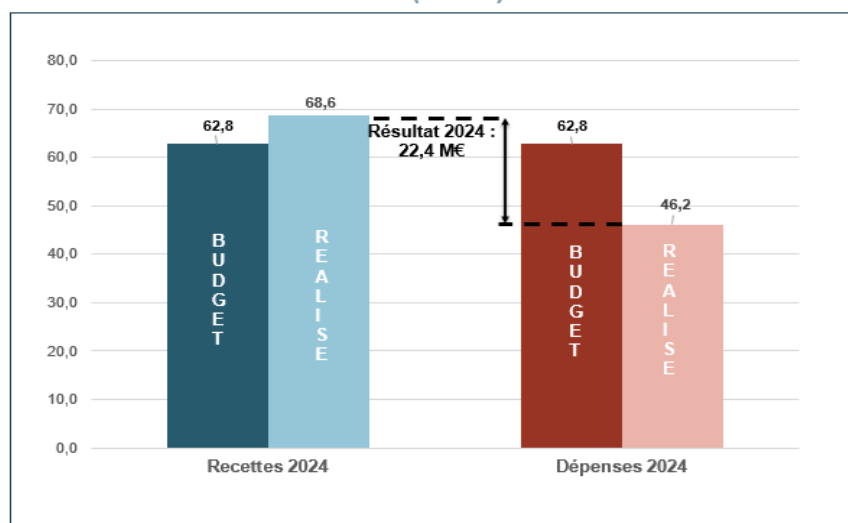


Epargne brute : différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement incluant les intérêts de la dette

Epargne nette : différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement déduisant le remboursement du capital de la dette

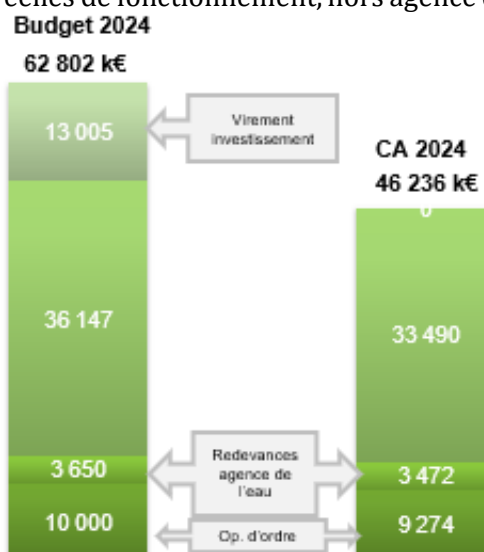
## 13-1-2 Le compte administratif d'exploitation

### SECTION DE FONCTIONNEMENT (EN M€)



➤ **Les dépenses réelles de fonctionnement en k€**

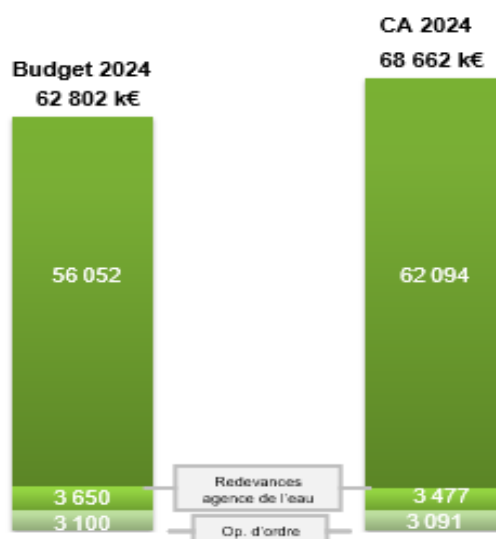
Le taux d'exécution des dépenses réelles de fonctionnement, hors agence de l'eau, s'élève à près de 93%.



Les dépenses réelles d'un montant de 33 490 K€, hors Agence de l'Eau sont essentiellement composées :

- des charges de personnel (4 399k€) qui correspondent à 71 ETP inscrits au tableau des effectifs à fin 2024 ;
- des charges de sous-traitance (20 011k€) qui concernent le marché de prestation pour l'exploitation de MAERA et les marchés de collecte et traitement vers MAERA et les secteurs Est/Ouest ;
- des intérêts (4 339 k€) liés aux emprunts souscrits pour la modernisation de MAERA ;
- des autres dépenses diverses (4 741k€).

➤ **Les recettes réelles de fonctionnement en k€**



La redevance d'assainissement collectif (49 023 k€) constitue près de 80% des recettes réelles, hors redevances collectées pour l'agence de l'eau.

Elle est collectée soit directement par la Régie, sur les 14 communes pour lesquelles elle assure la gestion de la compétence « eau potable », soit reversée par les délégataires des deux syndicats d'eau potable (SMGC, SBL) sur les 17 autres communes de la Métropole.

Les recettes réelles sont également composées de la PFAC (5 287k€), des primes d'épuration versées

par l'Agence de l'eau (1 821k€), des montants liés aux conventions de raccordement pour la gestion des effluents pour le CCGPSL et pour le POA (2 313k€) et diverses autres recettes (3 650k€).

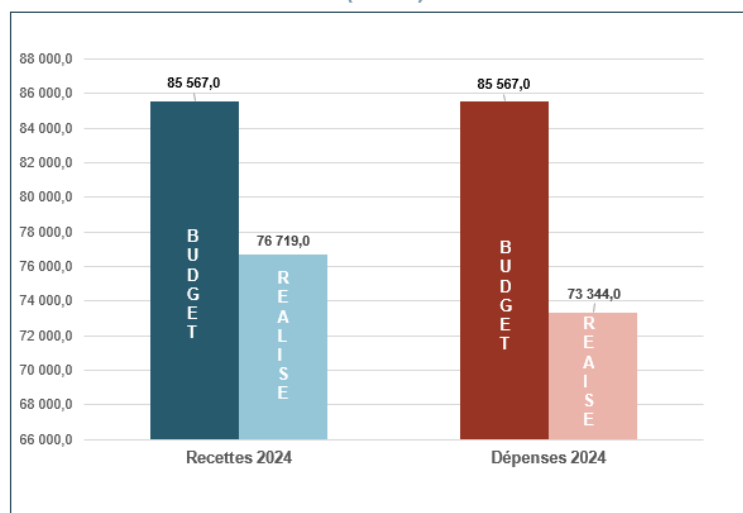
➤ **Résultat d'exploitation avec opération d'ordre**

Solde d'exploitation **+ 22,4 M€**

Ecart Résultat / 2023 **+ 2,1 M€**

### 13-1-3 Le compte administratif d'investissement

SECTION DE INVESTISSEMENT (EN K€)

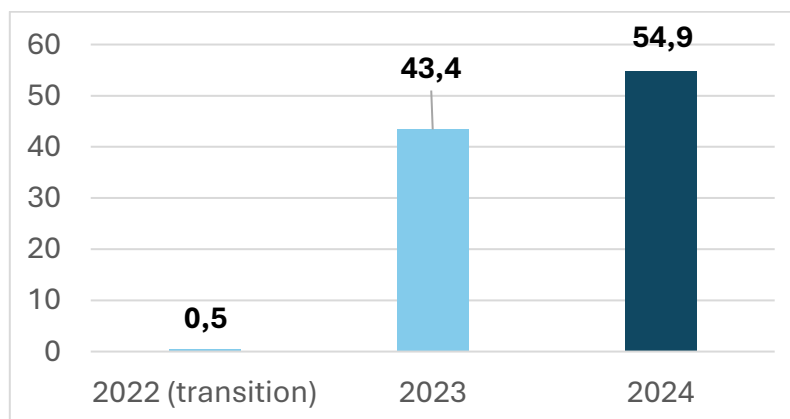


➤ **Les dépenses réelles d'investissement en k€**

Dont en recettes Op.d'ordre : 9 328k€

Dont en dépenses Op.d'ordre : 3 145k€

*Dépenses annuelles du plan pluriannuel d'investissement  
hors Reste à réaliser (Montants payés, en M€)*



Le taux d'exécution du PPI pour 2024 s'élevait à 92%.

Les dépenses réelles d'investissement d'un montant de **70 199k€** sont essentiellement composées :

- de la réalisation du Plan Pluriannuel Investissement (63 494k€), dont la modernisation de MAERA (41 000k€) ;
- du remboursement des emprunts (6 705k€).

% dépenses investissement / dépenses réelles cumulées **63 %**

➤ **Les recettes réelles d'investissement en k€**

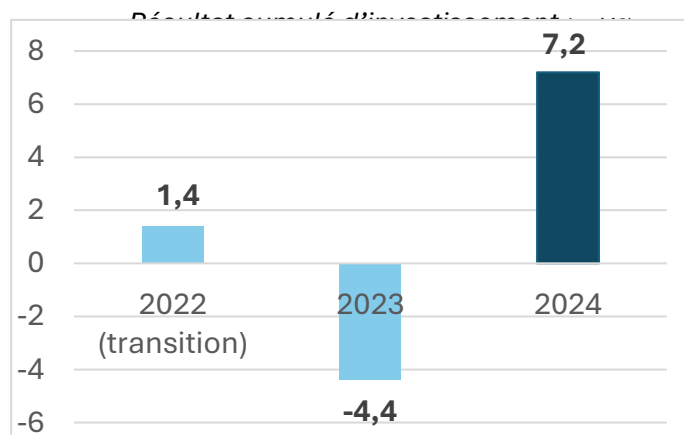
Les recettes réelles d'investissement d'un montant de **67 391k€** sont essentiellement composées :

- des emprunts souscrits pour la modernisation de MAERA (43 000k€) ;
- de l'affectation du résultat d'exploitation N-1 (20 261k€) ;
- des subventions et remboursement d'avance (4 130k€).

➤ **Résultats d'exécution avec opération d'ordre**

Solde d'investissement + **3,37 M€**

Ecart Résultat / 2023 + **13,61 M€**



Résultat cumulé d'investissement à fin 2024 **7 192 k€**

## 13-2 Participation Financière de l'Assainissement Collectif - PFAC

### LA PFAC : KESACO ?

Cette redevance, non fiscale, constitue la contrepartie de la desserte de la parcelle concernée par le réseau public d'assainissement collectif.

Elle contribue au financement des équipements et à la modernisation des réseaux et des stations d'épuration.



### POURQUOI SUIS-JE REDEVABLE ?

L'obligation de se raccorder s'applique dans les cas suivants :

- pour une construction neuve ;
- pour une extension d'une construction existante ou une modification d'affectation ;
- pour le raccordement d'une construction existante, lors de la mise en place d'un nouveau réseau public (participation pondérée en fonction de l'état et de l'âge des installations d'assainissement non collectif).

### COMMENT EST CALCULÉE CETTE REDEVANCE ?



La participation financière pour l'assainissement collectif (PFAC) est calculée sur la base de la surface de plancher. Celle-ci est due pour les surfaces de plancher supérieures à 40 m<sup>2</sup>.

Le tarif de base au m<sup>2</sup> est actualisé annuellement et s'élevait pour 2024 à 28,50 €/ht/ m<sup>2</sup>.

### Les chiffres 2024





# Annexe 1 – Fiches descriptives des stations de traitement

## STEP BEAULIEU-RESTINLIERES

régie des

eaux

restinclières

SAUR

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE BEAULIEU - RESTINCLIÈRES

Bilan du fonctionnement annuel

2024 - 1/4

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation

Restinclières

Communes raccordées

• Beaulieu

• Restinclières

Mise en service

2010

Nombre branchements d'eaux usées

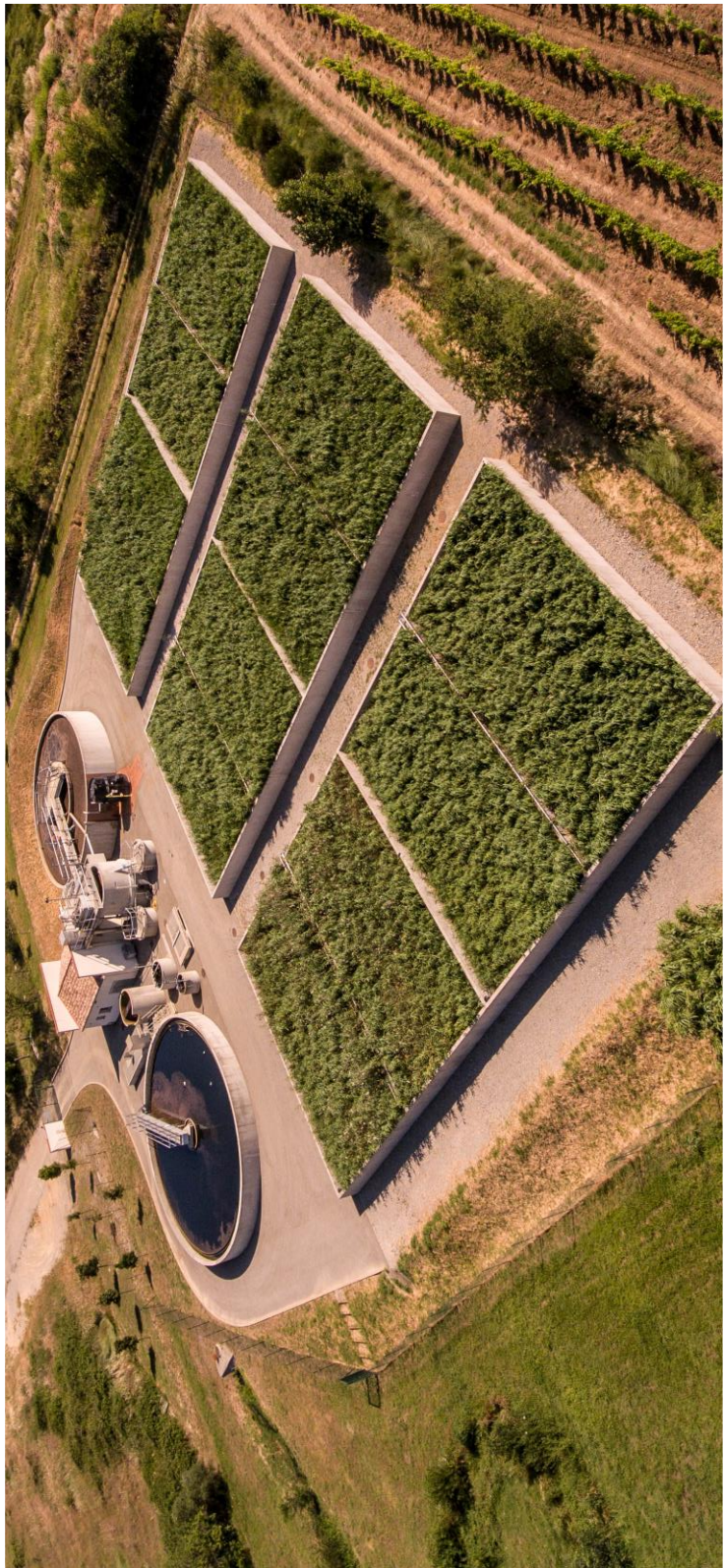
1 283

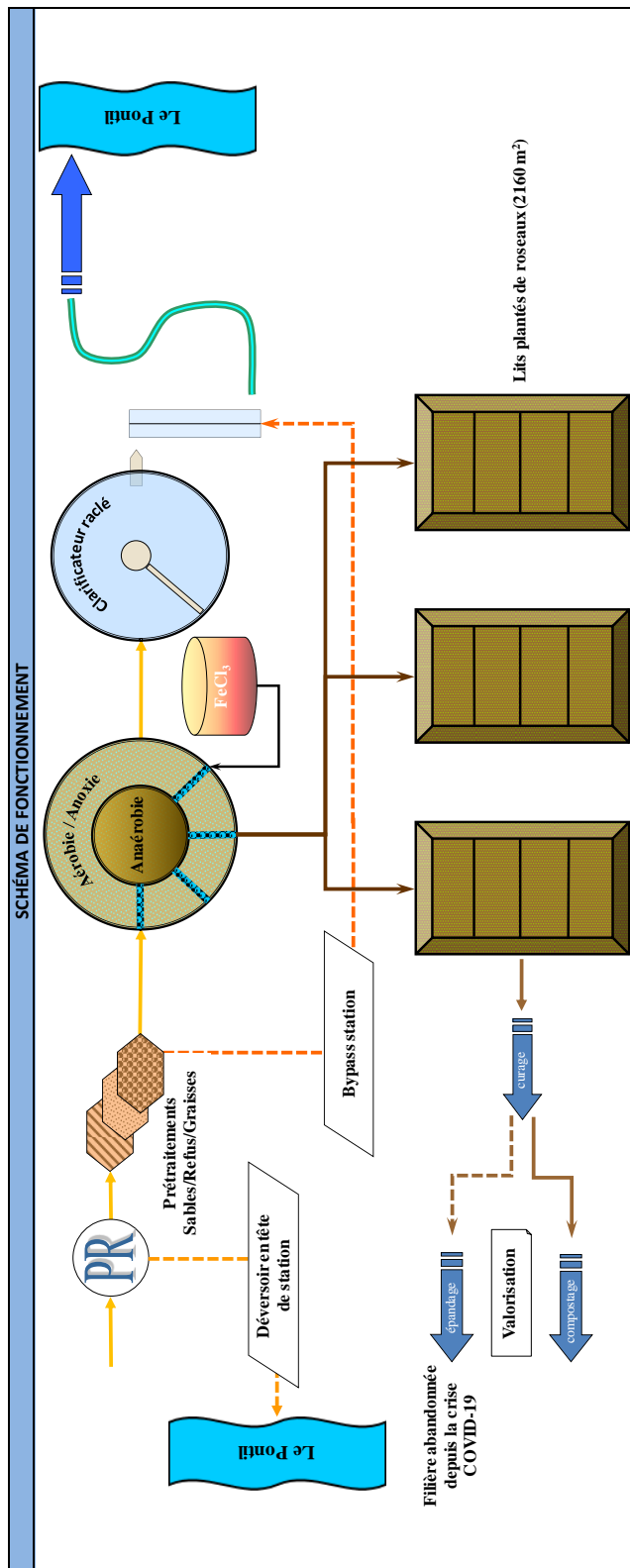
Code SANDRE \*

060934227002

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	5 200 EH	Exploitant	SAUR		
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation physico-chimique				
Prétraitement primaire	Dégrillage, desablage, dégraisage				
Traitement secondaire	Boues activées, zones aérobie/anoxie et anaérobie				
Traitement des Boues	Lits plantés de roseaux				
Milieu récepteur	Le Pontil				
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2007-00030 du 10/09/2007	organique (kg/j DBO <sub>5</sub> )	Q nominal (m <sup>3</sup> /j)	Q référence (m <sup>3</sup> /j)	Q pointe (m <sup>3</sup> /h)	
	312	780	/	140	





<div> <div>CBPO<sup>8</sup> =</div> <div>300,4 kg DBO5/j</div> </div>	CHARGES MOYENNES ENTRANTES					
	2022		2023		2024	
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal
DBO5 <sup>1</sup>	191,7	61,4%	156,2	50,1%	184,33	59,1%
DCO <sup>2</sup>	469,9	64,5%	292,2	40,1%	433,93	59,6%
MES <sup>3</sup>	234,3	64,4%	136,2	37,4%	238,66	65,6%
NTK <sup>4</sup>	53,85	69,0%	45,95	58,9%	52,30	67,0%
Pt <sup>5</sup>	5,71	36,6%	4,34	27,8%	5,59	35,8%

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES : pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015				Conformité européenne DERU (Directive Eau Résiduaires Urbaines 91/271/CEE)				OUI
				Conformité nationale (arrêté 21/07/2015 et son modificatif du 31/07/2020)				OUI
				Conformité locale (arrêté préfectoral station n°34-2007-00030 du 10/09/2007)				OUI
Paramètres		DBO5	DCO	MES	NGL <sup>6</sup>	Pt		
Rejet moyen (mg/l)	norme	maxi 25	maxi 125	maxi 35	maxi 15	maxi 2	0,72	
	résultat		24,67	9,83	6,28			
Rendement moyen	norme	mini 80%	mini 75%	mini 90%	mini 70%	mini 80%	91,7%	
	résultat		96,0%		93,7%	92,3%		
Nombre de bilans <sup>7</sup>	norme	12	12	12	4	4	4	
	réalisés							

**DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours**

<sup>4</sup> NTK : Azote Kjeldahl

**DCO : Demande Chimique en Oxygène**

**5 Pt: Phosphate total**

**MES : Matières En Suspension insolubles**

<sup>6</sup> NGL : Azote (N) Global

CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse







régie des

eaux

de Montpellier

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE BAILLARGUES - SAINT BRÈS

Bilan du fonctionnement annuel

2024 - 1/4

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation

Baillargues

Communes raccordées

Baillargues

Saint-Brès

Mise en service

2011

Nombre branchements d'eaux usées

3 427

Code SANDRE \*

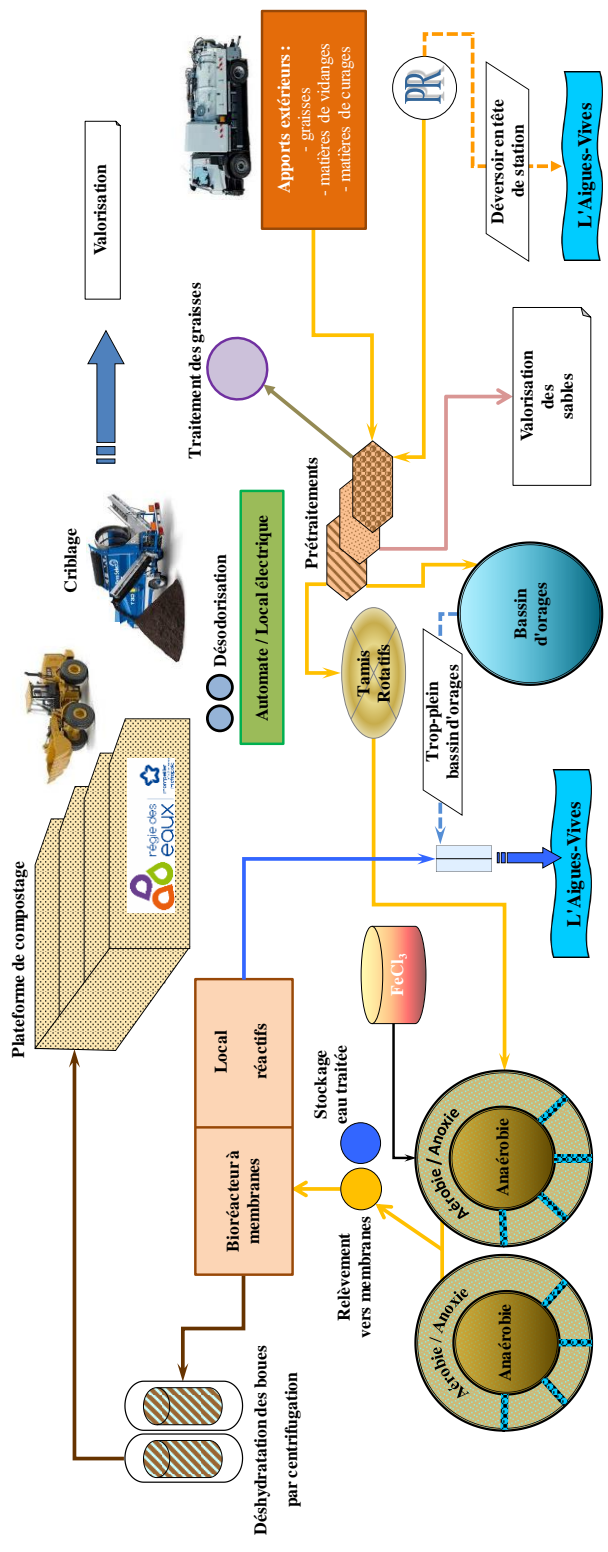
060934022002

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	20 000 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation physico-chimique		
Prétraitement primaire	Dégrillage, tamisage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones aérobie/anoxie et anaérobie, bioréacteur à membranes		
Traitement des Boues	Déshydratation par centrifugation puis compostage sur site		
Milieu récepteur	L'Aigues-Vives		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°2009-01-2456 du 17/09/2009	organique (kg/j DBO <sub>5</sub> )	Q nominal (m <sup>3</sup> /j)	Q pointe (m <sup>3</sup> /h)
	1 200	3 600	401



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES						
	2022		2023		2024	
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal
DBO5 <sup>1</sup>	524,3	43,7%	551,2	45,9%	613,68	51,1%
DCO <sup>2</sup>	1 314,6	54,8%	1 249,0	52,0%	1 465,8	61,1%
MES <sup>3</sup>	638,7	53,2%	560,1	46,7%	879,24	73,3%
NTK <sup>4</sup>	135,29	48,3%	141,28	50,5%	153,128	54,7%
Pt <sup>5</sup>	13,32	16,7%	13,87	17,3%	17,23	21,5%

CBPO <sup>8</sup> = 1418,9 kg DBO5/j	(valeur consolidée par la DDTM)
---	------------------------------------

<sup>1</sup> DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

<sup>2</sup> DCO : Demande Chimique en Oxygène

<sup>3</sup> MES : Matières En Suspension Insolubles

<sup>4</sup> NTK : Charge Brute de Pollution Organique

<sup>5</sup> Pt : Azote Kjeldahl

<sup>6</sup> Phosphore total

<sup>7</sup> Global

RENDEMENTS ÉPURATOIRES ET RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES : pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015									
RENDEMENTS ÉPURATOIRES ET RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES : pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015									
Paramètres	DBO5	DCO	MES	NGL <sup>6</sup>	Pt				
Rejet moyen (mg/l)	maxi 10	maxi 90	maxi 5	maxi 21,88	maxi 3,08	maxi 1	maxi 0,26		
Rendement moyen	mini 80%	mini 75%	mini 90%	mini 97,2%	mini 96,5%	mini 80%	mini 97,2%		
Nombre de bilans <sup>7</sup>	12	24	24	24	12	12	12	12	12
réalisés									

<sup>7</sup> Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse





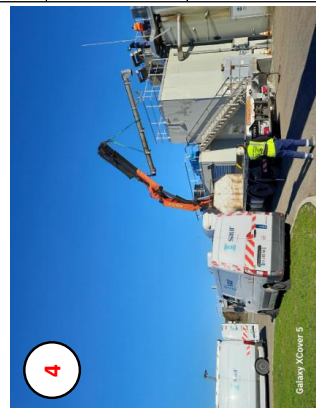
BOUES		2022	2023	2024
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m³)	43 997	47 314	53 304
	produit brut (t)	1 073,139	996,820	1 059,390
	matières sèches (t)	217,345	200,710	198,834
Destination		compostage sur site		
Nombre d'analyses	agronomiques	6	6	6
	ETM *	4	4	4
	CTO *	2	2	2
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI

\* ETM : Eléments Traces Métalliques \* CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE		2022	2023	2024
Consommation annuelle (kW)		1 483 659	1 525 907	1 813 379
Ratio kW/kg DBO5 éliminé		3,92	3,90	4,43
Ratio kW/m³ traité		2,50	2,71	2,88

RÉACTIFS		2022	2023	2024
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl <sub>3</sub> )	32 256	10 656	13 320
	Chlorure d'aluminium (AlCl <sub>3</sub> )		sans objet	
	Soude	135	0	7 153
	Acide sulfurique	7 472	6 164	6 924
	Javel	10 448	7 717	10 312
	Polymère	7 248	5 986	6 184
	Acide citrique	2 350	2 550	4 399
	Sels adoucisseur	2 850	3 025	925

SOUS-PRODUITS		2022	2023	2024
Refus de dégrillage (t)	destination	59,5	52,500	59,500
		AMÉTYST (méthanisation)		
Graisses (m³)	destination	Traitement sur site par hydrolyse		
		5	0	8
Sables (m³)	destination	Valorisation (réutilisation sur chantiers de TP)		




**1** et **2** : Levage et maintenance des membranes de l'Ultrafor 1, 2 et3.

**3** : Remplacement de la turbine d'aération suite à une casse.

**4** : Renouvellement du convoyeur à vis.

STEP COURNONSEC



régie des  
eaux | Montpellier  
Métropole

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE COURNONSEC

Mas Plagnol - Mas Bonnel - Cresse Saint Martin

2024 - 1/4

Bilan du fonctionnement annuel

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation

Cournonsec

Hameaux raccordés

- Mas Bonnel
- Mas Plagnol
- Cresse Saint Martin

Mise en service

2011

Nombre branchements d'eaux usées

non défini

Code SANDRE \*

060934087004

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale

400 EH

Type de traitement

Prétraitement primaire

Traitement secondaire

Traitement des Boues

Milieu récepteur

Le Vire

Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2009-00049 du 12/01/2010

organique (kg/j DBO<sub>5</sub>)

24

Q nominal (m<sup>3</sup>/j)

60

Q référence (m<sup>3</sup>/j)


240

Q pointe (m<sup>3</sup>/h)

6

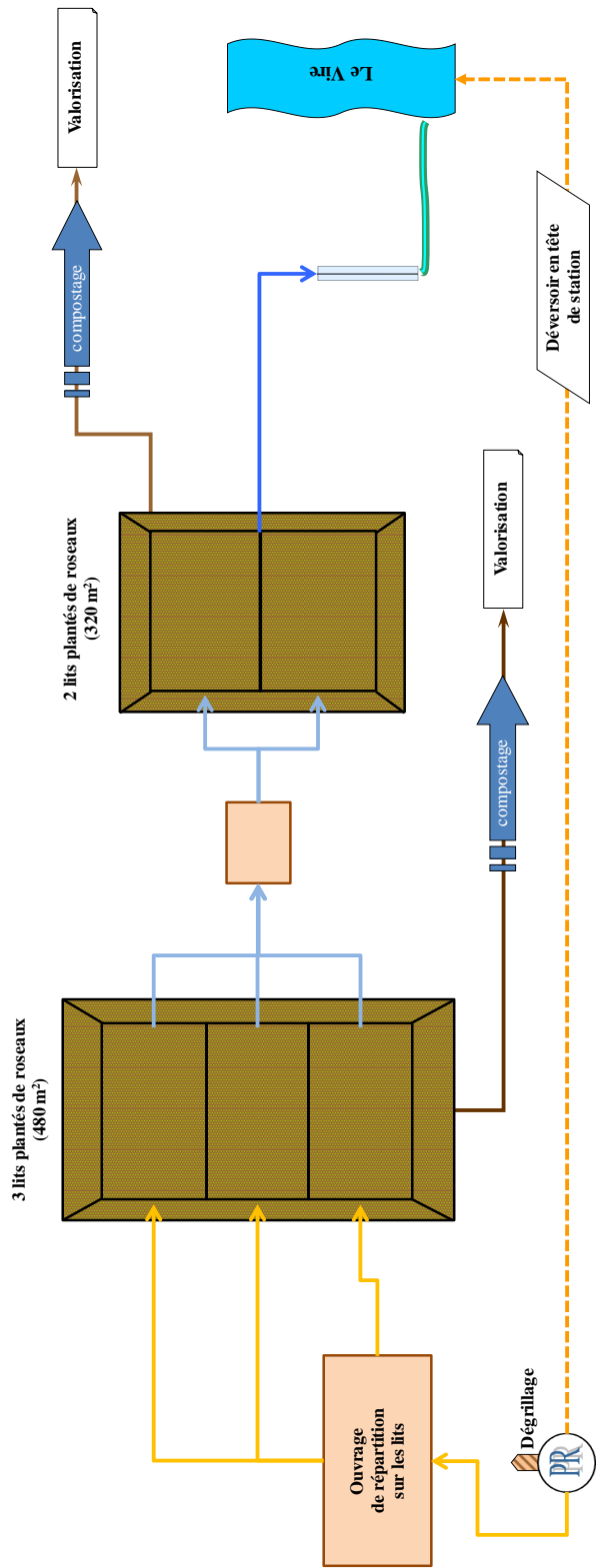
Exploitant

SAUR





SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES					
	2022		2023		2024
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	kg/j
DBO5 <sup>1</sup>	12,5	52,0%	14,22	59,3%	18,05
DCO <sup>2</sup>	29,7	49,6%	34,38	57,3%	40,31
MES <sup>3</sup>	13,6	36,4%	14,99	41,6%	22,32
NTK <sup>4</sup>	4,43	73,8%	5,25	87,5%	5,90
Pt <sup>5</sup>	0,56	non défini	0,58	non défini	0,57

<sup>1</sup> DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

<sup>2</sup> DCO : Demande Chimique en Oxygène

<sup>3</sup> MES : Matières En Suspension insolubles

<sup>4</sup> NTK : Azote Kjeldahl

<sup>5</sup> Pt : Phosphore total

<sup>6</sup> NGL : Azote (N) Global


RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES : pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015												
Paramètres		DBO5		DCO		MES		NGL <sup>6</sup>		Conformité européenne DERU (Directive Eaux Résiduaires Urbaines 91/271/CEE)		sans objet
Rejet moyen (mg/l)	norme	maxi 25	9,58	maxi 125	58,08	maxi 35	14,57	pas de seuil réglementaire		Conformité nationale (arrêté 21/07/2015 et son modificatif du 31/07/2020)		OUI
	résultat							62,24				
Rendement moyen	norme	mini 80%	97,3%	mini 75%	91,5%	mini 90%	96,1%	pas de seuil réglementaire		Conformité locale (arrêté préfectoral station n°34-2009-00049 du 12/01/2010)		OUI
	résultat							6				
Nombre de bilans <sup>7</sup>	norme	1 tous les 2 ans	12	1 tous les 2 ans	12	1 tous les 2 ans	12	pas de seuil réglementaire		pas de seuil réglementaire		6
	réalisés											



STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE COURNONSEC Mas Plagnol - Mas Bonnel - Cresse Saint Martin					2024 - 4/4	
Bilan du fonctionnement annuel						
BOUES		2022	2023	2024		
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m³)	/				
	produit brut (t)	126,600				
	matières sèches (t)	/				
Destination : <b>compostage</b>		26,600 tMS	pas de curage des lits	pas de curage des lits		
Nombre d'analyses	agronomiques	8				
	ETM *	4				
	CTO *	2				
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI				
* ETM : Eléments Traces Métalliques		* CTO : Composés Traces Organiques				
ÉNERGIE		2022	2023	2024		
Consommation annuelle (kW)		16 874	15 256	14 828		
Ratio kW/kg DBO5 éliminé		3,92	3,90	4,43		
Ratio kW/m³ traité		2,50	2,71	2,88		

RÉACTIFS					2022	2023	2024
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl <sub>3</sub> )	litres					
	Chlorure d'aluminium (AlCl <sub>3</sub> )						
	Soude						
	Acide sulfurique						
	Javel						
	Polymère						
	Acide citrique	kg					
Sels adoucisseur							
					sans objet		

SOU-S-PRODUITS					2022	2023	2024
Refus de dégrillage (t)					3,35	3,550	3,600
	destination	AMETYST (méthanisation)					
Graisses (m³)							
	destination						
Sables (m³)							
	destination	sans objet					



Désherbage et replantation du lit n°1 à l'étage supérieur en juin 2024.



# STEP COURNONTERRAL - COURNONSEC

régie des

eaux

intercommunalité

du Cournon

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE COURNONTERRAL - COURNONSEC

Bilan du fonctionnement annuel

2024 - 1/4

DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES

Lieu d'implantation

Cournonterral

Communes raccordées

• Cournonterral

• Cournonsec

Mise en service

2015

Nombre branchements d'eaux usées

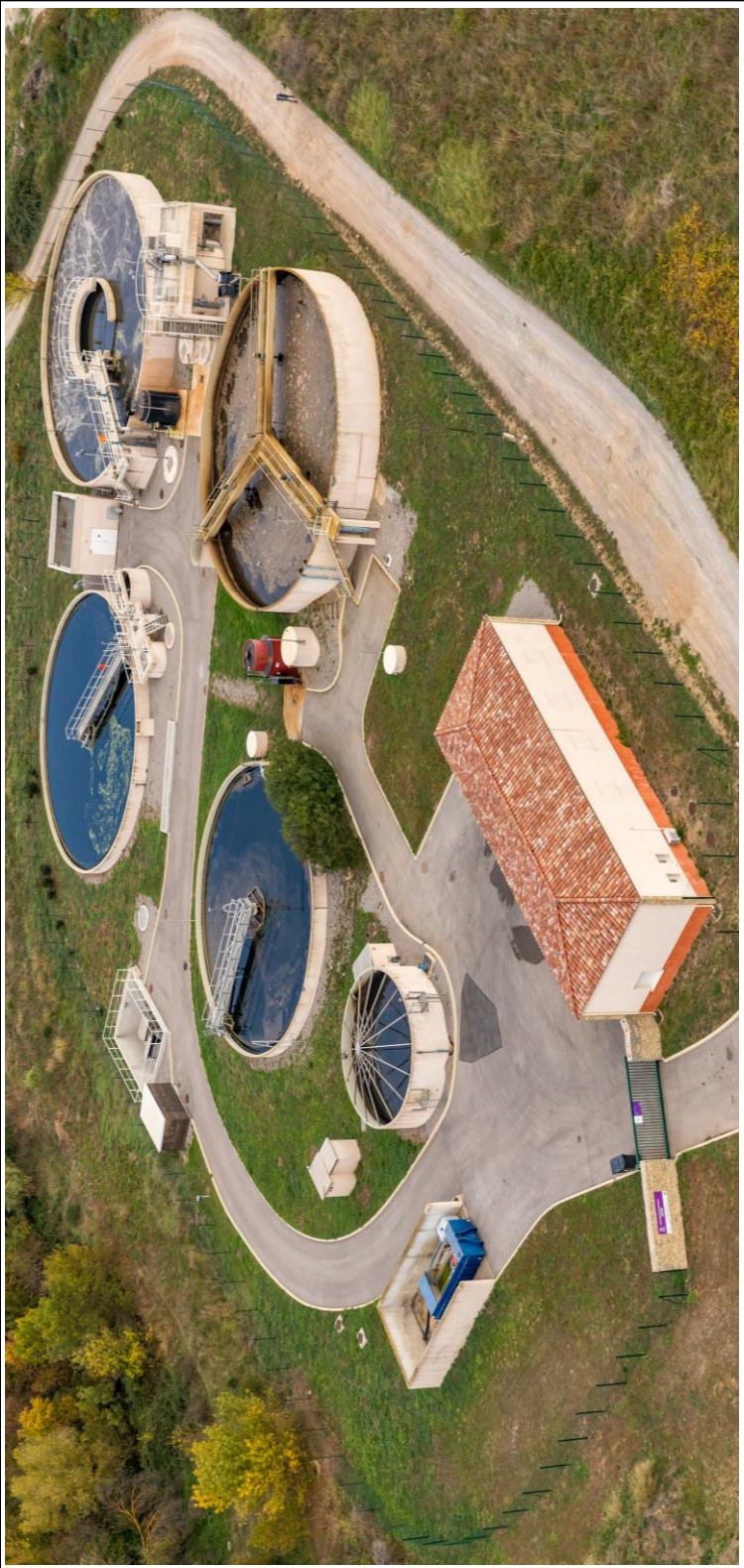
3 562

Code SANDRE \*

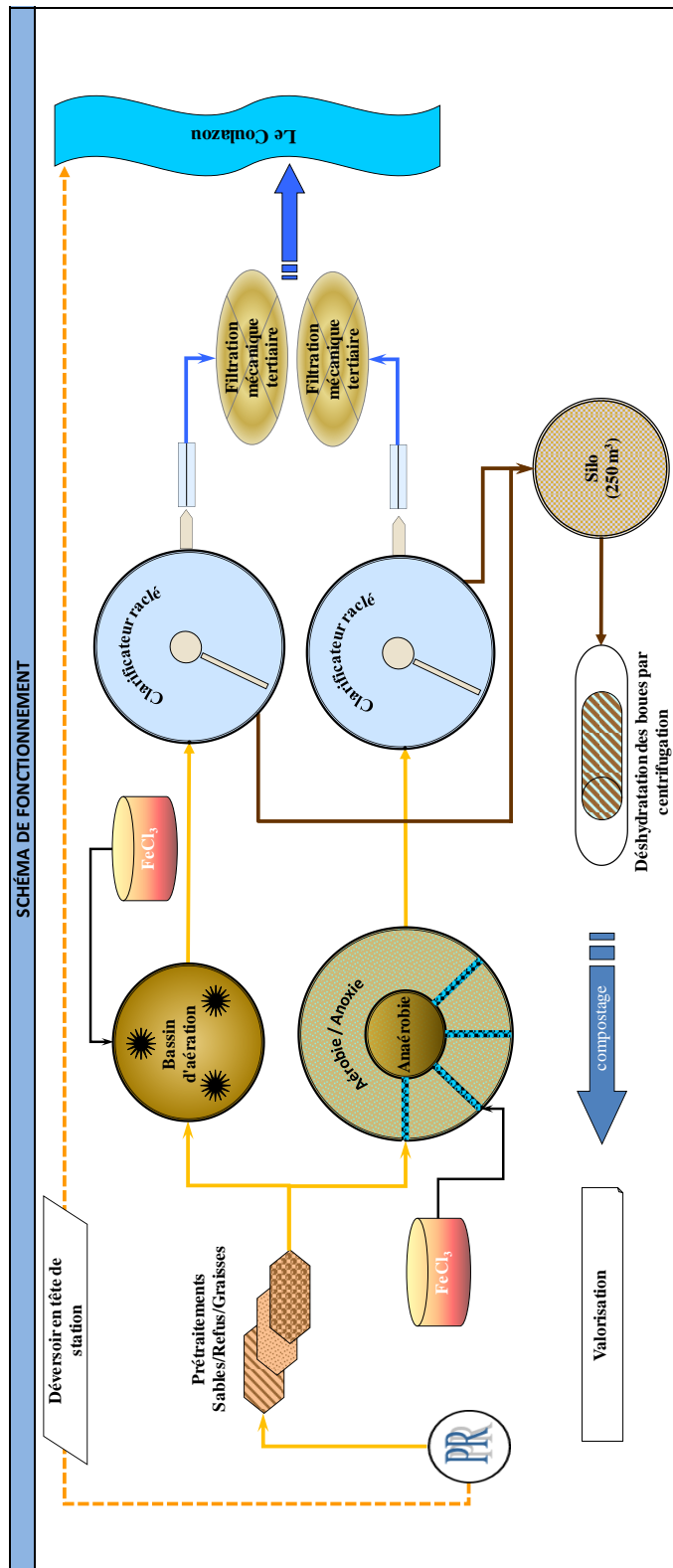
060934088001

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	15 000 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation chimique, filtration tertiaire		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones aérobie/anoxie et anaérobie		
Traitement des Boues	Déshydratation par centrifugation puis compostage		
Milieu récepteur	Le Coulazou		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°2014-04-03928 du 23/04/2014	organique (kg/j DBO <sub>5</sub> )	Q nominal (m <sup>3</sup> /j)	Q référence (m <sup>3</sup> /j)
	900	2 220	2 920
			Q pointe (m <sup>3</sup> /h)
			185







	CHARGES MOYENNES ENTRANTES					
	2022		2023		2024	
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal
CBPO <sup>8</sup> = 687,9 kg DBO5/j						
(valeur consolidée par la DDTM)						
DBO5 <sup>1</sup>	364,3	40,5%	437,03	48,6%	421,95	46,9%
DCO <sup>2</sup>	831,9	39,5%	1003,4	47,6%	899,65	42,7%
MES <sup>3</sup>	338,6	34,2%	508,52	51,4%	444,58	44,9%
NTK <sup>4</sup>	106,82	53,9%	111,53	56,3%	109,123	55,1%
Pt <sup>5</sup>	10,54	39,0%	11,98	44,4%	11,56	42,8%

RENDEMENTS ÉPURATOIRES ET RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :				Conformité européenne DERU (Directive Eaux Résiduaires Urbaines 91/271/CEE)		OUI
pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015				Conformité nationale (arrêté 21/07/2015 et son modificatif du 31/07/2020)		OUI
				Conformité locale (arrêté préfectoral station n°2014-04-03928 du 23/04/2014)		OUI
Paramètres		DBO5	DCO	MES	NGL <sup>6</sup>	Pt
Rejet moyen (mg/l)	norme	maxi 15	maxi 75	maxi 20	maxi 10	maxi 1
	résultat	3,04	19,79	4,44	6,89	0,31
Rendement moyen	norme	mini 90%	mini 85%	mini 90%	mini 80%	mini 80%
	résultat	99,1%	97,3%	98,7%	92,6%	96,8%
Nombre de bilans <sup>7</sup>	norme	12	24	24	12	12
	réalisés					

<sup>1</sup> DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

<sup>4</sup> NTK : Azote Kjeldhal

<sup>2</sup> DCO : Demande Chimique en Oxygène

**5 pt : Phosphate total**

<sup>3</sup> MES : Matières En Suspension insolubles

<sup>6</sup> NGL : Azote (N) Global

<sup>8</sup>CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

7 Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse











régie des eaux

intercommunale

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LAVÉRUNE

Bilan du fonctionnement annuel


2024 - 1/4

DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES

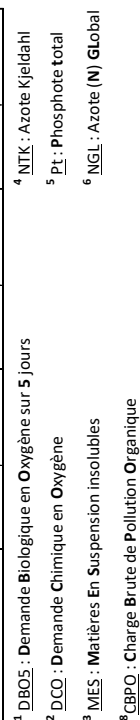
Lieu d'implantation	Lavérune
Commune raccordée	• Lavérune
Mise en service	2002
Nombre branchements d'eaux usées	1 192
Code SANDRE *	060934134003

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	5 000 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation physico-chimique		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées		
Traitement des Boues	Déshydratation par centrifugation puis compostage		
Milieu récepteur	Le Lassédéron		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°99-01-2967 du 22/09/1999	organique (kg/ DBO <sub>5</sub> )	Q nominal (m <sup>3</sup> /j)	Q référence (m <sup>3</sup> /j)
	300	1 000	/
			Q pointe (m <sup>3</sup> /h)
			98,7







7 Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse



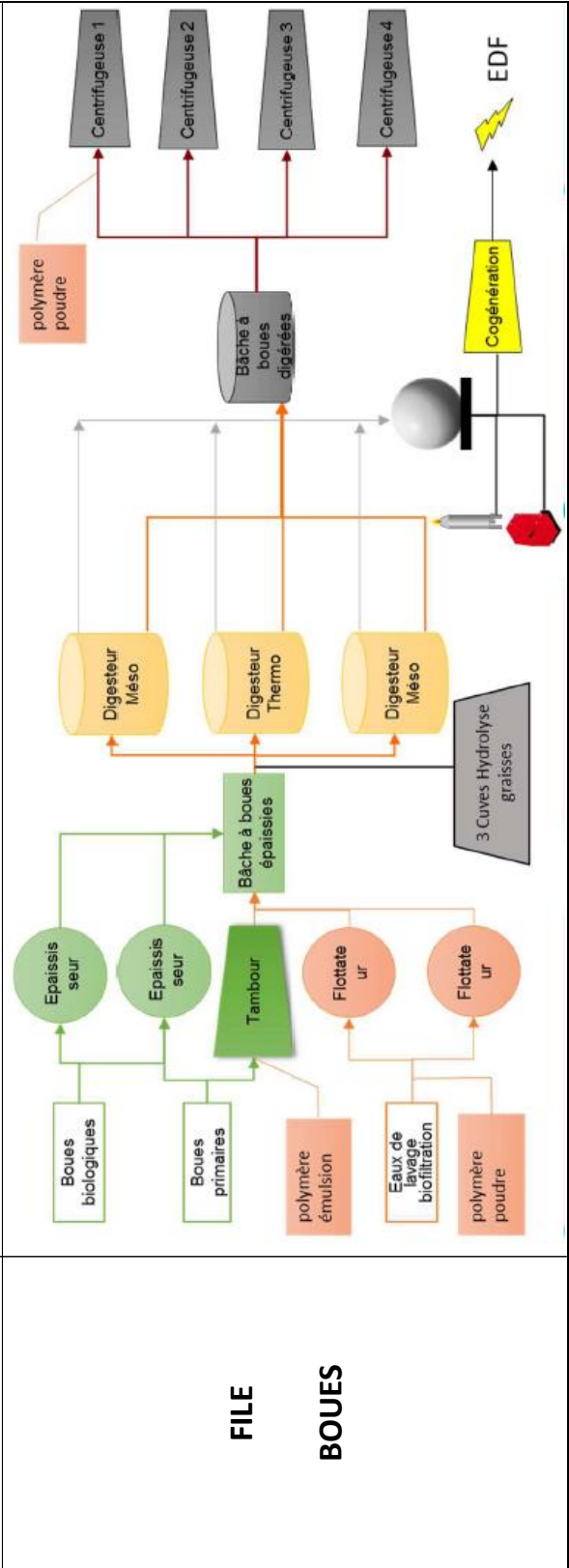
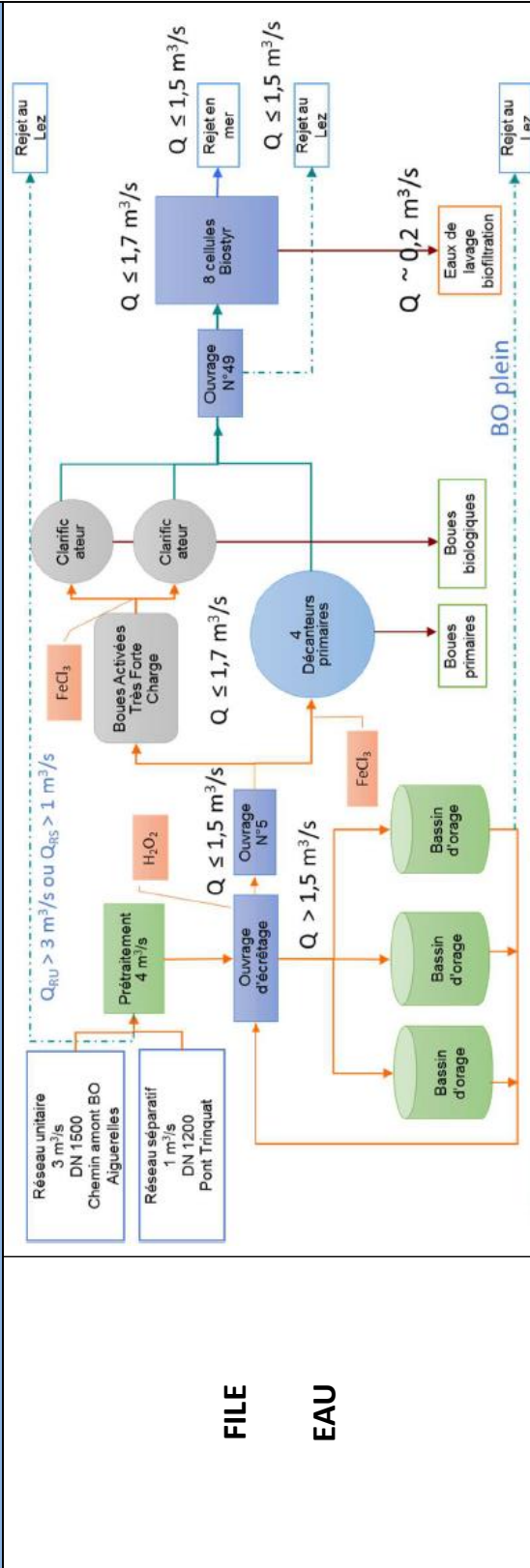




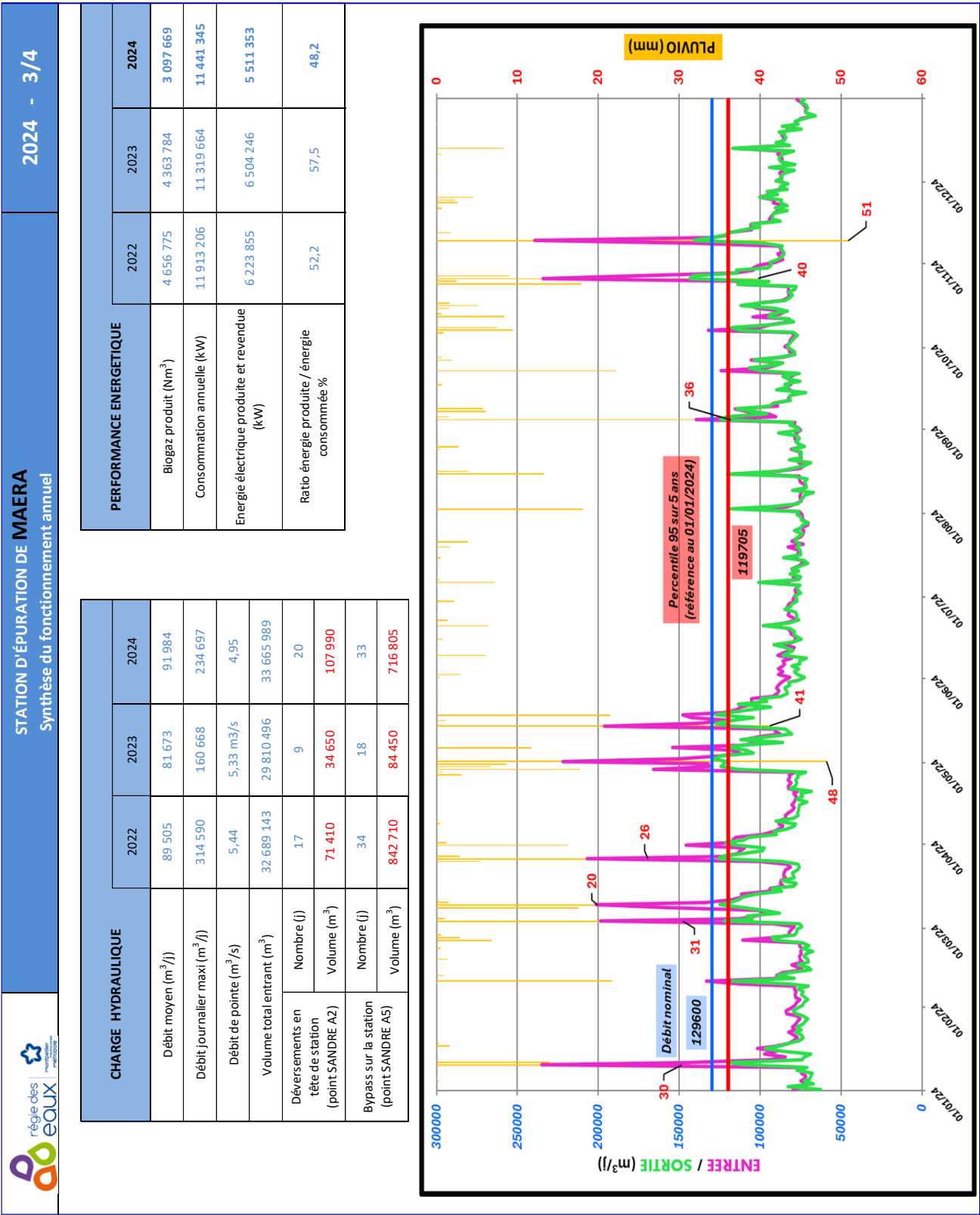




SCHÉMAS DE FONCTIONNEMENT









régie des eaux

SAE

STATION D'ÉPURATION DE MAERA

Synthèse du fonctionnement annuel

2024 - 4/4

BOUES		2022	2023	2024
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m³)	225 342	240 679	255 392
	produit brut (t)	19 881	22 492	25 285
	matières sèches (t)	5 927	6 496	7 285
Destination		compostage externalisé		
Nombre d'analyses	agronomiques	12	26	16
	ETM *	51	53	48
	CTO *	51	53	48
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI

\* ETM : Éléments Traces Métalliques

\* CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE		2022	2023	2024
Consommation annuelle (kW)		11 913 206	11 319 664	11 441 345
Ratio kW/kg DBO5 traité		1,43	1,48	1,50
Ratio kW/m³ traité		0,36	0,38	0,34

RÉACTIFS					
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl <sub>3</sub> )	t	1 901	2 103	2 234
	Peroxyde d'Hydrogène (H <sub>2</sub> O <sub>2</sub> )		118	89	81
	Soude		31	25	8
	Acide sulfurique		2	3	1
	Javel		52	52	38
	Polymère		113 540	117 500	137 600
	Nitrate de Calcium (booster Palavas - Carnon)	kg	234	222	208
		t			

SOUS-PRODUITS					
Refus de dégrillage (t)	destination	454	371	402	
		OCREAL (incinération)			
Graisses (m³)	destination				
		Traitement sur site par hydrolise			
Sables (m³)	destination	107	256	236	
		EVOLIA (incinération)			

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES							
Paramètres	DBO5	DCO	MES	NGL *	Pt *		
Rejet moyen (mg/l)	maxi 25	maxi 125	maxi 67,79	maxi 35	maxi 22,74	maxi 58,47	maxi 2,68
	norme résultat	mini 80%	mini 94%	mini 75%	mini 90%	mini 93%	mini 13%
Rendement moyen	norme résultat						
	réalisés	366	366	366	366	208	208
* Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse							

\* Selon l'arrêté du 21/07/2015, la mer n'est pas considérée comme une zone sensible à l'eutrophisation. Par conséquent, réglementairement, l'azote et le phosphore ne sont pas soumis au respect de normes de rejet et de rendements minimum de traitement à attendre

\* Selon l'arrêté du 21/07/2015, la mer n'est pas considérée comme une zone sensible à l'eutrophisation. Par conséquent, réglementairement, l'azote et le phosphore ne sont pas soumis au respect de normes de rejet et de rendements minimum de traitement à attendre

CHARGES MOYENNES ENTRANTES						
	2022		2023		2024	
	kg/l	% nominal	kg/l	% nominal	kg/l	% nominal
DBO5 <sup>1</sup>	22 830	82%	20 956	75%	21 642	77%
DCO <sup>2</sup>	57 301	82%	57 051	82%	58 747	84%
MES <sup>3</sup>	29 760	93%	29 346	92%	29 809	93%
NTK <sup>4</sup>	5 364	non défini	5 528	non défini	5 807	non défini
Pt <sup>5</sup>	660	non défini	685	non défini	673	non défini

<sup>1</sup> DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

<sup>2</sup> DCO : Demande Chimique en Oxygène

<sup>3</sup> MES : Matières En Suspension insolubles

<sup>4</sup> NTK : Azote Kjeldahl

<sup>5</sup> Pt : Phosphate total

<sup>6</sup> NGL : Azote (N) Global

STEP MURVIEL-LES-MONTPELLIER

régie des

EAUX

SAUR

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE MURVIEL LES MONTPELLIER

2024 - 1/4

Bilan du fonctionnement annuel

Capacité nominale

3 000 EH

Type de traitement

Dégrillage

Prétraitement primaire

Filtres aérés plantés de roseaux sur 2 files

Traitement secondaire

Traitement physico-chimique du phosphore

Traitement des Boues

Filtres plantés de roseaux

Milieu récepteur

La Pradales

Charges nominales :  
selon arrêté préfectoral  
n° 34-2017-00151  
du 18/01/2018

organique  
(kg/ DBO<sub>5</sub>)

180

Q nominal  
(m<sup>3</sup> /j)

480

Q référence  
(m<sup>3</sup> /j)

624

Q pointe  
(m<sup>3</sup> /h)

/

Exploitant

SAUR

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation

Murviel les Montpellier

Commune raccordée

• Murviel les Montpellier

Mise en service

2020

Nombre branchements  
d'eaux usées

709

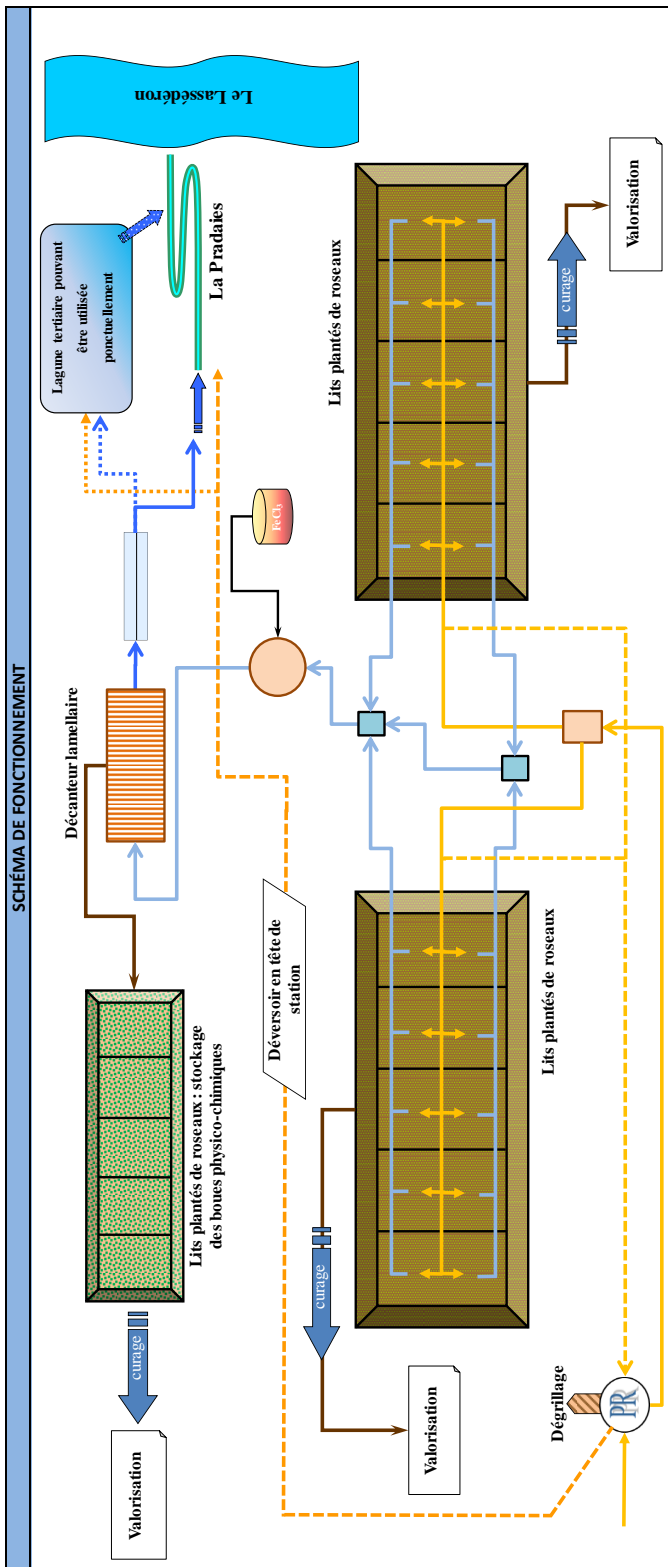
Code SANDRE \*

060934179002

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des  
Données et Référentiels sur l'Eau







CHARGES MOYENNES ENTRANTES					RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES : pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015													Conformité européenne DERU (Directive Eaux Résiduaires Urbaines 91/271/CEE)			OUI	
2022		2023		2024		Paramètres		DBO5	DCO	MES	NH <sub>4</sub> <sup>8</sup>		NTK	NO <sub>2</sub> <sup>9</sup>	NGL <sup>6</sup>	Pt						
kg/l	% nominal	kg/l	% nominal	kg/l	% nominal	Rejet moyen (mg/l)		3	maxi 125	maxi 17,5	maxi 35	maxi 5,51	maxi 9,43	maxi 10	maxi 66	maxi 14,21	0,84					
						Rendement moyen	mini 93%	99,2%	mini 86%	mini 97,8%	mini 94%	98,7%	pas de limite réglementaire				mini 87,5%	92,5%				
						Nombre de bilans <sup>10</sup>		12	12	12	12	12	4	4	4	4	4	4				
						norme	réalisés	12	12	12	12	12	4	4	4	4	4	4				
CBPO <sup>7</sup> = 129,5 kg DBO5/j  (valeur consolidée par la DDTM)																						NON
DBO5 <sup>1</sup>																						Pt
DCO <sup>2</sup>																						
MES <sup>3</sup>																						
NTK <sup>4</sup>																						
Pt <sup>5</sup>																						

<sup>6</sup> DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 Jrs  
<sup>4</sup> NTK : Azote Kjeldahl

<sup>10</sup> Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrées de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

<sup>1</sup> DBO5 : Demande **B**iologique en **O**xygène sur **5** jrs <sup>4</sup> NTK : Azote Kjeldahl

<sup>2</sup> DCO : Demande Chimique en Oxygène

<sup>3</sup> **MES : Matières En Suspension insolubles**

7 CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

15



régie des eaux

SAINT-PIERRE

SAINT-PIERRE

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE MURVIEL LES MONTPELLIER

Bilan du fonctionnement annuel

2024 - 4/4

BOUES

2022

2023

2024

sur ce type de station, les boues produites sont définies lors des curages

volume (m<sup>3</sup>)

produit brut (t)

matières sèches (t)

Destination

agronomiques

ETM \*

CTO \*

Nombre d'analyses

Conformité selon arrêté du 08/01/1998

Conformité selon arrêté du 07/01/2001

/

/

/

sans objet

2022

2023

2024

17 764

15 824

19 835

Chlorure ferrique (FeCl<sub>3</sub>)

Chlorure d'aluminium (AlCl<sub>3</sub>)

Soude

Acide sulfurique

Javel

Polymère

Acide citrique

Sels adoucisseur

kg

litres

kg

Consommation annuelle

sans objet

ÉNERGIE

2022

2023

2024

50 276

40 615

76 032

Ratio kW/kg DBO5 traité

Ratio kW/m<sup>3</sup> traité

1,5

0,44

1,78

0,47

2,58

0,83

2022

2023

2024

2,450

2,450

4,100

Refus de dégrillage

Graisses

Sables

(t)

destination

AMÉTYST (méthanisation)  
(benne commune pour les 3 déchets)

20/03/2024 : réparation suite panne système injection FeCl3

22/08/2024 : Panne réparée sur le compresseur

18/10/2024 : Lavage acide formique. Création du protocole de lavage à l'acide

18/11/2024 : Constat fuite FeCl3 sur la pompe n°1 au niveau de l'armoire d'injection. Pompe mise à l'arrêt en attendant réparation (relais pompe n°2)

26/11/2024 : Modification du nombre de bâchées par casier. Passage de 20 bâchées par casier à 10 bâchées pour commencer. Le but est de baisser le nombre de bâchées pour essayer de mieux répartir l'effluent sur le lit et de limiter les temps de repos. Certain casiers ne sont plus alimentés pendant 15 jours

## STEP MONTAUD



STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE MONTAUD

Bilan du fonctionnement annuel

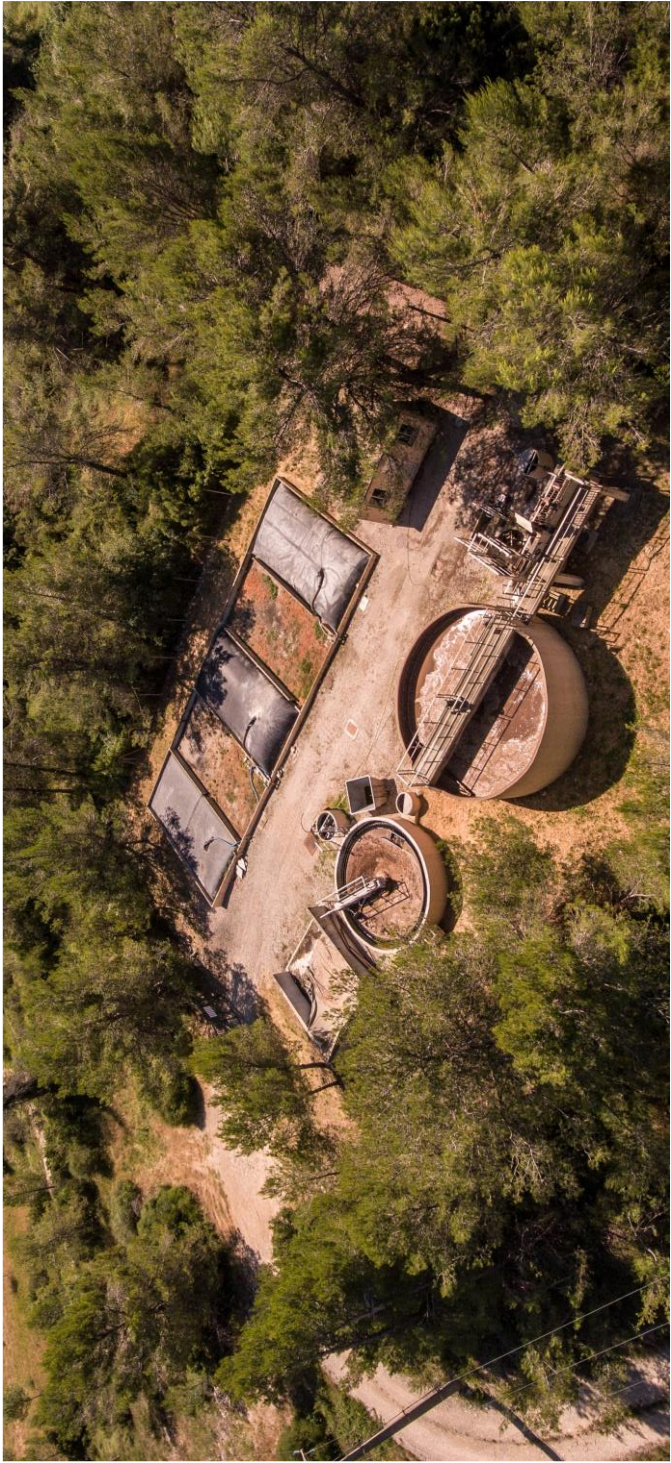
2024 - 1/4

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation	Montaud
Commune raccordée	• Montaud
Mise en service	1994
Nombre branchements d'eaux usées	366
Code SANDRE *	060934156001

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	900 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées		
Traitement des Boues	Lits de séchage / Bâches percolantes		
Milieu récepteur	La Lequette		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°93 I 1871 du 06/07/1993	organique (kg/j DBO <sub>5</sub> )	Q nominal (m <sup>3</sup> /j)	Q pointe (m <sup>3</sup> /h)
	54	135	/



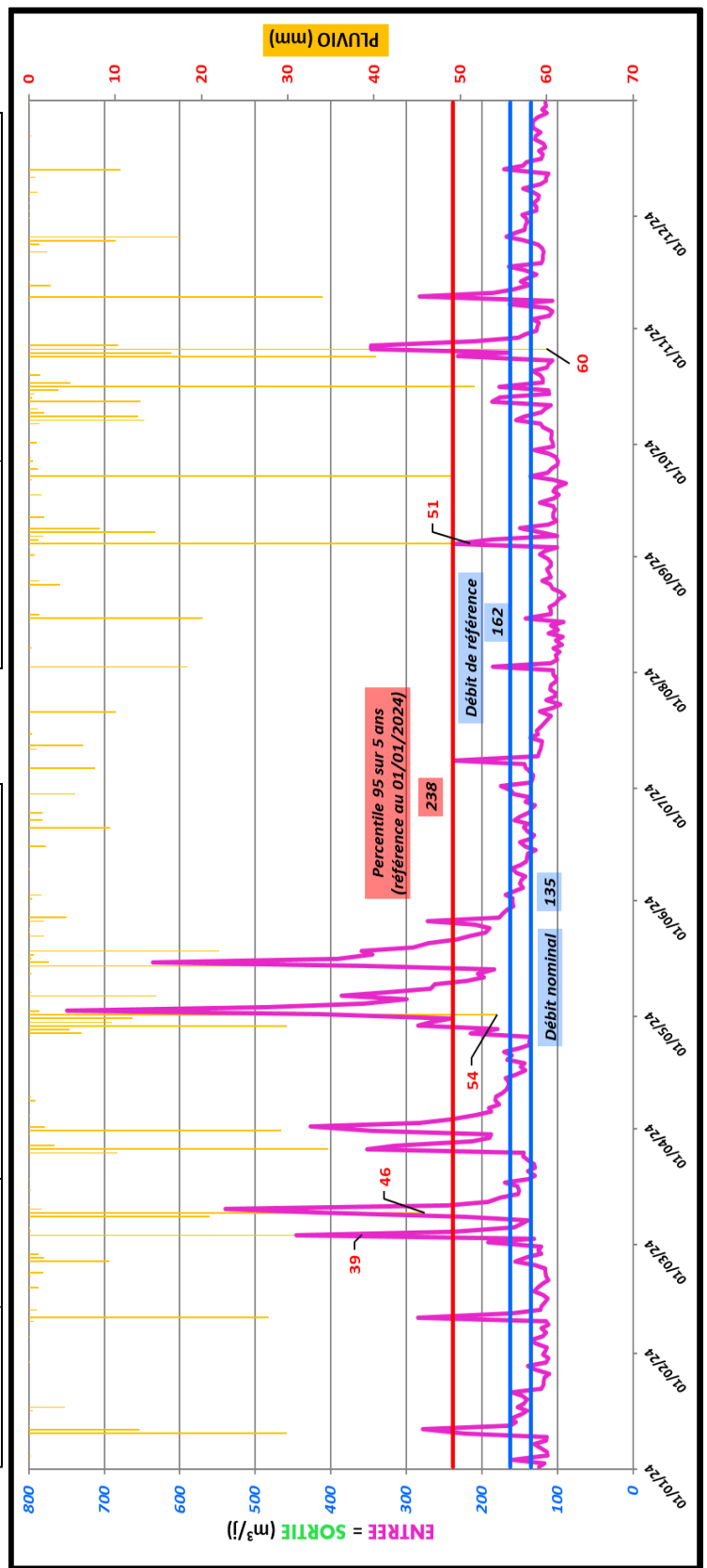







CHARGE HYDRAULIQUE					
		2022	2023	2024	
Débit moyen (m <sup>3</sup> /j)		140	123	157	
Débit journalier maxi (m <sup>3</sup> /j)		646	359	750	
Volume total entrant (m <sup>3</sup> ) = Volume sortant		51 227	44 992	57 446	
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (j)	8	4	8	
	T (h) ou V (m <sup>3</sup> )	3 856	254	1 245	
Bypass sur la station (point SANDRE A5)		sans objet			

ANALYSES MILIEU RÉCÉPTEUR	
Analyses sur le milieu récepteur	station non concernée par un suivi du milieu

<b>Percentile 95</b>	<b>212</b> non consolidé car pas de percentile 95 sur installation < 2 000 EH (source DOTM)
----------------------	--



<div> <div>  </div> <div> <div>STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE MONTAUD</div> <div>Bilan du fonctionnement annuel</div> </div> </div>	2024 - 4/4			
BOUES		2022	2023	2024
Boues produites (point SANDRE Ag)	volume (m <sup>3</sup> )	2 048	2 764	3 015
	produit brut (t)	52,820	61,920	40,020
	matières sèches (t)	11,547	14,327	9,198
Destination		compostage		
Nombre d'analyses	agronomiques	compostage externalisé sur PFC de Salles du Gardon (5 103 tMS)		
	ETM *			
	CTO *			
Conformité selon arrêté du 08/01/1998				
* ETM : Eléments Traces Métalliques		* CTO : Composés Traces Organiques		
ÉNERGIE		2022	2023	2024
Consommation annuelle (kW)		22 704	26 446	37 538
Ratio kW/kg DBO5 traité		2,32	4,32	6,80
Ratio kW/m <sup>3</sup> traité		0,44	0,59	0,71
RÉACTIFS		2022	2023	2024
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl <sub>3</sub> )	sans objet		
	Chlorure d'aluminium (AlCl <sub>3</sub> )			
	Soude			
	Acide sulfurique	sans objet		
	Javel			
	Polymère			
	Acide citrique	300	375	725
	Sels adoucisseur	sans objet		
SOUS-PRODUITS		2022	2023	2024
Refus de dégrillage (t)	destination	0,250	0,280	0,240
		AMÉTYST (méthanisation)		
Graisses (m <sup>3</sup> )	destination	26,3	24	24
		Baillargues - Saint Brès		
Sables (m <sup>3</sup> )	destination	0	2,8	0
		Baillargues - Saint Brès		
<div> <div>1</div>  </div>		<div>1 : Remplacement suite casse de la turbine d'aération courant janvier 2024.</div>		
<div> <div>2</div>  </div>		<div>2 : Mise en place d'une alimentation électrique provisoire à la suite d'un défaut d'isolement sur le câble d'alimentation électrique de la STEP en aout 2024.</div>		

STEP PIGNAN - SAUSSAN - FABREGUES



régie des

eaux

montpellier

metropole

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE PIGNAN - SAUSSAN - FABRÈGUES

Bilan du fonctionnement annuel

2024 - 1/4

Capacité nominale

Type de traitement

Prétraitement primaire

Traitement secondaire

Traitement des Boues

Milieu récepteur

Charges nominales :  
selon arrêté préfectoral n°2008-01-3285 du 22/12/2008 + son  
complémentaire n°34-2012-07-02-443 du 17/07/2012

30 517 EH

Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation physico-chimique, filtration tertiaire, désinfection UV

Dégrillage, dessablage, dégraisage

Boues activées, zones aérobie/anoxie et anaérobie

Déshydratation par centrifugation puis compostage sur site

Le Couzazou

organique  
(kg/j DBO<sub>5</sub>)

Exploitant

SAUR

1 831

4 813

6 600

525

Lieu d'implantation

Communes raccordées

Mise en service

Nombre branchements d'eaux usées

Code SANDRE \*

Fabrigues

• Pignan

• Saussan


• Fabrigues

2010

5 663

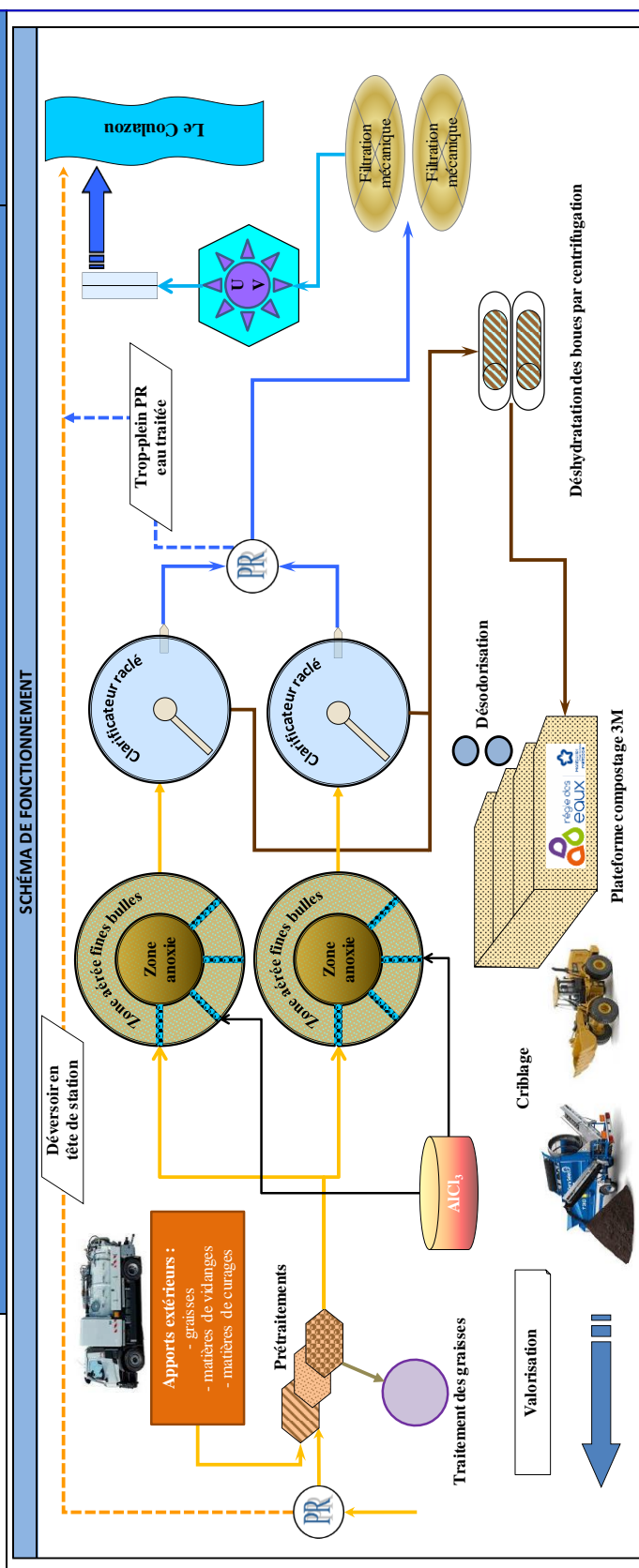
060934095003

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau









[illegible]

1 DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours  
2 DCO : Demande Chimique en Oxygène  
3 MES : Matières En Suspension insolubles  
4 NTK : Azote Kjeldhal  
5 Pt : Phosphate total  
6 NH4 : Ammonium  
7 CBPO : Charge Brute de Pollution Organique  
8 NGL : Azote (N) Global analyse  
9 Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse



STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE PIGNAN - SAUSSAN - FABRÈQUES					2024 - 4/4		
Bilan du fonctionnement annuel							
BOUES			RÉACTIFS				
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m³)	2022	2023	2024	sans objet		
	produit brut (t)	39 230	43 809	44 460	35 023	41 401	
	matières sèches (t)	1453,524	1401,540	1482,000	10 471	26 056	
Destination		254,258	270,330	265,705	kg		
		compostage sur site			11 677	11 778	
Nombre d'analyses	agronomiques	6	6	4	5 748	15 237	
	ETM *	4	4	2	8 537	10 171	
	CTO *	2	2	2	sans objet		
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI	375	250	
					75		
* ETM : Eléments Traces Métalliques      * CTO : Composés Traces Organiques							
ÉNERGIE			SOUS-PRODUITS				
Consommation annuelle (kW)	2022	2023	2024	2022	2023	2024	
	1 365 429	1 379 204	1 356 623	31920,000	31,200	31200,000	
Ratio kW/kg DBO5 traité	1,45	1,29	1,14	AMÉTYST (méthanisation)			
				Traitement sur site par hydrolyse			
Ratio kW/m³ traité	1,43	1,73	1,46	25,200	30,660	36,820	
				Maëra			
<div><div>1</div></div>			<div><div>2</div></div>			1 : Moussage de la tour désodo-acide après le remplacement de la pompe de recirculation en mars 2024.	
						2 : Réactions dans la cuve PAX 18 - pompage par camion hydrocureur et traitement en mars 2024.	



STEP SAINT DREZERY



STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE SAINT DRÉZÉRY  
Bilan du fonctionnement annuel

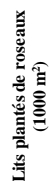
2024 - 1/4

DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES						
Lieu d'implantation	Saint Drézéry					
Commune raccordée	• Saint Drézéry					
Mise en service	2008					
Nombre branchements d'eaux usées	767					
Code SANDRE *	060934249002					

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	4 000 EH	Exploitant	SAUR			
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation physico-chimique					
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablages, dégraisage					
Traitement secondaire	Boues activées, zones aérobie/anoxie et anaérobie					
Traitement des Boues	Lits plantés de roseaux					
Milieu récepteur	Le Pradas puis le Bérange					
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°93 1 1871 du 06/07/1993	organique (kg/j DBO <sub>5</sub> )	Q nominal (m <sup>3</sup> /j)	Q référence (m <sup>3</sup> /j)	Q pointe (m <sup>3</sup> /h)		
	240	800	1 000	65,4		





<sup>1</sup> DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

<sup>4</sup> NTK : Azote Kjeldahl

2 DCO : Demande Chimique en Oxygène

<sup>3</sup> MES : Matières En Suspension insolubles

<sup>8</sup>CBPO : Charge Brute de Pollution Organique





<div> <div>  </div> <div> <div>STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE SAINT DRÉZÉRY</div> <div>Bilan du fonctionnement annuel</div> </div> </div>		2024 - 4/4			
BOUES		2022	2023	2024	
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m <sup>3</sup> )	11 397	13 826	16 165	
	produit brut (t)	sans objet			
	matières sèches (t)	64 139,000	63,503	60,762	
Destination : - sur site (lits plantés de roseaux) - épandage/ compostage si curage		curage des lits 1 et 3 : 36,741 tMS	curage des lits 8 et 9 : 12,280 tMS	curage des lits 4 et 5 : 15,838 tMS	
Nombre d'analyses	agronomiques	5	2	2	
	ETM *	3	1	2	
	CTO *	3	1	1	
Conformité selon arrêté du 08/01/1998		OUI	OUI	OUI	
* ETM : Eléments Traces Métalliques		* CTO : Composés Traces Organiques			
ÉNERGIE		2022	2023	2024	
Consommation annuelle (kW)		140 773	140 983	129 328	
Ratio kW/kg DBO5 entrant		4,67	4,66	4,53	
Ratio kW/m <sup>3</sup> traité		1,01	1,14	0,93	
<div> <div>  </div> <div>  </div> </div>					
<div> <div></div> <div>           Levage et nettoyage diffuseurs rampes Aération en avril 2024.         </div> </div>					

STEP SAINT GENIES DES MOURGUES - SUSSARGUES

régie des eaux

SAUR

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE SAINT GÉNÏS DES MOURGUES - SUSSARGUES

2024 - 1/4

DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES

Lieu d'implantation

Saint Génès des Mourgues

Communes raccordées

• Saint Génès des Mourgues

• Sussargues

Mise en service

2016

Nombre branchements d'eaux usées

1 725

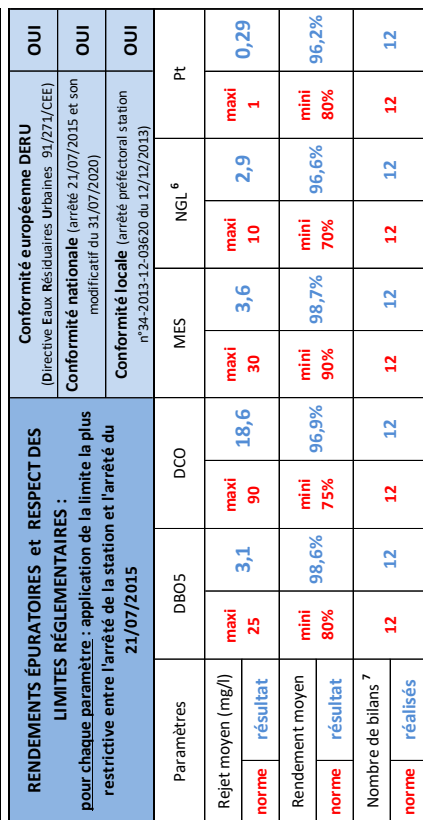
Code SANDRE \*

060934256001

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	7 200 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation chimique, filtration tertiaire		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones aérobie/anoxie et anaérobie		
Traitement des Boues	Lits plantés de roseaux		
Milieu récepteur	Font Rouge		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2013-12-03620 du 12/12/2013	organique (kg/ J DBO <sub>5</sub> )	Q nominal (m <sup>3</sup> /j)	Q référence (m <sup>3</sup> /j)
	432	1 116	1 491
			99,15








	réalisés		12	12	12	12	12
	norme						
<p><sup>7</sup> Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse</p>							

<sup>1</sup> DBOS : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours  
<sup>2</sup> DCO : Demande Chimique en Oxygène  
<sup>3</sup> MES : Matières En Suspension insolubles  
<sup>4</sup> NTK : Azote Kjeldahl  
<sup>5</sup> PI : Phosphate total  
<sup>6</sup> NGL : Azote (N) Global  
<sup>7</sup> BPO : Charge Brute de Pollution Organique



<b>Percentile 95</b> sur 5 ans de 2019 à 2023	<b>908 m<sup>3</sup>/j</b> (référence au 01/01/2025) (valeur et période consolidées par la DDTM)
--	---



<div> <div>  </div> <div> <div>STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE SAINT GÉNIES DES MOURGUES - SUSSARGUES</div> <div>Bilan du fonctionnement annuel</div> </div> </div>	2024 - 4/4																																																																														
<div>BOUES</div> <table> <tr> <th></th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th></tr> <tr> <td>Boues produites (point SANDREA6)</td><td>16 156</td><td>16 974</td><td>17 597</td></tr> <tr> <td>volume (m³)</td><td colspan="3">sans objet</td></tr> <tr> <td>produit brut (t)</td><td>108,193</td><td>78,285</td><td>76,218</td></tr> <tr> <td>matières sèches (t)</td><td>pas de curage en 2022</td><td>curage des lits 4, 5, 6 : 205,29 tMS évacuées</td><td>curage du lit 3 : 47,388 tMS évacuées</td></tr> <tr> <td>Destination : - sur site (lits plantés de roseaux) - compostage si curage</td><td colspan="3"></td></tr> <tr> <td>agronomiques</td><td colspan="3">6</td></tr> <tr> <td>ETM *</td><td colspan="3">2</td></tr> <tr> <td>CTO *</td><td colspan="3">2</td></tr> <tr> <td>Conformité selon arrêté du 07/01/2002</td><td colspan="3">OUI</td></tr> </table>		2022	2023	2024	Boues produites (point SANDREA6)	16 156	16 974	17 597	volume (m³)	sans objet			produit brut (t)	108,193	78,285	76,218	matières sèches (t)	pas de curage en 2022	curage des lits 4, 5, 6 : 205,29 tMS évacuées	curage du lit 3 : 47,388 tMS évacuées	Destination : - sur site (lits plantés de roseaux) - compostage si curage				agronomiques	6			ETM *	2			CTO *	2			Conformité selon arrêté du 07/01/2002	OUI			<div>RÉACTIFS</div> <table> <tr> <th></th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th></tr> <tr> <td>Chlorure ferrique (FeCl<sub>3</sub>)</td><td>28 848</td><td>23 659</td><td>29 520</td></tr> <tr> <td>Chlorure d'aluminium (AlCl<sub>3</sub>)</td><td colspan="3">sans objet</td></tr> <tr> <td>Soude</td><td colspan="3"></td></tr> <tr> <td>Acide sulfurique</td><td colspan="3"></td></tr> <tr> <td>Javel</td><td colspan="3"></td></tr> <tr> <td>Polymère</td><td colspan="3"></td></tr> <tr> <td>Acide citrique</td><td colspan="3"></td></tr> <tr> <td>Sels adoucisseur</td><td colspan="3"></td></tr> </table>				2022	2023	2024	Chlorure ferrique (FeCl <sub>3</sub> )	28 848	23 659	29 520	Chlorure d'aluminium (AlCl <sub>3</sub> )	sans objet			Soude				Acide sulfurique				Javel				Polymère				Acide citrique				Sels adoucisseur			
	2022	2023	2024																																																																												
Boues produites (point SANDREA6)	16 156	16 974	17 597																																																																												
volume (m³)	sans objet																																																																														
produit brut (t)	108,193	78,285	76,218																																																																												
matières sèches (t)	pas de curage en 2022	curage des lits 4, 5, 6 : 205,29 tMS évacuées	curage du lit 3 : 47,388 tMS évacuées																																																																												
Destination : - sur site (lits plantés de roseaux) - compostage si curage																																																																															
agronomiques	6																																																																														
ETM *	2																																																																														
CTO *	2																																																																														
Conformité selon arrêté du 07/01/2002	OUI																																																																														
	2022	2023	2024																																																																												
Chlorure ferrique (FeCl <sub>3</sub> )	28 848	23 659	29 520																																																																												
Chlorure d'aluminium (AlCl <sub>3</sub> )	sans objet																																																																														
Soude																																																																															
Acide sulfurique																																																																															
Javel																																																																															
Polymère																																																																															
Acide citrique																																																																															
Sels adoucisseur																																																																															
<div>ÉNERGIE</div> <table> <tr> <th></th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th></tr> <tr> <td>Consommation annuelle (kW)</td><td>144 852</td><td>166 787</td><td>167 987</td></tr> <tr> <td>Ratio kW/kg DBO5 traité</td><td>2,83</td><td>3,73</td><td>3,37</td></tr> <tr> <td>Ratio kW/m³ traité</td><td>0,76</td><td>0,97</td><td>0,79</td></tr> </table>		2022	2023	2024	Consommation annuelle (kW)	144 852	166 787	167 987	Ratio kW/kg DBO5 traité	2,83	3,73	3,37	Ratio kW/m³ traité	0,76	0,97	0,79	<div>SOUS-PRODUITS</div> <table> <tr> <th></th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th></tr> <tr> <td>Refus de dégrillage (t)</td><td>2,500</td><td>2,130</td><td>2,300</td></tr> <tr> <td>destination</td><td colspan="3">AMÉTYST (méthanisation)</td></tr> <tr> <td>Graisses (m³)</td><td>14</td><td>10</td><td>14</td></tr> <tr> <td>destination</td><td colspan="3">station de Maëra</td></tr> <tr> <td>Sables (t)</td><td>22,4</td><td>25,2</td><td>37,8</td></tr> <tr> <td>destination</td><td colspan="3">station de Maëra</td></tr> </table>				2022	2023	2024	Refus de dégrillage (t)	2,500	2,130	2,300	destination	AMÉTYST (méthanisation)			Graisses (m³)	14	10	14	destination	station de Maëra			Sables (t)	22,4	25,2	37,8	destination	station de Maëra																																		
	2022	2023	2024																																																																												
Consommation annuelle (kW)	144 852	166 787	167 987																																																																												
Ratio kW/kg DBO5 traité	2,83	3,73	3,37																																																																												
Ratio kW/m³ traité	0,76	0,97	0,79																																																																												
	2022	2023	2024																																																																												
Refus de dégrillage (t)	2,500	2,130	2,300																																																																												
destination	AMÉTYST (méthanisation)																																																																														
Graisses (m³)	14	10	14																																																																												
destination	station de Maëra																																																																														
Sables (t)	22,4	25,2	37,8																																																																												
destination	station de Maëra																																																																														
																																																																															
	Curage du lit n°3 en 06/2024 puis remise en service avec redémarrage des roseaux sans replantation																																																																														

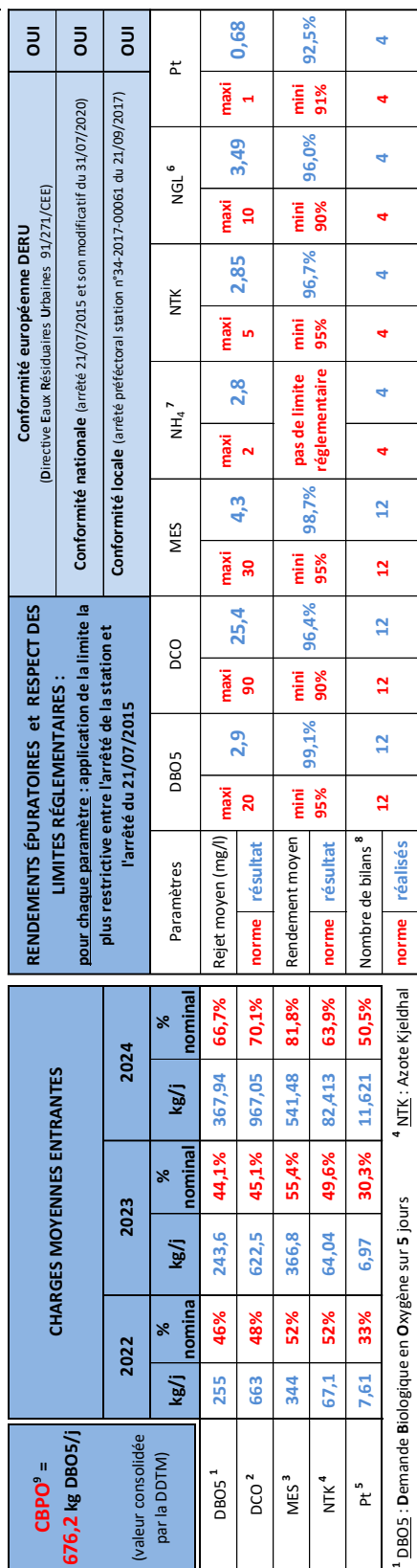


STEP SAINT GEORGES D'ORQUES

<div><div><div><div></div><div>régie des EAUX</div></div><div><div></div><div>SAUR</div></div></div><div>STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE SAINT GEORGES D'ORQUES</div><div>Synthèse du fonctionnement annuel</div></div>		2024 - 1/4	
<div><div><div>Données Administratives et Générales</div><div><div>Lieu d'implantation</div><div>Saint Georges d'Orques</div></div><div><div>Commune raccordée</div><div>• Saint Georges d'Orques</div></div><div><div>Mise en service</div><div>2020</div></div><div><div>Nombre branchements d'eaux usées</div><div>1 978</div></div><div><div>Code SANDRE *</div><div>060934259003</div></div></div></div>		<div><div>Capacité nominale</div><div>9 200 EH</div></div>	<div><div>Exploitant</div><div>SAUR</div></div>
<div><div>Type de traitement</div><div>Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation physico-chimique, filtration te</div></div>		<div><div>Q nominal</div><div>(m³/j)</div><div>1 380</div></div>	
<div><div>Prétraitement primaire</div><div>Dégrillage, dessablage, dégraisage</div></div>		<div><div>Q référence</div><div>(m³/j)</div><div>1 645</div></div>	
<div><div>Traitement secondaire</div><div>Boues activées, zones aérobies/anoxie et anaérobie</div></div>		<div><div>Q pointe</div><div>(m³/h)</div><div>123</div></div>	
<div><div>Traitement des Boues</div><div>Déshydratation par presse puis compostage</div></div>		<div><div>organique</div><div>(kg/j DBO<sub>5</sub>)</div><div>552</div></div>	
<div><div>Milieu récepteur</div><div>Le Lassédéron</div></div>		<div><div>Charges nominales :</div><div>selon arrêté préfectoral n°34-2017-00061 du 21/09/2017</div></div>	

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des  
Données et Référentiels sur l'Eau



[illegible]







STEP VILLENEUVE-LES-MAGUELONE

régie des

eaux

SAUR

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE VILLENEUVE LES MAGUELONE

Bilan du fonctionnement annuel

2024 - 1/4

DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES

Lieu d'implantation

Villeneuve les Maguelone

Commune raccordée

• Villeneuve les Maguelone

Mise en service

2000

Nombre branchements d'eaux usées


2 859

Code SANDRE \*

060934337001

\* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	12 000 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, déphosphatation physico-chimique		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones aérobie/anoxie, filtration tertiaire		
Traitement des Boues	Déshydratation par centrifugation puis compostage		
Milieu récepteur	La Mosson		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n° 34-2014-08-04176 du 04/08/2014	organique (kg/ DBO <sub>5</sub> )	Q nominal (m <sup>3</sup> /j)	Q référence (m <sup>3</sup> /j)
	720	2 700	2 800
			220



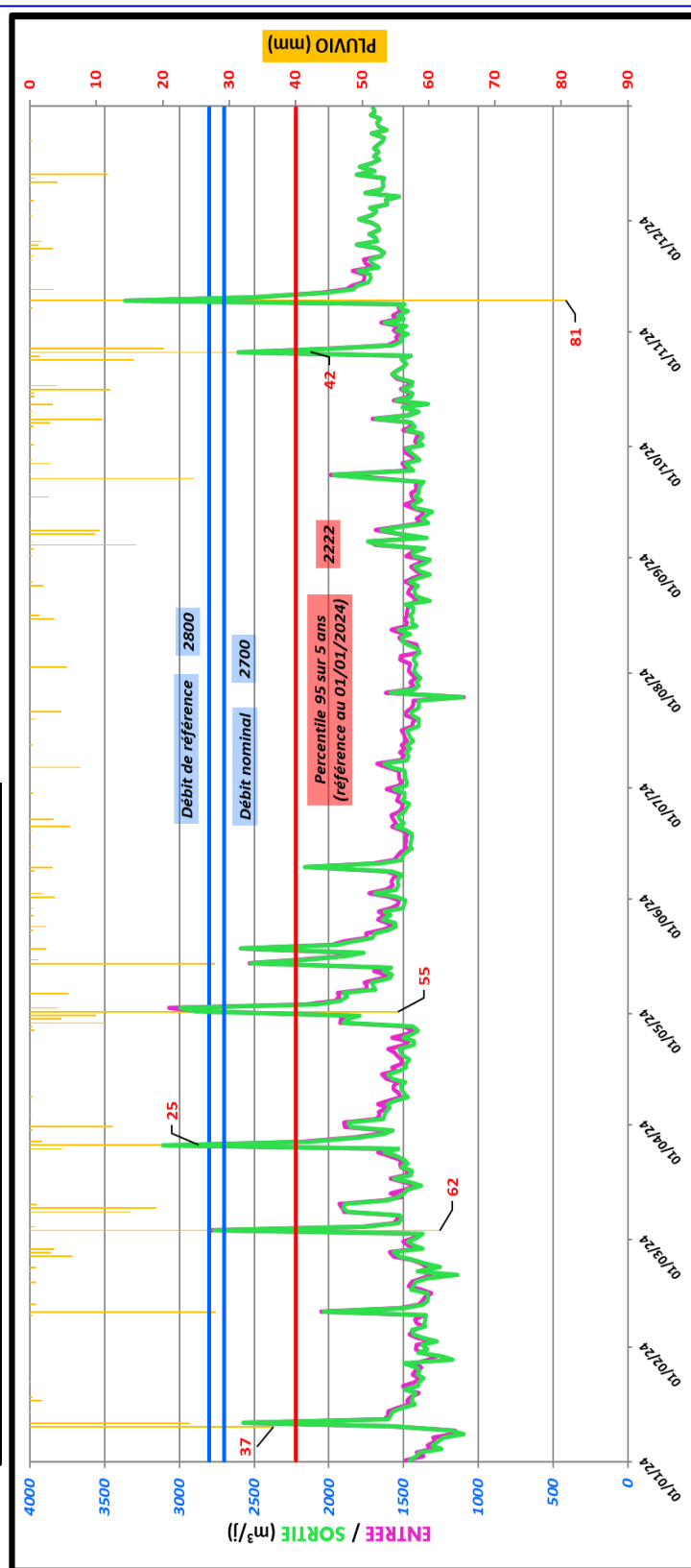










MILIEU RÉCÉPTEUR		
Analyses sur le milieu récepteur	Planifiées	station non concernée par un suivi du milieu conformément à son arrêté d'autorisation
	Réalisées	

<b>Percentile 95</b> sur 5 ans de 2019 à 2023	<b>2017 m<sup>3</sup>/j</b> (référence au 01/01/2025) (valeur et période consolidées par la DDTM)
--	--





<div> <div>  </div> <div> <div>STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE VILLENEUVE LES MAGUELONE</div> <div>Bilan du fonctionnement annuel</div> </div> </div>	2024 - 4/4			
BOUES		2022	2023	2024
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m³)	8 008	10 226	9 448
	produit brut (t)	828,826	1081,940	767,620
	matières sèches (t)	157,117	217,247	186,846
Destination		compostage		
Nombre d'analyses	agronomiques	4	7	7
	ETM *	4	3	3
	CTO *	4	2	2
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI
* ETM : Eléments Traces Métalliques      * CTO : Composés Traces Organiques				
ÉNERGIE		2022	2023	2024
Consommation annuelle (kW)		636 968	541 021	455 590
Ratio kW/kg DBO5 traité		2,43	1,66	1,52
Ratio kW/m³ traité		1,12	1,04	0,80
RÉACTIFS		2022	2023	2024
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl <sub>3</sub> )	63 650	69 582	36 000
	Chlorure d'aluminium (AlCl <sub>3</sub> )	sans objet		
	Soude			
	Acide sulfurique			
	Javel			
	Polymère	7 274	6 437	5 960
	Acide citrique	sans objet		
	Sels adoucisseur			
SOUS-PRODUITS		2022	2023	2024
Refus de dégrillage (t)	destination	5,125	5,800	16,400
		AMÉTYST (méthanisation)		
Graisses (m³)	destination	55,5	35	38
		station Maëra		
Sables (m³)	destination	19,3	36	38
		station Maëra		
<div> <div>1 : Défaut alimentation électrique de la STEP suite à un accident de la route ayant entraîné une rupture d'alimentation du triphasé. Déversement estimé à quelques m3 au niveau du PR LARZAT uniquement. Intervention d'un camion hydrocureur pour éviter surverses. Remise en service progressive par secteur et totalement effective à 21H. Maintien du traitement au niveau de la station (juillet 2024).</div> <div>2 : Renouvellement des 2 supports d'agitateurs dans le bassin d'aération par une équipe de plongeurs scaphandriers en octobre 2024.</div> </div>		<div>    </div>		

## Annexe 2 – Notice d'information de l'Agence de l'Eau RMC aux Maires

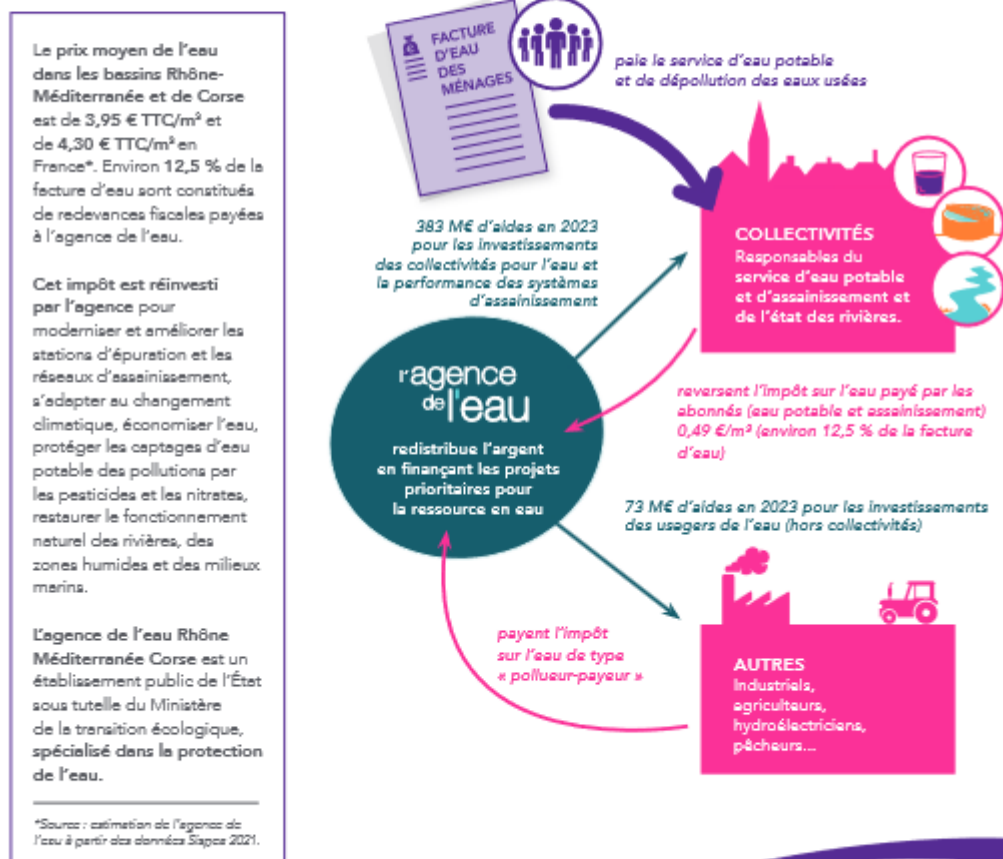


ÉDITION 2024

### L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

Grâce à cette fiscalité sur l'eau la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.



**SAUVONS L'EAU!**



## ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2023

60% des aides\* attribuées en 2023 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

### ► Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (84,6 millions €)

590 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation...) permettent d'économiser 6,75 millions m<sup>3</sup>, soit la consommation annuelle d'une ville de 123 000 habitants.

### ► Pour sécuriser l'alimentation en eau potable (36,7 millions €)

90 opérations ont bénéficié de l'aide de l'appel à projets lancé pour accompagner la mesure 14 du Plan eau.

### ► Pour dépolluer les eaux (135 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

32 stations d'épuration parmi les plus importantes pour le milieu et 74 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 27,6 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (79,5 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 59,2 M€ d'aides.

### ► Pour réduire les pollutions industrielles (10 millions €)

6 119 kg de micropolluants supprimés dans les émissions industrielles.

### ► Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (7,3 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 4,9 millions € pour l'agriculture)

7 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. 4,9 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

### ► Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (85,5 millions €)

53,8 km de rivières restaurées et 85 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel. 2 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.

L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 2 ha d'herbiers.

### ► Pour la solidarité internationale (5,3 millions €)

60 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 20 pays en développement.

\* Incluant des crédits versés par l'État (Fonds vert et rénovation des canalisations d'eau potable).

## L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

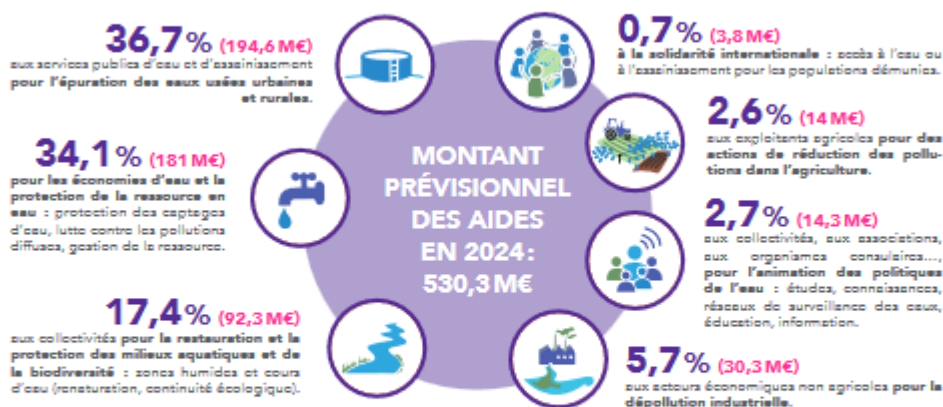
### 2024

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 12,5 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m<sup>3</sup>/an, dépense en moyenne 39,5 € par mois pour sa facture d'eau, dont 4,9 € par mois pour les redevances.



Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

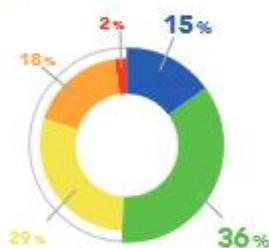
### UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES



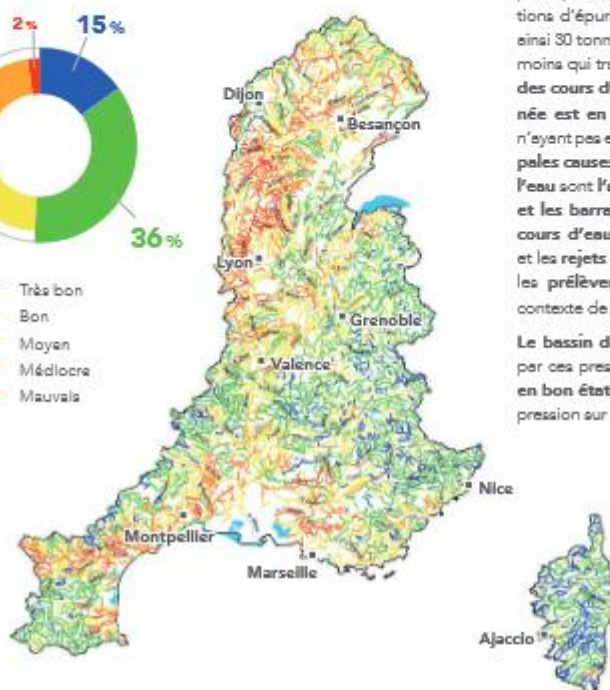
- Ces montants n'intègrent pas les crédits fonds vert versés par l'État pour accompagner la stratégie nationale biodiversité (SNB 2030) et la renaturation des villes et des villages.
- **Solidarité envers les communes rurales** : l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **L'agence de l'eau contribue également au financement** de l'Office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2024 s'élève à 103,1 M€.

## QUALITÉ DES EAUX

État écologique des cours d'eau  
Données 2021



— Très bon  
— Bon  
— Moyen  
— Médiocre  
— Mauvais



**Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.**

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les principales causes de dégradation de la qualité de l'eau sont l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau, les pollutions par les pesticides et les rejets de substances toxiques ainsi que les prélèvements d'eau excessifs dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, 91 % de ses rivières sont en bon état. Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

### La qualité des rivières sur smartphone et tablette



Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'Agence de l'eau.

#### Bassin Rhône-Méditerranée

- > 15,5 millions d'habitants
- > 20 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 50 % de l'activité touristique
- > 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

#### Bassin de Corse

- > 330 000 habitants permanents
- > 3,4 millions de touristes chaque année
- > 3 000 km de cours d'eau
- > 1 000 km de côtes

## Annexe 3 - Glossaire

- ◆ **Agence de l'Eau** : Etablissement du ministère de l'environnement, dédié à la préservation de l'eau. Elle incite et aide, à l'échelle de ses bassins versants, à une utilisation rationnelle des ressources en eau, à la lutte contre leur pollution et à la protection des milieux aquatiques. Montpellier Méditerranée Métropole est couverte par l'agence Rhône Méditerranée Corse.
- ◆ **CRIDt** : Cellule de Contrôle des Rejets Industriels et des Déchets toxiques du service d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.
- ◆ **Eaux unitaires = eaux usées + eaux pluviales**. Les anciens réseaux étaient conçus pour simplement évacuer les eaux indésirables vers l'extérieur des villes, et fonctionnaient donc de façon unitaire. Actuellement, pour permettre un traitement poussé des eaux usées, on tente de séparer les réseaux : les nouveaux collecteurs sont spécifiques soit aux eaux usées soit aux eaux pluviales.
- ◆ **EH ou Equivalent-Habitant** : unité de mesure qui correspond à la quantité de charge polluante que rejette une personne en une journée. En général : 60g DBO5/j.
- ◆ **Maître d'ouvrage** : c'est la personne (personne morale, privée ou publique) pour le compte de laquelle sont réalisés les ouvrages de bâtiment ou d'infrastructure. Il en est le commanditaire et celui qui en supporte le coût financier.
- ◆ **Maître d'œuvre** : c'est l'entité retenue par le maître d'ouvrage pour réaliser l'ouvrage, dans les conditions de délais, de qualité et de coût fixées par un contrat.
- ◆ **Police de l'eau** : en matière d'assainissement, ce terme regroupe les différents acteurs chargés par l'Etat de fixer les objectifs de réduction des flux polluants, de contrôler le respect de ces autorisations, de veiller au libre écoulement des eaux et de poursuivre les infractions.
- ◆ **SDA** : Schéma Directeur d'Assainissement
- ◆ **SPANC** : Service Public d'Assainissement Non Collectif
- ◆ **STEU** : Station de Traitement des Eaux Usées

### Principaux paramètres réglementés pour les rejets de station d'épuration :

- ◆ **DBO<sub>5</sub> (Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours)** : correspond à la quantité d'oxygène consommé par les bactéries et micro-organismes pour assurer l'oxydation des matières organiques biodégradables en 5 jours après la mise en contact. C'est la quantité d'oxygène qui sera prélevée au milieu naturel en cas de déversement.
- ◆ **DCO (Demande Chimique en Oxygène)** : quantifie l'oxygène nécessaire pour dégrader l'ensemble des matières oxydables contenues dans l'effluent, qu'elles soient biodégradables ou non.
- ◆ **MES (Matières En Suspension)** : particules de toutes tailles, de nature minérale ou organique, en suspension dans les effluents.
- ◆ **pH** : valeur exprimant l'acidité ou la basicité de l'eau.
- ◆ **P<sub>t</sub> (Phosphore total)** : entraîne – s'il est en quantités importantes – une prolifération d'algues et de plantes aquatiques, pouvant aboutir à des phénomènes d'eutrophisation.
- ◆ **NGL (azote global)** : somme des différentes formes de l'azote : l'azote organique (matière vivante en décomposition), l'azote ammoniacal, les nitrites et les nitrates. Contribue aussi à l'apparition de phénomènes d'eutrophisation.
- ◆ **NH<sub>4</sub><sup>+</sup>** (ion ammonium, seule forme de l'azote ammoniacal présente dans les rejets) ...résulte de la dégradation des matières organiques et est toxique pour les organismes.

## Annexe 4 - Descriptif des indicateurs de performance des services

Suite à la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, le décret 2007-675 du 2 mai 2007 et l'arrêté correspondant ont rendu obligatoire une série de nouveaux indicateurs. Ils sont venus remplacer le décret n°95-635 du 6 mai 1995 qui avait fixé un premier cadre sur le contenu des RPQS, et modifier les annexes V et VI du code général des collectivités territoriales.

### SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (AC)

#### INDICATEURS DESCRIPTIFS DU SERVICE

- ◆ **D201.0 : Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif**

Indicateur descriptif du service, qui permet d'apprécier sa taille et de mettre en perspective les résultats mesurés avec les indicateurs de performance.

Nombre de personnes desservies par le service, y compris les résidents saisonniers. Une personne est dite desservie par le service lorsqu'elle est domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée

#### Règle de calcul :

- Lorsque le service s'étend sur plusieurs communes, on additionne les populations correspondantes
- Lorsque le service ne dessert pas la totalité du territoire d'une commune (cas de plusieurs services sur une même commune, existence d'une zone d'assainissement non collectif), la population permanente et saisonnière desservie est estimée en fonction des données disponibles localement.

- ◆ **D202.0 : Nombre d'autorisation de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées**

Cet indicateur permet d'apprécier le degré de maîtrise des déversements d'eaux usées non domestiques dans le réseau de collecte.

C'est le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

#### Règle de calcul :

- Comptabilisation de tous les arrêtés en vigueur au 31 décembre de l'année N.
- Un arrêté concernant, pour un même abonné, plusieurs points de rejet dans le même réseau de collecte est comptabilisé de manière unique ; tous les arrêtés sont comptabilisés, même s'ils ne sont pas assortis d'une convention de déversement.

- ◆ **D203.0 – Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration**

Cet indicateur descriptif du service permet de quantifier les quantités de pollution extraites des eaux usées par les STEP.

Il s'agit des boues issues de STEP et qui sont évacuées en vue de leur valorisation ou élimination. Les sous-produits, les boues de curage et les matières de vidange qui transitent par la STEP sans être traitées par les files eau ou boue de la STEP ne sont pas prises en compte.

#### Règle de calcul :

- Les boues prises en compte sont celles qui sont issues de la file boue exclusivement, après traitement des boues. Elles comprennent donc une part de réactifs (comme la chaux par exemple). En cas d'incinération sur site, sont pris en compte les tonnages de boues avant leur



*incinération. Les boues proviennent du réseau de collecte mais peuvent comporter une partie en provenance d'autres réseaux ou de l'assainissement non collectif lorsque les effluents, les boues de curage ou les matières de vidange sont déversées en tête de la STEP. Dans le cas où des boues de différentes origines sont incinérées sur site, on veillera à ne prendre en compte que les boues issues du système de traitement de la STEP.*

◆ **D204.0 – Prix TTC du service au m<sup>3</sup> pour 120 m<sup>3</sup>**

Indicateur descriptif du service. Représente le prix du service de l'AC TTC pour 120 m<sup>3</sup> pour l'année N et l'année N+1.

Règle de calcul :

- *A ne pas confondre avec le prix HT. Par convention, afin d'éviter tout double compte, la redevance pour modernisation des réseaux de collecte est prise en compte au titre du service en charge de la collecte des EU ; la redevance de VNF est prise en compte au titre du service qui paye cette redevance.*
- *Le prix est celui qui est présenté sur la facture type correspondant à une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> (réf définie par l'INSEE). Il intègre tous les éléments de partie fixe annuelle (sur 12 mois) qu'un abonné paierait s'il s'abonnait le 1er janvier (prix de l'abonnement en vigueur le 1er janvier rapporté à 12 mois) quelle que soit leur dénomination (abonnement, entretien branchement...). Pour la partie proportionnelle, attention à bien prendre en compte les éventuelles tranches tarifaires. Il s'agit du prix que paierait un abonné s'il consommait les 120 m<sup>3</sup> le 1er janvier (ne sont donc pas prises en compte les révisions tarifaires, les tarifs saisonniers, les modifications qui interviennent en cours d'année).*

**INDICATEURS DE PERFORMANCE**

◆ **P 201.1 - Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indicateur permet d'apprécier l'état d'équipement de la population et de suivre l'avancement des politiques de raccordement pour les abonnés relevant du service d'AC.

C'est le quotient du nombre d'abonnés desservis par le service d'AC sur le nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de ce service.

Règle de calcul :

$$P201.1 = \frac{\text{Nombre d'abonnés desservis}}{\text{Nombre d'abonnés potentiels de la zone relevant de l'AC}} \times 100$$

◆ **P 202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de connaissance des réseaux d'assainissement, s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale, et suivre leur évolution.

Indice de 0 à 120 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau d'eaux usées.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Règle de calcul :

*Indice obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :*

- *Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.*
- *Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.*

Partie A – Plan des réseaux (15 points)
---



+ 1 0	<b>Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées</b> mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement
+ 5	<p><b>Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux</b> afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R.554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.</p> <p>Nota : La définition d'une telle procédure suppose qu'elle existe et soit mise en œuvre. En l'absence de travaux, la mise à jour annuelle est considérée comme effectuée.</p>
<b>Partie B – Informations sur les éléments constitutifs du réseau de collecte hors branchements (30 points)</b>	
+ 1 0	<p><b>Les 10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>Existence d'un inventaire des réseaux</b> identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.252) et, <b>pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux</b>, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées (VP.253)</li> <li>✓ <b>La procédure de mise à jour</b> du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux (VP.254)</li> </ul>
+ 1 à 5	<p>Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, <b>un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%</b>. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire</li> <li>✓ Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires</li> <li>✓ Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires</li> <li>✓ Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires</li> <li>✓ Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires</li> </ul>
+ 0 à 1 5	<p><b>L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose</b> des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, <b>un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%</b>. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point</li> <li>✓ Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points</li> <li>✓ Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 point</li> <li>✓ Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points</li> <li>✓ Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points</li> <li>✓ Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points</li> <li>✓ Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points</li> </ul>
<b>Partie C – Informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)</b>	
+ 1 0	Le plan des réseaux comporte une <b>information géographique</b> précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
+ 1 à 5	Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, <b>un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%</b> . Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

+ 1 0	Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...).
+ 1 0	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.  Nota : en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée.
+ 1 0	Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; ( <b>seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item</b> ).
+ 1 0	L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...)
+ 1 0	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectués à leur suite.
+ 1 0	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

◆ **P 203.3 - Conformité de la collecte des effluents**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Cet indicateur résulte des conformités des seuls réseaux de collecte du service (y compris ceux se déversant dans une station d'épuration non gérée par le service de l'assainissement) pondérés par la charge entrante en DBO5.

Règle de calcul :

→ *Moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage.*

◆ **P 204.3 - Conformité des équipements d'épuration**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Règle de calcul :

→ *Moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages, pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage.*

◆ **P 205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge moyenne entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité des STEU est pré-renseignée automatiquement par les services de l'état à partir des données ROSEAU.

Règle de calcul :

→ *Moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage.*

◆ **P 206.3 Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon les filières conformes à la réglementation**

Cet indicateur mesure le niveau de maîtrise de l'opérateur dans l'évacuation des boues issues du traitement des eaux usées et unitaires.

C'est le pourcentage des boues évacuées par les STEP selon une filière conforme à la réglementation. Les sous-produits et les boues de curage ne sont pas pris en compte dans cet indicateur. Une filière est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes : le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur, la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

Règle de calcul :

$$P206.3 = \frac{\text{Tonnes de matières sèches totales admises par une filière conforme}}{\text{Tonnes de matières sèches totales de boues évacuées}} \times 100$$

◆ **P207.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité**

Cet indicateur permet de mesurer l'impact du financement des personnes en difficultés.

Il s'agit des abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé.

Règle de calcul :

$$P251.1 = \frac{\text{Montants en euros des abandons de créances + des versements à un fonds de solidarité}}{\text{Volume facturé}}$$

◆ **P 251.1 Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers**

Cet indicateur mesure un nombre d'événements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisances, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

Cet indicateur est estimé à partir du nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service ayant subi des dommages dans leurs locaux résultant de débordements d'effluents causés par un dysfonctionnement du service public. Ce nombre de demandes d'indemnisations est divisé par le nombre d'habitants desservis. En cas de réseaux séparatifs, seuls les débordements sur le réseau EU sont à prendre en compte pour le calcul de l'indicateur.

Règle de calcul :

$$P251.1 = \frac{\text{Nombre de demandes d'indemnisations déposées en vue d'un dédommagement}}{\text{Nombre d'habitants desservis}} \times 1000$$

◆ **P 252.2 - Points noirs du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau**

L'indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Est appelé point noir tout point structurellement sensible du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et le type d'intervention requis (curage, lavage, mise en sécurité...). Les interventions sur la partie publique des branchements ainsi que les interventions dans les parties privatives des usagers dues à un défaut situé sur le réseau public (et seulement dans ce cas-là) sont à prendre en compte.

Règle de calcul :

$$P252.2 = \frac{\text{Nombre de points noirs}}{\text{Longueur de réseau de collecte des eaux usées (hors branchements)}} \times 100$$

◆ **P 253.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte**

Cet indicateur permet de compléter l'information sur la qualité de la gestion patrimoniale du service donné par l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées. Cet indicateur concerne le seul réseau de collecte, et en aucun cas le réseau d'eau pluviale.

C'est le quotient du linéaire moyen du réseau de collecte hors branchements renouvelé sur les 5

dernières années par la longueur du réseau de collecte hors branchements. Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l'indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d'ajouter les linéaires remplacés à l'occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d'en prolonger la durée de vie d'une durée équivalente à celle de la pose d'un réseau neuf.

Règle de calcul :

$$P253.2 = \frac{\text{Longueur cumulée de réseau renouvelé au cours des années } N - 4 \text{ à } N \text{ (hors branchements)}}{\text{Longueur de réseau de collecte des eaux usées au 31/12/N (hors branchements)} \times 5} \times 100$$

◆ ***P 254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau (uniquement si au moins une STEP d'une capacité > 2000 EH)***

Cet indicateur a pour but de s'assurer de l'efficacité du traitement des EU.

C'est le pourcentage de bilans réalisés sur 24 heures dans le cadre de l'auto-surveillance qui sont conformes soit à l'arrêté préfectoral, soit au manuel d'auto-surveillance établis avec la Police de l'Eau (en cas d'absence d'arrêté préfectoral et de manuel d'auto-surveillance, l'indicateur n'est pas évalué).

Les bilans jugés utilisables pour évaluer la conformité des rejets mais montrant que l'effluent arrivant à la station est en-dehors des limites de capacité de traitement de celle-ci (que ce soit en charge hydraulique ou en pollution) sont à exclure.

Règle de calcul :

$$P254.3 = \frac{\text{Nombre de bilans conformes}}{\text{Nombre de bilans réalisés}} \times 100$$

*Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges annuelles en DBO<sub>5</sub> arrivant sur le périmètre du système de traitement de chaque station d'épuration.*

◆ ***P 255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées***

L'indicateur mesure le niveau d'investissement du service dans la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement, en temps sec et en temps de pluie (hors pluies exceptionnelles).

C'est un indice de 0 à 120 attribué selon l'état de la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement en relation avec l'application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.

Règle de calcul :

*Indice obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.*

A – Éléments communs à tous les types de réseaux (au moins 80 points pour passer à B et C)	
+ 20	Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des EU non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)
+ 10	Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)
+ 20	Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement
+ 30	Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement

10	+	Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des STEP des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des EU des agglos d'assainissement.
10	+	Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluations de l'impact des rejets sur le milieu récepteur
<b>B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs</b>		
10	+	Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70% du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.
<b>C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes :</b>		
10	+	Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

◆ **P 256.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité**

Cet indice permet d'apprécier les marges de manœuvre de la collectivité en matière de financement des investissements et d'endettement.

C'est la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'assainissement collectif si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49). L'encours total de la dette est le montant du capital restant dû au titre des emprunts contractés, calculé au 31/12/N.

Règles de calcul :

*Encours total de la dette contractée par la collectivité pour financer le service d'AC calculée au 31/12/N divisé par l'épargne brute annuelle.*

◆ **P 257.0 - Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente**

Cet indicateur doit permettre de mesurer l'efficacité du recouvrement, dans le respect de l'égalité de traitement. Il s'agit du taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

Ne sont ici considérées les seules factures portant sur l'assainissement collectif proprement dit. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite). Toute facture impayée au 31/12/N est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

Règle de calcul :

$$P257.0 = \frac{\text{Montant des impayés au 31/12/N des factures émises au titre de l'année } N - 1}{\text{Montant total TTC des factures émises au titre de l'année } N - 1} \times 100$$

◆ **P 258.1 - Taux de réclamations**

Cet indicateur permet de traduire de manière synthétique le niveau d'insatisfaction des abonnés au service de l'assainissement collectif.

Il reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'AC, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service.

Le nombre de réclamations est rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000.

Règle de calcul :

$$P258.1 = \frac{\text{Nombre de réclamations laissant une trace écrite}}{\text{Nombre total d'abonnés du service}} \times 1000$$

## SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

### INDICATEURS DESCRIPTIFS DU SERVICE

◆ **D301.0 – Évaluation du nombre d'habitants desservis par le SPANC**

Cet indicateur descriptif du service permet d'apprécier sa taille et de mettre en perspective les résultats mesurés avec les indicateurs de performance.

Règles de calcul :

- dans le cas où l'ANC couvre la totalité du territoire de la collectivité, on additionne les populations des communes ;
- si l'ANC ne couvre pas la totalité du territoire de la collectivité, on soustrait de la population permanente et saisonnière la population située en zone d'AC.

◆ **D302.0 - Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif**

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service.

Règle de calcul :

Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans 2 tableaux A et B, le tableau B n'étant pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100. Ces tableaux figurent dans le rapport.

A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC (100 points pour passer à B)	
2 0	Délimitation des zones d'ANC par une délibération
2 0	Application d'un règlement du SPANC approuvé par délibération
3 0	Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans
3 0	Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations
B – Éléments facultatifs du SPANC	
1 0	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations
2 0	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations
1 0	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange

**INDICATEUR DE PERFORMANCE**

◆ **P 301.3 - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif**

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Dans cette perspective, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service depuis la création du service jusqu'au 31/12/n et le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service jusqu'au 31/12/n.

Règle de calcul :

- **Attention :** cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100. Pour l'année n, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est calculé comme suit :

$$P301.3 = \frac{\text{Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité au 31/12/N}}{\text{Nombre total d'installations contrôlées}} \times 100$$







# Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable

RAPPORT POUR L'ANNEE 2024

**ARTELIA**  
**Mobilités et Infrastructures**  
47 avenue de Lugo  
94600 Choisy-le-Roi  
Tel. : +33 (0)1 77 93 78 99

**SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE**

## SOMMAIRE

<b>1. PREAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>2. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE</b>	<b>5</b>
2.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI	5
2.2. MODE DE GESTION DU SERVICE	5
2.3. PATRIMOINE ET ETENDUE DU SERVICE	6
2.3.1. Abonnés et habitants desservis	6
2.3.2. Les volumes du service	6
2.3.2.1. VOLUMES PRELEVES ET PRODUITS	6
2.3.2.2. VOLUMES ACHETES EN GROS	7
2.3.2.3. VOLUMES EXPORTES	7
2.3.2.4. VOLUMES CONSOMMES AUTORISEES	8
2.3.2.5. VOLUMES VENDUS AUX ABONNES	8
2.3.3. Les biens du service	9
2.3.3.1. RESSOURCE / PRODUCTION	9
2.3.3.2. STOCKAGE	9
2.3.3.3. STATION DE SURPRESSION	10
2.3.3.4. RESEAU	11
<b>3. TARIFICATION DE L'EAU ET RECETTES DU SERVICE</b>	<b>12</b>
3.1. LES MODALITES DE TARIFICATION	12
3.2. FACTURE TYPE 120 M <sup>3</sup> POUR LE SERVICE EAU POTABLE	14
3.3. LES RECETTES DU SERVICE	16
<b>4. INDICATEURS DE PERFORMANCES</b>	<b>17</b>
4.1. QUALITE DE L'EAU	17
4.1.1. L'eau prélevée	17
4.1.2. L'eau produite et distribuée	18
4.2. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE	19
4.3. RENDEMENT DU RESEAU DE DISTRIBUTION	22
4.4. INDICE LINEAIRE DES VOLUMES NON-COMPTES ET INDICE LINEAIRE DE PERTES	23
4.4.1. Indice linéaire des volumes non comptés	23
4.4.2. Indice linéaire de pertes	24
4.5. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE	24
4.6. INDICE D'AVANCEMENT DE PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU	25
4.7. TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMEES	25
4.8. DELAI MAXIMAL D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS POUR LES NOUVEAUX ABONNES ET TAUX DE RESPECT DE CE DELAI	26
4.9. DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITE	26
4.10. TAUX D'IMPAYE SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNEE PRECEDENTE	26
4.11. TAUX DE RECLAMATIONS	27
<b>5. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>27</b>
5.1. TRAVAUX ENGAGES	27
5.1.1. Travaux neufs réalisés par le Syndicat	27
5.1.2. Travaux concessifs	27
5.2. BRANCHEMENTS PLOMB	28

5.3.	ETAT DE LA DETTE DU SERVICE	28
5.4.	AMORTISSEMENTS	28
5.5.	PRESENTATION DES PROGRAMMES PLURIANNUELS DE TRAVAUX ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE AU COURS DU DERNIER EXERCICE	28
<b>6.</b>	<b>ACTIONS DE SOLIDARITE ET DE COOPERATION DECENTRALISEE DANS LE DOMAINE DE L'EAU</b>	<b>30</b>
6.1.	MONTANTS DES ABANDONS DE CREANCE A CARACTERE SOCIAL OU DES VERSEMENTS A UN FONDS DE SOLIDARITE	30
6.2.	DESCRIPTIF ET MONTANT DES OPERATIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE CONDUITES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.1115-1-1 DU CGCT	30
6.3.	AUTRE ACTION MENEES PAR LE SMGC	31
<b>ANNEXE 1</b>	<b>Tableau récapitulatif des Indicateurs de performance (arrêté du 2 Mai 2007)</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE 2</b>	<b>Notice d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse 2025</b>	<b>33</b>
<b>ANNEXE 3</b>	<b>Documents complémentaires et fiches techniques par commune</b>	<b>38</b>

## **TABLEAUX**

TABL. 1 -	ABONNES ET HABITANT DESSERVIS PAR LE SERVICE	6
TABL. 2 -	VOLUMES PRELEVES ET PRODUITS	7
TABL. 3 -	VOLUMES ACHETES EN GROS	7
TABL. 4 -	VOLUMES EXPORTES	8
TABL. 5 -	VOLUMES CONSOMMES AUTORISES	8
TABL. 6 -	VOLUMES VENDUS AUX ABONNES	8
TABL. 7 -	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES DE PRELEVEMENTS ET DE PRODUCTION	9
TABL. 8 -	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES DE STOCKAGE	10
TABL. 9 -	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES DE REPRISE ET SURPRESSION	11
TABL. 10 -	AUTRES EQUIPEMENTS DU RESEAU	11
TABL. 11 -	TARIFS DE 2020 A 2024 POUR LE SERVICE D'EAU POTABLE	13
TABL. 12 -	TARIFS DELEGATAIRE 2024 POUR LE SERVICE D'EAU POTABLE	13
TABL. 13 -	SIMULATION FACTURE TYPE EAU POTABLE POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M3 DU 01/01/2022 AU 01/01/2025	15
TABL. 14 -	SIMULATION FACTURE TYPE EAU POTABLE POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M3 POUR LES PARTICULIERS AU 01/01/2024 ET AU 01/01/2025	15
TABL. 15 -	RECETTES DU SERVICE	16
TABL. 16 -	QUALITE DE LA RESSOURCE	17
TABL. 17 -	CONFORMITE DES PARAMETRES ANALYTIQUES	18
TABL. 18 -	DETAIL DES NON-CONFORMITES PAR RAPPORT AUX LIMITES ET AUX REFERENCES DE QUALITE	19
TABL. 19 -	TAUX DE CONFORMITE DES PRELEVEMENTS	19
TABL. 20 -	INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE	21
TABL. 21 -	RENDEMENT DE RESEAU DE DISTRIBUTION	22
TABL. 22 -	RENOUVELLEMENT DES RESEAUX	24
TABL. 23 -	TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMEES	26
TABL. 24 -	DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE	26
TABL. 25 -	TAUX D'IMPAYES SUR LES FACTURES DE L'ANNEE PRECEDENTE	26
TABL. 26 -	TAUX DE RECLAMATION	27
TABL. 27 -	TRAVAUX ENGAGES PAR LA COLLECTIVITE	27
TABL. 28 -	ETAT DE LA DETTE DU SERVICE D'EAU POTABLE	28
TABL. 29 -	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	28
TABL. 30 -	TRAVAUX PREVUS PAR LA COLLECTIVITE	28

## 1. PREAMBULE

Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) exerce la compétence eau potable pour 24 Communes à savoir :

- 5 communes de la Communauté d'Agglomération de Lunel Agglo,
- 10 Communes de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup,
- 9 Communes le Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément à la réglementation, et notamment à l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par l'arrêté du 29 décembre 2015, « Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. »

Le contenu de ce rapport est notamment défini par l'arrêté et le décret du 2 Mai 2007 et complété par la loi Grenelle II du 12 Juillet 2010 et l'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 Mai 2007.

Les faits marquants de 2024 sont détaillés ci-dessous :

L'année 2024 a été marquée par des variations de climat inhabituelles avec :

- Des précipitations beaucoup plus importantes que les années antérieures, avec une augmentation de plus de 67% de la pluviométrie en comparaison de 2023.
- Des mouvements de terrain liés à la saturation des sols en eau après une période d'assèchement. Que ce soit au niveau des réseaux d'adduction vétustes ou des branchements individuels en polyéthylène, une augmentation du nombre de ruptures de canalisation est à noter pendant cette période pour la troisième année consécutive.

L'année 2024 correspond à la première année complète de vente en gros pour la commune de St Brès (3M).

Les travaux de construction d'une cuve de 900 m<sup>3</sup> supplémentaires se sont achevés à Castries. De nombreux autres travaux sur les ouvrages du Syndicat ont également été réalisés au cours de l'exercice : étanchéité, sécurisation des sites, renforcements, renouvellements et extensions de réseau.

Au cours de l'année, le SMGC a initié la mise à jour de son Schéma Directeur d'Adduction en Eau Potable.

Enfin, comme pour les précédents exercices, nous avons eu à déplorer une augmentation du nombre de fraudes sur le réseau sur l'ensemble des 24 communes du syndicat. Ces prélèvements non autorisés ont pu être mis en évidence grâce au système de télérelève des compteurs d'eau, ce qui a contribué à diminuer les volumes de pertes.

## 2. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE

### 2.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI

Le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC) exerce en lieu et place de ses adhérents que sont la Communauté De Communes Du Grand Pic Saint Loup, la communauté d'agglomération de Lunel Agglo et la Métropole de Montpellier et dans l'intérêt collectif, la constitution et l'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable.

Par autorisation d'avis préfectoral n°2008-1-3240 du 22/12/2008 le Syndicat a pris la compétence eau brute.

- **Territoire desservi** : Communes de ASSAS, BAILLARGUES, BEAULIEU, BOISSERON, BUZIGNARGUES, CAMPAGNE, CASTELNAU-LE-LEZ, CASTRIES, CLAPIERS, FONTANES, GALARGUES, GARRIGUES, GUZARGUES, MONTAUD, RESTINCLIERES, SAINT-BAUZILLE-DE-MONTMEL, SAINT-DREZERY, SAINT-GENIES-DES-MOURGUES, SAINT-HILAIRE-DE-BEAUVOIR, SAINT-JEAN-DE-CORNIES, SAINT-VINCENT-DE-BARBEYRARGUES, SAINTE-CROIX-DE-QUINTILLARGUES, SAUSSINES, TEYRAN.
  - o À l'exception de quelques abonnés excentrés situés sur les Communes de : ASSAS (3 abonnés) desservis par la Communauté des Communes du Grand Pic Saint Loup CASTELNAU-LE-LEZ (10 abonnés) desservis par le réseau de Montpellier.
  - o A l'inverse, la Collectivité alimente en eau directement 3 abonnés de la Commune de PRADES-LE-LEZ.
- **Existence d'un schéma de distribution** : Oui, date d'approbation 27/06/2012
- **Existence d'un règlement de service** : Oui, date d'approbation 26/07/2023
- **Existence d'une CCSPL** : Oui

### 2.2. MODE DE GESTION DU SERVICE

Le SMGC a délégué la production, le traitement, la distribution, la facturation de l'eau potable et la gestion des abonnés à la S.A. RUAS Michel (filiale de Veolia Eau), dont le contrat d'affermage a été renouvelé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

La durée du contrat est de onze ans avec une échéance fixée au 31 décembre 2034.

Le Syndicat poursuit plusieurs objectifs dans le cadre de ce contrat et notamment :

- Des objectifs techniques : qualité des ressources, économies d'eau, performance des réseaux, maîtrise des situations de crise,...
- Des objectifs en termes de développement durable : protection de la biodiversité, optimisation de la consommation énergétique, amélioration du bilan carbone, prévention contre les nuisances,...
- Des objectifs en termes de relations avec les usagers : lieu d'accueil sur le territoire, informations sur les données pratiques, communication sur le parcours de l'eau et les services,...



## 2.3. PATRIMOINE ET ETENDUE DU SERVICE

### 2.3.1. Abonnés et habitants desservis

Est considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le nombre d'abonnés (client) est différent du nombre de compteur (un abonné peut avoir plusieurs compteurs).

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'Eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L. 213-10-3 du Code de l'Environnement.

Les abonnés non domestiques sont ceux dont les effluents, par leur quantité ou leurs caractéristiques ne sont pas assimilables à ceux des effluents domestiques et qui sont, de ce fait, assujettis à la redevance de pollution non domestique de l'Agence de l'Eau.

Le tableau suivant reprend le nombre d'abonnés et d'habitants concernés par le service de distribution de l'eau potable sur les cinq dernières années :

**Tabl. 1 - Abonnés et habitant desservis par le service**

Abonnés et habitants desservis	2020	2021	2022	2023	2024	évolution 2023/2024
<b>Abonnés</b>	<b>27 477</b>	<b>28 608</b>	<b>29 589</b>	<b>30 664</b>	<b>31 924</b>	<b>4,11%</b>
domestiques	27 463	28 595	29 576	30 652	31 912	4,11%
autres que domestiques	10	9	9	9	9	0,00%
services extérieurs	4	4	4	3	3	0,00%
<b>Habitants desservis (indicateur D101.0)</b>	<b>65 538</b>	<b>67 472</b>	<b>68 694</b>	<b>70 371</b>	<b>72 654</b>	<b>3,24%</b>

*\*intègre les abonnés du secteur de Prades le Lez hors du périmètre du Syndicat*

Le nombre d'habitants desservis est en hausse de +3,24% entre 2023 et 2024. Il s'agit d'une hausse plus importante que les années précédentes.

Le nombre d'abonnés est en hausse de +4,11% entre 2023 et 2024. Il s'agit également d'une hausse plus importante que les années précédentes.

### 2.3.2. Les volumes du service

#### 2.3.2.1. VOLUMES PRELEVES ET PRODUITS

Les volumes prélevés sont des volumes d'eau brute non traitée.

Le volume produit est le volume d'eau traité issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de transport et de distribution. Les volumes de service de l'unité de production ne sont pas comptés dans le volume produit.

## Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable

SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE -

Envoyé en préfecture le 27/06/2025  
Reçu en préfecture le 27/06/2025  
Publié le  
ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

**Tabl. 2 - Volumes prélevés et produits**

Volumes prélevés et produits	2020	2021	2022	2023	2024	évolution 2023/2024
<b>Volumes prélevés</b>	<b>6 383 036</b>	<b>6 239 250</b>	<b>5 864 456</b>	<b>5 418 834</b>	<b>5 251 202</b>	<b>-3,09%</b>
Pompage de Bérange	995 623	830 235	626 426	511 865	863 064	68,61%
Pompage de Fontmagne	846 897	897 468	815 116	747 955	503 204	-32,72%
Pompage de la Crouzette	2 336 868	2 260 850	2 315 794	2 247 736	2 194 191	-2,38%
Pompage de Mougères	1 423 325	1 599 519	1 324 637	1 296 025	1 261 414	-2,67%
Pompage des Candinières	466 825	419 634	498 037	276 931	239 376	-13,56%
Pompage du Peillou	313 498	207 863	284 446	338 322	189 953	-43,85%
<b>Besoin des usines</b>	<b>4 656</b>	<b>5 545</b>	<b>29 405</b>	<b>27 022</b>	<b>20 001</b>	<b>-25,98%</b>
<b>Volumes produits</b>	<b>6 378 380</b>	<b>6 233 705</b>	<b>5 835 051</b>	<b>5 391 812</b>	<b>5 231 201</b>	<b>-2,98%</b>

Les volumes prélevés sont en baisse chaque année, cette baisse était de -2,95% entre 2023 et 2024.

### 2.3.2.2. VOLUMES ACHETES EN GROS

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur ou d'ouvrages extérieurs au périmètre (ouvrages privés). Il est strictement égal au volume importé.

Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne achète de l'eau à la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour desservir la Zone du Patus à Saint Vincent de Barbeyrargues.

Par ailleurs le SMGC a procédé à la construction d'une usine de potabilisation dite « Les Bouldous » située à Saint Hilaire de Beauvoir. Cette usine traite l'eau qui sera achetée à la Société du bas Rhône Languedoc.

Elle dessert les secteurs de Fontbonne Bas service et Pierre Plantée pour une capacité d'environ 3 000m<sup>3</sup>/jour.

Elle constitue une source de diversification dans le cadre du PGRE des ressources de la nappe de Castries (Bérange Candinières Fontmagne) pour l'approvisionnement en eau potable du Syndicat et de Sussargues.

*NB : Pour une continuité des calculs établis lors des précédents exercices, le volume acheté à BRL dans le cadre du fonctionnement de l'usine de traitement en eau potable des Bouldous a été inclus dans les « volumes achetés en gros » et non dans les volumes produits.*

**Tabl. 3 - Volumes achetés en gros**

Volumes achetés en gros	2020	2021	2022	2023	2024	évolution 2023/2024
<b>Volumes achetés en gros</b>	<b>4 889</b>	<b>32 832</b>	<b>551 113</b>	<b>738 139</b>	<b>737 830</b>	<b>-0,04%</b>
CC DU GRAND PIC SAINT LOUP	4 889	9 151	7 038	5 898	7 746	31,33%
SOCIETE DU BAS RHONE LANGUEDOC		23 681	544 075	732 241	730 084	-0,29%

Les volumes achetés en gros ont peu évolué entre 2023 et 2024.

### 2.3.2.3. VOLUMES EXPORTES

Le volume exporté est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Si l'échange se fait dans le cadre d'une adhésion entre collectivités, le volume échangé doit tout de même être comptabilisé comme exporté et non comme volume comptabilisé.

## Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable

SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE -

Envoyé en préfecture le 27/06/2025  
Reçu en préfecture le 27/06/2025  
Publié le  
ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

**Tabl. 4 - Volumes exportés**

Volumes exportés	2020	2021	2022	2023	2024	évolution 2023/2024
<b>Volumes exportés</b>	<b>434 884</b>	<b>434 964</b>	<b>456 899</b>	<b>534 272</b>	<b>576 005</b>	<b>7,81%</b>
CC DU GRAND PIC SAINT LOUP	207 022	219 112	243 874	274 726	240 851	-12,33%
Montpellier Méditerranée Métropole (Export Sussargues)	227 862	215 852	213 025	209 405	208 611	-0,38%
Montpellier Méditerranée Métropole (Export St Brès)	0	0	0	50 141	126 543	152,37%

Les volumes exportés sont en hausse de 7,81% en 2024.

### 2.3.2.4. VOLUMES CONSOMMES AUTORISES

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, etc.) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs, etc.). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

Le Délégué indique que les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectuées conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE.

**Tabl. 5 - Volumes consommés autorisés**

Volumes consommés autorisés 365j	2020	2021	2022	2023	2024	évolution 2023/2024
<b>Volumes consommés autorisés 365j</b>	<b>4 714 785</b>	<b>4 658 715</b>	<b>4 791 258</b>	<b>4 569 558</b>	<b>4 397 041</b>	<b>-3,78%</b>
Volumes comptabilisé 365 jours	4 598 770	4 557 256	4 666 242	4 472 089	4 295 368	-3,95%
Volume consommé sans comptage	51 359	50 910	50 877	52 448	50 668	-3,39%
Volume d'eaux de service	64 656	50 549	74 139	45 021	51 005	13,29%

Les volumes consommés autorisés sont en baisse, au global, de -3,78% entre 2023 et 2024.

### 2.3.2.5. VOLUMES VENDUS AUX ABONNES

Le volume vendu selon le décret est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Le tableau suivant présente les volumes vendus hors vente en gros :

**Tabl. 6 - Volumes vendus aux abonnés**

Volumes vendus (hors exports)	2020	2021	2022	2023	2024	évolution 2023/2024
<b>Volumes vendus aux abonnés</b>	<b>4 562 174</b>	<b>4 545 738</b>	<b>4 602 061</b>	<b>4 512 285</b>	<b>4 252 148</b>	<b>-5,77%</b>
Abonnés domestiques ou assimilés	4 477 457	4 452 799	4 517 281	4 440 258	4 181 868	-5,82%
Autres que domestiques	84 717	92 939	84 780	72 027	70 280	-2,43%
<b>Consommation unitaire (m3/abonné/an)</b>	<b>166,1</b>	<b>158,9</b>	<b>155,6</b>	<b>147,2</b>	<b>133,2</b>	<b>-9,48%</b>

Les volumes vendus sont également en baisse -5,77% et la consommation unitaire accuse une baisse plus marquée de -9,48% entre 2023 et 2024.

### 2.3.3. Les biens du service

#### 2.3.3.1. RESSOURCE / PRODUCTION

Le périmètre contractuel compte 7 ouvrages de production. Le tableau ci-dessous récapitule les principales caractéristiques de ces ouvrages.

**Tabl. 7 - Principales caractéristiques des ouvrages de prélèvements et de production**

Installation de production	Capacité de production (m <sup>3</sup> /j)	Capacité de stockage (m <sup>3</sup> )
Pompage de Bérange	8 000	150
Pompage de Fontmagne	8 000	0
Pompage de la Crouzette	12 000	0
Pompage de Mougères	6 000	0
Pompage des Candinières	2 000	0
UTEP - St-Hilaire de Beauvoir - Eau Potable y compris pompage Peillou	7 200	0
<b>Capacité totale</b>	<b>43 200</b>	<b>150</b>

La capacité totale de production du SMGC est de 43 200 m<sup>3</sup>/j.

La capacité de production tient compte :

- Du PGRE (Plan de Gestion de la Ressource en Eau)
- Des réglementations spécifiques à chaque ressource (DUP)
- De la capacité de production du pompage du Peillou intégrée à l'UTEP (UTEP = BRL + Peillou).

#### 2.3.3.2. STOCKAGE

Le périmètre contractuel compte 35 ouvrages de stockage.

**Tabl. 8 - Principales caractéristiques des ouvrages de stockage**

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Assas- Le Raoulet	1 300
Bâche Bérange	120
Baillargues	2 000
Beaulieu	150
Boisseron (Planchenault)	600
Buzignargues	500
Campagne	150
Castelnau Le Caylus	1 500
Castelnau-Le-Lez 1	4 000
Castelnau-Le-Lez 2	2 500
Castelnau-Le-Lez 3 (tour)	600
Castries 1	1 900
Castries 2 (tour)	600
Clapiers (sur tour)	200
Clapiers-La ZAC	1 300
Clapiers-Las Courejas	2 000
Fontanès-Ste Croix de Quintillargues	500
Fontbonne Bas Service	800
Fontbonne Haut Service	2 500
Galargues	250
Garrigues	150
Guzargues	500
Malrives	1 750
Montaud -Montlaur	250
Pierre Plantée	3 000
Restinclières	150
St Bazille de Montmel Bas Service	500
St Bazille de Montmel Haut Service	500
St Drézéry-Le Miradou	250
St Génies des Mourgues 1 (Mourguettes)	1 000
St Génies des Mourgues 2 (tour)	250
St Hilaire de Beauvoir	150
St Jean de Cornies	150
Teyran Plan Redon	2 300
Teyran Village	200
<b>Capacité totale</b>	<b>34 570</b>

La capacité totale de stockage du SMGC est de 34 570 m<sup>3</sup> en 2024.

Au regard du volume moyen mis en distribution 14 735 m<sup>3</sup>/j (en 2024) l'autonomie moyenne de stockage est d'environ 56h, ce qui apparait largement suffisant.

#### 2.3.3.3. STATION DE SURPRESSION

Sur le territoire, 13 ouvrages de surpressions sont présents.

**Tabl. 9 - Principales caractéristiques des ouvrages de reprise et surpression**

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m <sup>3</sup> /h)
Reprise de Bérange	200
Reprise de Castries	160
Reprise du Peillou	65
Reprise Fontbonne BS vers HS	320
Reprise La Gardie	320
Reprise Malrives	510
Reprise Pierre Plantée	150
Surpresseur St Hilaire de Beauvoir	12
Surpresseur Surpresseur Assas	16
Surpresseur Surpresseur de Saint Geniès	15
Surpresseur Surpresseur Montaud	60
Surpresseur Surpresseur Planchenault	16
Surpresseur Surpresseur St Jean-de-Cornies	67

La capacité totale de pompage ressort à 1 911 m<sup>3</sup>/h.

#### 2.3.3.4. RESEAU

Le linéaire total des réseaux d'eau potable est d'environ 730,9 km dont :

- Adduction = 98 928 ml,
- Distribution : 488 519 ml,
- Branchements : 143 460 ml.

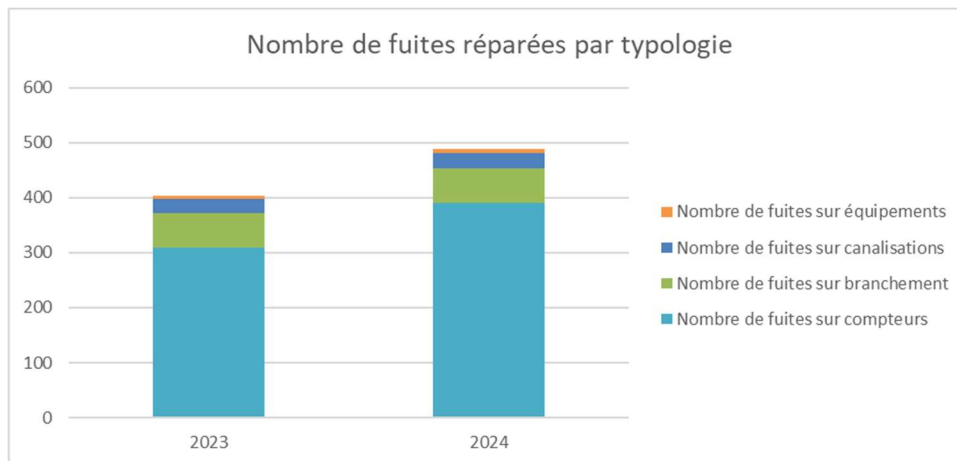
Le réseau comprend également les équipements suivants :

**Tabl. 10 - Autres équipements du réseau**

	2023	2024	N/N-1
<b>Equipements</b>			
Nombre d'appareils publics	1 233	1 234	0,1%
dont poteaux d'incendie	1 189	1 189	0,0%
dont bornes de puisage	7	8	14,3%
dont autres	37	37	0,0%
Accessoires hydrauliques	4 665	4 736	1,5%
dont vannes de sectionnement	3 606	3 646	1,1%
dont vidanges	292	295	1,0%
dont ventouses	747	775	3,7%
dont réducteurs de pression	20	20	0,0%
<b>Branchements</b>			
Nombre de branchements	23 779	23 910	0,6%
<b>Compteurs</b>			
Nombre de compteurs	31 813	32 807	3,1%



En 2024, 377 km de réseau ont été inspectés dans le cadre de la recherche de fuites (soit 52% du réseau), ce qui a permis de détecter et réparer 489 fuites au total – la majorité étant localisée sur les compteurs comme le montre le graphique ci-dessous.



En parallèle, 153 branchements ont été renouvelés en 2024, et 1 750 ml de canalisations ont fait l'objet d'un renforcement ou d'un renouvellement par la Collectivité.

## 3. TARIFICATION DE L'EAU ET RECETTES DU SERVICE

### 3.1. LES MODALITES DE TARIFICATION

Les tarifs revenant au délégataire sont fixés par le contrat d'affermage et indexés à chaque période de facturation par application aux tarifs de base d'un coefficient défini au contrat.

Les tarifs revenant à la Collectivité sont fixés par délibération du comité syndical :

- Délibération du 21 décembre 2023 pour application au 1<sup>er</sup> janvier 2024.
- Délibération du 18 décembre 2024 pour application au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Ces tarifs n'ont pas évolué depuis plusieurs années.

Les taxes et redevances sont fixées par les organismes concernés.

**⚠** La réforme structurante des redevances des agences de l'eau a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des 12<sup>e</sup> programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Cette réforme supprime certaines redevances existantes notamment pour le service d'eau potable, la redevance pour pollution non-domestique. De même, cette réforme acte le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012). Dans le même temps, de nouvelles redevances ont été mises en place dont pour l'eau potable :

- Une redevance pour consommation d'eau potable,

## Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable

- Une redevance à laquelle sont assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau portant sur la performance des services, et modulée au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine. Les services peuvent reporter la contrepartie de cette redevance, assise sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Le tableau suivant reprend les tarifs applicables sur le service d'eau potable du 01/01/2021 au 01/01/2025. Ces tarifs comprennent :

- Une partie fixe ou abonnement : payables d'avance semestriellement ;
- Une partie proportionnelle à la consommation d'eau potable : payables au vu du relevé. En 2024, dans le cadre du nouveau contrat d'affermage, la part proportionnellement du délégataire est modulée selon différentes tranches de consommation, selon le profil de l'abonné (particulier/professionnel) et selon la saison (été/hiver).

**Tabl. 11 - Tarifs de 2020 à 2024 pour le service d'eau potable**

Tarifs		01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2024	01/01/2025
<b>Part Collectivité</b>						
Part fixe	abonnement (€ HT/semestre)	9,58	9,58	9,58	9,58	9,58
Part proportionnelle	consommation (€ HT/m³)	0,5057	0,5057	0,5057	0,5057	0,5057
<b>Part délégataire</b>						
Part fixe	abonnement (€ HT/semestre)	15,20	15,96	17,62	9,00	8,57
Part proportionnelle	consommation (€ HT/m³)	0,4025	0,4010	0,4428	0,4820 (été) 0,2410 (hiver)	0,4852 (été) 0,2295 (hiver)
Redevance Agence de l'Eau - Prélèvement d'eau	consommation (€ HT/m³)	0,0420	0,0420	0,0420	0,0420	0,0420
<b>Taxes et redevances</b>						
TVA	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%
Redevances Agence de l'eau - Lutte contre la pollution	consommation (€ HT/m³)	0,2800	0,2800	0,2800	0,2900	--
Redevance de consommation	consommation (€ HT/m³)	--	--	--	--	0,43
Redevance de performance du réseau d'eau potable	consommation (€ HT/m³)	--	--	--	--	0,01

Les tarifs indiqués ci-dessus pour 2024 et 2025 correspondent à ceux appliqués pour une consommation de 120 m³ avec le détail dans le tableau suivant (40 m³ consommés l'été dont les 5 premiers gratuits et 70 m³ consommés l'hiver dont les 10 premiers gratuits).

**Tabl. 12 - Tarifs délégataire 2024 pour le service d'eau potable**

Le tableau suivant donne la grille tarifaire du nouveau contrat ayant démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable

SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE -

Envoyé en préfecture le 27/06/2025  
Reçu en préfecture le 27/06/2025  
Publié le  
ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

Part délégataire			
Part fixe, diamètre du compteur, abonnement € HT/mois			
Diamètre 15		1,5	
Diamètre 20 et 25		2,583	
Diamètre 30		5,083	
Diamètre 40		8,5	
Diamètre 50 et 60		12,5	
Diamètre 80		29,833	
Diamètre > 100		40	
Part variable, € 01/01/2024 / m <sup>3</sup>			
Pour les particuliers		Pour les entreprises	
<u>Hiver (du 15 septembre au 14 mai)</u>		<u>Hiver (du 15 septembre au 14 mai)</u>	
De 0 à 10 m <sup>3</sup>	0	De 0 à 80 m <sup>3</sup>	0,241
De 10 m <sup>3</sup> à 80 m <sup>3</sup>	0,241	De 80 m <sup>3</sup> à 800 m <sup>3</sup>	0,482
De 80 m <sup>3</sup> à 160 m <sup>3</sup>	0,723	Au-delà de 800 m <sup>3</sup>	0,723
Au-delà de 160 m <sup>5</sup>	1,446		
<u>Été (du 15 mai au 14 septembre)</u>		<u>Été (du 15 mai au 14 septembre)</u>	
De 0 à 5 m <sup>3</sup>	0	de 0 à 40 m <sup>3</sup>	0,482
De 5 m <sup>3</sup> à 40 m <sup>3</sup>	0,482	de 40 m <sup>3</sup> à 400 m <sup>3</sup>	0,723
De 40 m <sup>3</sup> à 80 m <sup>3</sup>	0,964	Au-delà de 400 m <sup>3</sup>	0,964
Au-delà de 80 m <sup>5</sup>	1,928		

Le montant de la part proportionnelle de la part collectivité est restée inchangée à 0,5057 € HT valeur 2024.

D'autres prestations peuvent être facturées aux abonnés selon les tarifs fixés dans le Règlement de service ou le Bordereau des prix unitaires du contrat de délégation (tels que les travaux de branchements neufs...).

### 3.2. FACTURE TYPE 120 M<sup>3</sup> POUR LE SERVICE EAU POTABLE

Le tableau ci-après reprend les montants applicables du 01/01/2022 au 01/01/2025 pour l'eau potable en considérant une facture de 120 m<sup>3</sup> (consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE).

		Quantité	au 1er Janvier 2022		au 1er Janvier 2023		au 1er Janvier 2024		au 1er Janvier 2025		Evolution Jan. 2025 / Jan. 2024
			PU HT	Tot. HT	PU HT	Tot. HT	PU HT	Tot. HT	PU HT	Tot. HT	
Service eau potable											
Part déléguataire	Abonnement (€)	2	15,96	31,92	17,62	35,25	9,00	18,00		17,14	-4,8%
	Consommation (€/m³)	120	0,4010	48,12	0,4428	53,14		113,58		-112,89	-0,6%
	Consommation été (€/m3)	35					0,4820	16,87	0,4852	16,98	0,7%
	Consommation hiver (€/m3)	70					0,2410	16,87	0,2295	16,07	-4,8%
Part Collectivité	Abonnement (€)	2	9,58	19,16	9,58	19,16	9,58	19,16	9,58	19,16	0,0%
	Consommation (€/m3)	120	0,5057	60,68	0,5057	60,68	0,5057	60,68	0,5057	60,68	0,0%
Redevance pour préservation des ressources (€/m3)		120	0,0420	5,04	0,0420	5,04	0,0420	5,04	0,0420	5,04	0,0%
Sous-Total € HT			164,92 €		173,27 €		136,62 €		135,07 €		-1,1%
Organismes publics											
Agence de l'eau	Lutte contre la pollution (€/m3)	120	0,28	33,60	0,28	33,60	0,29	34,80	--	--	
Agence de l'eau	Redevance de consommation (€/m3)	120	--	--	--	--	-	-	0,43	51,60	
Agence de l'eau	Redevance de performance du réseau d'eau potable (€/m3)	120	--	--	--	--	-	-	0,01	1,20	
Sous-Total HT			33,60 €		33,60 €		34,80 €		52,80 €		51,7%
Sous-Total HT			198,52 €		206,87 €		171,42 €		187,87 €		9,6%
TVA (5,5 %)			10,92 €		11,38 €		9,43 €		10,33 €		
Sous-Total TTC			209,44 €		218,25 €		180,85 €		198,20 €		9,6%
Soit un prix du m3 TTC (Indicateur D102.0)			1,75 €		1,82 €		1,51 €		1,65 €		9,6%

**Tabl. 14 - Simulation facture type eau potable pour une consommation de 120 m3 pour les particuliers au 01/01/2024 et au 01/01/2025**

Tarif ménage (compteur DN15)		Facture 120 m3 / Année 2024					Facture 120 m3 / Année 2025				
EAU Potabilisation et distribution de l'eau		Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC
Abonnement	Abonnement part Veolia	12	1,5000	18,00	5,5	18,99	12	1,4285	17,14	5,5	18,08
	Abonnement part SMGC	12	1,5966	19,16	5,5	20,21	12	1,5966	19,16	5,5	20,21
Consommation	Tranche 1 été	5	0,0000	0,00	5,5	0,00	5	0,0000	0,00	5,5	0,00
	Tranche 1 hiver	10	0,0000	0,00	5,5	0,00	10	0,0000	0,00	5,5	0,00
	Tranche 2 été	35	0,4820	16,87	5,5	17,80	35	0,4852	16,98	5,5	17,92
	Tranche 2 hiver	70	0,2410	16,87	5,5	17,80	70	0,2295	16,07	5,5	16,95
	Tranche 3 été	0	0,9640	0,00	5,5	0,00	0	0,9704	0,00	5,5	0,00
	Tranche 3 hiver	0	0,7230	0,00	5,5	0,00	0	0,6885	0,00	5,5	0,00
	Tranche 4 été	0	1,9280	0,00	5,5	0,00	0	1,9407	0,00	5,5	0,00
	Tranche 4 hiver	0	1,4460	0,00	5,5	0,00	0	1,3770	0,00	5,5	0,00
	Consommation part SMGC	120	0,5057	60,68	5,5	64,02	120	0,5057	60,68	5,5	64,02
EAU Organismes publics	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0,0420	5,04	5,5	5,32	120	0,0420	5,04	5,5	5,32
	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	5,5	36,71					
	Redevance de consommation						120	0,43	51,60	5,5	54,44
	Redevance de performance du réseau d'eau potable						120	0,01	1,20	5,5	1,27
Prix du m³			1,51 € / m³					1,65 € / m³			
Total TTC			180,85 €					198,21 €			

Ce montant est bien moins élevé que la dernière moyenne nationale connue et publiée dans le dernier rapport annuel SISPEA de 2024, qui était de 2,21 €/m<sup>3</sup> pour l'eau potable au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### 3.3. LES RECETTES DU SERVICE

Le tableau suivant reprend les recettes liées à la facturation du service pour les années 2020 à 2024. Ces montants correspondent à la somme HT de toutes les factures d'eau émises, comprenant la ou les parts collectivités, la ou les parts délégataires (quand le service est affermé ou concédé) et les redevances diverses notamment Agence de l'eau (prélèvement et pollution, hors modernisation), Voies Navigables de France (prélèvement), ainsi que les ventes d'eau à d'autres services (vente en gros).

Sont également indiqués dans les tableaux ci-dessous les autres recettes revenant à la Collectivité et au Délégataire (travaux de branchements, prestations accessoires...).

**Tabl. 15 - Recettes du service**

Recettes de la collectivité	2020	2021	2022	2023	2024
Redevance vente d'eau	2 642 555 €	2 671 664 €	2 702 090 €	2 714 288 €	4 721 190 €
Recettes liées aux travaux	880 332 €	371 467 €	1 325 390 €	574 800 €	542 041 €
Autres recettes	302 381 €	335 255 €	326 530 €	444 762 €	410 191 €
<b>Total</b>	<b>3 825 268 €</b>	<b>3 378 385 €</b>	<b>4 354 010 €</b>	<b>3 733 850 €</b>	<b>5 673 421 €</b>
Recettes du délégataire	2020	2021	2022	2023	2024
Vente d'eau aux abonnés	2 594 387 €	2 756 091 €	3 029 432 €	3 290 955 €	3 191 249 €
Vente d'eau en gros	83 021 €	84 827 €	88 283 €	214 973 €	205 630 €
Travaux Exclusifs	650 407 €	701 432 €	714 785 €	749 964 €	598 654 €
Recettes accessoires	495 009 €	507 755 €	592 818 €	622 856 €	451 940 €
<b>Total</b>	<b>3 822 824 €</b>	<b>4 050 105 €</b>	<b>4 425 318 €</b>	<b>4 878 748 €</b>	<b>4 447 473 €</b>
Redevances Agence de l'Eau	2020	2021	2022	2023	2024
Préservation de la ressource	167 212 €	203 806 €	212 122 €	202 378 €	228 819 €
Lutte contre la pollution	1 150 731 €	1 209 897 €	1 242 308 €	1 173 126 €	1 371 773 €
<b>Total</b>	<b>1 317 943 €</b>	<b>1 413 703 €</b>	<b>1 454 430 €</b>	<b>1 375 504 €</b>	<b>1 600 592 €</b>

*\*la redevance vente d'eau perçue en 2024 correspond aux ventes d'eau de deux années, 2023 et 2024, le mode de reversement du fermier ayant changé lors de la mise en place du nouveau contrat d'affermage au 1<sup>er</sup> janvier 2024.*

## 4. INDICATEURS DE PERFORMANCES

Le décret n°2007-675, relatif au service d'eau potable, et son arrêté d'application en date du 2 Mai 2007 rendent obligatoire l'établissement de caractéristiques et d'indicateurs par la collectivité organisatrice du service de distribution d'eau pour tout exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Ces renseignements concernent la caractérisation technique du service, la tarification et les recettes du service, ainsi que des indicateurs de performance et doivent être rendus publics par les collectivités dans le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable.

Les indicateurs de performance sont des paramètres permettant de suivre l'évolution des résultats des services de l'eau, dans l'accomplissement de ses différentes missions.

En caractérisant dans le temps les performances, ces indicateurs permettent d'améliorer la maîtrise de la gestion du service et de garantir la prise en compte des objectifs qualitatifs. Ils peuvent jouer plusieurs rôles :

- Outil de pilotage et d'évaluation des services rendus à l'utilisateur ;
- Outil de négociation et de suivi des contrats de délégation : dans l'établissement du contrat de délégation (engagement de résultat et non plus de moyens) et par la mise en place de contrôles ;
- Outil de communication : utilisés à bon escient et explicités, ils peuvent devenir un outil de dialogue avec l'utilisateur ;
- Outil d'incitation à l'amélioration : combinés à un système de pénalités ou de bonus-malus, ils peuvent permettre d'améliorer les performances du délégataire.

Ils permettent également une meilleure compréhension des enjeux stratégiques, sur la base desquels peuvent être définis des objectifs de progrès.

Ces indicateurs permettent aux collectivités de se situer en matière de niveau de service car ils constituent l'[Observatoire des services publics de l'eau et de l'assainissement](#), une base de données publiques disponible en ligne.

### 4.1. QUALITE DE L'EAU

La qualité de l'eau est contrôlée par l'exploitant dans le cadre de son autocontrôle et par l'ARS dans le cadre des contrôles réglementaires.

#### 4.1.1. L'eau prélevée

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service.

**Tabl. 16 - Qualité de la ressource**

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	33	33	10	10
Physico-chimique	3961	3961	27	27

Il n'y a pas de non-conformité sur les ressources.



#### 4.1.2. L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- Les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- Les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité :

**Tabl. 17 - Conformité des paramètres analytiques**

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
<b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>				
Microbiologique	372	372	170	170
Physico-chimique	5290	5289	26	26
<b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b>				
Microbiologique	739	738	147	147
Physico-chimique	1795	1766	322	322
<b>Paramètres soumis à une valeur de vigilance</b>				
Physico-chimique			10	10
<b>Paramètres soumis à une valeur indicative</b>				
Physico-chimique	144	144	1	1
<b>Autres paramètres analysés</b>				
Microbiologique				
Physico-chimique			10	

Pour 2024, plusieurs dépassements en références de qualité ont été observés ainsi qu'un seul dépassement de limite de qualité sur des paramètres physico-chimiques.

Aucune non-conformité n'a été détectée pour les paramètres soumis à une valeur indicative ou à une valeur de vigilance.

**Tabl. 18 - Détail des non-conformités par rapport aux limites et aux références de qualité**

**NON-CONFORMITES PAR RAPPORT AUX LIMITES DE QUALITE**

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Plomb	0	62	1	0	14	0	10 µg/l

**NON-CONFORMITES PAR RAPPORT AUX REFERENCES DE QUALITE**

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	130	1	0	186	21	0 n/100ml
Carbone Organique Total	0	2,6	1	0	39	8	2 mg/l C
Conductivité à 25°C	364	1472	16	0	185	0	1100 µS/cm
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1	4	1	0	16	0	2 Qualitatif
Température de l'eau	7,6	29,6	10	0	198	78	25 °C
Turbidité	0	0,71	1	0	12	7	0,5 NFU

Le tableau suivant présente les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie et les paramètres physico-chimiques.

Un prélèvement est considéré comme non conforme si au moins un des paramètres analysés a une valeur supérieure aux limites de qualité définies par la réglementation.

**Tabl. 19 - Taux de conformité des prélèvements**

Qualité de l'eau disistribuée aux abonnés	2020	2021	2022	2023	2024
Contrôle ARS bactériologique (P101.1)	100%	100%	100%	99,5%	100%
Contrôle ARS physico-chimique (P102.1)	100%	98,7%	94,5%	96,1%	98,5%

Le taux de 98,5 % atteint sur les paramètres physico-chimiques fait suite à une seule non-conformité détectée lors du contrôle sanitaire concernant le plomb.

## 4.2. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE

Conformément à la loi du 12 juillet 2010 dite loi grenelle 2 et à son décret d'application n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau, et de l'assainissement, les collectivités locales et leurs établissements devaient réaliser un descriptif détaillé de leur réseau d'eau potable et de leur réseau d'assainissement avant le 31 décembre 2013. Ce descriptif comprend un plan ainsi qu'un inventaire des réseaux qui doit être mis à jour et complété chaque année.

Afin de rendre compte de la réalisation du descriptif détaillé des réseaux, l'indice réglementaire de connaissance et de gestion patrimoniale (**indicateur P103.2**) a été modifié par arrêté du 2 décembre 2007 (arrêté modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement). Le nouvel indice a une valeur comprise entre 0 et 120. Le barème (Sources : [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), rubrique les indicateurs des services, fiche 103.2B et arrêté du 2 décembre 2013) est repris dans le tableau suivant avec indication du nombre de points pour les exercices 2018 et 2019.

La valeur de ce nouvel indicateur ainsi défini doit atteindre au minimum 40 points selon les règles d'attribution des points définies par l'arrêté du 2 décembre 2013 pour que le service soit considéré comme étant en règle par rapport à l'établissement d'un descriptif détaillé des réseaux d'eau potable.

**Tabl. 20 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable**

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2023	2024
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	110	110

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
<b>Code VP</b>	<b>Partie A : Plan des réseaux (15 points)</b>		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
<b>Code VP</b>	<b>Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)</b>		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Non renseigné
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		%
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Non renseigné
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	12
<b>Total Parties A et B</b>		<b>45</b>	<b>42</b>
<b>Code VP</b>	<b>Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)</b>		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	3
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
<b>Total:</b>		<b>120</b>	<b>110</b>

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service d'eau potable (**indicateur P103.2**) est de 110 pour l'exercice 2024, soit stable par rapport aux années précédentes. Il est au-delà de 40 points et traduit que le descriptif détaillé des réseaux du service public d'eau potable est réalisé tel qu'exigé par le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012.

### 4.3. RENDEMENT DU RESEAU DE DISTRIBUTION

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Sa finalité est de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Cet indicateur est calculé à travers la formule suivante :  $(\text{Volume comptabilisé 365j} + \text{Volume consommé sans comptage} + \text{Volume de service} + \text{Volume exporté}) / (\text{Volume produit} + \text{Volume importé}) \times 100$

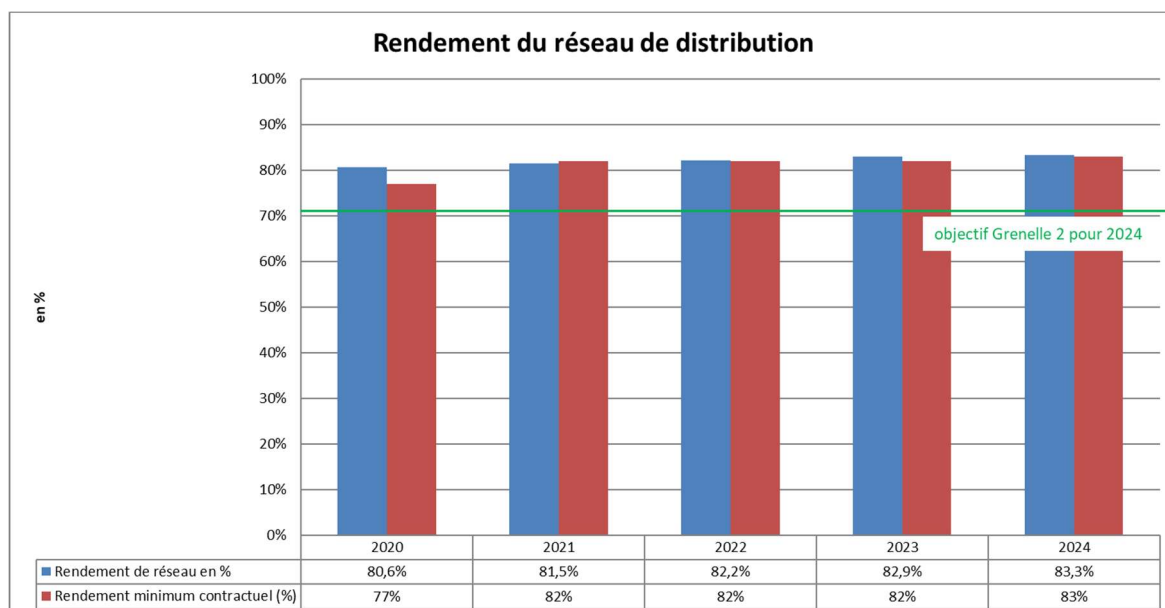
**Tabl. 21 - Rendement de réseau de distribution**

Rendement de réseau réglementaire (indicateur P104.3)	2020	2021	2022	2023	2024
Volumes introduits dans le réseau (A)=(1)+(2)	6 387 925 m³	6 248 401 m³	6 386 164 m³	6 129 951 m³	5 969 031 m³
Volumes produits (1)	6 383 036 m³	6 215 569 m³	5 835 051 m³	5 391 812 m³	5 231 201 m³
Volumes achetés (2)	4 889 m³	32 832 m³	551 113 m³	738 139 m³	737 830 m³
Volume consommé et vendus en gros (B)=(3)+(4)+(5)+(6)	5 149 669 m³	5 093 679 m³	5 248 157 m³	5 103 830 m³	4 973 046 m³
Volumes comptabilisé 365 jours (3)	4 598 770 m³	4 557 256 m³	4 666 242 m³	4 472 089 m³	4 295 368 m³
Volumes vendus à d'autres services (4)	434 884 m³	434 964 m³	456 899 m³	534 272 m³	576 005 m³
Volume consommé sans comptage (5)	51 359 m³	50 910 m³	50 877 m³	52 448 m³	50 668 m³
Volume d'eaux de service (6)	64 656 m³	50 549 m³	74 139 m³	45 021 m³	51 005 m³
<b>Rendement de réseau (B)/(A)</b>	<b>80,6%</b>	<b>81,5%</b>	<b>82,2%</b>	<b>82,9%</b>	<b>83,3%</b>
Volumes de pertes (A-B)	1 238 256 m³	1 154 722 m³	1 138 007 m³	1 026 121 m³	995 985 m³

La progression constatée depuis plusieurs exercices se vérifie.

Le décret d'application de l'article 161 de la loi Grenelle II publié le 27 janvier 2012 fixe un objectif fort de diminution des prélèvements d'eau et définit un objectif minimal de rendement du service calculé à l'aide de la formule  $65\% + 0,2 \text{ ILC}$  (Indice Linéaire de Consommation). Sur la base des données de l'exercice 2024, ce rendement objectif pour le service s'élève à 70,6%, à comparer au rendement obtenu de 83,3% dont le calcul est détaillé ci-dessus : le rendement de réseau du service est donc supérieur à l'objectif minimal défini au décret.

Il est par ailleurs à noter que pour cet indicateur de performance, le Fermier s'est engagé sur un objectif de performance : 83% à partir de l'année 2024. L'objectif est atteint conformément au graphique ci-après :



L'amélioration du rendement constatée est la conséquence des investissements réalisés à la fois par la Collectivité et le Délégué (travaux concessifs). Elle est aussi la conséquence de la sectorisation et de la modélisation des réseaux mises en place permettant une meilleure efficacité dans la recherche des fuites. En 2024, plus de la moitié du réseau a fait l'objet de recherche de fuites et il a été constaté et réparé 489 fuites.

## 4.4. INDICE LINEAIRE DES VOLUMES NON-COMPTES ET INDICE LINEAIRE DE PERTES

### 4.4.1. Indice linéaire des volumes non comptés

L'indice linéaire des volumes non comptés (indicateur P105.3) est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

La valeur de l'indice linéaire des volumes non comptés sur les 5 dernières années est présentée dans le tableau ci-dessous :

Indice linéaire des volumes non comptés (indicateur P105.3)	2020	2021	2022	2023	2024
Volumes produits (1)	6 383 036 m³	6 215 569 m³	5 835 051 m³	5 391 812 m³	5 231 201 m³
Volumes achetés en gros (2)	4 889 m³	32 832 m³	551 113 m³	738 139 m³	737 830 m³
Volumes comptabilisé 365 (ou 366) jours (3)	4 598 770 m³	4 557 256 m³	4 666 242 m³	4 472 089 m³	4 295 368 m³
Volumes vendus en gros à d'autres services (4)	434 884 m³	434 964 m³	456 899 m³	534 272 m³	576 005 m³
Longueur de réseau de distribution (L)	475,353 km	476,255 km	478,956 km	485,720 km	488,519 km
Nombre de jours dans l'année (N)	366	365	365	365	366
Indice Linéaire des Volumes Non Comptés [(1)+(2)-(3)-(4)-]/[(L)*(N)]	7,78	7,23	7,22	6,34	6,14



La valeur de l'indice linéaire des volumes non comptés est de 6,14 m³/j/km pour l'année 2024, il poursuit sa baisse.

#### 4.4.2. Indice linéaire de pertes

L'indice linéaire des pertes en réseau (**indicateur P106.3**) évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution.

Cet indicateur est calculé à travers la formule suivante :  $(\text{Volume produit} + \text{Volume importé} - \text{Volume exporté} - \text{Volume comptabilisé} - \text{Volume consommé sans comptage} - \text{Volume de service}) / \text{Linéaire de réseau hors branchements} / 365$

La valeur de l'indice linéaire de pertes sur les 5 dernières années est présentée dans le tableau ci-dessous :

Indice linéaire des volumes de pertes ( <b>indicateur P106.3</b> )	2020	2021	2022	2023	2024
Volumes produits (1)	6 383 036 m³	6 215 569 m³	5 835 051 m³	5 391 812 m³	5 231 201 m³
Volumes achetés en gros (2)	4 889 m³	32 832 m³	551 113 m³	738 139 m³	737 830 m³
Volumes comptabilisé 365 (ou 366) jours (3)	4 598 770 m³	4 557 256 m³	4 666 242 m³	4 472 089 m³	4 295 368 m³
Volumes vendus en gros à d'autres services (4)	434 884 m³	434 964 m³	456 899 m³	534 272 m³	576 005 m³
Volume consommé sans comptage (5)	51 359 m³	50 910 m³	50 877 m³	52 448 m³	50 668 m³
Volume d'eaux de service (6)	64 656 m³	50 549 m³	74 139 m³	45 021 m³	51 005 m³
Longueur de réseau de distribution (L)	475,353 km	476,255 km	478,956 km	485,720 km	488,519 km
Nombre de jours dans l'année (N)	366	365	365	365	366
<b>Indice Linéaire des volumes de perte</b> <b>[(1)+(2)-(3)-(4)-(5)-(6)]/[(L)*(N)]</b>	<b>7,12</b>	<b>6,64</b>	<b>6,51</b>	<b>5,79</b>	<b>5,57</b>

La valeur de l'indice linéaire des volumes de pertes est de 5,57 m³/j/km pour l'année 2024, en amélioration continue depuis au moins 2020. Cet indicateur est assez satisfaisant.

#### 4.5. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE

Le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (**indicateur P107.2**) est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne annuelle du linéaire de réseaux (hors linéaires de branchements) renouvelés au cours des cinq dernières années par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées que ces opérations aient été réalisées par la Collectivité ou par le Déléguataire. Les interventions ponctuelles effectuées pour réparer une fuite ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement.

Le tableau suivant indique le taux moyen de renouvellement réglementaire pour les 5 dernières années (2020 à 2024) :

**Tabl. 22 - Renouvellement des réseaux**

Renouvellement de réseau	2020	2021	2022	2023	2024
Linéaire renouvelé (ml)	1 542	2 109	2 520	6 354	1 750
Linéaire total (ml)	475 353	476 255	478 956	485 720	488 519
<b>Taux de renouvellement (P107.2)</b>	<b>0,47%</b>	<b>0,45%</b>	<b>0,50%</b>	<b>0,72%</b>	<b>0,58%</b>

Le taux de renouvellement moyen de 0,58% est en baisse par rapport à 2023 et inférieur aux dernières données nationales connues (0,65% en 2022 dans le rapport des données nationales SISPEA).

Un taux de renouvellement des réseaux de 1% par an est souvent présenté comme un objectif en termes de bonne gestion patrimoniale. Ce taux n'est atteint que pas très peu de collectivités en France. Néanmoins, le taux de renouvellement n'est pas un indicateur de la performance du service en soit : un taux de renouvellement peu élevé ne signifie pas nécessairement que le réseau est mal entretenu. Pour certains services, les objectifs en termes de renouvellement peuvent être relativement faibles car le réseau est en bon état ou la réparation des fuites et casses ne nécessite peut-être pas de renouveler la canalisation. Les programmes de renouvellement actuellement se composent généralement d'une agrégation des besoins « hydrauliques » de l'exploitant (réseaux fuyards par exemple), des besoins liés à des exigences réglementaires ou assimilés (réseau en amiante ciment par exemple) et des programmes de voirie.

#### 4.6. INDICE D'AVANCEMENT DE PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU

Cet indicateur (**P108.3**) traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. Il se décompose de la façon suivante :

- 0% Aucune action de protection
- 20% Études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40% Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50% Dossier déposé en préfecture
- 60% Arrêté préfectoral
- 80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
- 100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Pour l'année 2024, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est de 80 %. Cette valeur est atteinte pour l'ensemble des points de production depuis l'obtention de la DUP du champ captant de la Crouzette en 2019.

#### 4.7. TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMEES

Cet indicateur (**indicateur P151.1**) correspond au nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance. Les interruptions programmées sont celles qui sont annoncées au moins 24 heures à l'avance.

Les périodes d'alimentation par une eau non conforme au regard des normes de potabilité ne sont pas comptées comme des interruptions. Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures ne sont pas prises en compte.

Le tableau ci-dessous reprend la valeur de l'indicateur fournie par le délégataire dans ses rapports annuels :

**Tabl. 23 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées**

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'interruptions de service	9	30	34	n.c.	42
Nombre d'abonnés	27 477	28 608	29 589	30 664	31 924
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1 000 abonnés (indice P151.1)	0,33	1,05	1,15	1,21	1,32

#### 4.8. DELAI MAXIMAL D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS POUR LES NOUVEAUX ABONNES ET TAUX DE RESPECT DE CE DELAI

Le délai maximal d'ouverture des branchements (indicateur D151.0) sur lequel le service s'est engagé dans le cas de branchement existant est de **1 jour** (Règlement de service).

Le taux de respect de ce délai (indicateur P152.1) pour l'année 2024 est de **100%**.

#### 4.9. DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITE

La durée d'extinction de la dette, exprimée en année, est égale au rapport entre l'encours total de la dette de la collectivité contractée pour financer les installations et l'épargne brute annuelle. L'épargne brute annuelle est égale aux recettes réelles déduction faite des dépenses réelles incluant notamment le montant des intérêts des emprunts à l'exclusion du capital remboursé.

**Tabl. 24 - Durée d'extinction de la dette**

Durée d'extinction de la dette de la Collectivité (indicateur P153.2)	2021	2022	2023	2024
En-cours de la dette au 31/12/n	5 465 175 €	2 799 946 €	3 969 436 €	3 707 495 €
Epargne brute	3 812 303 €	3 425 910 €	2 590 239 €	4 780 224 €
Durée d'extinction de la dette	1,43	0,82	1,53	0,78

Pour l'année 2024, la durée d'extinction de la dette (indicateur P153.2) est égale à **0,78 ans**, il s'agit d'un niveau peu élevé.

#### 4.10. TAUX D'IMPAYE SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNEE PRECEDENTE

Cet indicateur (indicateur P154.0) correspond au taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers.

**Tabl. 25 - Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente**

Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (indicateur P154.0)	2020	2021	2022	2023	2024
Montant des impayés au 31/12 de l'année N en € TTC (A)	47 217 €	95 207 €	86 546 €	69 785 €	86 890 €
Montant facturé sur l'exercice N-1 en € TTC (B)	7 929 166 €	7 030 500 €	8 893 521 €	14 964 020 €	12 434 802 €
Taux d'impayé (B/A)	0,60%	1,35%	0,97%	0,47%	0,70%

Pour l'année 2024, le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente s'élevait à 0,70%, soit en hausse par rapport à 2023. Il reste inférieur à la moyenne nationale de 2022 évaluée en 1,90%

## 4.11. TAUX DE RECLAMATIONS

Cet indicateur (**indicateur P155.1**) correspond au nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000.

Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. Le tableau suivant reprend le calcul de ce taux depuis le démarrage du contrat :

**Tabl. 26 - Taux de réclamation**

Taux de réclamations ( <b>indicateur P155.1</b> )	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de réclamations	nc	nc	nc	17	112
Nombre d'abonnés	27 477	28 608	29 589	30 664	31 924
<b>Taux de réclamations (unités / 1 000 abonnés)</b>	<b>0,47</b>	<b>1,47</b>	<b>1,32</b>	<b>0,57</b>	<b>3,51</b>

Pour l'année 2024, le taux de réclamation s'élevait à 3,51 réclamations / 1 000 abonnés, en hausse par rapport à 2023 et supérieur à la dernière moyenne nationale connue évaluée à 2,9 réclamations / 1000 abonnés.

## 5. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

### 5.1. TRAVAUX ENGAGES

#### 5.1.1. Travaux neufs réalisés par le Syndicat

Le tableau ci-après reprend le montant des travaux et études réalisés et/ou engagés sur les 3 dernières années (y compris restes à réaliser).

**Tabl. 27 - Travaux engagés par la Collectivité**

Travaux engagés par la Collectivité	2021	2022	2023	2024
Montant des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	7 146 225,65 €	4 483 892,92 €	4 444 219,95 €	4 492 760,64 €
Montant des subventions	6 135 €	580 226 €	0 €	697 726 €
Montant de l'affectation du résultat	3 206 362 €	0 €	2 075 531 €	2 371 837 €

#### 5.1.2. Travaux concessifs

Il s'agissait des travaux d'investissements et d'améliorations listés dans le contrat et dont le Fermier assure le financement et la réalisation (article 37.1) pour un montant d'investissement total de 3 358 926 € sur la durée du contrat (2024-2034).

Les principaux investissements prévus au contrat concernent la télérelève et l'amélioration du rendement énergétique. Des actions sont également prévues en termes d'optimisation du

fonctionnement des réseaux et de gestion des pressions, de sectorisation ou encore de développement durable et de communication.

En 2024, 29 262 € ont été imputés dans les charges du délégataire pour la réalisation de ces investissements (amortissements).

## 5.2. BRANCHEMENTS PLOMB

Le service de l'eau potable Syndical ne comprend plus de branchement plomb depuis 2017.

## 5.3. ETAT DE LA DETTE DU SERVICE

Le tableau suivant reprend pour le service de l'eau potable l'état de la dette de la Collectivité. Il reprend l'en-cours de la dette au 31 décembre et les montants des annuités de remboursement sur l'exercice considéré, en distinguant le remboursement du capital et les intérêts.

**Tabl. 28 - Etat de la dette du service d'eau potable**

Etat de la dette	2022	2023	2024
En-cours de la dette au 31/12/n	2 799 946 €	3 969 436 €	3 707 495 €
Remboursement au cours de l'exercice	2 726 117 €	209 867 €	297 478 €
<i>Dont intérêts</i>	60 887 €	40 951 €	35 537 €
<i>Dont capital</i>	2 665 230 €	168 916 €	261 941 €

## 5.4. AMORTISSEMENTS

Le tableau suivant présente le montant des dotations aux amortissements réalisé sur le budget syndical.

**Tabl. 29 - Amortissement des immobilisations**

Amortissements	2022	2023	2024
Dotations aux amortissements	1 444 023 €	1 426 275 €	1 602 403 €

## 5.5. PRESENTATION DES PROGRAMMES PLURIANNUELS DE TRAVAUX ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE AU COURS DU DERNIER EXERCICE

Le tableau ci-après indique les travaux prévus par la Collectivité en 2024.

**Tabl. 30 - Travaux prévus par la Collectivité**

### Programme d'investissement 2024 : Renouvellement et renforcement des réseaux A.E.P.

- **Assas** : impasse du château (renouvellement) 37 000 €

## Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable

SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE -

Envoyé en préfecture le 27/06/2025  
Reçu en préfecture le 27/06/2025  
Publié le  
ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

• <b><u>Beaulieu</u></b> : rue du Parc (renouvellement et maillage)	110 250 €
• <b><u>Castelnau</u></b> : Centre ancien (renouvellement)	162 000 €
• <b><u>Castries</u></b> : Place du Cartel (renouvellement)	374 400 €
• <b><u>Clapiers</u></b> : rue du Château (sup double réseaux)	17 500 €
• <b><u>Montaud</u></b> : chemin du bois (renforcement)	26 500 €
• <b><u>Montaud</u></b> : rue de la Fontaine (renouvellement)	197 600 €
• <b><u>Saint-Bauzille</u></b> : rte des Platanes (sup double réseaux)	6 500 €
• <b><u>Saint-Geniès</u></b> : Rue de la Barrière (renouvellement)	73 000 €
• <b><u>Saint-Jean</u></b> : rue de la Vieille Poste (renouvellement)	176 800 €
• <b><u>Teyran</u></b> : Rue des Rouges Gorges (maillage)	63 000 €
• <b><u>RD 109<sup>E1</sup></u></b> : rte d'Assas (renouvellement)	127 950 €

❖ <b><u>Castries</u></b> : réfection intérieure réservoir bas-service	127 500 €
❖ <b><u>Crouzette</u></b> : réfection bâtiment exploitation	50 000 €
❖ <b><u>Service Usines</u></b> :	50 000 €
❖ <b><u>Imprévus</u></b> :	200 000 €

**Montant programme d'investissement 2024 hors taxes : 1 800 000 €**



## 6. ACTIONS DE SOLIDARITE ET DE COOPERATION DECENTRALISEE DANS LE DOMAINE DE L'EAU

### 6.1. MONTANTS DES ABANDONS DE CREANCE A CARACTERE SOCIAL OU DES VERSEMENTS A UN FONDS DE SOLIDARITE

Cet indicateur **(P109.0)** a pour objectif de mesurer l'implication sociale du Service. Entrent en ligne de compte :

- Les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- Les abandons de créances à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL)

Au cours de l'exercice 2024, le Syndicat a reçu 0 demande d'abandon de créances au cours de l'exercice et 0 € ont été abandonnés/versés à un fond de solidarité.

Un Fond Solidarité Logement départemental est en place.

Concernant le Délégué, aucune demande d'abandons de créances reçues n'a été reçue en 2024 (tout comme en 2023 et en 2022). Le montant des abandons de créances ou les versements à un fonds de solidarité a été de 0 € en 2024.

**Pour l'année 2024, le montant des abandons de créance à caractère social s'élève à 0 €.**

### 6.2. DESCRIPTIF ET MONTANT DES OPERATIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE CONDUITES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.1115-1-1 DU CGCT

Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des Collectivités Territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

- ➔ En 2021, une subvention de 4 000 € a été versée à l'association La Goutte d'Ô pour réaliser une étude sur la réutilisation des eaux usées à Ajim, île de Djerba, Tunisie.
- ➔ En 2022, une prévision budgétaire de 10 000 € a bien été inscrite, mais aucun projet n'a été soumis au SMGC.
- ➔ En 2023 : subvention de 10 000 € versée à l'association EXPERTS SOLIDAIRES pour participer à la construction d'un poste d'eau autonome à Toudji Kondji (Yoto 3) au TOGO.
- ➔ En 2024 : subvention de 10 000 € versée à l'association EXPERTS SOLIDAIRES pour l'amélioration du réseau d'eau et d'assainissement de Ngoulmakong au Cameroun.

- Pour 2025, le SMGC prévoit d'attribuer 5 000 € pour poursuivre l'amélioration des réseaux de Ngoulmakong au Cameroun, et d'attribuer également 5 000 € à l'association La Goutte d'Ô pour l'appui au renforcement de la résilience de l'oasis d'Akka, province de Tata au Maroc

### **6.3. AUTRE ACTION MENEES PAR LE SMGC**

Depuis 2016, le SMGC participe à l'expérimentation nationale de la mise en place d'un tarif social de l'eau par le biais d'une distribution de « Chèques Eau ». Ces chèques sont remis aux CCAS de nos communes, ces derniers se chargent de la distribution aux usagers éligibles.

L'enveloppe budgétaire de la collectivité prévue pour 2024 a été de 24 000 €, en complément de la dotation prévue par le fermier de 20 000 € annuels conformément au contrat d'affermage mis en place au 1er janvier 2024.

## ANNEXE 1

### Tableau récapitulatif des Indicateurs de performance (arrêté du 2 Mai 2007)

Service public d'eau potable du SMGC						
Indicateurs descriptifs des services		Valeurs 2023	Valeurs 2024	Moy. Nat. 2022		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	70 371	72 654	n.c.	habitants	
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année n+1	1,51	1,65	2,21	€ TTC	
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	24	24	n.c.	heures	
Indicateurs de performance		Valeurs 2023	Valeurs 2024	Moy. Nat. 2022		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	99,5	100,0	98,5	%	
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	96,1	98,5	98,8	%	
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	103	/120	
P104.3	Rendement du réseau de distribution	83,3	83,3	81,3	%	
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	6,34	6,14	n.c.	m³/j/km	
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	5,79	5,57	3,00	m³/j/km	
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,72	0,54	0,65	%	
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80	80	77	%	
P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	-	-	0,007	€	
Indicateurs non obligatoires si le service n'est pas redevable d'une CCSP	P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	1,21	1,32	2,60	u/1000 abonnés
	P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	n.c.	%
	P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	1,53	0,78	3,00	années
	P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,47	0,70	1,90	%
	P155.1	Taux de réclamations	0,57	3,51	2,90	u/1000 abonnés

## **ANNEXE 2**

# **Notice d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse 2025**

ÉDITION 2025

# L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

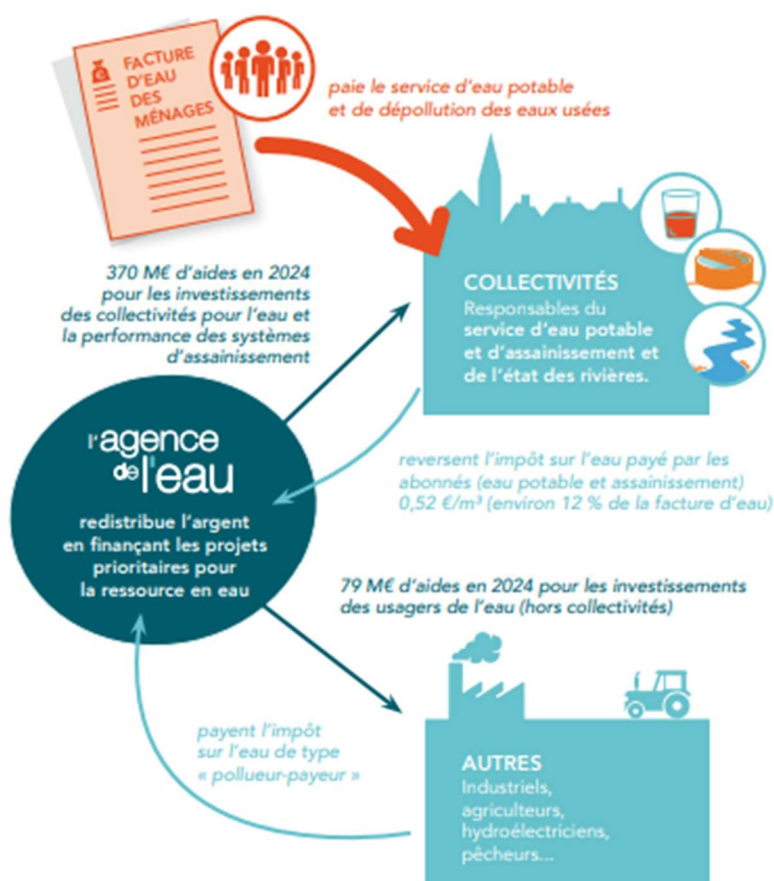
Grâce à cette fiscalité sur l'eau la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse est de 4,34 € TTC/m<sup>3</sup> et de 4,52 € TTC/m<sup>3</sup> en France\*. Environ 12 % de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, spécialisé dans la protection de l'eau.

\*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2023



**SAUVONS  
L'EAU!**



## ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2024

52 % des aides\* attribuées en 2024 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

### ► Pour économiser l'eau (tous usages) et sécuriser l'alimentation en eau potable

159 millions € dont 50,4 millions € pour les territoires ruraux en vue de rattraper leur retard structurel en matière d'eau potable

414 opérations ont permis d'économiser 21,2 millions m<sup>3</sup>, soit la consommation annuelle d'une ville de 387 000 habitants.

### ► Pour favoriser la gestion durable des services publics d'eau potable

15 millions €

### ► Pour gérer les eaux usées et les eaux pluviales

161 millions € pour la gestion des eaux usées (stations d'épuration et réseaux d'assainissement) et des eaux pluviales. Dont 29,2 millions € pour les territoires ruraux en vue de rattraper leur retard structurel

32 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu. La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 75,7 millions € d'aides.

### ► Pour réduire les pollutions industrielles

19 millions €

370 kg de micropolluants supprimés dans les émissions industrielles.

### ► Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable

7,7 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 36,2 millions € pour l'agriculture

9 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'action qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. 36,2 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole) : 4,6 millions € au titre de la réduction des pollutions et 31,6 millions € au titre des paiements pour services environnementaux (PSE).

### ► Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité

87,3 millions €

63 km de rivières restaurés et 87 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.

Les aides ont également permis de préserver et restaurer 1030 ha de zones humides.

L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 86 ha d'herbiers.

### ► Pour la solidarité internationale

5 millions €

58 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

\* incluant des crédits versés par l'État (Fonds vert et rénovation des canalisations d'eau potable).



## L'AGENCE DE L'EAU VOUS INFORME SUR LA FISCALITÉ DE L'EAU

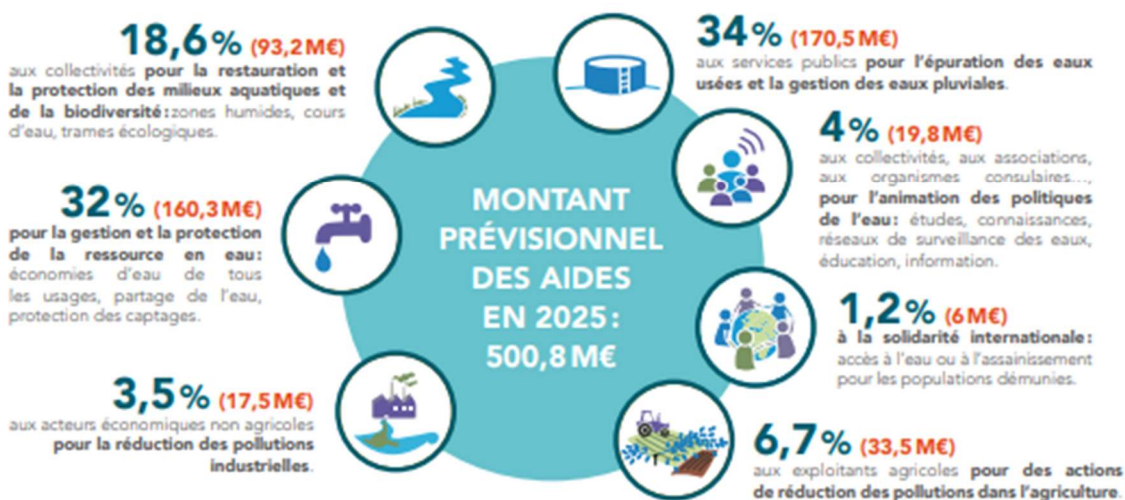
### 2025

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 12 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 43,4 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 5,1 € par mois pour les redevances.



Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'utilisateurs de l'eau, y compris les consommateurs.

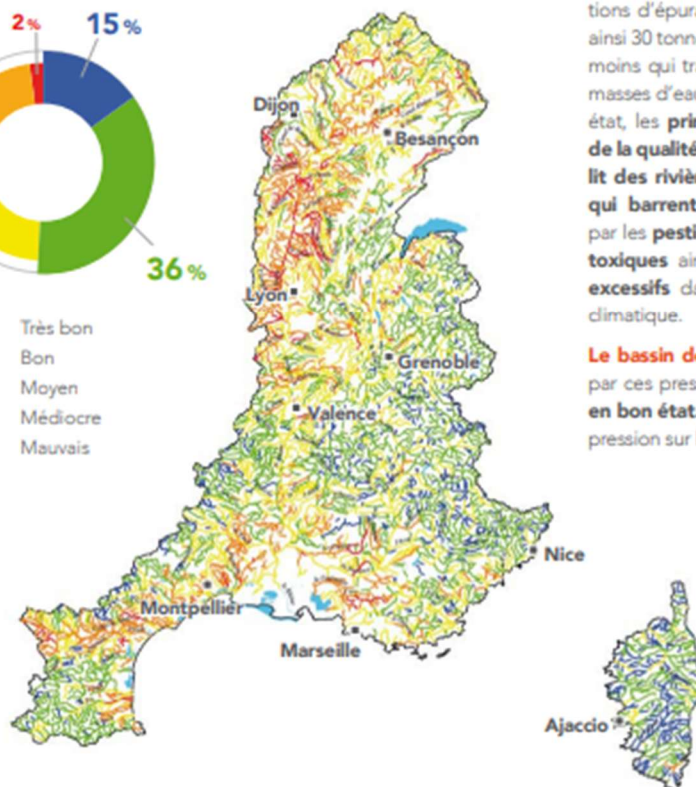
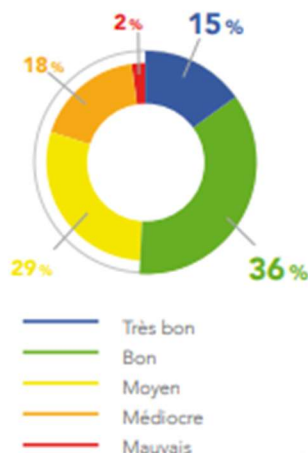
### UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES



- Ces montants n'intègrent pas les crédits Fonds vert versés par l'État pour accompagner la stratégie nationale biodiversité (SNB 2030) et la renaturation des villes et des villages.
- **Solidarité envers les communes rurales:** l'agence de l'eau soutient, à des taux préférentiels, les actions des communes rurales situées dans le zonage de solidarité du 12e programme pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **L'agence de l'eau contribue également au financement** de l'Office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2025 s'élève à 108,3 M€.

## QUALITÉ DES EAUX

État écologique des cours d'eau  
 Données 2021



La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état écologique.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les principales causes de dégradation de la qualité de l'eau sont l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau, les pollutions par les pesticides et les rejets de substances toxiques ainsi que les prélèvements d'eau excessifs dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, 91 % de ses rivières sont en bon état. Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

### La qualité des rivières sur smartphone et tablette



Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

#### Bassin Rhône-Méditerranée

- > 16 millions d'habitants
- > 20 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 40 % de l'activité touristique
- > 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

#### Bassin de Corse

- > 338 000 habitants permanents
- > 3,5 millions de touristes chaque année
- > 3 000 km de cours d'eau
- > 1 000 km de côtes

## **ANNEXE 3**

### **Documents complémentaires et fiches techniques par commune**

Le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne exerce en lieu et place des intercommunalités que sont la Communauté De Communes Du Grand Pic Saint Loup, la Communauté D'Agglomération Lunel Agglo et la Métropole de Montpellier et dans l'intérêt collectif, la constitution et l'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable.  
Par arrêté préfectoral n°2008-1-3240 du 22/12/2008 le Syndicat a pris la compétence eau brute.

❖ ***Sa mission regroupe les obligations suivantes en matière d'eau potable :***

- ◆ Etudes et travaux nécessaires à la recherche en eau,
- ◆ Aménagements et exploitation de ses ressources,
- ◆ Construction des réseaux d'adduction et des équipements nécessaires (réservoirs, stations de reprise et de traitement...),
- ◆ Renouvellement et renforcement des réseaux de distribution,
- ◆ Réalisation des raccordements, des branchements particuliers et des comptages individuels des usagers ou des abonnés du Syndicat,
- ◆ Acquisitions foncières nécessaires aux installations,
- ◆ Livraison, distribution et fourniture d'eau potable,
- ◆ Contrôle de la qualité de l'eau distribuée,
- ◆ Facturation des volumes livrés aux comptages des usagers,
- ◆ Fourniture d'eau éventuellement à des abonnés ou Collectivités hors des limites du territoire syndical après avis du Comité,
- ◆ Application stricte des diverses lois et décrets concernant la distribution et la qualité de l'eau potable,
- ◆ Rechercher et mettre en œuvre les dispositifs contribuant à assurer la continuité du service public (protection des installations, sources d'approvisionnement externe, ...).

❖ ***Le S.M.G.C est constitué de 24 Communes issues des intercommunalités précitées ayant délégué en totalité la gestion, la production, le traitement et la distribution d'eau potable (hors installations de secours contre l'incendie).***

- ◆ Les Communes formant le S.M.G.C et la date de leur adhésion sont :

ASSAS	4 août 1970	GUZARGUES	31 décembre 1940
BAILLARGUES	31 décembre 1940	MONTAUD	29 août 1984
BEAULIEU	13 novembre 1937	RESTINCLIÈRES	13 novembre 1937
BOISSERON	02 juin 1938	SAINT BAUZILLE DE MONTMEL	16 août 1945
BUZIGNARGUES	17 avril 1980	SAINTE CROIX DE QUINTILLARGUES	18 janvier 1961
CAMPAGNE	01 décembre 1931	SAINT DRÉZÉRY	13 novembre 1937
CASTELNAU-LE- LEZ	31 décembre 1940	SAINT GENIÈS DES MOURGUES	13 novembre 1937
CASTRIES	31 décembre 1940	SAINT HILAIRE DE BEAUVOIR	13 novembre 1937
CLAPIERS	31 décembre 1940	SAINT JEAN DE CORNIES	13 novembre 1937

FONTANÈS	02 juin 1938	SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES	
GALARGUES	13 novembre 1937	SAUSSINES	15 avril 1969
GARRIGUES	01 décembre 1931	TEYRAN	31 décembre 1940

- Le 1er janvier 2010 prise de la compétence eau potable par la Communauté De Communes Du Grand Pic Saint Loup et la Métropole De Montpellier, les communes adhérentes à ces structures intercommunales sont représentées au SMGC par voie de représentation substitution.
- Le 1er janvier 2024 prise de la compétence eau potable par la Communauté D'Agglomération Lunel Agglo, les communes adhérentes à cette structure intercommunale sont représentées au SMGC par voie de représentation substitution.

<b>MONTPELLIER MEDITERRANÉE METROPOLE</b>	<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP</b>	<b>COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LUNEL AGGLO</b>
BAILLARGUES	ASSAS	BOISSERON
BEAULIEU	BUZIGNARGUES	CAMPAGNE
CASTELNAU LE LEZ	FONTANÈS	GALARGUES
CASTRIES	GUZARGUES	GARRIGUES
CLAPIERS	ST BAUZILLE DE MONTMEL	SAUSSINES
MONTAUD	ST HILAIRE DE BEAUVOIR	
RESTINCLIÈRES	ST JEAN DE CORNIES	
ST DRÉZÉRY	ST VINCENT DE BARBEYRARGUES	
ST GENIÈS DES MOURGUES	STE CROIX DE QUINTILLARGUES	
	TEYRAN	



❖ **La distribution d'eau potable est assurée par :**

- 💧 Les forages de :
  - Crouzette (Commune de Castelnau Le Lez)
  - Bérange (Commune de Saint Geniès Des Mourgues)
  - Mougères (commune de Galargues)
  - Candinières (Commune de Castries)
  - Fontmagne (commune de Castries)
  - Peillou (Commune de Saint Hilaire De Beauvoir)
- 💧 L'importation d'eau potable :
  - De la Communauté de Communes Du Grand Pic St-Loup pour la distribution de la zone artisanale du Patut (Commune de St Vincent de Barbeyrargues)
- 💧 L'unité de potabilisation d'eau potable :
  - Les Boulidoues



**SERVICE DÉLÉGUÉ :**

- 💧 Par contrat d'affermage, le SMGC a délégué la production, le traitement, la distribution et la facturation d'eau potable à la SA. RUAS Michel le 1<sup>er</sup> janvier 1998.
- 💧 Le 1<sup>er</sup> Janvier 2010 Le contrat de délégation a été reconduit avec la SA. RUAS Michel Groupe VEOLIA EAU jusqu'au 31 décembre 2023.
- 💧 Après une procédure de mise en œuvre de délégation de service public, Le contrat de délégation a été reconduit avec VEOLIA EAU S.A. RUAS le 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les 11 prochaines années, avec de nouvelles clauses contractuelles.

❖ **Les prestations confiées à VEOLIA EAU S.A. RUAS sont les suivantes :**

Gestion du service	Application du règlement du service, fonctionnement, surveillance et entretien des installations, relève des compteurs
Gestion des abonnés	Accueil des usagers, facturation, traitement des demandes de renseignement des clients
Entretien	De l'ensemble des ouvrages
Renouvellement	Des branchements, des canalisations de moins de 6 m, des clôtures, des compteurs, des équipements électromécaniques

❖ **La collectivité prend en charge :**

Renouvellement	De la voirie, des canalisations, des forages, des ouvrages de traitement, du génie civil
----------------	--

**Le présent rapport a pour objet de rassembler et présenter les différents éléments techniques et financiers relatifs au prix et à la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2024.**

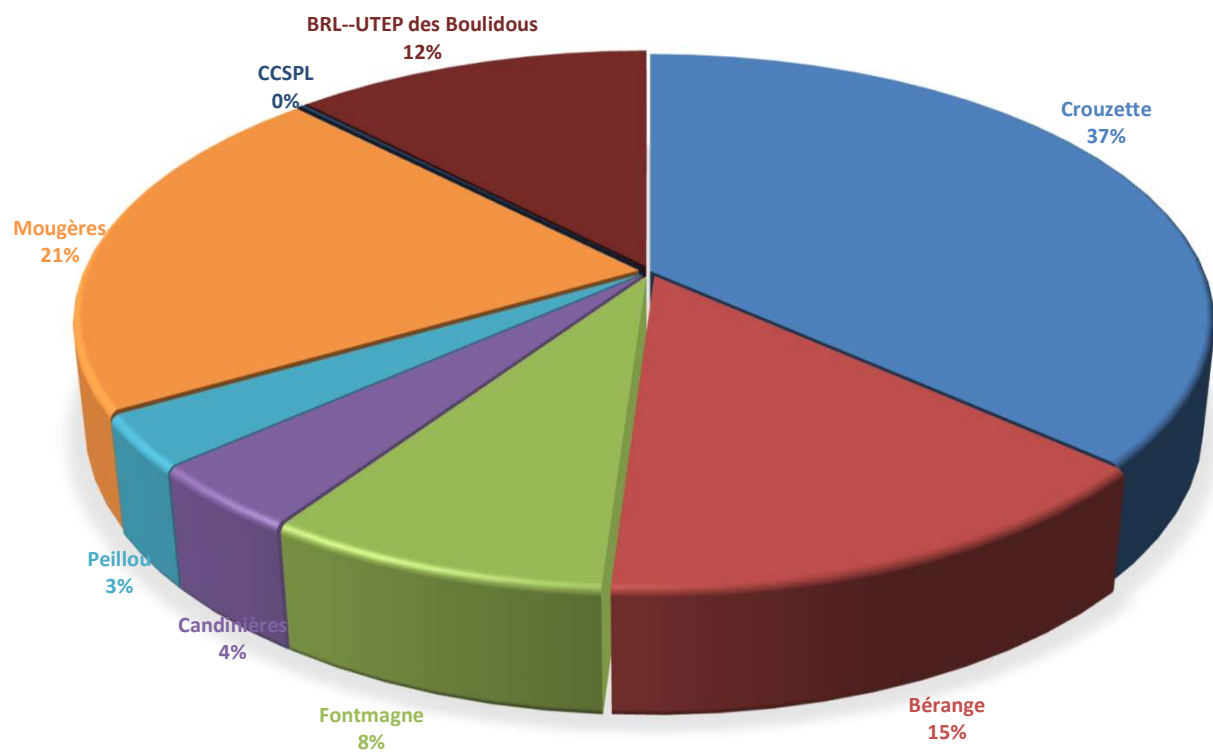




## LES RESSOURCES DU SMGC

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Captages	VOLUMES PRÉLEVÉS (M <sup>3</sup> )									
Crouzette	2 059 992	2 249 674	2 339 239	2 372 793	2 360 997	2 336 868	2 260 850	2 315 794	2 247 736	2 194 191
Bérange	886 798	913 452	994 334	1 080 615	1 050 215	995 623	830 235	626 426	511 865	863 064
Fontmagne	831 698	789 470	844 910	730 197	892 150	846 897	897 468	815 116	747 955	503 204
Candinières	398 515	375 038	425 144	283 505	421 328	466 825	419 634	498 037	276 931	239 376
Peillou	288 641	275 876	269 759	308 097	294 217	313 498	207 863	284 446	338 322	189 953
Mougères	1 006 830	987 077	1 088 814	1 116 773	1 330 102	1 423 325	1 599 519	1 324 637	1 296 025	1 261 414
Total	5 472 474	5 590 587	5 962 200	5 891 980	6 349 009	6 383 036	6 215 569	5 864 456	5 418 834	5 251 202
Services	VOLUMES ACHETÉS (M <sup>3</sup> )									
CCSPL	6 287	6 834	6 834	6 575	9 843	4 889	7 038	7 038	5 898	7 746
BRL--UTEP des Boulidou							23 681	544 075	732 241	730 084
Total							30 719	551 113	738 139	737 830

RÉPARTITION DES RESSOURCES DU S.M.G.C. EN 2024



## CONSOMMATION DES ABONNÉS PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Envoyé en préfecture le 27/06/2025  
Reçu en préfecture le 27/06/2025  
Publié le  
ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

COMMUNES	VOLUME VENDU EN M <sup>3</sup>									
	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
ASSAS	114 378	112 863	113 444	106 012	105 598	108 481	108 944	109 458	102 336	97 093
BAILLARGUES	409 361	412 130	430 450	438 341	426 552	451 741	470 868	475 569	458 028	466 050
BEAULIEU	86 454	96 237	117 766	112 979	115 682	124 046	116 625	119 431	109 780	82 463
BOISSERON	102 694	102 229	104 001	98 439	101 147	107 663	106 421	105 592	103 175	93 574
BUZIGNARGUES	18 499	19 060	21 326	21 387	19 319	21 036	22 082	20 999	20 477	15 718
CAMPAGNE	13 448	15 266	15 598	14 203	16 025	15 173	14 881	17 008	16 180	11 200
CASTELNAU LE LEZ	1 430 716	1 445 326	1 571 428	1 600 249	1 636 327	1 674 154	1 696 949	1 708 675	1 673 066	1 693 634
CASTRIES	354 630	356 128	386 628	372 056	384 073	388 140	385 186	388 582	444 000	367 308
CLAPIERS	346 054	348 710	365 628	360 903	386 599	376 534	389 498	394 978	384 859	366 025
FONTANÈS	25 213	24 935	26 473	23 860	23 327	25 492	23 918	22 371	20 373	17 746
GALARGUES	32 085	30 589	37 626	37 080	34 104	39 542	37 453	34 718	37 519	26 326
GARRIGUES	7 919	8 616	8 215	8 954	9 354	10 397	9 826	10 459	10 682	8 510
GUZARGUES	28 723	26 987	28 772	28 230	27 321	29 612	27 692	27 199	26 042	20 985
MONTAUD	69 645	63 268	69 603	59 890	63 145	68 040	57 639	58 034	54 380	45 698
RESTINCLIÈRES	101 672	107 449	103 636	101 855	114 939	125 295	130 547	134 412	126 306	103 319
ST BAUZILLE DE MONTMEL	65 255	61 118	70 560	61 030	69 827	77 181	71 523	75 532	72 789	96 472
ST DRÉZÉRY	158 812	160 839	170 733	170 179	199 972	199 444	182 079	192 951	188 433	163 834
ST GENIÈS DES MOURGUES	95 507	103 097	100 002	100 613	107 400	113 509	111 572	107 357	103 646	86 161
ST HILAIRE DE BEAUVOIR	20 769	20 480	22 349	22 024	22 187	23 164	23 885	23 060	22 985	18 040
ST JEAN DE CORNIES	35 395	37 158	38 217	38 240	36 656	38 390	39 817	41 506	40 969	33 803
ST VINCENT DE BARBEYRARGUES	55 335	56 923	58 332	54 516	58 008	53 443	53 745	62 106	54 535	48 615
STE CROIX DE QUINTILLARGUES	51 376	50 635	54 062	52 897	50 062	51 735	54 666	51 369	47 115	39 289
SAUSSINES	44 756	49 004	54 105	46 352	49 954	49 330	48 650	48 342	45 547	37 691
TEYRAN	289 565	288 878	299 803	284 775	294 233	301 441	291 850	308 844	278 113	248 086
TOTAL	3 958 261	3 997 925	4 268 757	4 215 064	4 351 811	4 472 983	4 476 316	4 538 552	4 441 335	4 187 640
Evolution en nbre	-71 695	39 664	270 832	-53 693	136 747	121 172	3 333	62 236	-97 217	-253 695
Evolution en %	-1,78%	1,00%	6,77%	-1,26%	3,24%	2,78%	0,07%	1,39%	-2,14%	-5,71%



## ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNÉS PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

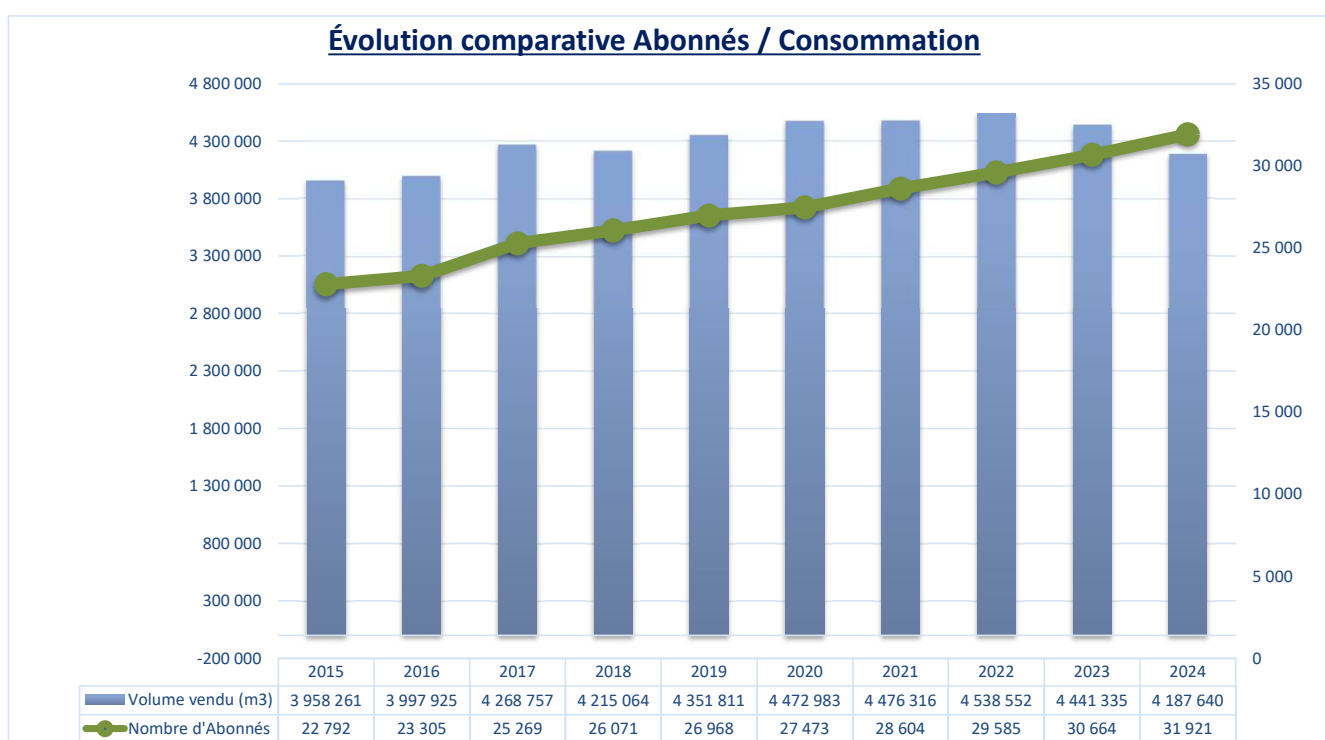
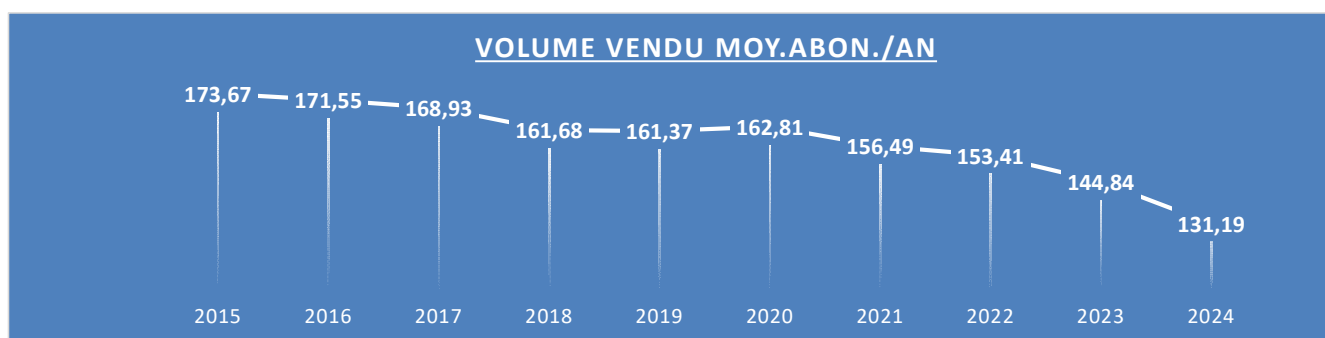
COMMUNES	Nombre d'abonnés									
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ASSAS	624	627	623	631	636	651	659	663	679	681
BAILLARGUES	2 658	2 661	2 732	2 772	2 790	2 851	3 007	3 074	3 279	3 495
BEAULIEU	716	744	896	911	923	943	955	972	974	976
BOISSERON	725	816	822	839	850	860	869	869	882	891
BUZIGNARGUES	140	159	170	169	173	181	182	185	184	184
CAMPAGNE	129	134	140	140	143	149	149	149	151	152
CASTELNAU LE LEZ	5 797	5 990	7 217	7 757	8 184	8 299	8 770	9 332	9 873	10 555
CASTRIES	2 412	2 434	2 568	2 622	2 695	2 746	2 832	2 909	2 976	3 127
CLAPIERS	2 109	2 142	2 166	2 157	2 295	2 374	2 486	2 530	2 598	2 679
FONTANÈS	158	158	160	162	162	163	161	163	162	167
GALARGUES	303	293	307	310	315	330	333	331	339	345
GARRIGUES	79	87	90	97	103	106	110	112	114	115
GUZARGUES	180	181	183	183	187	190	190	195	195	195
MONTAUD	414	417	431	437	443	444	441	451	464	474
RESTINCLIÈRES	699	714	791	826	878	924	1 000	1 027	1 056	1 075
S <sup>T</sup> BAUZILLE DE MONTMEL	447	452	481	505	530	542	551	562	573	581
S <sup>T</sup> DRÉZÉRY	970	996	1 081	1 107	1 162	1 183	1 246	1 284	1 304	1 319
S <sup>T</sup> GENIÈS DES MOURGUES	840	857	912	919	926	934	953	954	964	972
S <sup>T</sup> HILAIRE DE BEAUVOIR	169	169	177	181	182	186	189	197	202	204
S <sup>T</sup> JEAN DE CORNIES	278	286	299	307	315	317	341	346	358	364
S <sup>T</sup> VINCENT DE BARBEYRARGUES	302	310	317	320	326	326	337	360	376	381
S <sup>TE</sup> CROIX DE QUINTILLARGUES	322	333	343	343	353	351	365	383	395	411
SAUSSINES	415	423	423	426	426	434	438	461	476	481
TEYRAN	1 906	1 922	1 940	1 950	1 971	1 989	2 040	2 076	2 087	2 097
Total	22 792	23 305	25 269	26 071	26 968	27 473	28 604	29 585	30 661	31 921
Évolution en nombre	424	513	1 964	802	897	505	1 131	981	1 076	1 260
Évolution en %	1,90%	2,25%	8,43%	3,17%	3,44%	1,87%	4,12%	3,43%	3,64%	4,11%

+ 3 abonnés de Prades Le Lez hors syndicat = 31 924



## VOLUME VENDU ET NOMBRE D'ABONNÉS DES COMMUNES DU S.M.G.C.

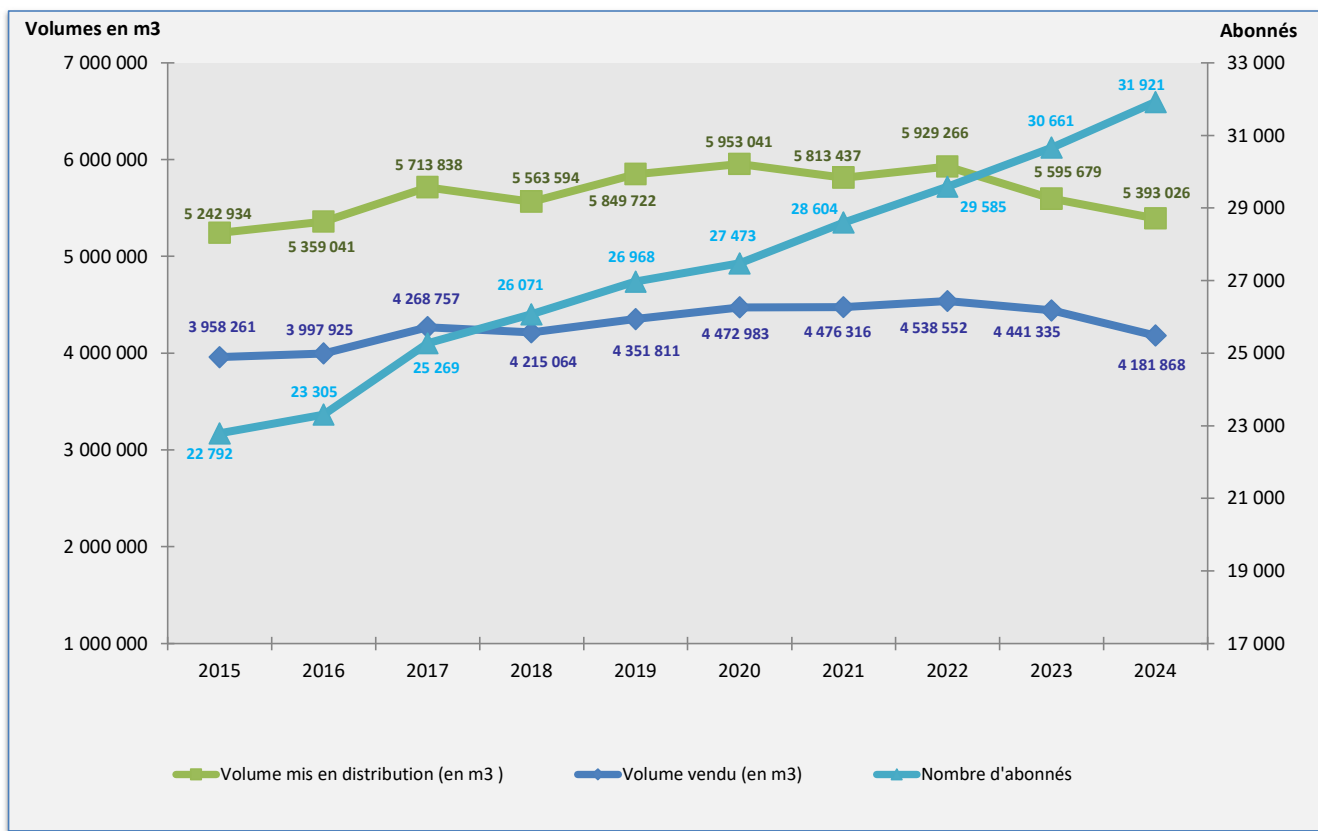
	Volume vendu (m <sup>3</sup> )	Nombre d'Abonnés	Moy. Abon./An
2015	3 958 261	22 792	173,67
2016	3 997 925	23 305	171,55
2017	4 268 757	25 269	168,93
2018	4 215 064	26 071	161,68
2019	4 351 811	26 968	161,37
2020	4 472 983	27 473	162,81
2021	4 476 316	28 604	156,49
2022	4 538 552	29 585	153,41
2023	4 441 335	30 664	144,84
2024	4 187 640	31 921	131,19
N/N-9	6%	40%	-24%





## ÉVOLUTION DES ABONNÉS PRODUCTION ET VENTE

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Volume mis en distribution (en m3 )	5 242 934	5 359 041	5 713 838	5 563 594	5 849 722	5 953 041	5 813 437	5 929 266	5 595 679	5 393 026
Volume vendu (en m3)	3 958 261	3 997 925	4 268 757	4 215 064	4 351 811	4 472 983	4 476 316	4 538 552	4 441 335	4 181 868
Nombre d'abonnés	22 792	23 305	25 269	26 071	26 968	27 473	28 604	29 585	30 661	31 921



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : ASSAS

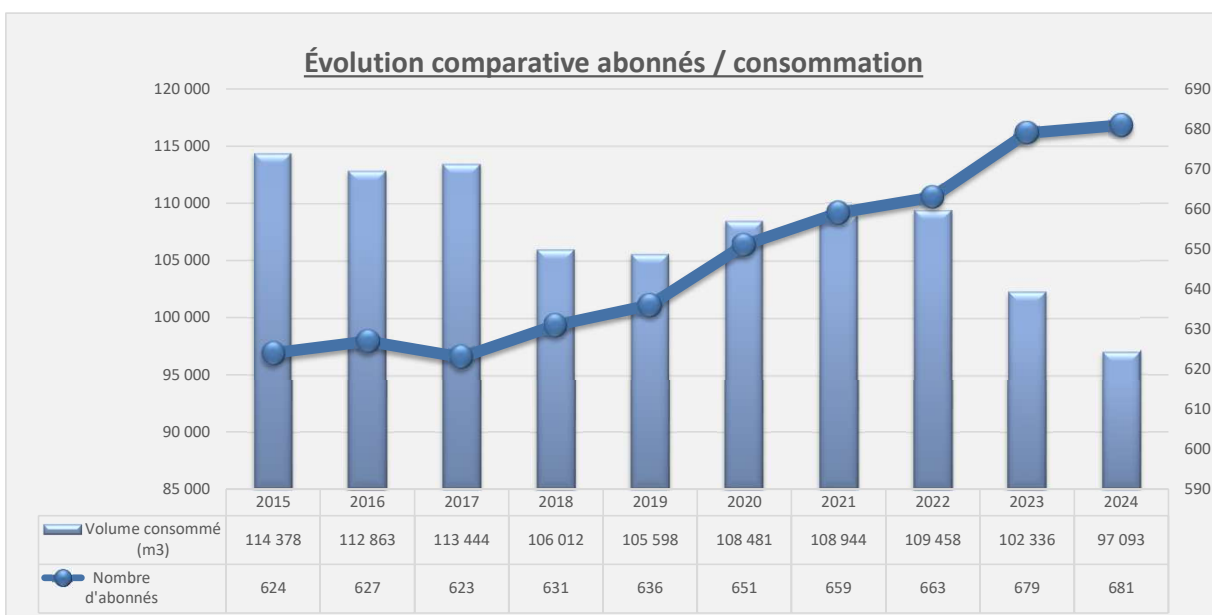
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

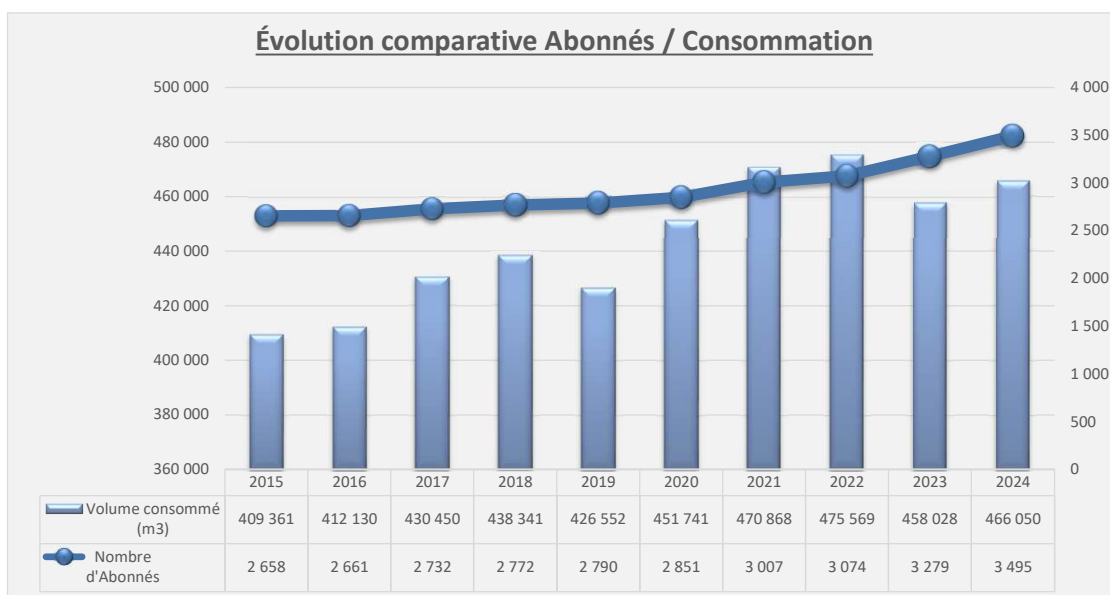
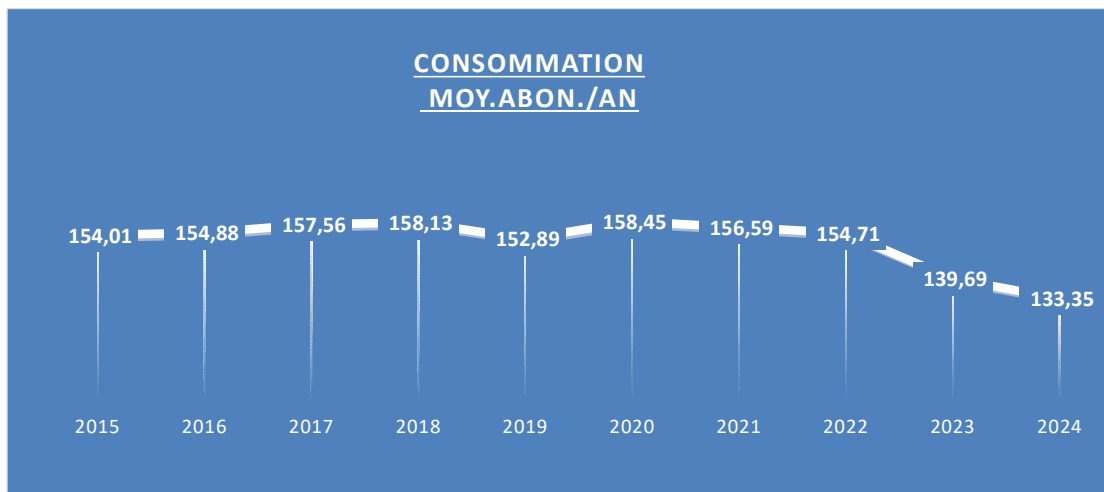
	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	114 378	624	183,30
2016	112 863	627	180,00
2017	113 444	623	182,09
2018	106 012	631	168,01
2019	105 598	636	166,03
2020	108 481	651	166,64
2021	108 944	659	165,32
2022	109 458	663	165,10
2023	102 336	679	150,72
2024	97 093	681	142,57
N/N-9	-15,11%	9,13%	-22,22%





Commune : **BAILLARGUES**

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'Abonnés	Moy. Abon./An
2015	409 361	2 658	154,01
2016	412 130	2 661	154,88
2017	430 450	2 732	157,56
2018	438 341	2 772	158,13
2019	426 552	2 790	152,89
2020	451 741	2 851	158,45
2021	470 868	3 007	156,59
2022	475 569	3 074	154,71
2023	458 028	3 279	139,69
2024	466 050	3 495	133,35
N/N-9	13,85%	31,49%	-13,42%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Envoyé en préfecture le 27/06/2025

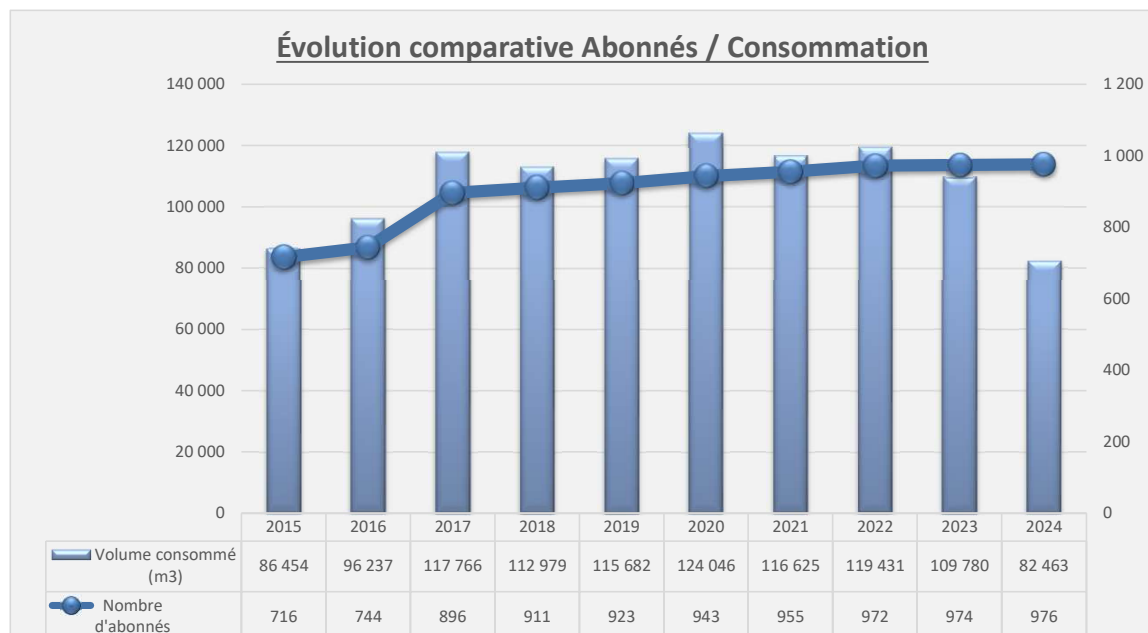
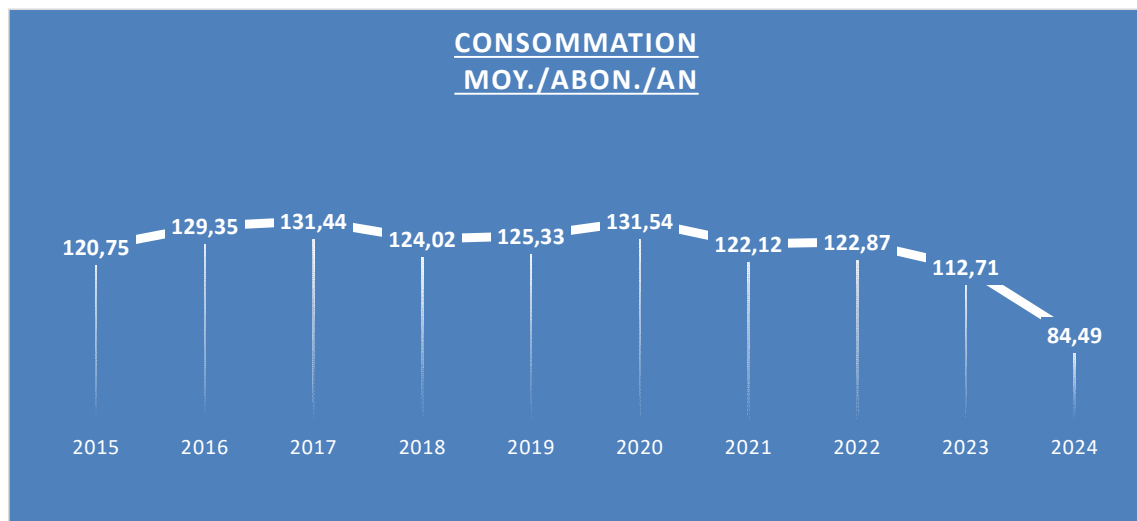
Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

**Commune : BEAULIEU**

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	86 454	716	120,75
2016	96 237	744	129,35
2017	117 766	896	131,44
2018	112 979	911	124,02
2019	115 682	923	125,33
2020	124 046	943	131,54
2021	116 625	955	122,12
2022	119 431	972	122,87
2023	109 780	974	112,71
2024	82 463	976	84,49
N/N-9	-4,62%	36,31%	-30,03%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 à 2024

Commune : **BOISSERON**

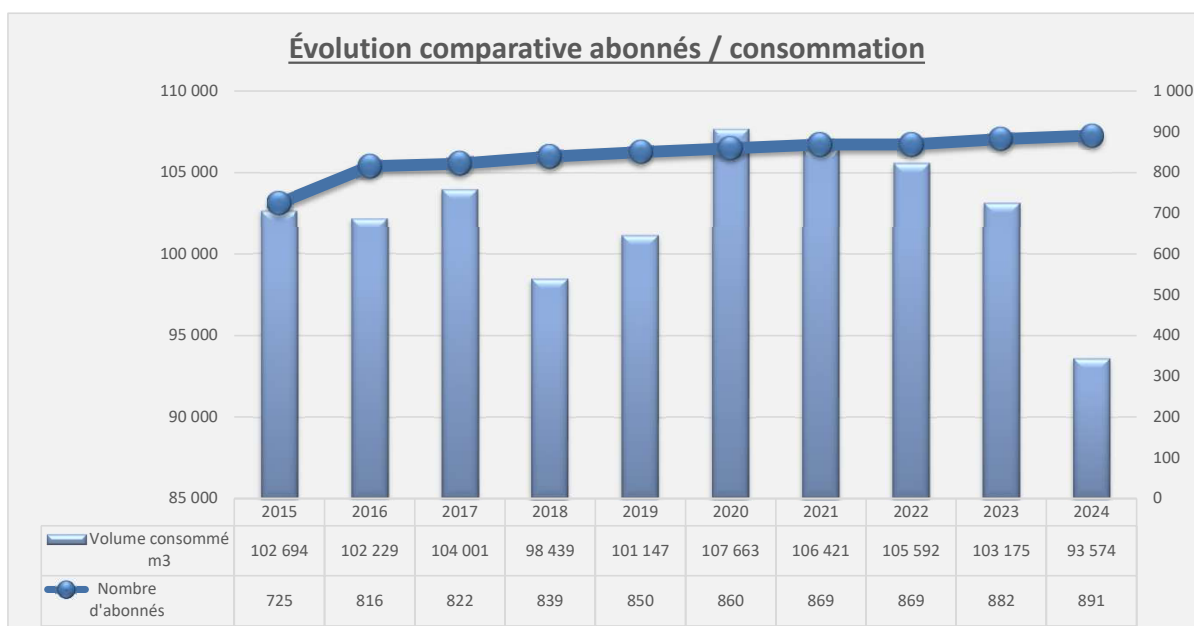
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé m <sup>3</sup>	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	102 694	725	141,65
2016	102 229	816	125,28
2017	104 001	822	126,52
2018	98 439	839	117,33
2019	101 147	850	119,00
2020	107 663	860	125,19
2021	106 421	869	122,46
2022	105 592	869	121,51
2023	103 175	882	116,98
2024	93 574	891	105,02
N/N-9	-8,88%	22,90%	-25,86%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 à 2024

Commune : **BUZIGNARGUES**

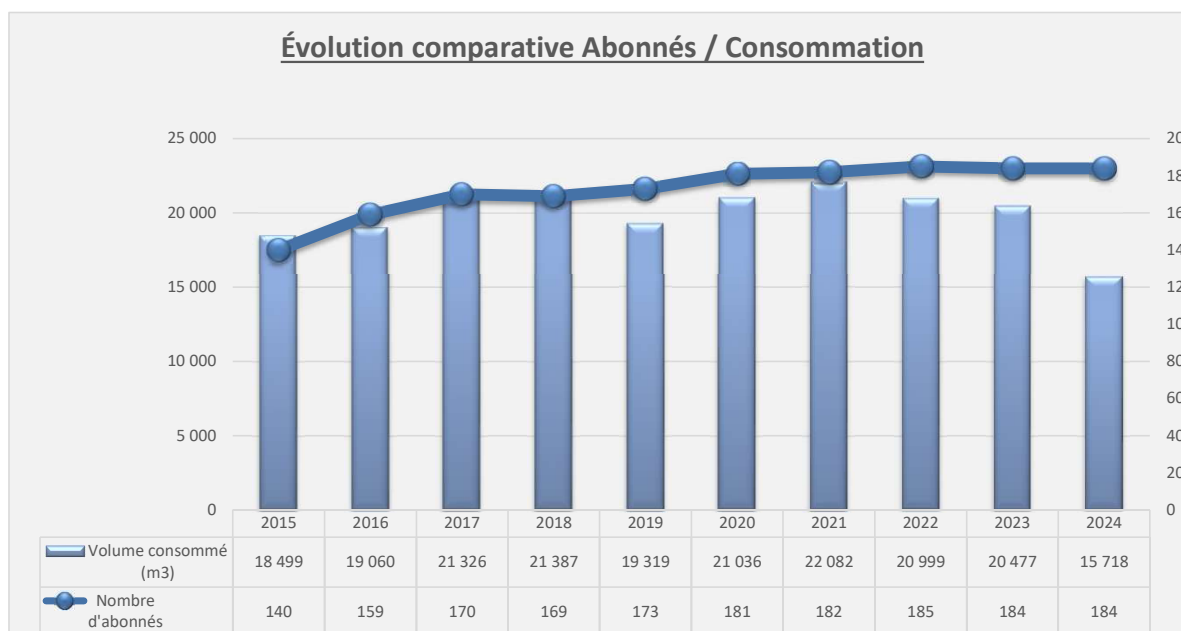
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	18 499	140	132,14
2016	19 060	159	119,87
2017	21 326	170	125,45
2018	21 387	169	126,55
2019	19 319	173	111,67
2020	21 036	181	116,22
2021	22 082	182	121,33
2022	20 999	185	113,51
2023	20 477	184	111,29
2024	15 718	184	85,42
N/N-9	-15,03%	31,43%	-35,35%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **CAMPAGNE**

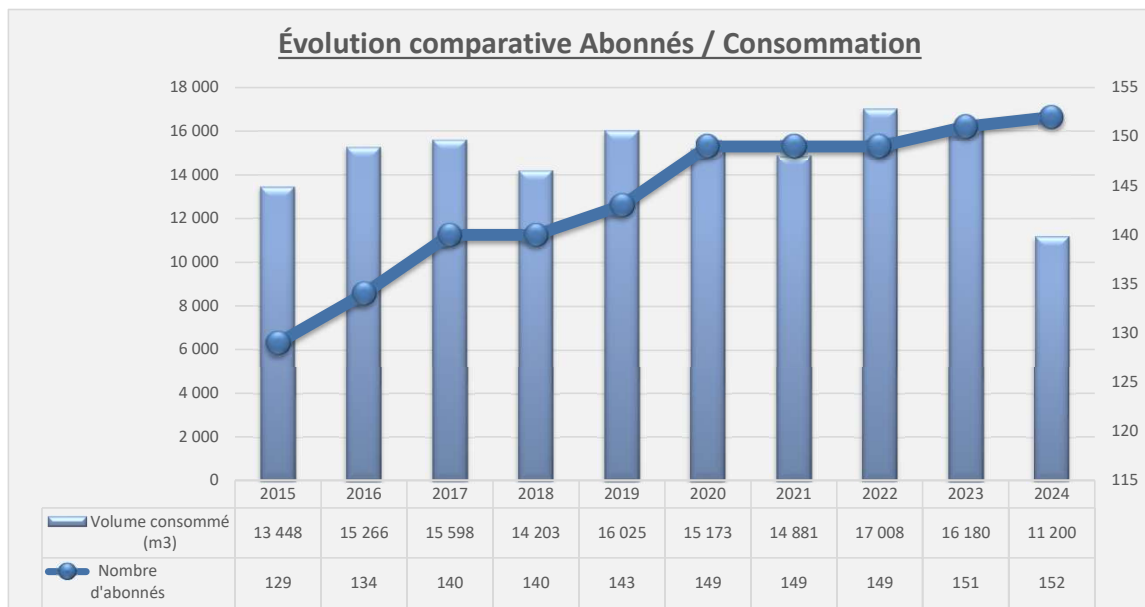
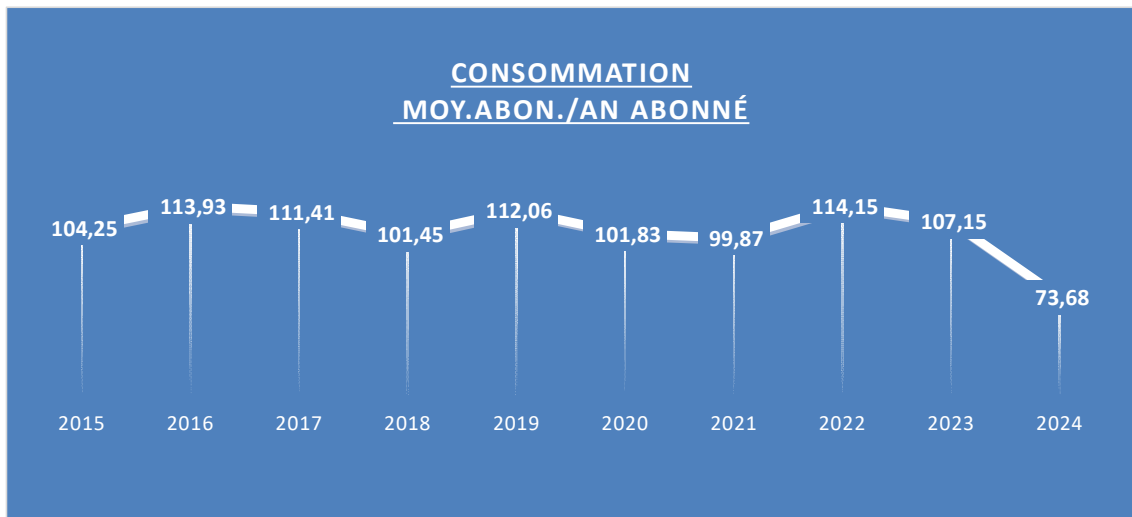
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	13 448	129	104,25
2016	15 266	134	113,93
2017	15 598	140	111,41
2018	14 203	140	101,45
2019	16 025	143	112,06
2020	15 173	149	101,83
2021	14 881	149	99,87
2022	17 008	149	114,15
2023	16 180	151	107,15
2024	11 200	152	73,68
N/N-9	-16,72%	17,83%	-29,32%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

**Commune : CASTELNAU-LE-LEZ**

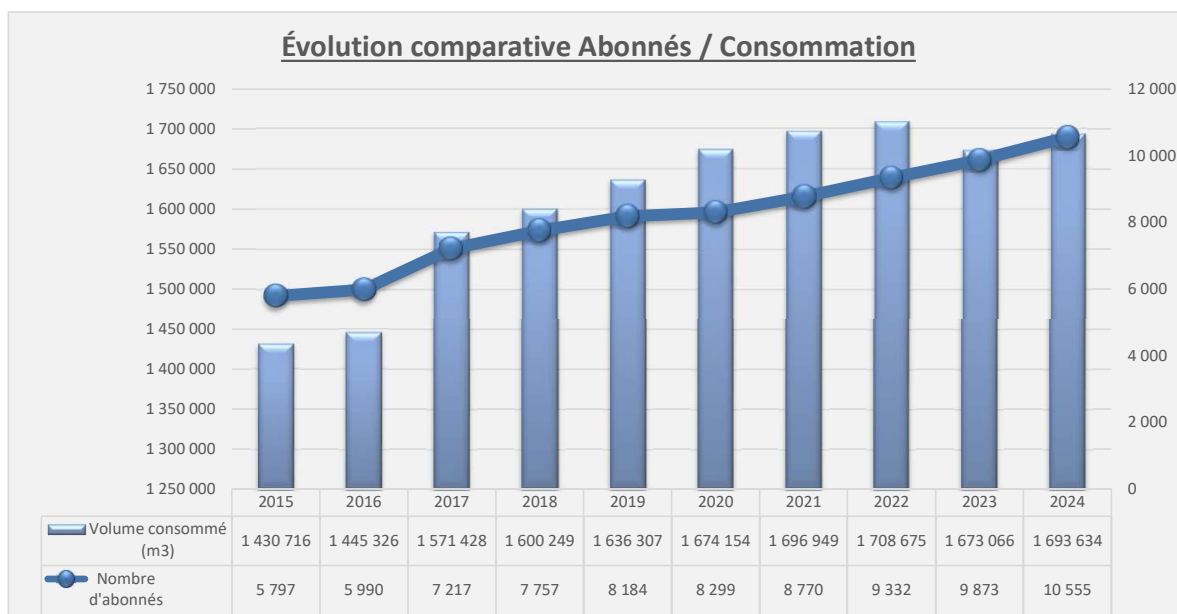
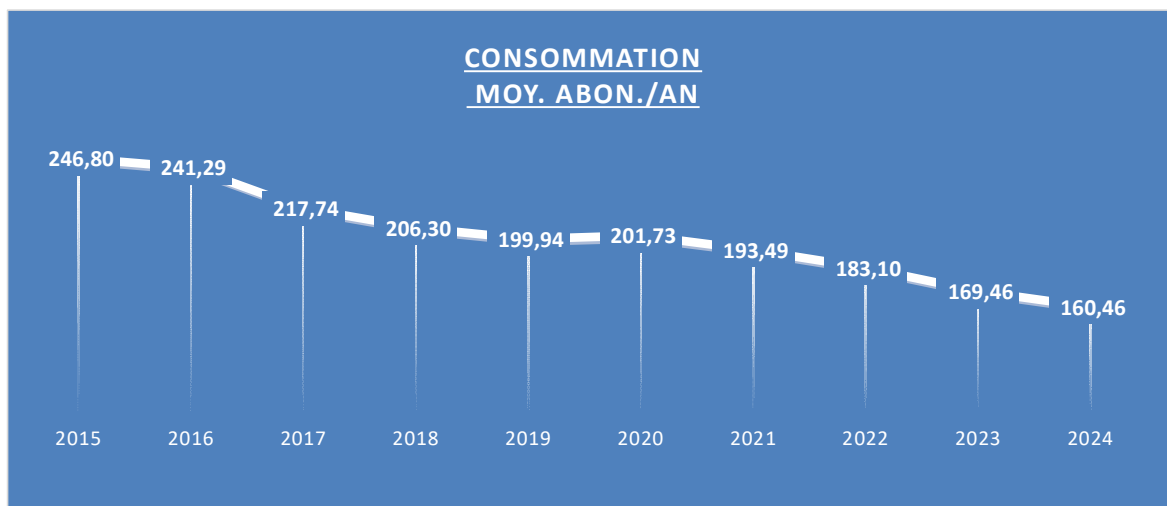
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	1 430 716	5 797	246,80
2016	1 445 326	5 990	241,29
2017	1 571 428	7 217	217,74
2018	1 600 249	7 757	206,30
2019	1 636 307	8 184	199,94
2020	1 674 154	8 299	201,73
2021	1 696 949	8 770	193,49
2022	1 708 675	9 332	183,10
2023	1 673 066	9 873	169,46
2024	1 693 634	10 555	160,46
N/N-9	18,38%	82,08%	-34,99%





## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **CASTRIES**

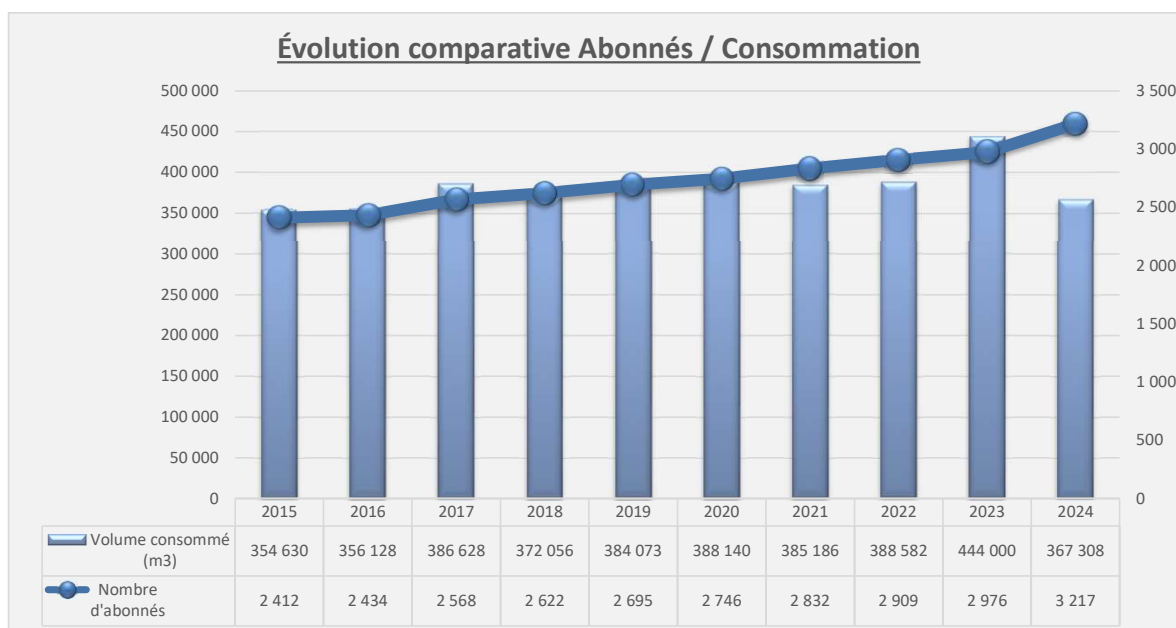
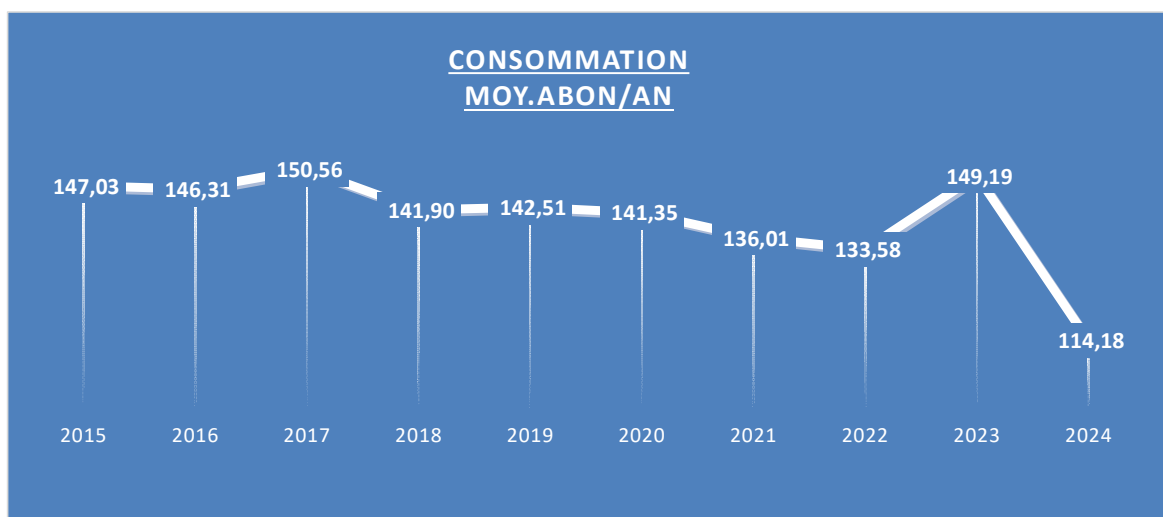
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	354 630	2 412	147,03
2016	356 128	2 434	146,31
2017	386 628	2 568	150,56
2018	372 056	2 622	141,90
2019	384 073	2 695	142,51
2020	388 140	2 746	141,35
2021	385 186	2 832	136,01
2022	388 582	2 909	133,58
2023	444 000	2 976	149,19
2024	367 308	3 217	114,18
N/N-9	3,57%	33,37%	-22,34%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **CLAPIERS**

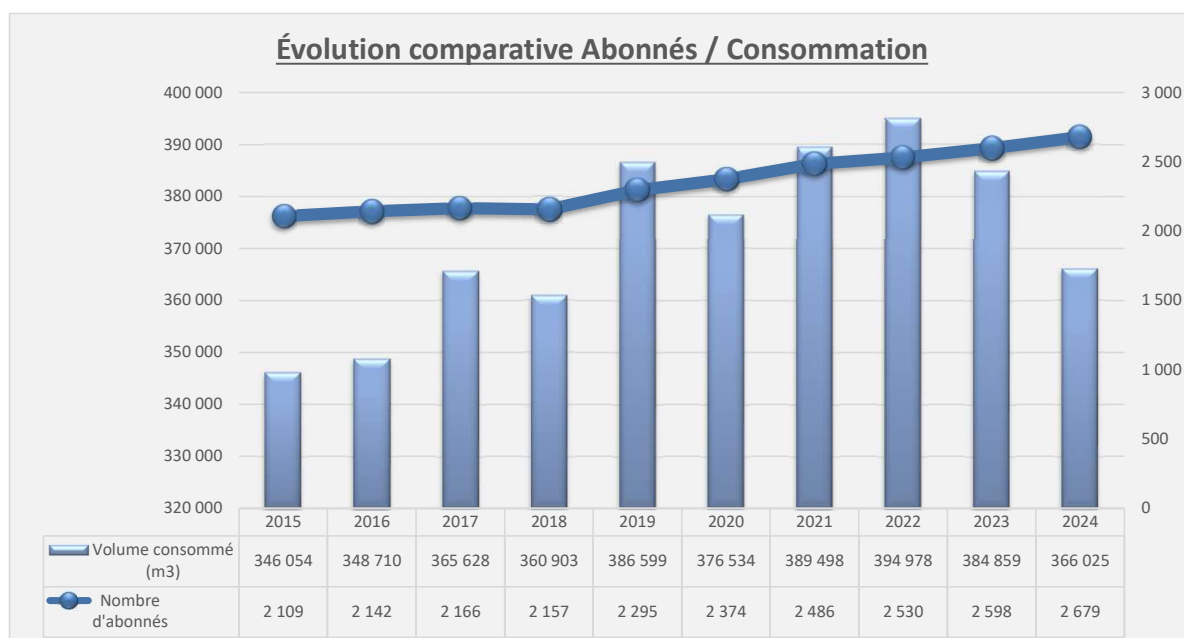
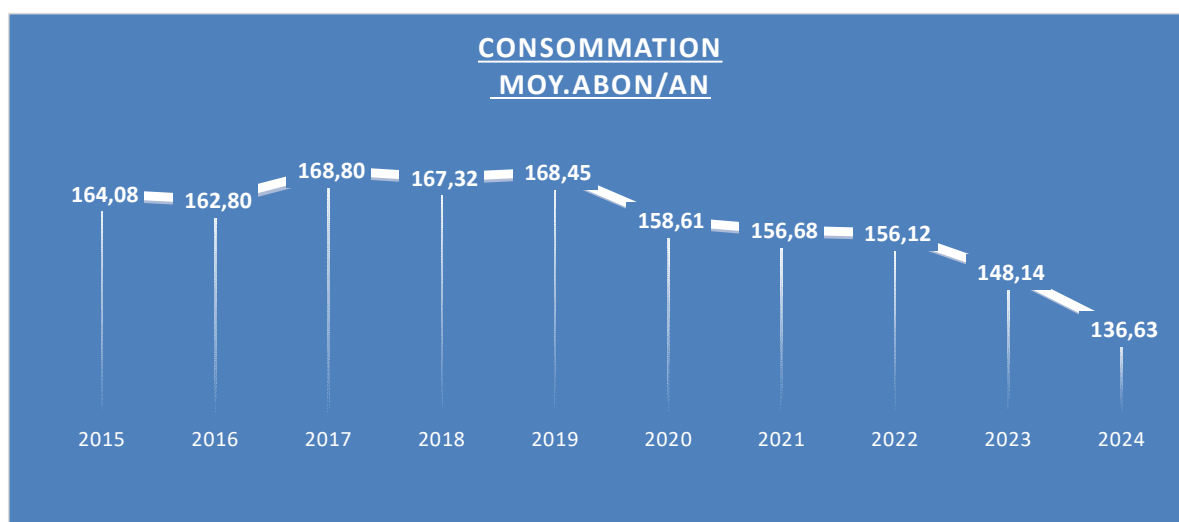
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	346 054	2 109	164,08
2016	348 710	2 142	162,80
2017	365 628	2 166	168,80
2018	360 903	2 157	167,32
2019	386 599	2 295	168,45
2020	376 534	2 374	158,61
2021	389 498	2 486	156,68
2022	394 978	2 530	156,12
2023	384 859	2 598	148,14
2024	366 025	2 679	136,63
N/N-9	5,77%	27,03%	-16,73%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **FONTANÈS**

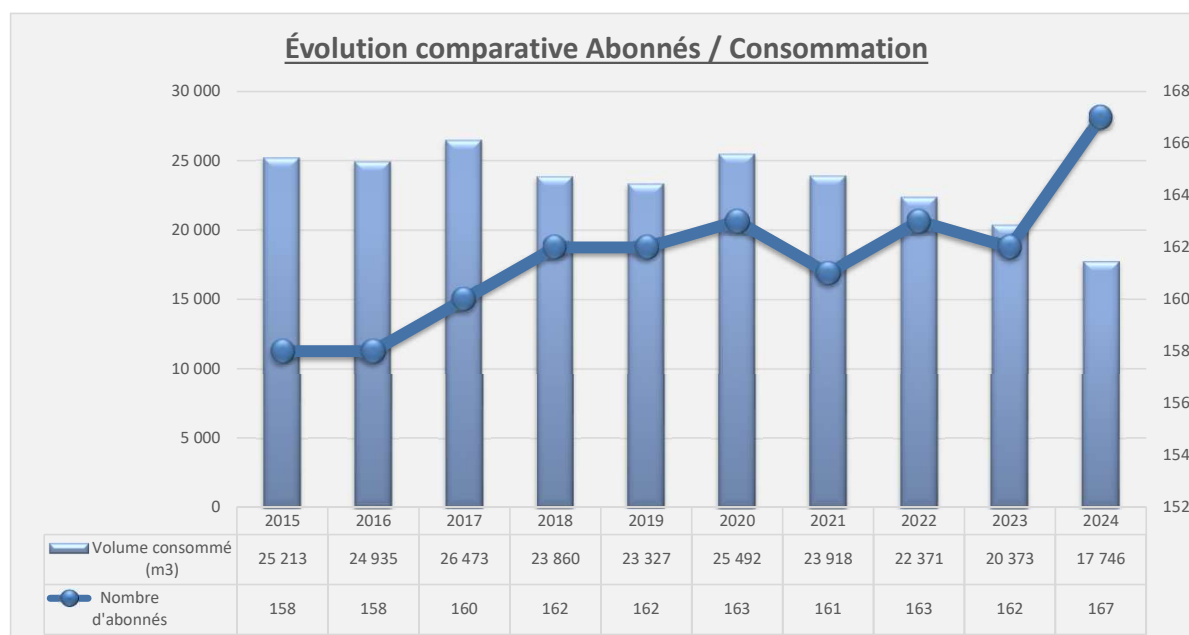
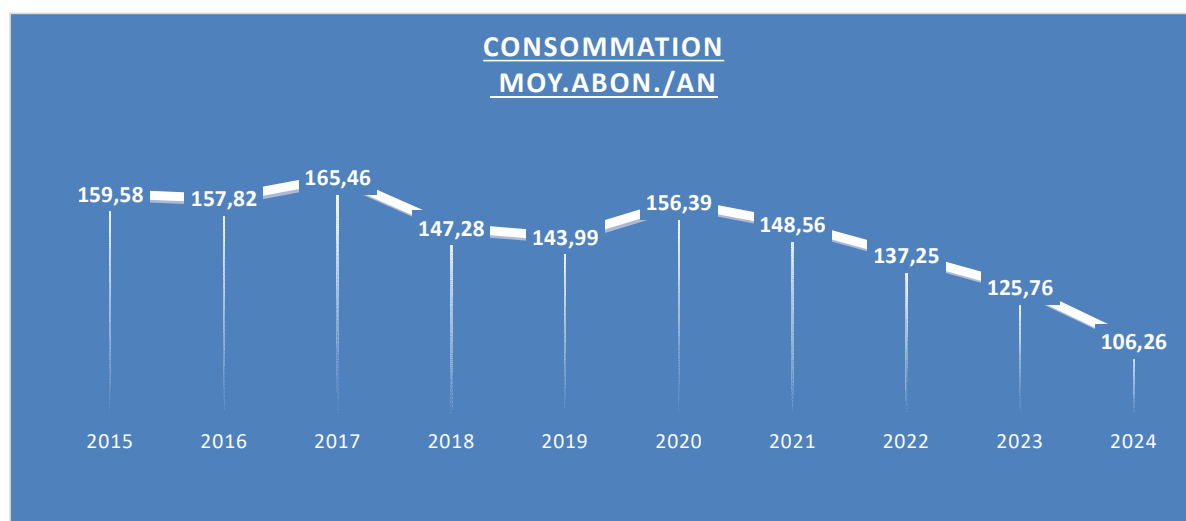
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	25 213	158	159,58
2016	24 935	158	157,82
2017	26 473	160	165,46
2018	23 860	162	147,28
2019	23 327	162	143,99
2020	25 492	163	156,39
2021	23 918	161	148,56
2022	22 371	163	137,25
2023	20 373	162	125,76
2024	17 746	167	106,26
N/N-9	-29,62%	5,70%	-33,41%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **GALARGUES**

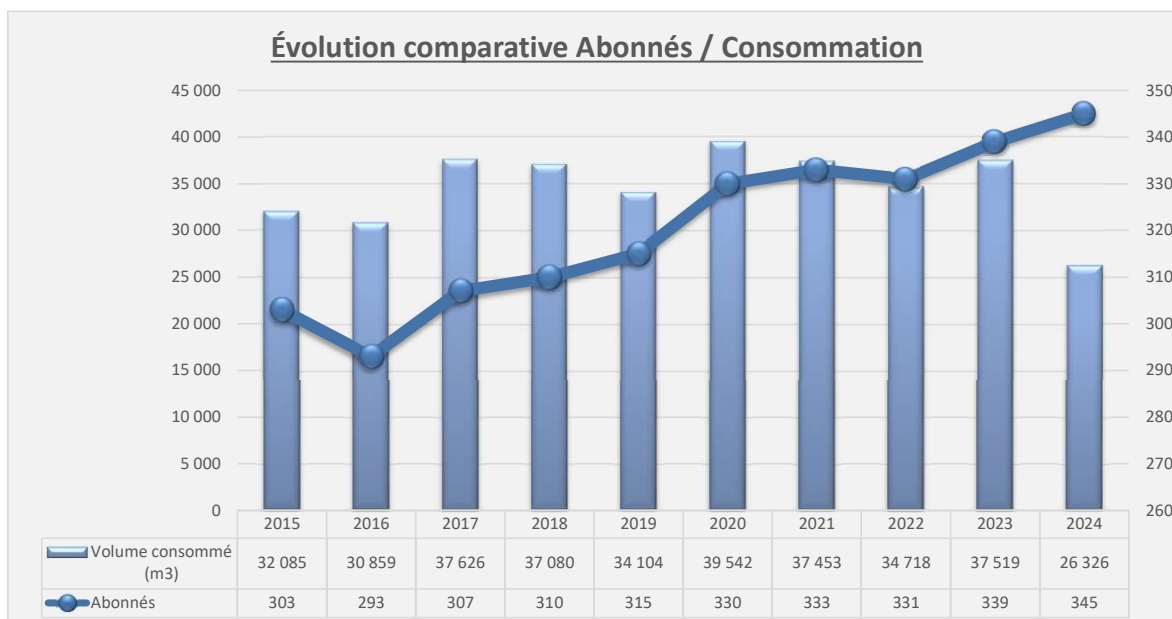
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Abonnés	Moy. Abon./An
2015	32 085	303	105,89
2016	30 859	293	105,32
2017	37 626	307	122,56
2018	37 080	310	119,61
2019	34 104	315	108,27
2020	39 542	330	119,82
2021	37 453	333	112,47
2022	34 718	331	104,89
2023	37 519	339	110,68
2024	26 326	345	76,31
N/N-9	-17,95%	13,86%	-27,94%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **GARRIGUES**

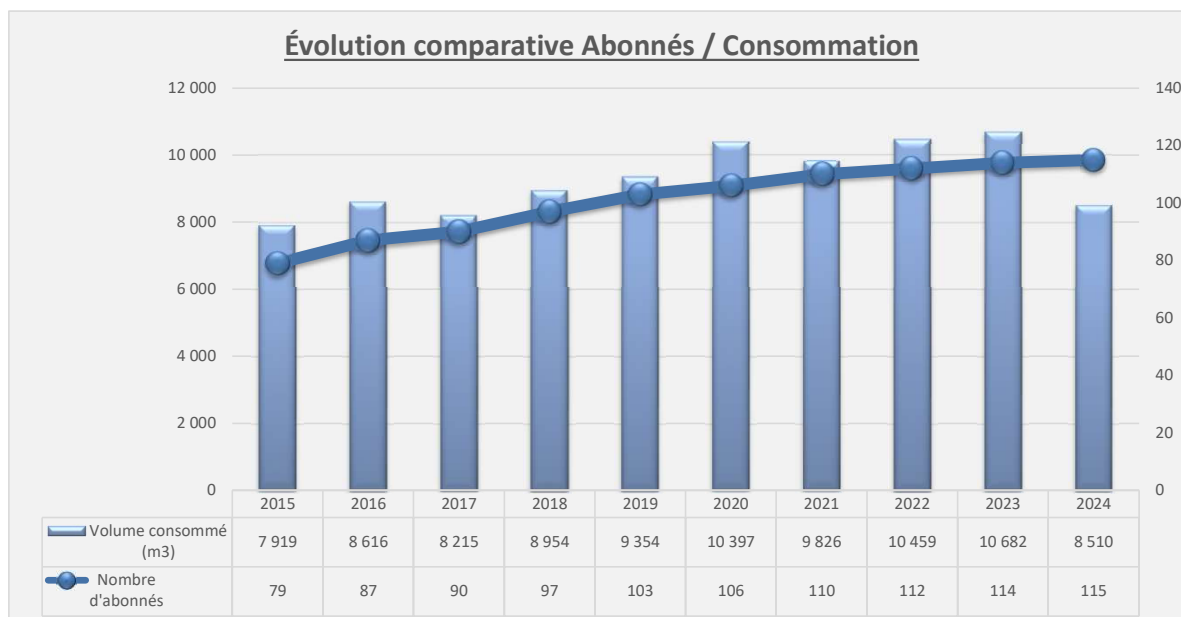
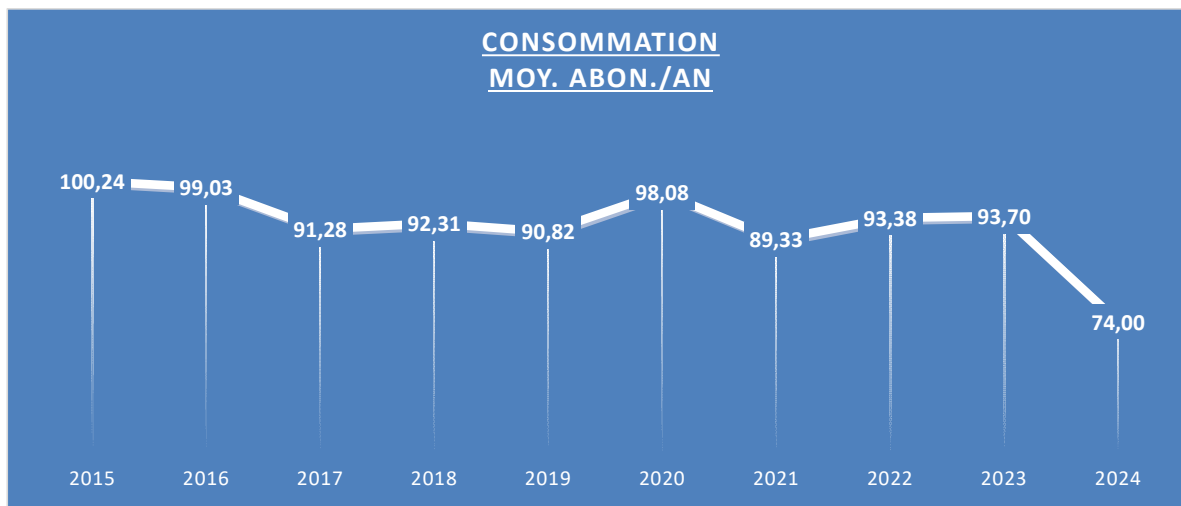
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	7 919	79	100,24
2016	8 616	87	99,03
2017	8 215	90	91,28
2018	8 954	97	92,31
2019	9 354	103	90,82
2020	10 397	106	98,08
2021	9 826	110	89,33
2022	10 459	112	93,38
2023	10 682	114	93,70
2024	8 510	115	74,00
N/N-9	7,46%	45,57%	-26,18%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **GUZARGUES**

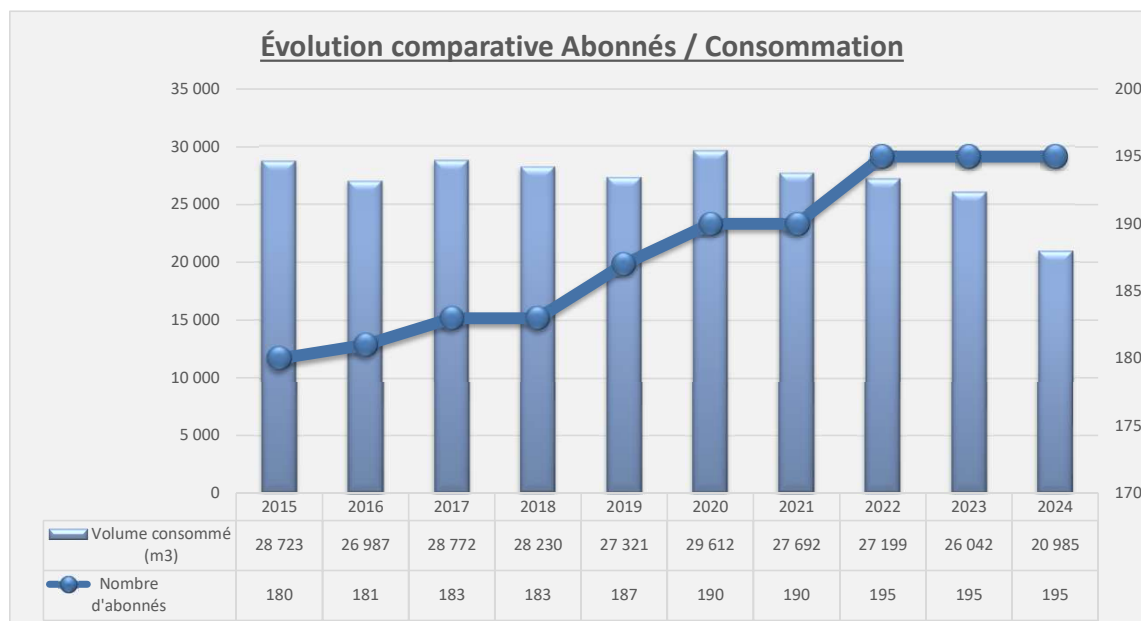
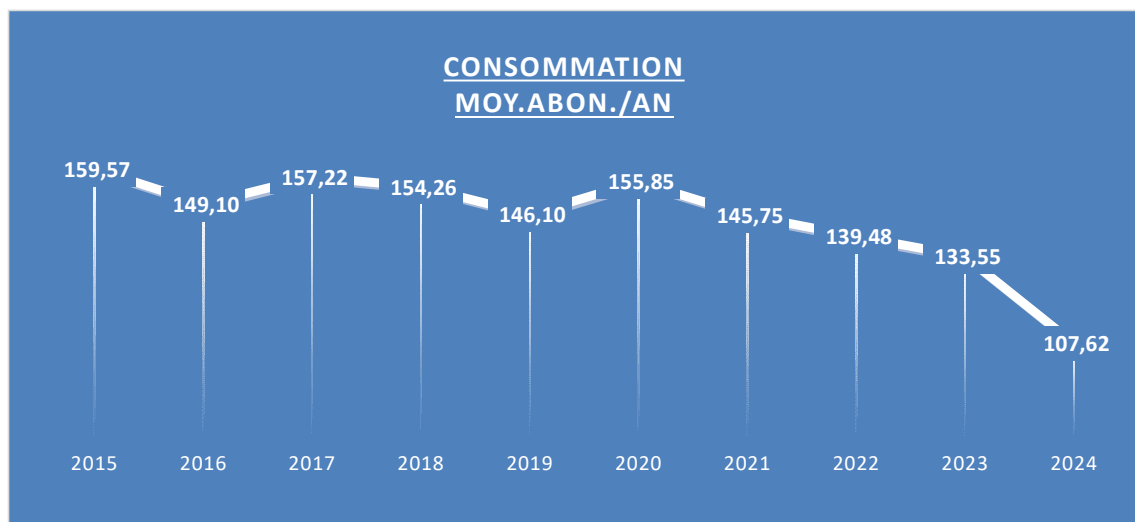
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	28 723	180	159,57
2016	26 987	181	149,10
2017	28 772	183	157,22
2018	28 230	183	154,26
2019	27 321	187	146,10
2020	29 612	190	155,85
2021	27 692	190	145,75
2022	27 199	195	139,48
2023	26 042	195	133,55
2024	20 985	195	107,62
N/N-9	-26,94%	8,33%	-32,56%





## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : MONTAUD

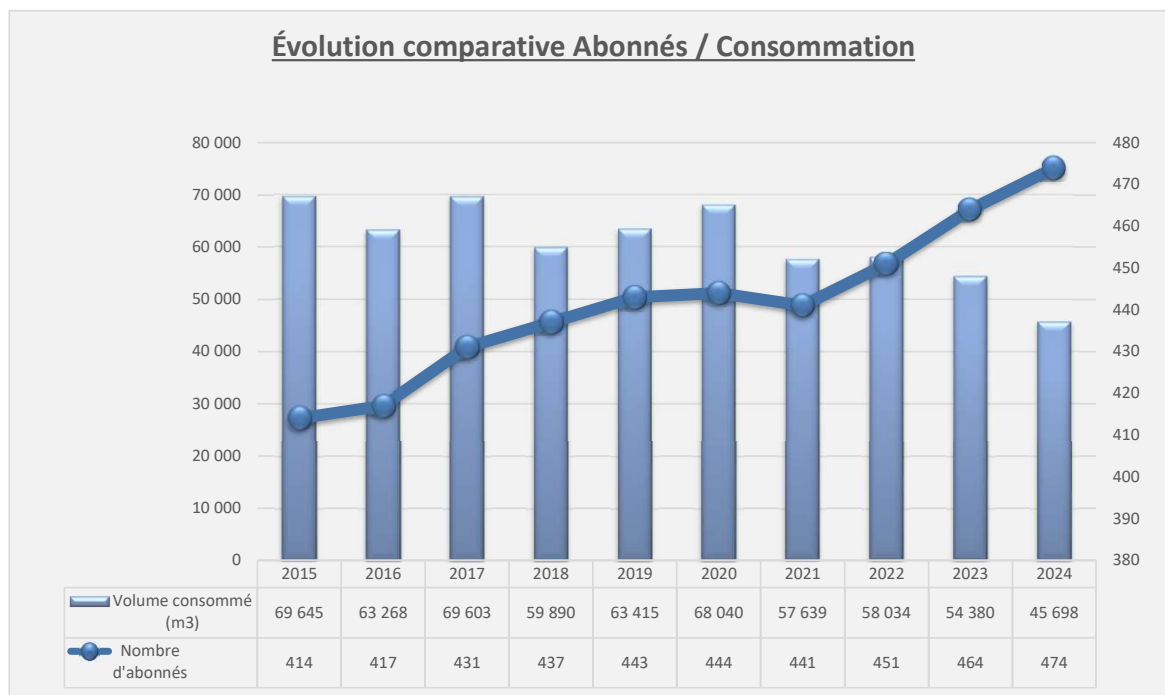
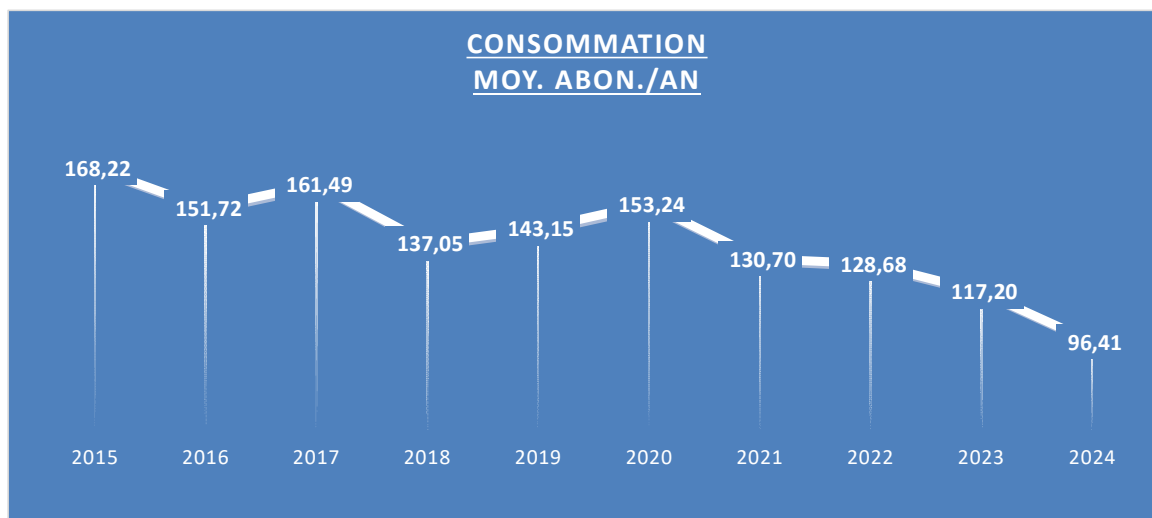
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	69 645	414	168,22
2016	63 268	417	151,72
2017	69 603	431	161,49
2018	59 890	437	137,05
2019	63 415	443	143,15
2020	68 040	444	153,24
2021	57 639	441	130,70
2022	58 034	451	128,68
2023	54 380	464	117,20
2024	45 698	474	96,41
N/N-9	-34,38%	14,49%	-42,69%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **RESTINCLIÈRES**

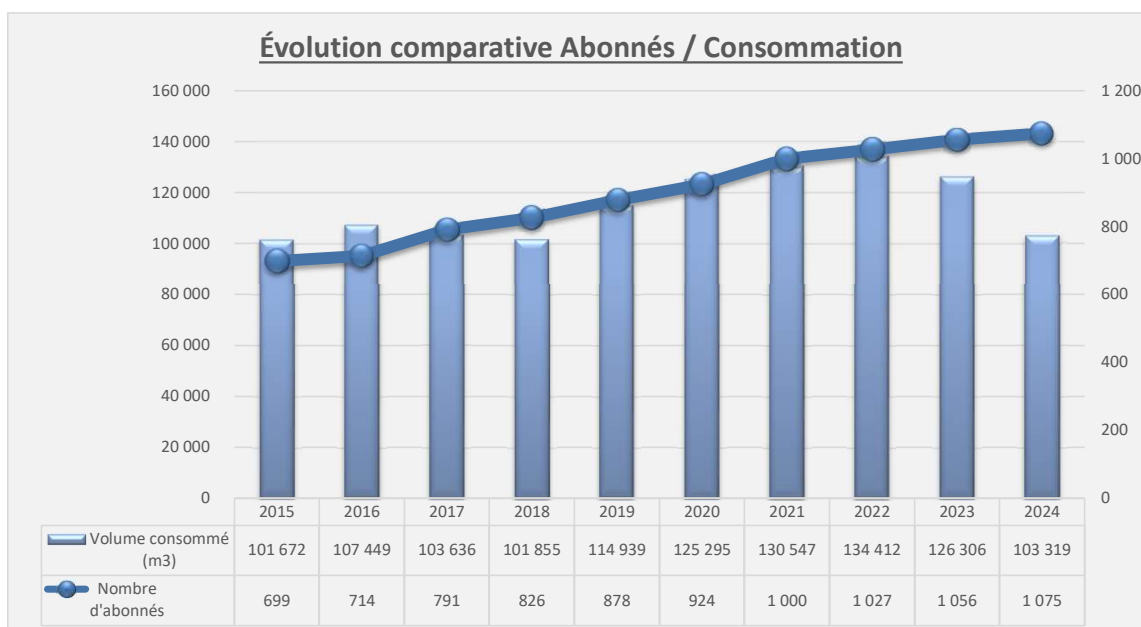
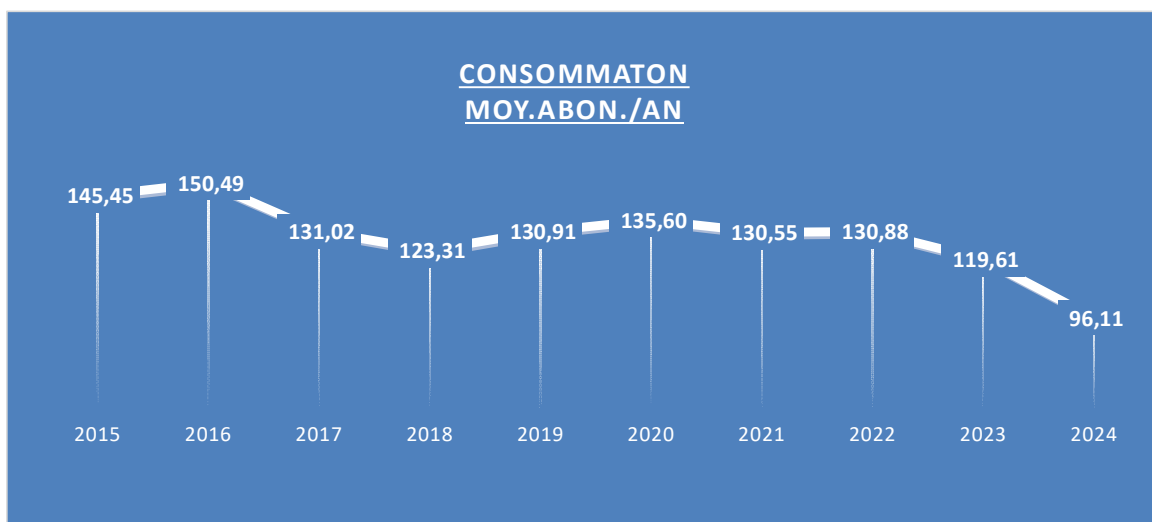
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

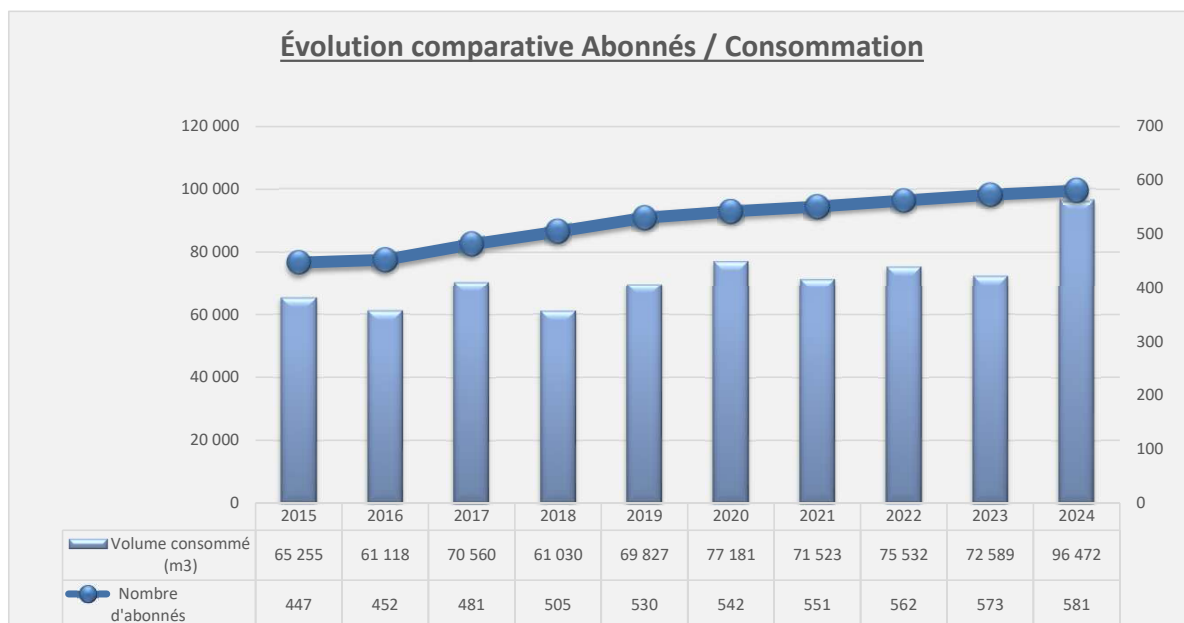
ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	101 672	699	145,45
2016	107 449	714	150,49
2017	103 636	791	131,02
2018	101 855	826	123,31
2019	114 939	878	130,91
2020	125 295	924	135,60
2021	130 547	1 000	130,55
2022	134 412	1 027	130,88
2023	126 306	1 056	119,61
2024	103 319	1 075	96,11
N/N-9	1,62%	53,79%	-33,92%

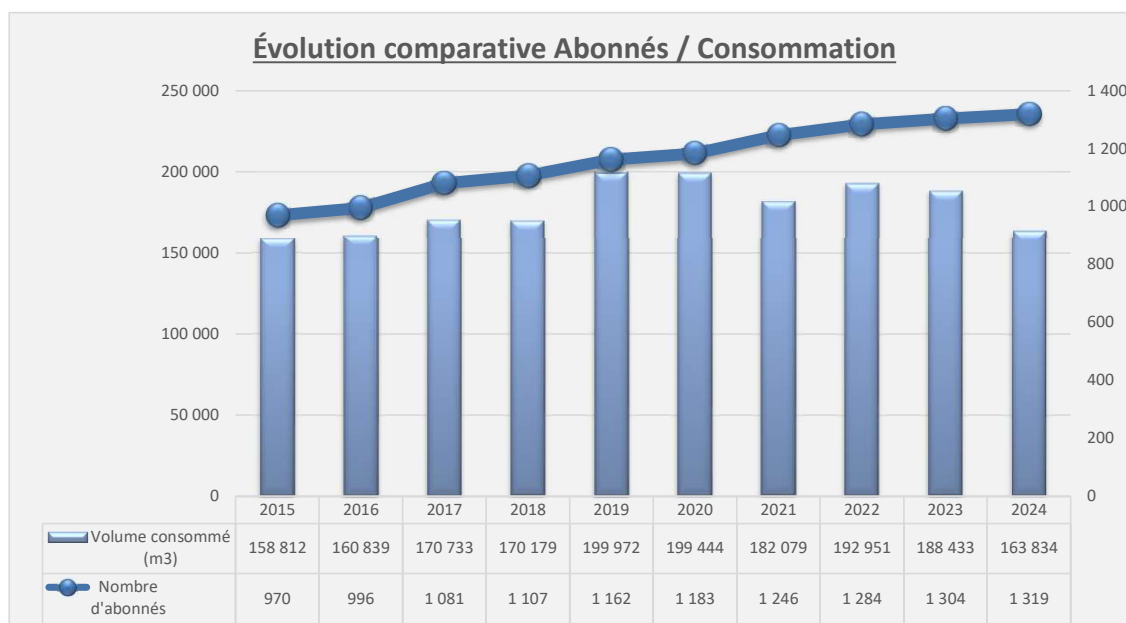
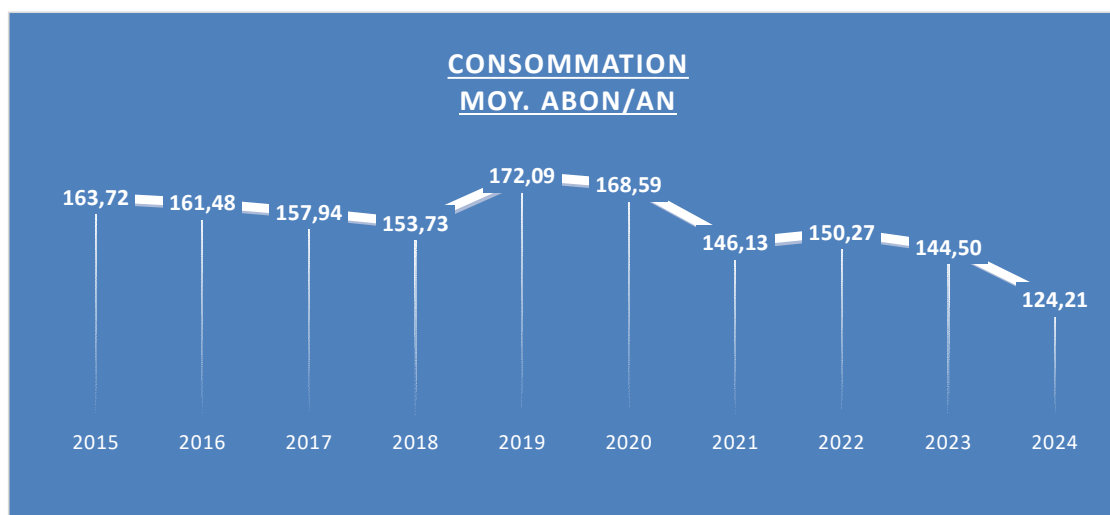


## Commune : SAINT BAUZILLE DE MONTMEL

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	65 255	447	145,98
2016	61 118	452	135,22
2017	70 560	481	146,69
2018	61 030	505	120,85
2019	69 827	530	131,75
2020	77 181	542	142,40
2021	71 523	551	129,81
2022	75 532	562	134,40
2023	72 589	573	126,68
2024	96 472	581	166,04
N/N-9	47,84%	29,98%	13,74%



	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	158 812	970	163,72
2016	160 839	996	161,48
2017	170 733	1 081	157,94
2018	170 179	1 107	153,73
2019	199 972	1 162	172,09
2020	199 444	1 183	168,59
2021	182 079	1 246	146,13
2022	192 951	1 284	150,27
2023	188 433	1 304	144,50
2024	163 834	1 319	124,21
N/N-9	3,16%	35,98%	-24,13%



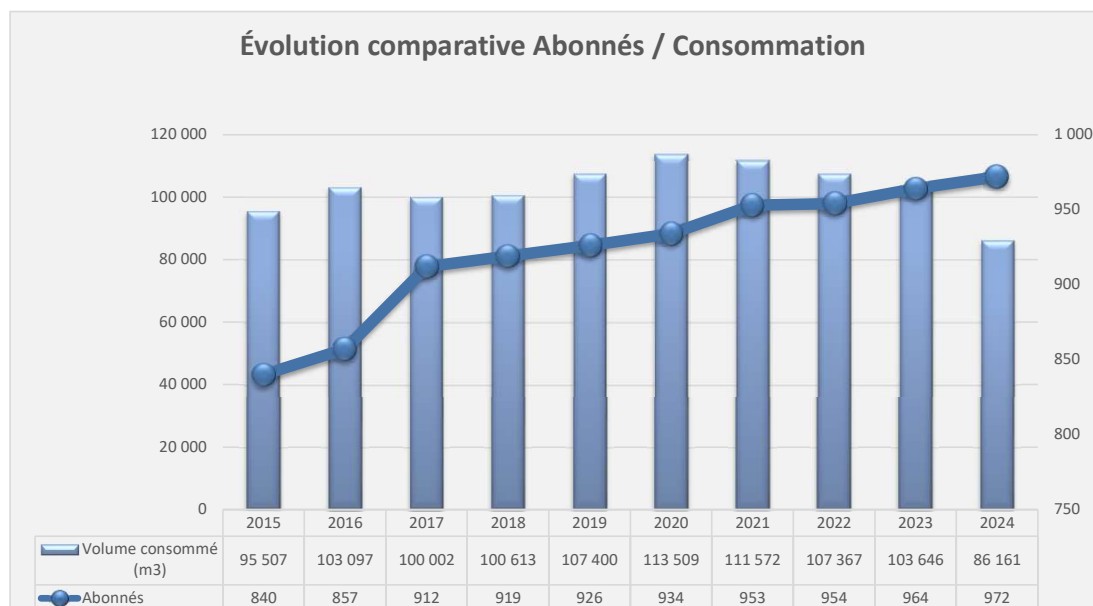
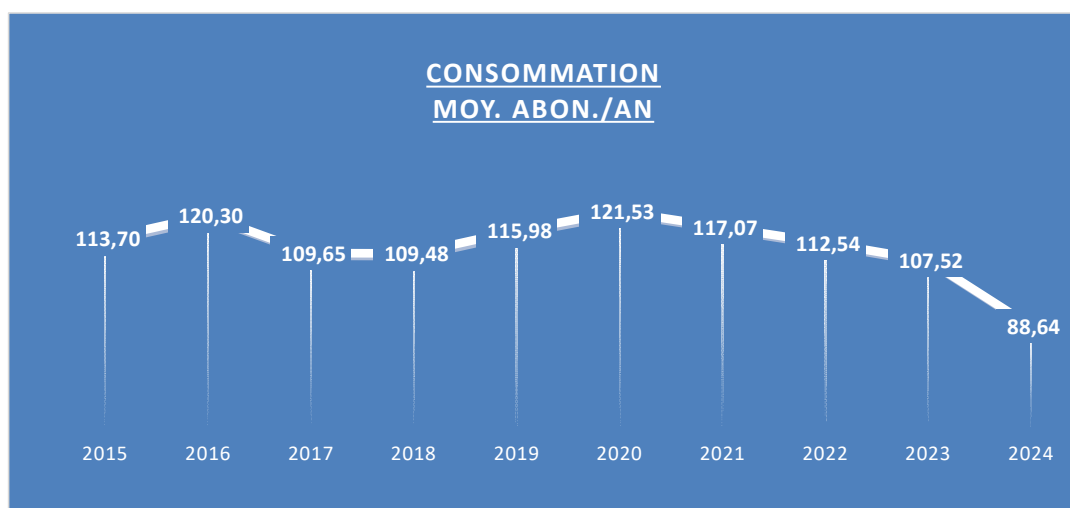


## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : SAINT GENIÈS DES MOURGUES

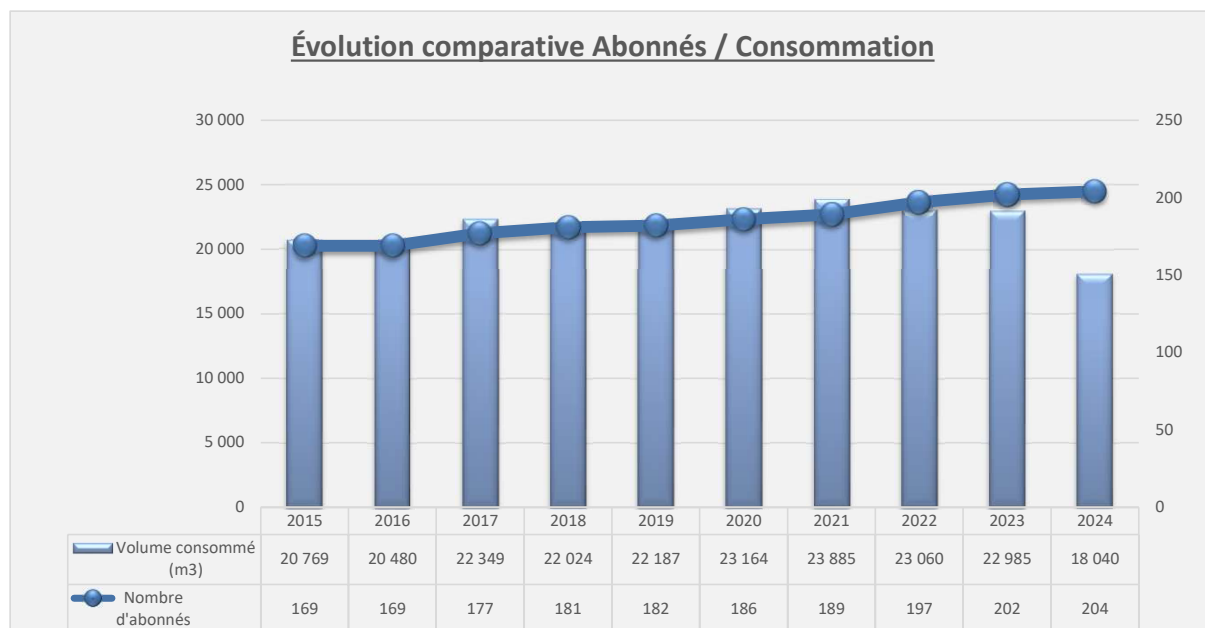
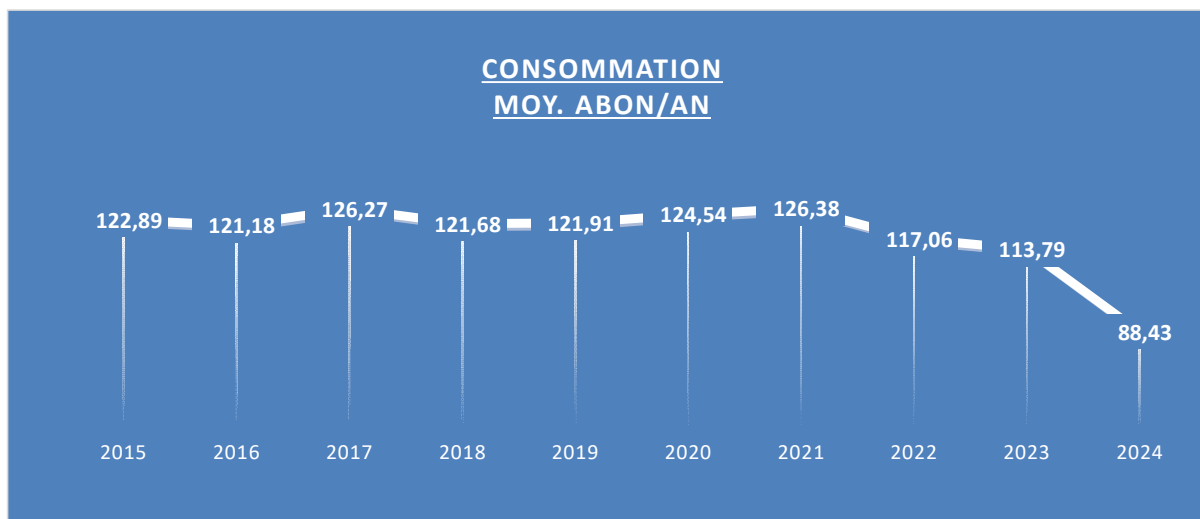
Envoyé en préfecture le 27/06/2025  
Reçu en préfecture le 27/06/2025  
Publié le  
ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Abonnés	Moy. Abon./An
2015	95 507	840	113,70
2016	103 097	857	120,30
2017	100 002	912	109,65
2018	100 613	919	109,48
2019	107 400	926	115,98
2020	113 509	934	121,53
2021	111 572	953	117,07
2022	107 367	954	112,54
2023	103 646	964	107,52
2024	86 161	972	88,64
N/N-9	-9,79%	15,71%	-22,04%



## Commune : SAINT HILAIRE DE BEAUVOIR

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	20 769	169	122,89
2016	20 480	169	121,18
2017	22 349	177	126,27
2018	22 024	181	121,68
2019	22 187	182	121,91
2020	23 164	186	124,54
2021	23 885	189	126,38
2022	23 060	197	117,06
2023	22 985	202	113,79
2024	18 040	204	88,43
N/N-9	-13,14%	20,71%	-28,04%





## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : SAINT JEAN DE CORNIES

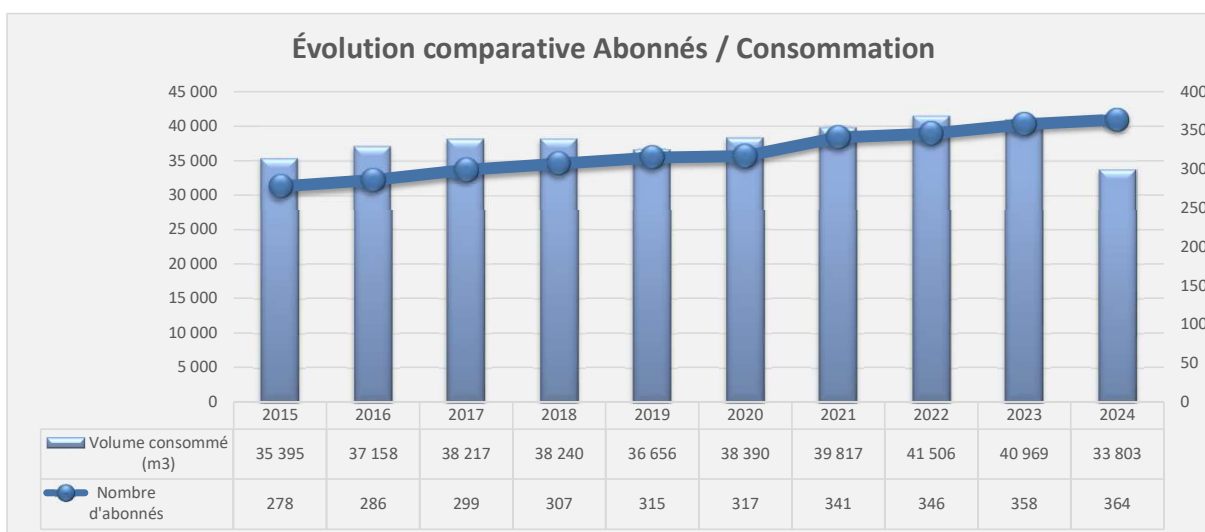
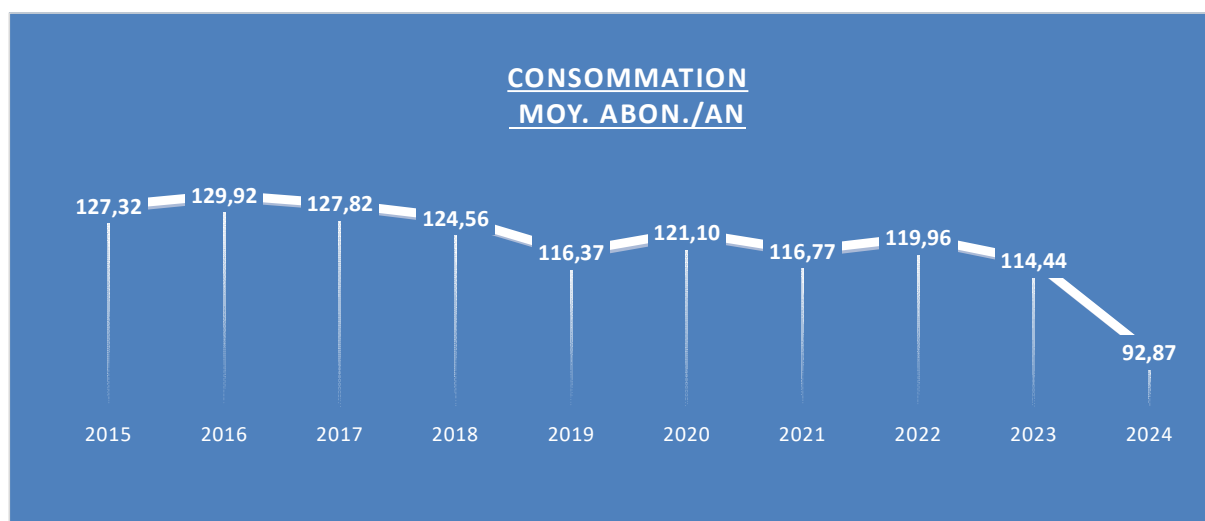
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

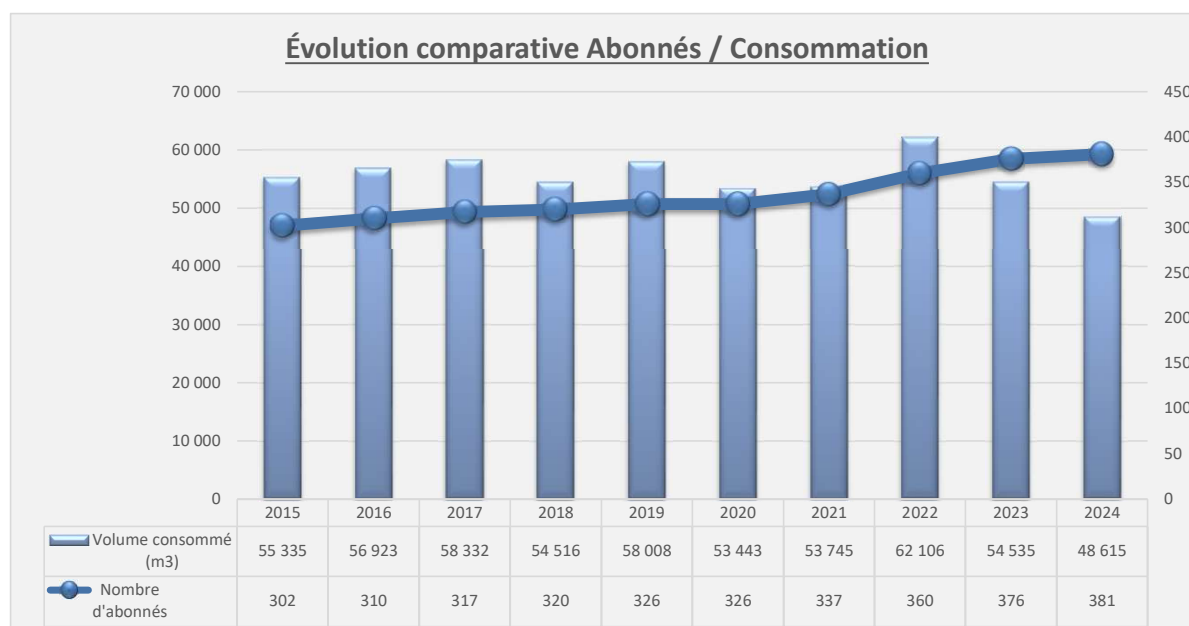
ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	35 395	278	127,32
2016	37 158	286	129,92
2017	38 217	299	127,82
2018	38 240	307	124,56
2019	36 656	315	116,37
2020	38 390	317	121,10
2021	39 817	341	116,77
2022	41 506	346	119,96
2023	40 969	358	114,44
2024	33 803	364	92,87
N/N-9	-4,50%	30,94%	-27,06%



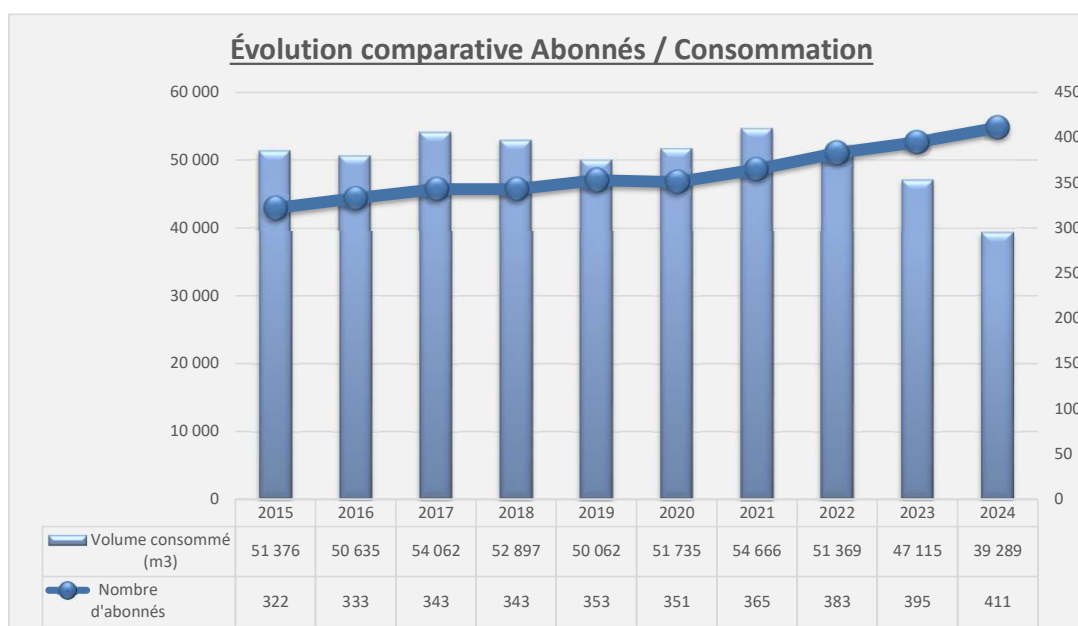
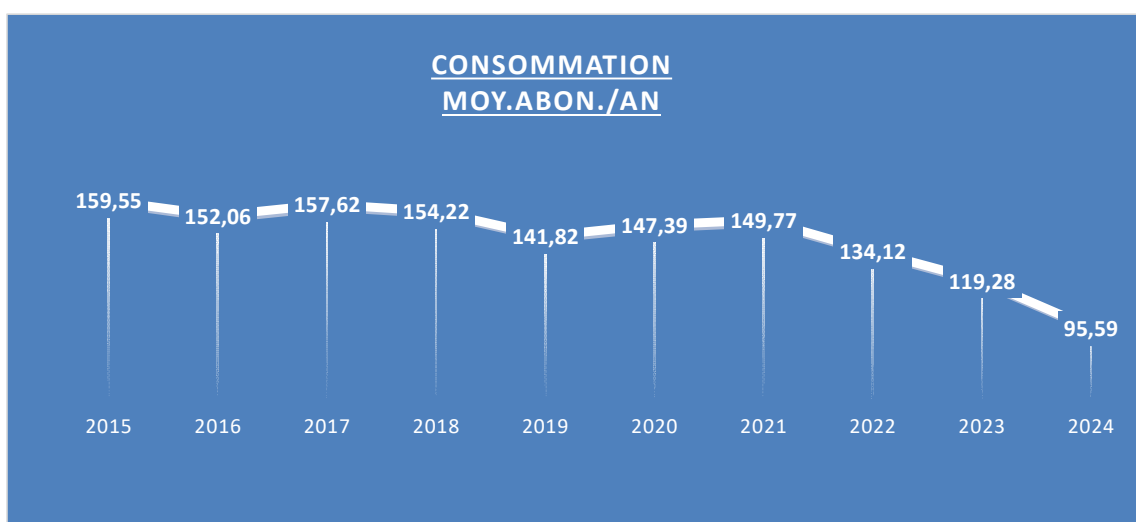
## Commune : SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	55 335	302	183,23
2016	56 923	310	183,62
2017	58 332	317	184,01
2018	54 516	320	170,36
2019	58 008	326	177,94
2020	53 443	326	163,94
2021	53 745	337	159,48
2022	62 106	360	172,52
2023	54 535	376	145,04
2024	48 615	381	127,60
N/N-9	-12,14%	26,16%	-30,36%



## Commune : SAINTE CROIX DE QUINTILLARGUES

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	51 376	322	159,55
2016	50 635	333	152,06
2017	54 062	343	157,62
2018	52 897	343	154,22
2019	50 062	353	141,82
2020	51 735	351	147,39
2021	54 666	365	149,77
2022	51 369	383	134,12
2023	47 115	395	119,28
2024	39 289	411	95,59
N/N-9	-23,53%	27,64%	-40,09%



## DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : **SAUSSINES**

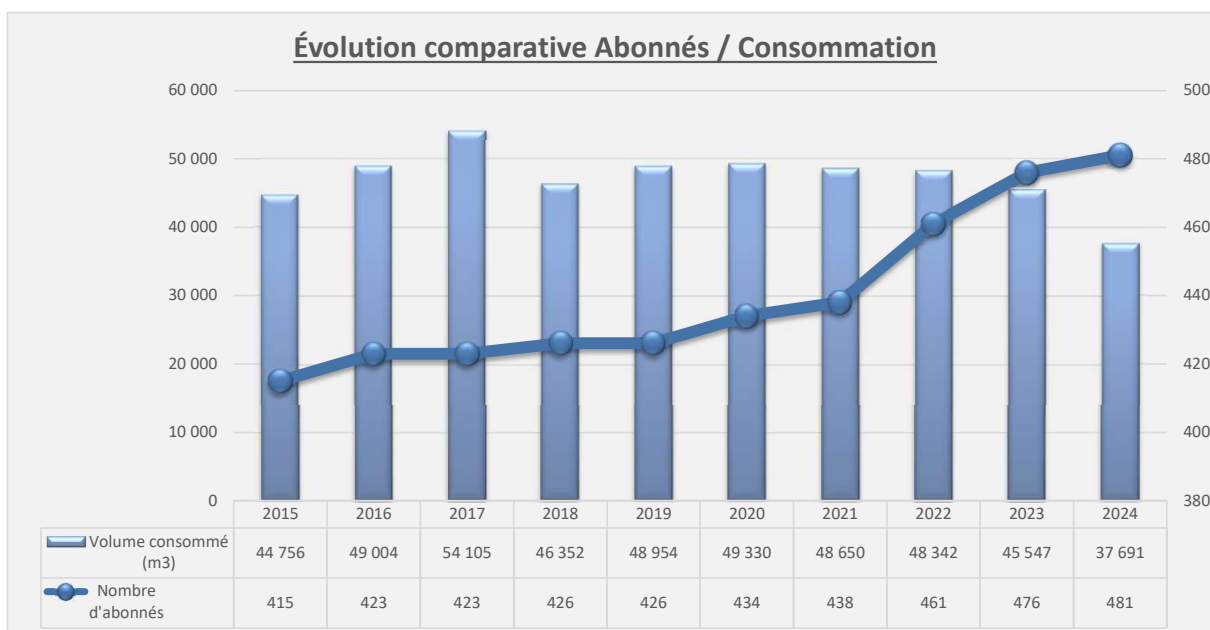
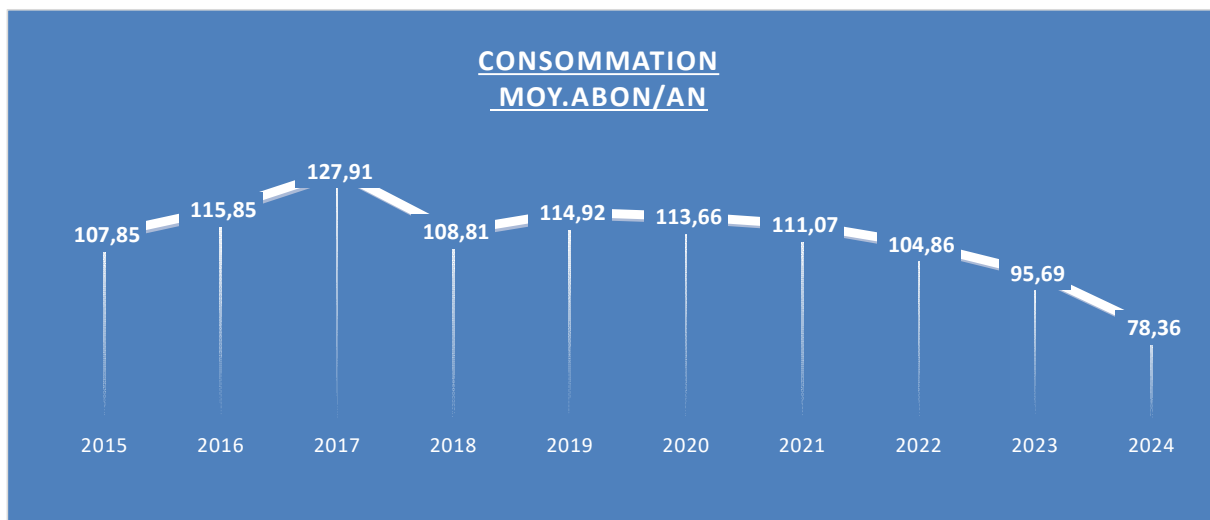
Envoyé en préfecture le 27/06/2025

Reçu en préfecture le 27/06/2025

Publié le

ID : 034-253400725-20250626-2025\_06\_26\_18-DE

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2015	44 756	415	107,85
2016	49 004	423	115,85
2017	54 105	423	127,91
2018	46 352	426	108,81
2019	48 954	426	114,92
2020	49 330	434	113,66
2021	48 650	438	111,07
2022	48 342	461	104,86
2023	45 547	476	95,69
2024	37 691	481	78,36
N/N-9	-15,79%	15,90%	-27,34%



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2015 À 2024

Commune : TEYRAN

	Volume consommé (m <sup>3</sup> )	Nombre d'Abonnés	Moy. Abon./An
2015	289 565	1 906	151,92
2016	288 878	1 922	150,30
2017	299 803	1 940	154,54
2018	284 775	1 950	146,04
2019	294 233	1 971	149,28
2020	301 441	1 989	151,55
2021	291 851	2 040	143,06
2022	308 844	2 076	148,77
2023	278 113	2 087	133,26
2024	248 086	2 097	118,31
N/N-9	-14,32%	10,02%	-22,13%

